■ M. Pineau-Valencienne • et la justice belge

Didler Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider, a proposé à la justice belge une transaction d'un montant de 400 millions de francs belges (66 millions de francs) pour que soit mis fin à la procédure menée à son encontre par la justice belge. Cette démarche choque à Bruxelles, où le juge d'instruction chargé du dossier dénonce les pressions des « plus hautes autorités françaises ».

■ Boeing en accusation

D'après la BBC, deux catastrophes aériennes, en 1991 et 1994, seraient dues à un problème de conception du « gouvernail » des Boeing 737. Le constructeur américain dément. p. 20

Crise papone

iteur Interne

Dix jours d'agitation en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont contraint le premier ministre à démissionner. p. 3 et notre éditorial page 15

■ Les habits du pape



A l'occasion des Joumées mondiales de la jeunesse, Jean-Charles de Castelbajac a été sollicité par le Saint-Siège pour créer les 5 500 costumes officiels, plus un, celui du pape. p. 26

Conflit hospitalier

Alors que la grève des internes s'étend à 22 CHU sur 26, Alain Juppé envoie 37 parlementaires sur le terrain pour convaincre du bien-fondé de sa

et les points de vue p. 14

■ Les « Mineurs » divisés

Anciens contre modernes, étatistes contre libéraux, l'enjeu de la sûreté nucléaire déchire le corps des Mines. p. 12

■ Enfance maltraitée

Le gouvernement étudie les moyens d'éviter, chez les jeunes victimes, les traumatismes provoqués par la multiplication des auditions, lors des procédures judiciaires. p. 9

■ Coûteuse fusion Canal Plus-Nethold

Alors que la fusion officielle entre Canal Plus et Nethold sera entérinée vendredi, les performances du groupe à capitaux sud-africains apparaissent décevantes, avec des pertes d'abonnés en Scandinavie et en Belgique: p. 33

Allumagne, 3 DM; Amilles-Guyana, 8 F; Autriche 25 ATS; Belghrus, 45 FB; Canada, 2.25 S CAN Côta-d'Ivojre, 850 F CA; Danemark, 14 KRD Espagne, 220 PTA; Grande-Bressgea, 12; Grice 300 DB; Irlands, 1,40 C; Italia, 200 L; Loombourg 8 R; Maroc, 19 DH; Norvige, 14 KRN; Phys-Bas 3 FL; Portugal CON, 250 PTE; Réunion, 9 F Strigel, 850 F CA; Suide, 15 KRS; Stasse, 2,19 TS Tuniese, 1,2 Dh; USA (NV), 2 S; USA lothers), 2,50 S

M 0147-327-7,00 F

Le rendez-vous de Strasbourg contre le FN

 Les organisateurs attendent des dizaines de milliers de manifestants, samedi 29 mars, à l'occasion du congrès du Front national
 Le parti de M. Le Pen impute aux autorités la responsabilité d'éventuelles violences
 La gauche va soumettre la loi Debré au Conseil constitutionnel

IA GRANDE manifestation organisée par la gauche, à l'appel du Comité de vigilance contre l'extrême droite, samedi 29 mars à Strasbourg, donne lieu à une mobilisation importante des partis, des organisations antifacistes et antiracistes et des syndicats. Les organisateurs avancent le chiffre de 50 000 manifestants, la police prévoyant de son côté 25 000 personnes dans les rues de Strasbourg, samedi, le jour de l'ouverture du congrès du Front national. La manifestation de gauche s'ajoute à des initiatives diverses, dont un rassemblement des élus régionaux de droite, le même jour, ainsi que de nombreux débats, colloques, expo-

Les dirigeants du Pront national ont mis en garde, mardi 25 mars, contre les risques de violences. Ils ont annoncé le dépôt d'une plainte contre X... pour « actes préparatoires à l'accomplissement de délits ou de crimes, voire de tentative, et (...) d'association de molfaiteurs », visant les organisateurs de la marche antifasciste. Dans des courriers adressés au



maire de Strasbourg, Catherine Traumann (PS), ainsi qu'au préfet du Bas-Rhin et an procureur de la République, le secrétaire général du Front national, Bruno Golinisch, et le président du parti, Jean-Marie Le Pen, imputent par avance aux autorités municipales, préfectorales et judiciaires la responsabilité des incidents mi potrraient se produire.

cidents qui pourraient se produire.
Les députés et les sénateurs socialistes vont saisir le Conseil constitutionnel de la loi Debré sur l'immigration, adoptée mardi par
l'Assemblée nationale et qui devait
l'ètre, mercredi, par le Sénat. Les socialistes mettent en canse la création de fichiers et les restrictions apportées par le texte aux droits de la
défense des étrangers en situation
irrégulière. D'autre part, Simone
Veil devait être nommée, mercredi,
au Haut Conseil de l'intégration
dont elle devrait prendre la présidence.

Lire page 6 et 7 et l'appel de Marek Halter, Gérard Paquet et Jean Viard page 14

La communauté internationale fait pression pour un accord de paix au Zaïre

LES CHEFS d'Etat présents au sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'ouvre mercredi 26 mars à Lomé, devraient faire pression sur les émissaires du président Mobotu et sur ceux de Laurent-Désiré Kabila pour que des négociations en vue d'un accord de paix puissent s'ouvrir entre Kinshasa et la rébellion.

C'est la première fois depuis le début du confit, en octobre 1996, que des représentants des deux parties participent officiellement à une tentative de négociation. Paris et Washington ont entrepris une démarche conjointe pour réclamer des « négociations d'urgence ». Des dizaines de milliers de réfugiés, continuent d'errer, sans aucune assistance, dans la région de Kisangami, au Zaïre.

Lire page 2

Rituel indémodable, le repas du soir en famille

ILS ENGLOUTISSENT, disait-on, des barres chocolatées à longueur de Journée, fuient dès que possible les repas familiaux pour mieux piochier dans le réfrigérateur ou filer dans un de ces temples dédiés au hamburger. Les 6 014 enfants de dix à onze ans interrogés à Paris et en Haute-Saôné en mars 1996, sous la direction du sociologue Claude Fischler pour le compte de l'observatoire Cidil (Centre Interprofessionnel de documentation et d'information laitières) de l'harmonie alimentaire, devralent rassurer ceux qui crient à la « destructuration » des repas, au règne du grignotage, à la disparition du patrimoine culinaire français : le repas familial demeure un rite.

Certes, les enfants cèdent fréquemment entre les repas aux biscuits, bonbons et chewing-gums. La moitié d'entre eux y succombent « parfois », 20 % « très souvent ». Mals, bien proches de faire pénitence, les trois quarts des élèves de CMI et CM2 interrogés approuvent l'affirmation selon laquelle « il est important de ne pas se couper l'appétit en grignotant ». 98 % affirment même être convaincus que « la nourriture, c'est important

Tous les jours.

pour grandir et être en bonne santé ». Certes, le repas familial relève davantage du ravitaillement de course cycliste que du banquet : la moitié des enfants estiment diner en moins de trente minutes ; un bon quart ne restent à table qu'entre une demi-heure et une heure.

Néanmoins, chez une très grande majorité des préadolescents sollicités, l'on mange dans les règles: assis à table, avec l'ensemble de la famille....et la télévision (63 % des élèves ont déclaré que le poste était allumé pendant le repas). C'est plutôt dans la culsine chez les cadres, dans la salle à manger chez les employés, ouvriers, artisans et commerçants, que se déroule ce rituel. L'on se met à table en même temps (dans 64 % des cas), à un horaire d'une régularité ferroviaire, majoritairement compris entre 19 h 30 et 20 h 00: 29 % des enfants d'inent tous les soirs à la même heure à cinq minutes près; 25 % évaluent la variation possible à un quart d'heure. Dans les trois quarts des familles, tous les convives partagent le même menu.

« L'image du repos est celle d'une institution et d'un rituel très valorisé, souligne Claude Fischier, peut-être même plus valorisé que jomois, en particulier dans les catégories socioles où précisément il semblait a priori le plus menacé: classes moyennes urbaines, familles où les deux parents travaillent. Une proportian très importante des enfants traduit dans ses réponses l'idée que le repos, et en particulier le repas du soir, est à la fois le symbole et le ciment de la vie familiale. » Si le dîner se voit qualifié de « repas le plus important » par 67 % des enfants, c'est qu'il a le mérite de rassembler la famille (33 %), mals aussi d'offiri la nourriture la meilleure (38 %) et la plus copieuse (22 %). « Carrefour de communication et d'échanges familioux », le dîner est ainsi associé au plaisir par un grand nombre des interrogés.

Dans ce monde, où les préadolescents apprécient les grand-messes familiales, apparaissent quelques permanences... Les filles aident davantage à la préparation du repas que leurs camarades de classe masculins. Elle sont 90 % à déclarer aimer faire la cuisine, dont leur mère assume la charge dans 76 % des foyers.

Pascale Krémer

Le Mondial 98 en France

LE MONDE et le Comité d'organisation de la Coupe du monde de football (CFO) inaugurent une série de rendez-vous destinés à mieux connaître cet événement majeur du football qui aura lieu en Prance du 10 juin au 12 juillet 1998. Les rencontres devraient être suivies par 37 millards (chitire cumulé) de téléspectateurs et, sur place, par 2,5 millions de spectateurs.

2,5 millions de spectateurs.
Cependant, les décideurs privés et publics français ne semblent pas encore avoir pris la mesure de la portée économique de ce seizième Mondial. Dans un entretien au Mande, Guy Drut, ministre de la jeunesse et des sports, estime: « Une équipe de bon niveau, une organisation de qualité. Tout est réuni pour susciter l'entretients.

Lire pages 24 et 25

L'euro, un missile monétaire?

ET SI L'EURO était un facteur d'instabilité pour le système monétaire international, une bombe pour le monde? Alors que sur le Vieux Continent, la création de la moonale unique continue à alimenter des po-Kemiques sans fin entre capitales, aux Etats-Unis, les économistes s'interrogent de plus en plus sur les risques portés par la naissance éventuelle d'une nouvelle grande devise inter-nationale. Réunis à la mi-mars à Washington, à l'initiative du Fonds monétaire international (FMI), les principaux experts monétaires mondiaux en sont arrivés à considérer qu'un scénario-catastrophe alliant instabilité géoérale des taux de change et repli sur soi européen n'était peut-être pas le moins impro-

bable.

L'euro existe. Les querelles sur le nombre de participants, la date de son entrée en vigueur et l'architecture précise de l'Union économique et monétaire (UEM) ont été surmontées. Que se passe-t-il? C'est autour de ces hypothèses et de cette question que Michel Camdessus, le directeur général du FMI – que certains verraient bien comme le premier président de la future Banque centrale européenne –, a donc rassemblé les principaux spécialistes de la question. Estimant que l'union monétaire

existe déjà largement en Europe entre les six ou sept devises stables depuis plus de dix ans, ils sont néanmoins unanimes à juger que la naissance de l'euro sera l'événement le plus important sur la scène monétaire internationale depuis l'effondrement du système (de taux de change fixes) de Brettoo Woods. Il se rejouissent généralement de la création d'un espace monétaire unifié sur le Vieux Continent. Ils sont en revanche plus divisés sur l'impact qu'aura la monnaie unique sur l'économie mondiale. Contrairement à une idée souvent défendue par les partisans, à Paris notamment, de l'UEM, ils ne pensent pas que l'euro favorisera, à court terme, un retour progressif à un système de taux de change fixes et une plus grande stabilité monétaire

internationale. Au contraire.

Pour la première fois depuis 1945, le système monétaire ne serait donc plus dominé par une seule devise, le dollar, mais serait bipolaire, ou même multipolaire, si le yen, et potentiellement d'antres monnaies, comme le yuan chinois, deviennent de véritables actifs de réserve.

Françoise Lazare

Lire la suite page 15 et nos informations page 4

La femme en colère

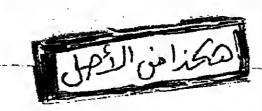


HERVÉ LE ROU

UNE JEUNE FEMME en colère, dans un court métrage tourné en 1968, le jour de la fin de grève aux usines Wooder de Saint-Ouen, a donné l'idée à Hervé Le Roux de bâtir un grand récit, Reprise. A l'affiche cette semaine, Généalogies d'un crime, de Raoul Ruiz, Basquiat, de Julian Schnabel, et Les 101 Dalmatiens, avec Glenn Close.

Lire pages 29 à 32

Assignment in the second in th
Météorologie
Jerr
Oskere
Guide culturei 3
Commentation
Abonaements
Radio-Telévision
Kinsme



INTERNATIONAL

chal Mobutu et ceux du chef rebelle Laurent-Désiré Kabila sont arrives.

ZAIRE Les représentants du maré tion de l'unité africaine (OUA)consacrée à la situation dans la région des Grands Lacs. Les pays présents, ainsi que Français et Américains, souhaitent que les deux parties en-

gagent des négociations le plus ra-pidement possible. • A KINSHASA, le maréchal Mobutu a désigné un « comité de négociations », et le parti présidentiel, le Mouvement popu-

laire de la révolution (MPR), annonce qu'il était disposé partager le pouvoir, y compris avec la rébellion. O DES DIZAINES DE MILLIERS de réfugiés se dirigent vers Kisangani et

commencent à installer des camps de fortune. • LA SUISSE examine la possibilité de geler les avoirs que le président Mobutu aurait placés dans les banques de la Confédération.

Les pressions s'accentuent sur M. Kabila et M. Mobutu pour ouvrir des pourparlers

Alors que de nombreux pays, dont la France et les Etats-Unis, insistent pour que les autorités zaïroises et les rebelles négocient un accord de paix, le sommet extraordinaire de l'OUA à Lomé met en présence, pour la première fois, des émissaires envoyés par les deux parties

mardi 25 mars, à Lomé (Togo), en vue

de la reunion spéciale de l'Organisa-

de notre envoyé spécial Dans la soirée de mardi 25 mars, les participants les plus attendus au sommet extraordinaire de l'Organisatioa de l'unité africaine (OUA) sont arrivés dans la capitale tagolaise par un voi régulier en provenance de Bruxelles : il s'agissait de deux représentants de Laurent-Désiré Kabila, le chef de la rébellion

Depuis le déclenchement des hostilités au Kivu, en octobre, c'est la première fois que les rebelles, qui .occupent maintenant près d'un quart du territoire zaīrois, sont conviés à une grande réunion internationale. A bord de l'avion se trouvaient également le président de la République sahraouie et la fille du maréchal Mobutu, Ngawali. Cette affluence a permis à Bizima Karaha et Gaëtan Kakudji, les deux émissaires de M. Kabila de s'éclipser discrètement. Ils avalent gagné Lomé via Kigali (Rwanda) et

Les représentants de l'Alliance des forces démocratique pour la libération du Congo-Zaire (AFDL) ont refusé de dire s'ils comptaient toujours s'en tenir au programme annoncé à leur départ de Kisangani,



la capitale du Haut-Zaīre: ne pas négocier, mais expliquer « le probleme du Zaire » aux participants au sommet, Mais les pressions en faveur de contacts directs entre l'Alliance et la défégation dépêchée par le maréchal Mobutu - composée du premier vice-président du Parlement de transition, André Boboliko, du conseiller spécial du pré-

Kinshasa insiste sur la création d'un « Conseil national »

nistre des affaires étrangères du gouvernement démissionnaire de Léon Kengo wa Dondo, Gérard Kamenda wa Kamenda - se sont faites de plus en plus fortes.

Durant toute la journée de mardi, une douzaine de ministres des affaires étrangères de l'organisation panafricaine ont travaillé pour démontrer que l'« Organe central

ment des conflits », instance créée au Caire en 1993, méritait son appellation. Cette réunion, comme celle des chefs d'Etat, mercredi, concernait les dix-sept pays membres de cet organisme ainsi que ceux de la région des Grands Lacs.

UNE DÉMARCHE INHABITUELLE

Le représentant conjoint des Nations unies et de l'OUA dans cette région, Mohamed Sahnoun, indiquait, avant le début des travaux, que le but principal de ceux-ci était d'« amener les deux parties à entamer des discussions et à accepter le cessez-le-feu ainsi que le plan de paix des Nations unies ». Ce plan, adopté en février par le Conseil de sécurité, prévoyait la cessation immédiate des hostilités, le secours aux réfugiés, le respect de l'intégrité territoriale du Zaïre, l'organisation d'un « dialogue » et d'un processus élec-

Par ailleurs, Français et Américains ont fait circuler un texte commun demandant lui aussi le début de négociations (lire ci-contre). Comme le disaît l'un des promoteurs de cette démarche: « Elle est

ressés se rendent compte que la situation est sérieuse ». Paris a dépêché à Lomé Micbel Dupuch, conseiller de Jacques Chirac pour les affaires africaines, et Washington, Howard Wolpe, envoyé de Bill Clinton dans la région des Grands

Enfin, la présence de la ouasi-totalité des chefs d'Etat concernés et l'arrivée du secrétaire général des Nations unles, Koffi Annan, ont achevé de souligner l'enjeo du sommet, qui, mercredi, devait examiner un projet de résolution appelant à des négociations immédiates.

Les modalités de celles-ci different selon les participants: certains gouvernements, proches de la rébellion, estiment qu'il fant d'abord négocier un cessez-le-feu préservant l'avantage militaire des rebelles, avant de passer aux discussions politiques, alors que les ants du maréchal Mobutu voudraient passer directement à la discussion d'un calendrier électoral. Reste que tous attendent des contacts directs entre les deux parties. Les deux passagers du vol Bruxelles-Lomé devaient donner, mercredi, un début de réponse.

Thomas Sotinel

Paris et Washington appellent à des « negociations d'urgence »

Dans un texte « commun ». publié mardi 25 mars, les Etats-Unis et la France appellent à des « négociations d'urgence pour mettre fin au conflit au Zaire ». Paris et Washington affirment « soutenir fortement les efforts » pour « un règlement qui inclue à la fois l'arrêt des hostilités et un diningue politique ». Les deux gouvernements estiment que la récente proposition du président Mobutu visant à former un «conseil national» est «un pas positif, ruquel il manque cependant une décharation marquant la volunté d'entamer des négociations avec la rébellion ». « Nnus croyons, affirment-ils, qu'une décinration sons équivoque est nécessnire pour que soient entamés des entretiens. » Les signataires de cet appel indiquent également « avoir été en contact avec la rébellion afin d'obtenir en retour un geste positif complémentaire ».

sident, Honoré Ngbanda, et du miassez inhabituelle pour que les inté-

KINSHASA

de notre envoyé spécial Le président Mobutu Sese Seko avait promis, dimanche 23 mars, une annonce importante, dans les quarante-huit heures. Son porte-parole, le professeur Celestin Kabuya Lumuna, a lu un communiqué, au cours du journal télévisé, mardi soir, suggérant au Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) la création d'un Conseil national de

concertation et celle d'un Comité de négociateurs. Le maréchal Mobutu avait déjà, avant son départ de Nice, proposé la constitution d'un Conseil natiotial ouvert à tous les courants et sensibilités. Les rebelles avaient aussitôt déclaré qu'ils n'avaient que faire de telles structures.

UN & CADRE INFORMEL &

Le président précise, cette fois, que le Conseil pourrait servir de « cadre informel de concertation, de réflexian, d'impulsion et d'octian pendont toute lo période de lo guerre » avec pour mission de « mabiliser toutes les farces vives de la nation autaur d'un cansensus national sur la nécessité de régler pacifiquement tous les différends » et « mettre fin à la guerre dans l'est du Zaire ». Le Conseil devrait également « dégager un consensus national permettant lo poursuite du processus démocratique en cours ».

Le Comité de négociateurs serait constitué, selon le communiqué, de sept personnalités : un délégué du président de la République, deux du HCR-PT, un du gouvernement, un des cours de justice et deux des familles politiques. L'initiative du président répond à un souhait du secrétaire d'Etat améocain, Madeleine Albright, qui avait demandé par lettre au chef de l'Etat zaïrois de mettre sur pied une telle structure. Paris avait appuyé cette démarche de Washington qui devrait permettre au Zaire de négocier, dans la cohérence, avec les rebelles, à condition toutefois que ceux-ci - en position de force sur le terrain-, le veuillent bien. Le communiqué ne précise pas quel sera le mandat du Comité.

D'autre part, le porte-parole a expliqué que le pré-sident a dû prendre acte de la démission du premier ministre, Léon Kengo wa Dondo, auquel il a deman-dé de gérer les affaires courantes jusqu'à l'entrée en fooction d'un nooveau gouvernement. Le maréchal Mobutu a demandé à la classe politique, par l'intermédiaire du HCR-PT, de lui proposer très rapidement un nouveau premier ministre, comme le prévoit la procédure constitutionnelle en vigueur. Le chef du gouvernement doit appartenir à une famille politique n'étant pas celle du chef de l'Etat et désigné par les

CINO CANDIDATS

Les partis politiques ne se sont pas encore accordés sur le nom d'une personnalité. Cinq candidats maintiennent leur candidature à la candidature : Etienne Tshisekedi, le chef de file de l'opposition radicale, Frédéric Kibassa Maliba, chef d'une dissidence au sein de celle-ci, Thomas Kanza Nsenga, lumumbiste de la première beure, Pierre Pay Pay, ancien gouverneur de la Banque du Zaire et ministre des finances. Arthur Zahidi Ngoma, fonctionnaire à l'Unesco. Les deux derniers candidats sont originaires des provinces de l'est du pays, actuellement occupées par la

Un porte-parole de M. Kabila a réagi à ces candidatures, précisant qu'il regretterait que M. Tshisekedi persiste à vouloir être le dernier premier ministre de M. Mobutu, une qualité qui lui vaut d'être considéré comme un « ennemi ».

Frédéric Fritscher 7S 000 et 100 000 réfugiés hutus

Des dizaines de milliers de réfugiés se dirigent vers Kisangani

« DES DIZAINES de milliers de réjugiés formant un fleuve humain » ont été localisés entre 82 et 95 kilomètres de Kisangani (est du Zaīre), en provenance d'Ubundu, a indiqué, mardi 25 mars, un responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU. « Ils se sont reeroupés au kilomètre 82. C'est un site aue nous avions commencé à préparer avec le HCR (Hout-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés), Caritas et lo Croix-Rouge locale », a indiqué Abdelwahab Mahmoud Jeme, coordinateur du PAM pour l'est du qu'il n'y avait plus de réfugiés o Ubundu, à l'exception de 36 malades et 100 enfants nan accompagnés. La population o exigé que les réfugiés quittent la ville à cause des maladies. Il y avait une cinquantaine de morts

par jour », a-t-il déclans. «Un convoi [ferroviaire] de 120 tonnes de farine de mais et petits pois doit partir mercredi pour le kilomètre 82. Nous avons chargé les wagons aujourd'hui [mardi)] », a-t-il

M. Jeme, ainsi que des respon-sables du HCR, de l'organisation Caritas et de la Croix-Rouge out atterri mardi après-midi à Ubundu (150 kilomètre au sud de Kisangani). Selon le HCR, cette localité, au bord du fleuve Zaîre, abritait entre rwandais ayant fui leurs camps plus à l'est devant l'avancée de la rébel-

lion, dominée par les Tutsis. « A Ubundu, nous avons rencontré des soldats des FAZ (Forces armées zalroises), des gendormes et des membres de la garde civile. Ils étalent armés mals ont dit qu'ils attendaient l'Alliance (rebelle) pour déposer les armes », a-t-il poursuivi. La region d'Ubundu, qui était privée d'assistance humanitaire depuis trois se-

M^{me} Ogata pour la création

d'une force africaine de maintien de la paix Le baut-commissaire des Na-

tions unies en charge des réfugiés, Mª Sadako Ogata, a souhaité, mardi 25 mars, que les députés sud-africains soutiennent la création d'une force africaine rapide de maintien de la paix. Arrivée lundi en Afrique du Sud pour une visite de trois jours, M= Ogata a souligné la nécessité de cette force qui « servirait la sécurité sur le plan international et sur le plan humain ». L'idée, lancée l'an dernier par les Etats-Unis, avait recu Paccuell le plus froid du président Nelson Mandela, opposé à toute

mainmise américaine.

maines en raison des combats, n'est pas encore sous contrôle rebelle. « On nous a également dit qu'il y avait des ex-FAR (anciennes Forces armées rwandaises, hutues) du côté de l'aéroport. D'autres sont partis sur la route d'Opala (plus à l'ouest) ou vers le sud », a souligné le responsable du PAM.

Plus de 14 000 réfugiés venant d'Ubundu sont arrivés ces derniers jours jusqu'à 7 kilomètres de Kisangani et commencent à installer un camp de fortune, au lieu-dit Lula, sans avoir encore reçu une assis-

di matin un envoyé spécial de l'AFP. A Nairobi, Peter Kessler, porteparole du HCR, a confirmé qu'un survol de la région avait permis de repérer ces « dicaines de milliers » de réfugiés au « kilamètre 82 ». Selon lui, ces réfugiés semblent vouloir se diriger vers le nord, en direction de Kisangani. Ils étaient 15 000 mardi après-midi à Lula et continuaient d'arriver au rythme de 50 par heure, a précisé Peter

« Ces gens veulent apparemment rentrer » au Rwanda, a-t-il supposé, précisant également que « quelques milliers » d'autres Rwandals s'étaient déplacés vers l'ouest d'Ubundu, de l'autre côté du fleuve, s'éloignant de leur pays d'origine. -

La Suisse examine la possibilité de geler les avoirs du président zaïrois

Les estimations sur le montant de la fortune personnelle du maréchal varient de 100 millions à plusieurs milliards de dollars

BERNE

de notre correspondant Echaudé par le précédent de l'affaire Marcos, et plus encore par l'actuelle polémique sur les fonds ea déshérence des victimes du nazisme, le gouvernement suisse cberche à s'épargner de nouveaux désagréments avec la fortune réelle ou supposée mise à l'abri par le président Mobutu dans la Confédération. Soucieuse de l'image de la place financière helvétique, sérieusement écornée ces derniers temps, l'Association suisse des banquiers (ASB) suit également de près le dossier et se montre prête à apporter son concours dans l'éventualité d'un blocage des comptes

de M. Mohutu. Alors que son pouvoir est de plus en plus vacillant, les spéculations vont bon train sur le montant de la fortune personnelle du président zairois. Les chiffres varient de quelque 100 millions de dollars (575 millions de francs) à plus de . et que, finolement, oucun compte de

15 milliards de dollars (plus de 86 milliards de francs), selon les estimations. Les avis divergent aussi sur la part des avoirs de M. Mobutu déposés en Suisse. Au département fédéral des affaires étrangères, un juriste chargé du dossier parle de deux thèses en présence: « Il y a ceux qui prétendent que Mobutu a beaucoup d'argent en Suisse et d'outres qui estiment qu'il n'a presque plus rien. »

Plus circonspect encore, un porte-parole de l'ASB assure ne « rien savoir du montant des fonds » du président zaīrois. D'ailleurs. aioute-t-il. * naus n'avons aucune indication qu'il v en ait ». Tout en reconnaissant que « chaque place financière qui fonctionne bien est exposée à ce genre de risque », il rap-

pelle que « de telles rumeurs avaient

également circule au moment de la

chute du communisme en Roumanie

UNE LUXUEUSE RÉSIDENCE

du maréchal Moburu en Suisse est une luxueuse résidence d'une trentaine de pièces située à Savigny. sur les hauteurs de Lausanne. Estimée à 8 millions de francs suisses (32 millions de francs), cette propriété avait été construite dans les années 70, à une époque où l'homme fort du Zaire était bien en cour à Berne. Selon la presse locale, M. Mobutu palerait 10 000 francs suisses d'impôt uniquement sur cette maison. Jusque vers 1990, il veaait régulièrement se reposet dans sa demeure vaudoise. accompagné d'une nombreuse suite. Depuis lors, la détérioration de la situation au Zaïre avait amené les autorités helvétiques à

prendre leurs distances envers cet

hôte devenu un peu encombrant et

ce n'est qu'au compte-gouttes qu'il

s'est vu accorder des visas pour se

Ceausescu n'avait été retrouvé dans

les banques helvétiques ». La partie la plus visible des biens

En août 1996, Berne avait invoqué des raisons « exclusivement médicales » pour justifier le visa ac-cordé au président zaïrois venu se faire opérer d'un cancer de la prostate dans un hôpital de Lausanne. Les autorités helvétiques avaient également profité de l'occasion pour hâter le remboursement des dettes - d'un montant de 2,5 milllons de francs snisses (environ 10 millions de francs) - accumulées depuis 1990 par le personnel et les missions diplomatiques du Zaire en Suisse et aux Nations unies à Genève.

A la suite des critiques que lui avait valu la convalescence prolongée sur les bords da lac Léman du président Mobutu, la Sulsse a refusé de le laisser revenir sur son territoire après son départ pour le sudest de la France le 4 novembre

Depuis que les événements se précipitent au Zaire, le gouvernement helvétique est soumis à des

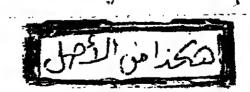
pressions croissantes pour bloquer les avoirs du président Mobutu. Un député socialiste de Bâle invite ainsi le Conseil fédéral à « préserver les droits du peuple zaīrois spolié pendant des années », et un parlementaire de Genève réclame également le « gel immédiat des comptes bancaires de personnalités politiques soupçonnées de s'être enrichies au détriment de leur peuple.»

L'AFFAIRE MARCOS

Le gouvernement belvétique a créé un précédent en ordonnant, le 24 mars 1986, au lendemain du renversement du président philippin Ferdinand Marcos, le gel à titre préventif des avoirs du dictateur déchu. Depuis lors, une interminable querelle juridique oppose le gouvernement de Manille aux héritiers de Marcos qui se disputent suisses (2 milliards de francs) retrouvés sur divers comptes dans des banques helvétiques. Afin

d'éviter la répétition de l'affaire Marcos, l'autorité de surveillance, la Commission fédérale des banques, avait exigé des banques l'obligation d'identifier leurs clients et une plus grande prudence dans les relations avec des hommes politiques étrangers, surtout des chefs d'Etat.

Entre-temps, la législation a éga-lement été renforcée en matière de blanchiment et une convention astreint les banques à un « devoir de diligence ». La Suisse est donc mieux armée aujourd'hui pour faire face à ce genre de situation qu'à l'époque de la chute de Marcos, souligne-t-oa à Berne. « Le cas échéant, précise un porte-parole du département des affaires étrangères, le gouvernement peut décider immédiatement de bloquer la fortune de M. Mobutu en vertu des quelque 500 millions de francs compétences que lui octroie la Constitution fédérale. »



r ouvrir des pourpaix

fortune for the state of the st

Provide the Provide Advances

ಿಪ್ರಾಕ. est a ger

10 mg/mm 10

The second second

....

ATTEMPT, THAT THE partition is don.

יונריון של שים של ששוי

美丽红旗的 de 26。 wer Ermingen er

TITLE.

res envoyes par les de la Carter The transfer of the second and American will be a first of CARTO PER SE LA LA We as to promine the second

(military specific by a second of the ిముందా ఉద్యవస్థును Bernstein and British in THE HOUSE OF SOME OF SEPTIME SEATTLE MAN. 190 March 1864 and 1864 a Berteicher von der gerten

k mádo se com so com Marie Barrell Commence

Alt William Patrick prince State Comments

THE GOLD IS CHARGE The state of the state of the THE CASE OF A DATE OF

of a metal to the area.

gitting and Today great form and the the state of the same of the s 選点 (Ample 5) state (Paignate) Something and and an arranged the control A section in graph America. to 10 Martin and the contract of the contract a harry property after a transfer of the man of the matter than the first of the second Telegraph Street in an art days. be geften beginet die gerennichter

the market make the contribution of the

 $g:\mathcal{F} = \operatorname{Mod}(g_{\mathcal{A}}^{*}(\mathcal{F}, \mathbf{v}), \mathsf{MF}, \mathbf{v}, \mathsf{GF}, \mathbf{v}) \times \mathbb{R}^{2}$

growing and dright birth

美国铁路 经收益 化二氯甲基乙基

والمحارب والمحمول

754

A British Section 1 - Water Section

where $\Delta E_{\rm c} \sim 2.9996 \, {\rm GeV}_{\rm c} \, {$

3245 F B + = 284 4 4 5

AND SHELL SHEET AND LINE And the second of the first

 $a\circ \forall x M = a = - (27)^{n}$

a training terms in the fact that with the first of the said of

(MAN) Congression of the second of the secon

ésident zaïrois application millares on the Hi

L'agitation en Papouasie-Nouvelle-Guinée a contraint le premier ministre à la démission

L'affaire du recrutement de mercenaires étrangers plonge le pays dans l'instabilité

de notre correspondante

dons le Pacifique sud

sie-Nouvelle-Guinée (PNG), Sir Ju-

lius Chan, a finalement armoncé sa

démission, mercredi 26 mars, de-

vant le Parlement national à Port-

Moresby. Ainsi, après dix jours

d'agitation sans précédent dans la

capitale papoue, les opposants du

gouvernement auront obtenu satis-

Sans qu'aucun récit ne concorde

sur le déroulement et surtout le

sens des événements qui ont eu

lieu, mardi dans la soirée, autour

du Parlement, « assiégé par une pe-tite centaine de militaires fortement

armés » selon les uns, « protégé par

les militaires et la police de la foule

en colère » selon le nouveau chef

des armées, un fait est établi : les

députés ont passé la nuit sur place

après avoir discuté d'une motion

de censure du gouvernement, mo-

tioo qui n'a finalement pas été

adoptée. Mais on aurait vu le pre-

mier ministre s'enfuir du Parlement

déguisé en policier... avant de repa-

raftre plus tard pour annoncer sa

démission. C'est donc un gouver-

nement intérimaire qui va mener le

pays aux élections de juin prochain.

à des mercenaires sud-africains dé

la société britannique Sandline In-

ternational, décidé par le premier

ministre pour mettre fin à l'insur-

rection de l'île de Bougainville et

qui prive depuis 1989 la Papouasic

de ce qui fut longtemps sa princi-

pale ressource, l'exploitation du

cuivre de l'énorme mine de Pangu-

Indépendante de l'Australie de-

puis 1975, la Papouasie-Nouvelle

Guinée est un vaste ensemble d'îles

à l'est de l'Indonésie, avec laquelle

Au cœur du problème, le recours

faction de toutes leurs requêtes.

Le premier ministre de Papoua-

Après dix jours d'agitation en Papouasie-Nou-velle-Guinée, le premier ministre, Sir Julius Chan, a finalement accepté de démissionner. Le recru-

Papouasie-Nouvelle-Guinée MER DE CORAL 3 Economie (1995)

Population -4 A millions Capitals -- Port Moresby Monnaie - 1 king = 3.89 F anglais, pidgin, 700 langues locales PNB ___ 424,6 milliards de francs Popous: 80 % 1800 tribus __ 6 840 francs

Superficie - 462 840 km²

Toux d'inflation(95) ______15,9 % en % du PNB @ Principales productions (1995) Agricultura Cuivro ____ 213 000 tonnes [13º rang) __ 54 800 tonnes (9º rang) _ 5 000 000 tonnes Prochanotion de l'independance : 16 sept. 1975

3,5 millions d'habitants, vit encore largement en autarcie. Le développement est lié à l'agriculture et aux ressources minières alors que depuis dix-huit mois les finances nationales dépendent grandement d'un prêt de la banque mondiale. Autant dire que la PNG pourrait se passer des velléités sécessionnistes de l'une de ses îles, Bougainville.

UNE OPTION EXTRÊME Béoéficiant d'un sous-sol très

niche en cuivre et se trouvant plus proches du point de vue tant ethnique que géographique (20 hilomètres de mer) des fles Solomon voisines, certains babitants de Bougainville ont toujours ressecti comme artificielle l'intégration leur le à la PNG. Les propriétaires coutumiers ont donc saisi l'occasioo d'un conflit autour de la mine de Panguna, en novembre 1988, pour mettre à la porte l'exploitant aus-

tralien CRA et tenter de reprendre le contrôle de leurs richesses. La rébellion a vite tourné à l'insurrection organisée par la BRA, l'armée révolutionnaire de Bougainville.

Etant donné la oature de l'île, très montagneuse et couverte de jungle, les militaires papous, qui, après moult déploiements, retraits, offensives et cessez-le-feu, cootrôlent aujourd'hui certaines régions, o'oot jamais totalement réussi à avoir raison des rebelles. Après une trêve et l'installation d'un gouvernement local de transition, le conflit a repris violemment

Dans un rapport rendu public fin identifié au moins 62 exécutions et forces armées gouvernementales depuis 1993, ainsi que 36 exécutions arbitraires commises par les rebelles. En raison des embar-

gos imposés par Port-Moresby, les quelque 156 000 insulaires ont régulièrement été privés d'alimentation, de soins élémentaires et d'éducation. On estime que près de 8 000 civils ont péri dans cette guérilla, qui a depuis longtemps rendu l'ile inaccessible aux organisations humanitaires.

Le premier ministre, Sir Julius Chan, comprenant la gravité de la situation, a donc fini par tenter l'option extrême en faisant appel à des professionnels. Accusé de cornuption dans cette affaire par le brigadier-général Singirok, ancien chef de l'armée, le premier ministre a peu à peu cédé à toutes les exigences du commandement militaire. Les militaires papous ont en fait pris comme une trahison à leur égard le fait que le gouvernement soit prêt à dépenser 46 millions de dollars pour recruter des merceoaires alors que l'armée (4 000 hommes) est, de notoriété générale, gravement sous-équipée et mal formée.

Face à l'opposition des militaires, de la population et de tous les gouvernemeots de la région, à commeocer par l'Australie, qui fournit chaque année 330 millions de dollars au budget de la Papouasie, le premier ministre s'est montré soucieux de résoudre la crise par tous les moyens démocratiques possibles. Il a commencé par renvoyer chez eux les 40 mercenaires de Sandline. Seul leur chef, le colooel Tim Spicer, ancleo commandant de la Forpronu en Bosnie, a été retenu pour répondre à diverses accusations de port d'arme. février, Amnesty International a De même, suite aux rumeurs de comuptioo, une commission a été 13 disparitioos imputables aux mise en place pour enquêter sur les teoants et les aboutissants du

Florence de Changy

L'Indonésie empêche le Prix Nobel timorais José Ramos Horta de s'exprimer devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante Le Prix Nobel de la paix 1996, le Timorais José Ramos Horta, aurait dû s'exprimer, jeudi 20 mars, du haut de la tribune présidentielle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, devant les délégués des 53 pays et les représentants des organisations noo gouvernementales. Le gouvernement indonésien, soutenu par les pays asiatiques et des pays musulmans d'Afrique, a réussi à l'en empêchet.

L'Indonésie constitue le plus grand pays musulman du monde avec ses 200 millions d'habitants. Diakarta n'a donc pas eu de difficultés à jouer avec succès à la Commissioo la carte de la solidarité islamique face à un opposant célèbre mais catholique, fervent avocat des intérêts du peuple du Timor-orieotal, cette ancienne colonie portuguaise envahie par l'IDdonésie en 1975. José Ramos Hor- d'une résolution critiquant - si-

ta a vivement réagi en déclarant que la Commission des droits de l'homme de l'ONU s'est discréditée par ce refus de lui permettre de s'exprimer à la tribune présideotielle afio de déconcer les souffrances du peuple timorais.

CRI D'ALARME

Les représentants des pays occideotaux avaieot cependant soutenu José Ramos Horta, souhaitant - enfin - qu'il puisse parler du haut du podium comme cela devait être le cas pour un lauréat du prix Nobel de la paix.

Finalemeot, le militant prendra la parole devant la Commissioo des droits de l'bomme de l'ONU au cours de la première semaine d'avril, mais depuis la salle comme c'est le cas pour les délégués gouvernementaux et les représentants des organisations non gouvernementales. Il soutiendra de toutes ses forces l'adoption

des droits de l'homme en Indoné-

Palais des oations du 10 mars au 18 avril sous la présidence de Miroslav Somol (République tchèque), vient cependant d'être saisie d'un cri d'alarme lancè par l'autre Prix Nobel de la paix timorais Mr Carlos Felipe Ximenes Belo, évêque de Dili, capitale du Timor-oriental. Le message écrit l'évêque n'était pas présent à la Commission – dépeint la situation tragique des prisonniers timorais l'évêque, les détenus sont, eo règle génèrale, « tarturés, giflés, bourrés de caups de pied et de poing. Ils sont plangés dans des barils d'eau, brûlés par des cigarettes. Les familles des détenus, et même celles des suspects, ne passent pas une nuit en paix: leurs maisons sont perquisitionnées au milieu de

noo condamnant - les violations la nuit et attaquées à caups de pierres. » Le Prix Nobel de la paix précise que l'oo a déploré la pra-La Commission des droits de tique de sévices systématiques en décembre 1996, en janvier et l'bomme de l'ONU, qui siège au en février 1997 et a conclu: « Je puis vaus affirmer que la situation des droits de l'homme ne s'est guère omeliaree au Timor-ariental ».

Isabelle Vichniac

■ Uoe délégation de Jeunes est-timorais a reocootré, mardi 25 mars, dans l'ambassade autrichienne de Djakarta, le représcotant des Nations unies pour et de leurs familles. Selon le Timor-Oriental, le Pakistanais Jamsheed Marker. Ils lui oot remis une pétition denonçant le « génacide que commet l'Indanésie au Timar-Oriental ». Ces jeuoes gens, au nombre de treote-trois, avaient pénétré dans l'ambassade en sautant le mur du jardin de la résidence de l'ambassadeur - (AFP.)

Hongkong ne sait plus comment dépenser ses 600 milliards de francs

correspondonce

Le budget de la transition, premier grand exercice financier concocté conjointement par l'administration britannique et les représentants de la Chine populaire au sein du Groupe de liaison, et présenté récemment à Hongkong par le secrétaire aux finances, est sans grande surprise. Sauf une : à force d'accumuler les excédents budgétaires, le gouvernement de Hongkong s'est constitué un véritable « trésor

Depuis dix ans, la colonie n'a connu qu'un seul déficit de son budget, lors de l'exercice fiscal 1995-1996, creusé par les investissements publics dans le nouvel aéroport. Pour l'exercice en cours, qui s'achève le 31 mars, l'excédent va atteindre plus de 11 milliards de francs, au cours de change actuel, alors que la loi de finances avait prévu un excédent tout juste symbolique. Quant à l'année prochaine, on attend un surplus financier de plus de 23,5 milliards I Lorsque Pékin va redevenir maître des lieux, le 1º juillet, l'administration aura plus de 255 milliards de francs de réserves fiscales dans ses

de francs de réserves de change en devises... Un magot qui fait de ce bout de terrain de seulement 1 000 kilomètres carrés, et peuplé de 6,5 millions d'habitants, un des territoires les plus riches au monde.

LES RESOINS DE LA CHINE

La question est de savoir à qui profiteront ces réserves après le 1º juillet ? Officiellement, elles resteront la propriété de la future Région administrative spéciale (RAS), qui devrait être gérée de manière autonome. Répondant aux inquiétudes formulées par les milieux financiers, le secrétaire des finances, Donald Tsang, qui conservera son poste dans la nouvelle administration, a confirme, à plusieurs reprises, que Pékin ne toucherait pas aux réserves de

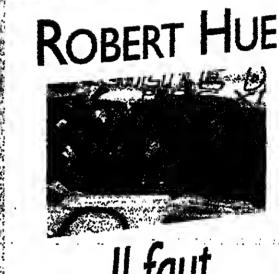
Le gouvernement de la colonie est cependant dans une situation peu coutumière des pratiques occidentales: Il ne salt clairement plus comment dépenser son argent. Il a bien quelques grands projets, notamment la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire

caisses. Sans compter les quelque 350 milliards | vers Shenzen par l'ouest du territoire, et un deuxième musée des sciences... Mais le noninterventionnisme traditionnel de l'Etat a toujours limité les investissements publics sur le territoire. Tandis que la Chine, son futur maître, a pour les décennies à venir des besoins de capitaux considérables...

On se souvient que, lorsque la Déclaration conjointe sino-britannique, qui a fixé les grands principes de la rétrocession retenus dans la Loi fondamentale, a été signée, en décembre 1984, Hongkong sortait à peine d'une crise immobilière et financière majeure, provoquée par les craintes suscitées par les négociations entre Margaret Thatcher et Deng Xiaoping. Mais aujourd'hui, après treize ans de croissance ininterrompue et de valorisation spectaculaire des actifs, quel sens cela a-t-il de laisser les capitaux dormir à Hongkong quand les besoins sont si criants de l'autre côté de la frontière ? En d'autres termes, pourquoi laisser à quelqu'un qui n'a plus faim un frigo plein, quand son cousin et voisin crie famine?

Valérie Brunschwig

Un sérieux "coup de pour la politique

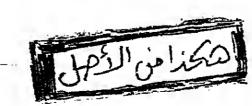


qu'on se parle Stock

"Les rêves? Je ne suis pas de ceux qui prétendent qu'il faut s'en garder. Je suis de ceux qui disent qu'il faut tout faire pour les accomplir."

Robert Hue





Les Quinze ont célébré le traité de Rome au Capitole

En marge des cérémonies, les ministres des affaires étrangères ont tenu une session de la CIG sur la réforme de l'Union, et notamment de ses institutions. Un conclave tentera, en avril, de débloquer les négociations sur ce dossier sensible

Les ministres des affaires étrangères de l'Union les convictions fédéralistes des pères fonda-unitaire européen ». En marge des cérémonies, au mois d'avril aux Pays-Bas, pour relancer la européenne ont pris part, mardi 25 mars, dans la capitale italienne, aux célébrations du 40° anniversaire du traité de Rome, qui a jeté les bases de la construction européenne. Rappelant

ROME

de notre envoyé special

« Une sorte de revue d'effec-

tifs! »: Hervé de Charette, avec

l'humour qui lui est propre, a

trouvé le mot juste pour caractéri-

ser la session de la Conférence in-

tergouvernementale (CIG) char-

gée de réformer le traité de Maastricht que les ministres des

affaires étrangères des Quinze ont tenue, mardi 25 mars, dans la ca-

pitale italienne, en marge des cé-

rémonles organisées au Capitole

pour célébrer le 40° anniversaire

du traité de Rome. Nulle émotion,

pas de négociation noo plus ; mais

une série de monologues où cha-

ment de synthése produit par la

présidence oéerlandaise pour ré-

sumer les progrès accomplis de-

Selon l'avis majoritaire, ceux-ci

sont réels: les Néerlandais ont

puis le début de l'année.

cun a dit ce qu'il pensait du docu-

T/ LE MIUMUET JEUUT 21 MIARS 133/

Etirez-

teurs, le premier ministre italien, Romano Prodi, a souligné que l'Europe devait être plus qu'une monnaie unique, que celle-ci n'était qu'une « étape indispensable pour la création d'un Etat

conduit leur monde avec efficacité

si bien que si le rythme est main-

tenu, la CIG devrait pouvoir ter-

miner ses travaux lors du conseil

européen d'Amsterdam, au mois

de juin. Les progrès concernent en

particulier le chapitre avant trait à

la libre circulation des personnes

et son corollaire, le renforcement

de la sécurité intérleure. L'ap-

proche retenue par La Haye est

voisine de celle préconisée par les

Français et les Allemands. Ceux-ci,

on le devine, s'en félicitent, même

si sur tel ou tel point (par

exemple, l'intégration de la

convention de Scheogen dans le

nouveau traité), les avis différent.

La plupart des Etats membres

apprécient également les formula-

tions de compromis imaginées par

la diplomatie néerlandaise pour

favoriser le démarrage de la poli-

tique étrangère et de sécurité

commune (PESC) ou pour rendre

négociation sur la réforme des institutions de l'Union. Le ministre français a souligné l'importance qu'il attachait notamment à la réorgani sation de la Commission européenne.

les ministres ont tenu symboliquement une session de la Conférence intergouvernementale (CIG) pour faire le point des négociations sur la reforme de l'Union. Ils ont décide de se reunit,

possible des « coopérations renforcées » entre des pays membres désireux d'aller de l'avant.

PASSAGE OBLIGE

Malcom Rifkind, le secrétaire au Foreign Office, n'a pas été le seul à adresser des griefs au document néerlandais, mais sa critique a été, de loin, la plus radicale. Il reproche à la CIG de trahir l'approche équilibrée voulue par le traité de Maastricht, qui, favonsant une large intégration des politiques économiques, avait conservé un caractère intergouvernemental à la coopération diplomatique et à la sécurité intérieure. Pour M. Rifkind, on est en train d'assister à une dangereuse

dérive fédéraliste. Rappelant que la réforme des institutions constituait l'objectif principal de la CIG. M. de Charette a constaté qu'en la matière

on ne se trouvait nulle part. La présidence néerlandaise a décidé qu'un conclave des ministres des affaires étrangéres serait convoque, les 6 et 7 avril aux Pays-Bas, afin d'aborder ce dossier sensible. Le ministre français a souligné l'importance qu'il attachait notamment à la réorganisation de la Commission européenne. Celle-ci, seloo les Français, ne peut agir efficacement que si elle compte un nombre de membres limité : dix à douze au maximum. « Certains proposent un membre par pays. nous n'occepterons jomois cette

formule », tranche M. de Charette. Ce sera indéniablement un des points les plus durs, les petits pays se montrant très réticents à l'idée qu'ils pourraient ne pas être représentés au sein du collège. « La route encore à occomplir est plus longue que celle dejo parcouruc », reconnaît M. de Charette, sans se

montrer pour autant inquiet. « Les espoirs que nous mettons dons lo négociation sont somme toute modestes », s'exclame-t-il. Une manière de rappeler qu'à ses yeux la CIG, malgré son caractère de passage obligé, ne constitue pas un enjeu stratégique.

L'essentiel est ailleurs et le ministre françals, dénonçant la « rengoine des eurosceptiques ». invite à observer la « réalité européenne ». « Il y o un événement considérable qui est déjà acquis. l'Union économique et monétaire. C'est une échéance qui est devant nous et qui est certaine. Ce sera le parachèvement de lo construction communoutoire. Nous terminons oinsi quorante ons d'histoire européenne, mois nous entrons en même temps dans une nouvelle période, celle de l'élargissement ».

Philippe Lemaître

Le désaccord franco-américain persiste sur le commandement sud de l'OTAN

WASHINGTON de notre correspondont

Le désaccord franco-américain sur la question du commandement sud de l'OTAN persiste après la reocontre, mardi 25 mars, à Washington, entre le ministre français de la défense. Charles Millon, et William Cohen, son homologue américain, qui ne s'est soldée par aucun progrès significatif. « Dire que nous sommes d'occord seroit foux, a reconnu M. Millon. Le débot continue. »

Le ministre français, qui s'entretenait pour la première fois avec le secrétaire américain à la défense, a insisté sur le principe d'un « partage équilibré des responsobilités » entre Américains et Européeus. Ce partage, estime-t-il, doit tenir compte de l'« européanisation » de l'OTAN, particulièrement dans le contexte actuel de l'élargissement à l'Est de l'Ailiance, et de son rapprochement avec la Russie.

Autant d'éléments, a plaidé M. Millon, qui soulignent la nécessité de « démontrer que l'OTAN

qu'elle intègre l'identité européenne ». La position de la France n'est pas « theologique », a-t-il assuré. Elle tieot compte de l'évolution des structures de l'OTAN, laquelle s'est déjà manifestée par la création des groupes de forces interarmées multinationales (GFIM) et par la nomination d'un adjoint européen au commandement suprème des forces alliées

en Europe (Saceur), un général américain installé à Mons (Bel-

Tout en étant plus accommodante - surtout dans le contexte du réchauffement des relations entre les deux capitales qui a suivi la brouille de la fin de l'année dernière -, la position américaine n'a pas varié. Washington est d'accord pour proposer aux Français

Un sommet pourrait avoir lieu avec la Russie en mai

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, doit reprendre, le 15 avril, les négociations avec le ministre russe des affaires étrangères, Evgueni Primakov, afin de mettre au point le document définissant les nouvelles relations entre l'organisation atlantique et Moscou. Des divergences persistent sur ce texte, mais les milieux de l'OTAN estiment qu'il devrait être prêt avant le sommet atlantique prévu à Madrid, début Juillet. Le document pourrait aints être solennellement signé par les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres de l'OTAN et la Russie à l'occasion de la venue en Eutope de Bill Clinton. Le président américain sera à La Haye le 28 mai, pour une rencontre euro-américaine. Le sommet OTAN-Russie pourrait avoir lieu le 27 mai, soit dans la capitale néerlandaise, soit à Bruxelles, ou encore à Paris. Ce serait une manière de racheter l'idée mort-née d'un sommet à cing (Etats-Unis, Russie, France, Allemagne, Grande-Bretagne) que Boris Eltsine avait suggérée à Helmut

une solution diplomatique leur permettant de sortir de l'impasse dans laquelle ils se sont enfermés. Mais il n'est pas question de par-tager, comme l'a Imaginé la France, la responsabilité d'un commandement de l'Alliance qui couvre toute la Méditerranée. c'est-à-dire l'accés aux Balkans et au Proche-Orient.

DANS CINO OU SIX ANS

Les Etats-Unis sont, ainsi, prêts à envisager favorablement la création d'une force de réaction rapide pour la Méditerranée qui serait commandée par des Européens. A quol les Français rétorquent que la création des GFIM y pourvoit et qu'il existe déià, entre la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, une force aéroterrestre et navale européenne (l'Eurofor et l'Euromarfor) destinée au bassin méditerranéen.

M. Cohen a qualifié de « proposition très constructive » la suggestion visant à repousser toute décision à cinq ou six ans.

Le Congrès américain pourrait ratifier la convention sur l'interdiction des armes chimiques

LE SÉNATEUR Jesse Heirus a déclaré, mardi 25 mars, que la ratification du traité d'interdiction des armes chimiques par le Sénat américain était désormais possible. « Si les deux parties (le Sénat et l'administration Clinton) négocient avec réolisme, il y a une très bonne chonce » de ratification, a dit M. Helms, président de la Commission des relations étrangères du Sénat, qui bloque depuis des mois l'approbation du traité. Il a tenu ces propos à Wingate, en Caroline du Nord, lors d'une conférence de presse commune avec le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui, comme l'a fait il y a quelques jours le président, venait de plaider en faveur de la ratifica-

lesse Helms a déclaré que jusqu'ici, l'administration Clinton avait bloqué ses demandes d'amendement. Mais il a dit avoir travaillé pendant plus de quatre heures sur la question, mercredi 19 mars, avec le sénateur démocrate Joseph Biden et avoir « évoqué et résolu vingt et une diver-gences ». « Il n'y aura pas de problème si nous pouvons continuer à négocier comme nous l'avons fait ces derniers jours ., a poursuivi M. Helms, en assurant que la question de la réforme des Nations unies ne seralt pas mėlėe à celle de la ratification du traité sur

les armes chimiques. Le sénateur n'a donné aucune précision sur les compromis en discussion, mais des responsables de l'administration Clinton ont déjà dit que tout en étant opposés à un amendement du traité proprement dit, ils envisageraient favorablement l'inclusion de condi-

ratification du Sénat pour répondre aux préoccupations de

M. Helms et de ses collègues. Il semble donc que la campagne menée par Madeleine Albright auprès du très influent sénateur dans son fief de Caroline du Nord, n'ait pas été vaine, puisque Jesse Helms, jusque-la farouchement oppose à la ratification, a très nettement change de ton. « Cela posse très bien (entre nous). Nous sommes d'accord sur les grands problèmes », a même assuré Mª Albright à l'issue de leur brève conférence de presse, en parlant d'a amitié assez solide » avec le tout puissant président de la commission des affaires étran-

gères du Sénat. Dans son discours prononce auparavant, à l'université de Wingate. Mrs Albright a rappelé que les Etats-Unis risquaient de se retrouver à l'écart de la mise en application du traité s'ils ne ratifiaient pas la Convention dans un peu plus d'un mois. Elle a mis en évidence les « sérieuses pertes economiques » qui pourraient en résulter pour l'industrie chimique

américaine. Alors que le débat entre opposants et partisans de cet accord s'était amplifié ces demières semaines aux Etats-Unis, Bill Clinton avait salsi l'occasion du deuxième anniversaire de l'attaque au gaz sarin dans le metro de Tokyo, le 20 mars, pour lancer un nouvel appel au Congrès, nous indique notre correspondant à Washington Laurent Zecchini. C'était à la veille de sa rencontre à Helsinki avec le président russe, qui luimême avait appelé quelques jours dification recoupe les divergences

une ratification qu'elle a jusqu'à

présent refusée. insistant sur l'exemple nippon, M. Clinton avait souligné que les Etats-Unis doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empecher semblable attaque terroriste sur leur sol. Ratifier la convention, expliquait-il, c'est éliminer la possibilité pour les terroristes de se procurer des armes chimiques, renforcer la coopération internationale dans le domaine du renseignement, enfin proteger à l'avenir les soldats américains (lesquels ont été exposes par l'explosion de dépôts militaires irakiens lors de la guerre du

DONNER L'EXEMPLE

M. Clinton, qui a fait de l'adoption de ce texte l'une des priorités de son second mandat, avait insisté sur l'exemple moral que doivent donner les Etats-Unis, afin de parvenir à une interdiction universelle des armes chimiques, tout en employant d'autres arguments : si Washington ne ratifie pas la convention - la date limite est le 29 avril -. l'administration américaine ne pourra pas faire partie des instances chargées de vérifier son application, et l'industrie chimique, dont les exportations ont dépassé 60 milliards de dollars en 1995 1330 milliards de francs), aura à supporter des « mesures punitives - qui pourraient lui faire perdre jusqu'à 600 millions de dollars (3,3 milliards de francs) par an, sans compter la perte de « nombreux emplois».

Au Congrès, si le débat sur la ra-

tions dans la résolution de plus tôt la Douma à procéder à traditionnelles entre républicains et démocrates, à propos du contrôle des armements, il les dépasse: des représentants du parti républicain soutiennent l'administration, alors que nombre de démocrates sont sensibles aux arguments des adversaires d'une ratification équivalant, selon eux. à un « désormement unilotéral » face à des « Etats parias ». Car s'il est vrai que la convention - qui vise à interdire l'utilisation, la production, ainsi que le transfert d'armes chimiques, tout en prévoyant la destruction des stocks existants -, a été ratifiée par soixante-huit pays, certains, comme la Libye, la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran, n'ont aucune intention de s'associer à cette action in-

ternationale. Les partisans de la ratification insistent surtout sur le très mauvais exemple que donnerait Wasbington en s'abstenant, notamment à la Russie, dont les stocks d'armes chimiques sont les plus vastes du monde. Brent Scowcroft, ancien conseiller pour la sécurité nationale des présidents Ford et Bush, et John Deutch, dernier directeur en titre de la CIA, ont récemment souligné, dans le New York Times, que le fait pour les Etats-Unis de rejeter un traité dont ils ont été « les premiers orchitectes », porterait un coup « ou leadership de l'Amérique, à so crédibilité et à ses intérêts ».

James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat de l'administration Bush, le senateur républicain Richard Lugar, spécialiste respecté des questions de défeose, se sont également rangés du côté de l'administration.

Les sages défendent une Europe civique et sociale

LYON

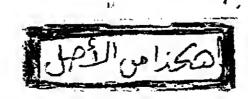
de notre envoyé spécial « Je voudrais dire mon très grand optimisme sur l'Europe. Après les traeédies que l'Europe o connues qu XX siècle, lo seule chose que nous avons réussi, c'est l'intégration européenne. Il n'y o pas de doute que celo va progresser »: ce message d'optimisme, à l'heure des célébrations moroses du 40° ampiversaire du traité de Rome, est venu de l'historien Bronislaw Geremek, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement polonais, invité par l'aile française du Mouvement européen à conclure une journée de réflexion organisée, pour la circonstance, au Palais des Congrès de Lyon, sur le thème de « l'identité européenne au XXF siècle ».

Pour M. Geremek, comme pour Jean-Louis Bourlanges, président du Mouvement européen et député européen (UDF), ou encore Hubert Védrine, ancien secrétaire général de l'Elysée sous la présidence de François Mitterrand, invité à défendre l'idée d'« Europe puissance », cette Union européenne ne pourra se développer que si elle prend conscience de son poids politique, qu'elle apprend à en assumer progressivement ses responsabilités. Constatant que cette vision n'était pas du tout évidente pour les partenaires de la France, que celle-ci était relativement seule à concevoir une politique européenne dans sa giobalité, M. Védrine a appelé à s'armer de patience, de pragmatisme, pour avancer par étapes sans renier une ambition dont la France n'avait pas à rougir.

TX:

Cette ambition européeune concerne bien évidemment aussi l'affirmation d'un modèle de sociéte, qui, au-detà des traditions nationales, unisse tous les Européens. L'anniversaire du traité de Rome avalt été symboliquement choisi pour rendre public le rapport dont la Commission européenne avait chargé un comité européen des sages, présidé par la Portugaise Maria de Lourdes Pintasilgo, et dont le rapporteur était l'ancien commissaire au Plan français Jean-Baptiste de Foucauld, sur le modèle social européen. Défendant « une Europe des droits civiques et sociaux », les sages font toute une série de propositions pour inclure ces droits dans les traités, afin de « nourrir » la citoyenneté européenne et « diminuer lo perception d'une Europe élaborée par des élites technocratiques insuffisamment proches des préoccupations quotidiennes ». Leur rapport a recu le soutien d'un groupe de personnalités, représentatives du monde politique et associatif, qui a rendu publique à Paris une « Déclaration pour une Europe civique et so-

Henri de Bresson



Here is a second second

 $\mathcal{P}^{i_{1}}(a_{1}^{i_{2}},\underline{t}_{2})$

and the second state of the second second

and the second section of the second

 $\{(i_1,\ldots,i_n)_{1\leq n}\in \mathbb{N}^n: ||1-\varepsilon||_{L^2(\mathbb{R}^n)}$

Les Etats-Unis ont rappelé leur ambassadeur en Biélorussie

MINSK. Au lendemain de l'expulsion d'un diplomate américain de Biélorussie, Washington a rappelé, mardi 25 mars, son ambassadeur en poste à Minsk, pour des consultations sur la détérioration des relations entres les deux pays. Accusé par les autorités biélorusses d'être « un agent de la CIA», le diplomate, Serge Alexandrov, premier secrétaire de l'ambassade américaine à Minsk, a quitté la Biélorussie lundi. Il avait été arrêté, dimanche, lors d'une manifestation de l'opposition au président biélorusse, Alexandre Loukachenko, marquée par des accrochages avec les forces de l'ordre. Les Etats-Unis ont suspendu la semaine dernière leur aide financière à la Biélorussie, pour protester contre les violations de droits de l'homme dans la République ex-so-

Le parti au pouvoir remporte les élections législatives au Salvador

SAN SALVADOR. Le Tribunal suprème électoral a confirmé, mardi 25 mars, la mince victoire du parti au pouvoir sur l'ancienne guérilla lors du scrutin du 16 mars. L'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) a obtenu vingt-buit sièges sur quatre-vingt-quatre à l'Assemblée législative, contre vingt-sept pour le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Le Parti de conciliation nationale (PCN, droite) arrive en troisième position avec onze députés, suivi de la Démocratie chrétienne avec dix sièges. Ces résultats constituent un revers pour l'Arena, qui avait onze députés de plus dans l'Assemblée sortante, et un succès pour le FMLN.

Maigré les appareoces, l'ancienne guérilla a obtenu ses meilleurs scores aux élections municipales. L'Arena a remporté, certes, 161 mairies sur 262, mais le FMLN s'est imposé dans la majorité des quatorze chef-lieux départementaux et la capitale, San Salvador. C'est la première fois, en Amérique latine, qu'un parti d'opposition formé par un ancien mouvement armé – la paix a été signée en janvier 1992 – réussit à se convertir en une force électorale de cette ampleur. - (Corresp.)

Livraisons d'aide humanitaire sur fond de recrudescence de la violence en Albanie

TIRANA. Plusieurs livraisons d'aide bumanitaires sont arrivées à Tirana mardi 25 mars. La France a envoyé 40 tonnes d'aliments de première oécessité et l'Italie a acheminé par avion 6 tonnes de médicaments, et 2 autres tonnes par voie maritime. La Grèce a poursuivi ses propres envois dans le port de Saranda, au sud du pays. Ces livraisons sont intervenues alors que la journée de mardi a été marquée par une oouvelle escalade de la violence. Quatre pobciers ont été tués par des gangs armés, et une journaliste néerlandaise, Vilma Gundabel, travaillant pour l'agence américaine ITN et pour la chaîne britannique Channel Four, a été grièvement blessée par balles à Saranda. Elle a été transférée dans un état critique à l'hôpital de l'île grecque de Corfou. -(AFR)

■ ALGÉRIE : à l'occasion du 10 anniversaire de l'assassinat à Paris de l'opposant algérien André-All Mecili, le comité Vérité et Justice dans l'affaire Mecili organise, samedi 5 avril, à 14 heures, un rassemblement au cimetière du Père-Lachaise. Il sera suivi d'un gala-meeting. Contraint à l'exil par le pouvoir algérien, M' Mecili fut assassiné le 7 avril 1987. Soupconné d'avoir organisé l'assassinat, Abdelmaiek Amellou était arrêté peu après puis expulsé « en urgence absolue » vers chargé de la sécurité auprès du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. 🖿 NIGÉRIA : 18 des 127 employés de la Shell détenus en otage sur des sites pétroliers de la compagnie anglo-néerlandaise depuis le 22 mars dans le sud du Nigéria par des membres ljaw, une communauté de la région, ont été bbérés le 25 mars. Les fjaw demandent au groupe pétrolier de peser sur le gouvernement pour qu'ils puissent éta-bir sur leur territoire le siège d'une municipalité. – (AFP)

MISRAEL: le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, devait se rendre mercredi 26 mars dans la régioo pour s'entretenir avec le premier ministre israétien, Benyamin Nétanyahou, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a annoncé un porte-parole de la Maison blanche. M. Ross, a précisé Mary Ellen Glynn, doit rentrer aux Etats-Unis à la fin de la semaine. - (AFR)

■ Un séisme, d'une magnitude de S,5 sur l'échelle de Ritcher, a été ressenti vers 4 h 25 GMT, mercredi 26 mars, au Proche-Orient, en particulier en Israel, au Liban et en Syrie, selon les centres sismologiques de ces pays. Aucune victime importante n'avait été signalée quelques heures après la secousse, doot l'épiceotre était en Méditerranée. -

■ ÉTATS-UNIS : le président américain, Bill Clinton, a confirmé mardi 25 mars le report aux 6 et 7 mai de sa visite officielle au Mexique, prévue en avril. Il a précisé qu'elle aurait beu eo mai dans le cadre d'une tournée en Amérique centrale qui inclura également le Costa-Rica et la Barbade. M. Clinton, qui a été récemment opéré du genou, a précisé qu'une visite ultérieure en Argentine et au Brésil, prévue pour mai, était reportée à la fin de l'année. - (AFP.)

■ Euro: Fitalie o'entend pas demander le report du lancement de la monnaie unique, a affirmé, mardi 25 mars à Rome, le président du conseil, Romano Prodi, contredisant son ministre des affaires etrangères, Lamberto Dini, qui dans un entretieo avait suggété que les Quinze se donnent un an de plus. « L'Italie no demande pas de report de l'UEM ou des modifications, a déclaré M. Prodi lors d'une conférence de presse. L'Italie est prête et veut entrer dès le début. » - (AFP, Reuter.)

L'Union européenne approuve l'idée d'un sommet avec l'Amérique latine

BRUXELLES. Le conseil des ministres de l'Union européenne a approuvé, lundi 24 mars, une initiative franco-espagnole d'organiser un sommet entre les présidents et chefs de gouvernements des pays de l'Union européenne et ceux d'Amérique latine, a déclaré à Bruxelles le ministre espagnol des affaires étrangères, Abel Matutes. Aucune date n'a cependant été fixée par les Quinze, « car nous avons à chaque fois des difficultés de calendrier », a expliqué M. Matutes. Le lieu de la rencontre o'a pas non plus été fixé alors que le Brésil a proposé d'organiser cette première rencontre. Le président français, lacques Chirac, avait lancé l'idée d'un sommet de ce type lors de sa tournée en Amérique latine, du 11 au 18 mars. - (AFP.)

L'impossible neutralité des habitants d'Hernani, au Pays basque espagnol

La petite ville connaît un climat de violence endémique

Les habitants de la petite ville d'Hernani, au Pays rer. Dans ce fief du mouvement Herri Batasuna, vitrine basque espagnol, sont partagés entre la lutte indépen-dantiste et ceux qui la subissent ou tentent de l'igno-

HERNANI (Guipuzcaa)

de natre envoyée spéciale Victor Hugo, à qui la petite ville reconnaissante a dédié une rue. avait bon gout. Dans la vallée de l'Urumea, à la pointe de la ceinture industrielle de Saint-

REPORTAGE_

Le fief du parti Herri Batasuna est déchiré entre indépendantistes et « espagnolistes »

Sébastien, Hernani, avec ses façades frappées d'antiques blasons et sa maine échevelée que o'aurait pas reoiée Viollet-le-Duc, valait bien une bataille, fütelle littéraire. Malheureusemeot, aujourd'hui, le drame que vivent ses dix-huit mille six cents habitants n'a plus rieo de romantique. Hernani, fief des indépendantistes de Herri Batasuna, la «vitrine politique » de l'ETA, qui ramasse ici près de 40 % des voix, est, dans la symbolique compliquée du Pays basque, l'exemple d'un conflit exaspéré, poussé jusqu'à l'absurde. Un Clochemerle qui aurait mai toumé.

Et c'est ce climat de crainte diffuse qui frappe d'abord, dans les regards scrutateurs qui accompagnent « l'étranger » de passage sous les arbres de la promenade ou dans les cafés du ceotre médiéval, où il est d'usage, sur les comptoirs, d'aligner de grosses «tirelires» de terre cuite : une pour le soutien des familles de prisonniers de l'ETA; une pour aider les jeunesses révolutionnaires de « Jarrai », qui ont leur siège justement ici, etc.,

Car la seule question qui importe à Hernani est de savoir « de quel côté » on se range : du côté de la «borroka», la lutte indépendantiste, menée par HB, qui tourne en circuit fermé, avec ses leunes, ses activités culturelles, son journal Egin, sa radio, son panthéon de martyrs (dix-neuf lutte, et tentent de l'ignorer, cette majorité, par définition ici extrêmement silencieuse, qui vit sous baute surveillance, protégée en permanence par la Ertraintra, la police basque, casquée de rouge et revêtue de combinaisoos ignifugées contre les coktails Molo-

tov du samedi soir? Hors cette alternative, rien o'est prévu. En témoigne la précaire croisade de la cinquantaine de membres du mouvement pacifiste, récemment créé pour instaurer la « paix à Hernani », dont les manifestations sileocieuses provoquent quolibets de HB, coups de fils d'intimidation et graffitis vengeurs sur leurs maisoos. Alors vivre, tout simplement, devicot ici une entreprise valontariste. « Nous baignons dans lo schizaphrénie », explique une mère de famille « neutre ».

Ce n'est pourtant pas Beyrouth! La vie à l'air oonnal, la petite ville est même très gaie. Il v a beaucoup de fêtes, de coocerts. d'intellectuel sportif, au service

Et puis taut à caup, taut bascule. En fin de semaiae, il n'est pas rare que certains élèves rangent leurs cartables et aillent pravoquer la Ertzaintza, en criant - mort aux Cipayos! . (traftres). . fai même vu des parents donner de l'argent de pache à leurs enfants paur prendre le bus de Saint-Sébastien, afin de participer oux manifestotians vialentes où ils brûlerant d'autres autoaus ? En plein carnaval, naus prenians un verre sur la place, avec man mari et les enfants. En vovant arriver un groupe d'adalescents encapuchonnes, nous arons pensé que c'était peutêtre un déguisement, de mauvais gaut. Du taut, ils ant tranquillement mis le feu à la banque en face

UN MUR DE SILENCE

La violence n'est pas nouvelle à Hernani. Durant la répression franquiste, la ville ou la fibre oamorts et d'atrocités, comme en-

de naus : c'élait surréaliste. »

du Parti nationaliste basque, PNV, modéré). Un homme têtu. Depuis que, eo 1991, avec une coalition-tampoo rassemblant le PNV et les socialistes, il a ravi la mairie aux radicaux de Herri Batasuna, c'est la guerre à mart.

« Il ne faut rien exagérer, c'es plus calme maintenant », dit-il, détendu devant uo café, avec cette ironie un peu cynique qui hi permet sans doute d'oublier qu'il y a quelques mois à peine une trentaine . d'eocapuchonnés » oot attaqué son bureau où Il o'a eu que le temps de s'enfermer à double tour et d'appeler la police. La violeoce? « Pour HB, c'est une façan de récupérer dans la rue ce qu'ils ant perdu dans les urnes », poursuit-il, avant d'ajouter de lui-même : « Pourquai je reste? Parce que mon pere a cannu les prisons de Franco et qu'il faut bien que quelqu'un ici, foce tiavaliste radicale a toujours été aux méthodes léninistes de "lyntrès forte, a eu son contingent de chage sociol " de mes odversaires, mantre ce qu'est la démocratie. »

M. Debré à Madrid pour la quatrième fois en un an

Les ministres français et espagnol de l'intérieur, Jean-Louis Debré et Jaime Mayor Oreja, réunis pour la quatrième fois en moins d'un an, ont affirmé, mardi 25 mars à Madrid, leur volunté de renfurcer la coopération, déjà « exemploire », des polices des deux pays. « Après le terrorisme político-social des années 70, nous connaissons aujourd'hui deux formes de terrorisme, d'essences religieuse et nationaliste », a expliqué M. Debré lors d'une conférence de presse cummune. « Le terrorisme est global et doit être condamné de la même manière », a pour sa part affirmé M. Mayor Oreja en soulignant « lo volonté sans faille » des deux gouvernements de lutter contre « toute forme de terrorisme ». La coopération policière franco-espagnule s'illustre régulièrement par l'interpellation en France de membres recherchés du mouvement séparatiste basque ETA ou des enquêtes sur ses réseaux de financement. - (AFP.)

suite au temps de la « sale guerre » du terrorisme d'Etat. Aujourd'hui, à l'beure de l'Eu-

rope et de l'autonomie locale, c'est comme si rien n'était changé. Et le chômage - qui touche près de 30 % des jeunes - o'explique pas tout. D'autant que si la morts, seize prisonnlers)? Ou du l'aciérie qui employait mille cinq côté de ceux qui subissent cette ceots personnes, Hernani récupère, peu à peu, grace à l'implantation de multinationales alimentaires. . La violence est une référence omniprésente, selon qu'an la justifie contre l'ETA ou, au contraire, que l'on opprouve les uttentats, explique, embarrassé, Felipe, qui enseigne dans une lkastola (école basque). « Le résultat, c'est une grande fracture sociale et une spirale d'Intolérance qui risque de se créer. » En attendant, un mur de silence s'instaure entre familles, dans les familles mêmes, où peuvent cohabiter un père ancieo « guardia civil » et un fils mi-

> semble oublier son ancienne raison d'exister. Au cœur de la tourmente, il y a un homme seul. Le maire, José Antonio Rekondo, une quarantaine bien portée sur un physique

litant de HB. Et les • immigrés »,

venus d'Estrémadure dans les an-

nées 60, soot parfois les plus

acharnés, dans une lutte systématique cootre uo système qui

Dans le camp d'en face, celui de la conseillère municipale de HB, Koro Etcheberria, une folie femme au visage ouvert, qui nous reçolt dans son minuscule bureau à la mairie, le discours est radicalement différeot. « Le maire? C'est un "espognoliste" qui se des methodes autoritaires : les victimes, ce sont nos jeunes, arrêtés pour un petit rien monté en épingle. » Et d'évoquer l'atmosphère d'« état d'urgence » qui règne, les manifestations « filmées en vidéo » par la police, les « micros cochés portout » et les - gaz lacrymogènes jetés sans rai-

Et les otages de l'ETA? Les autobus brûlés, les poubelles détruites qui ont coûté 200 000 francs à la commuge en 1996? Elle a un petit sourire désolé : . Je sais... Il faudrait pouvoir dialaguer, mais en attendant il faut bien demander justice pour nos prisonniers, et qu'an nous rende le droit d'expression. » Et elle s'esquive, toujours souriante: les banderoles sont prétes, les jeunes attendent dehors pour la manif du vendredi. La semaine prachaine eo revanche, il v aura karaoke sur la promenade, ou bien les deux, si le temps le permet.

Marie-Claude Decamps

Le premier ministre du Monténégro a été contraint de démissionner

été contraiot de démissionner, vice-président du Parti démocratique des socialistes (DPS, au pouvoir) pour avoir demandé la mise à l'écart du président serbe Slobodan Milosevic. Il devrait, eo fonctions de chef de gouverne-

Parmi les dirigeants monténégrins. M. Djukanovic est le dé-M. Milosevic, qu'il read respoasable de l'isolement international de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Montéoégro) et de porter ainsi préju-

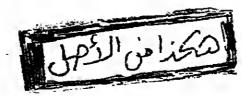
MILO DJUKANOVIC, le pre- dice à l'économie montéoégrine. mier ministre du Monténégro, a Il avait poussé la querelle avec Belgrade a son paroxysme en démardi 25 mars, de soo poste de clarant, en février, que le présideat serbe ne méritait plus d'occuper « oucun poste politique ». Il avait également affirmé que san gauvernement était décidé à solliciter une side des iosticonséquence, abandonner ses tutions financières internatio-

propre monnaie. 64 voix contre 7, au cours d'une du DPS, après avoir été mis eo minorité par les partisans du président monténégrin, Momir Bula-

tovic, coosidéré comme l'allié le plus fidèle de M. Milosevic parmi les dirigeants du Mooténégra, petite République d'enviroo 600 000 habitants qui se distingue par ses velléités d'autonomie politique et économique.

M. Bulatovic a réaffirmé, mardi, sa fidélité au président serbe et assuré que cette République nales - dant la RFY est exclue - et avait « lié son destin » à celui de la qu'il paurrait même créer sa Serbie. Pour le Monténégro, «il n'y a ni voie de rechange ni pro-M. Djukanavic a offert sa dé- gramme de rechonge », a dit tracteur le plus farouche de mission, qui a été acceptée par M. Bulatovic en se prooonçant en faveur d'une candidature de session-marathon de la direction M. Milosevic au paste de présideot de la RFY, une possibilité évoquée de plus en plus fréquemmeot par la presse serbe. - (AFP.)

VOUS. Clair Europe **BRITISH AIRWAYS** LE COMPAGNAE QUE LE MANDE PREFERE



Comité de vigilance contre l'extrême droite, qui réunit les partis de gauche, la CGT, FO, SUD et les syndicats d'enseignants, ainsi que des associations de défense des droits de l'homme.

plus de cinquante mille personnes, la police en prévoyant, elle, vingt-cinq mille. • LES DIRIGEANTS LEPÉNISTES ont mis en garde, mardi 25 mars, contre le risque de violences, dont ils imputent d'avance la responsabilité aux autorités municipales, préfectorales et judiciaires. • NI LE MAIRE NI LE PRÉFET n'ont jugé nécessaire

d'user de leurs pouvoirs pour interdire ou restreindre les libertés de réunion et d'expression, que ce soit à l'encontre du Front national ou de ses

La gauche tout entière se prépare à manifester à Strasbourg contre le FN

Jean-Marie Le Pen annonce le dépôt d'une plainte contre X... pour « actes préparatoires à l'accomplissement de délits ou de crimes ». Les organisateurs de la marche contre le Front national s'attendent à rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes

« TOUS À STRASBOURG! » La consigne, en quelques semaines, s'est répandue dans le pays. De bouche de militants, encouragés par les récentes mobilisations récentes contre le Front national (Annecy, Toulouse, Saint-Etienne, Marseille...), à oreilles de simples « citoyens », la montée vers la capitale alsacienne, le 29 mars, pour tenir tête au congrès présidé par lean-Marie Le Peu prend de jour en jour une allure plus visible. Selon les différeats organisateurs de la manifestation, plus de cinquante mille personnes pourraient défiler dans la capitale alsacienne : un événement pour cette région où les mobilisations à gauche sont traditionnellement faibles. A quatre jours du week-end de

Páques, les signes sont nombreux qui temoigneut que la manifestatiou, à laquelle appelleut la quasitotalité des partis, syndicats et organisations de gauche, rencontre de nombreuses sympathies. Les trois trains spéciaux affrétés pour Strasbourg sont complets, et les organisateurs négocient désormais avec la SNCF pour ajouter à chacun quatre wagons. Difficile de trouver un car disponible, dans la capitale, pour le 29 mars: les orantiracistes ganisations s'adressent désormais à des compagnies basées dans d'autres villes pour trouver un véhicule à leur tarif. A Rennes, à Montpellier, des bus ont été loués cette semaine en catastrophe. Dans le Grand Est, la mobilisation est particulièrement forte: trente cars partiront ainsi de la seule ville de



réfléchir à la contre-manifestanon, Fin octobre 1996, alors que l'on acquiert la certitude que le congrès du Front national se réunira dans la capitale alsacienne. les babitants se mobilisent, Les associations antiracistes de la ville créent Justice et libertés, un cullectif de « vigilance » comme il en oaît aujourd'hui de plus en plus en France et qui regroupe à présent quelque quatre-vingts organisations politiques, associatives et syndicales de gauche.

ELECTROCHOC

De son côté, Front citoyeo, une autre association, plus éclectique politiquement, qui a lancé une pétition contre le congrès, multiplie les initiatives (Le Mande du 25 mars). Enfin. les organisateurs des Rencontres de Strasbourg. créées en ianvier 1995, lancent, dans Le Monde du 14 décembre 1996, un appel aux « grands élus alsaciens »: « Dites « nan » à Le Pen! >

La grande manifestation de Grenoble, le 9 décembre 1996, pour laquelle vingt mille personnes avaient répondu à l'appel d'un collectif de soixante-dix organisations pour protester contre un meeting de Jean-Marie Le Pen, loue ensuite un rôle d'électrochoc. La résistance, locale reocontre l'indignation nationale: pourquoi pas une « montée » à Strasbourg le 29 mars? Le même jour, à Paris, en meeting à la faculté de Tolbiac, le Manifeste contre le Front national, présidé par Jean-Christopbe Cambadélis, membre du secrétariat national du PS, lance l'idée d'une « marche » nationale vers Strasbourg (le Mande du 10 dé-

L'initiative ne reacontre pas im-médiatement un enthousiasme débordant. Jusqu'à ce que, quel-ques semaines plus tard, le Comité de vigilance contre l'extrême droite, structure créée en septembre 1996 à l'inftiative du Parti radical-socialiste et qui regroupe aujourd'bui quarante-cinq partis, organisations syndicales et associations de gauche, se mobilise à son tour. Au départ, il n'est question que de participer aux rencontres et colloques organisés, durant le week-end, par l'associa-tion Culture et libertés. Cependant, à la mi-février, le comité décide de défiler à Strasbourg, entraînant mécaniquement à sa suite toute la gauche française.

L'émulation joue à plein. Traditionnellement métiant devant tout centralisme, le mouvemeat Ras l'Froat se rallie ainsi à l'idée : l'organisatioo antifasciste, qui compte désormais quatre-vingtdix comités locaux, fera monter des dizaines de cars à Strasbourg (doat cinq de Paris). Le Manifeste contre le Front national a déjà rempli quarante cars. SOS-Racisme, qui dispose traditionnellement de gros moyens financiers, affrète de soo côté un train, qui partira samedi matin de la gare de

devant un millier de jeunes réunis l'Est, comme celui du Comité de France (UEJF) a organisé une vigilance, mis eo place Jean-Luc Bennahmias, membre du secrétariat national des Verts. Baptisé « train de la liberté », il rejoludra, à Strasbourg, celui qui partira de Touion (Le Mande du 26 mars). Chaque organisation ajuste ses subventiuns et ses tarifs. Enfin, des municipalités de la région parisienne, comme Saint-Denis, af-

frètent gratuitement des cars.

thème « Tu aimeras ton prochain comme tol-même », et appelle à participer à la manifestation.

Restent enfin les détails, hautement symboliques. En tête, défilera le « Comité des villes sinistrées », comme on l'appelle en riant : les manifestants de Toulou, Marignane ou Vitrolies ouvriront le cortège. Suivra le collectif local

Où donc défilera Lionel Jospin ?

Les manifestations unitaires prennent des allures de casse-tête. Lors de la marche pour l'empioi, à Bruxelles le 16 mars, les représentants de la gauche française n'avaient pas défilé ensemble. Le 24 mars, à l'occasion d'une rencontre du comité de vigilance contre l'extrême droite, Gérard Le Gall a annoncé que Lionel Jospin défilerait, le 29 mars à Strasbourg, an milieu de la délégation socialiste, qui devrait être très nourrie. Les participants, notamment les radicaux-socialistes, y ont vu un coup de canif à cette « première » unitaire. Le lendemain, Jean-Marc Sabathé (PRS), coordinateur du comité, a écrit au premier secrétaire du PS pour lui demander de revenir sur cette décision. Ainsi, M. Jospin devrait faire une apparition dans le carré de tête, où le PS sera représenté, avant de rejoindre les militants socialistes. Par ailleurs, le bureau national du PS a formellement approuvé, mercredi, les quinze propositions de M. Le Gall sur le Front national (Le Monde du 25 mars).

Devant la mobilisation, organisateurs et forces de police sont sur le qui-vive. Avec ses rues étroites, la ville n'est pas faite pour les manifestations. Le cortège, qui partira de la place de l'Etoile à 15 beures, arrivera sur l'étroite place Broglie. Des manifestants sont attendus d'Allemagne, de Belgique, de Suisse. Au Hilton, à 150 mètres du Palais de la Mosique et des Congrès, où se réuniront les délégués du Front national, l'Union des étudiants juifs de

Justice et libertés, puis le cortège du Comité de vigilance, avec, en ganche, Robert Hue, Jean-Pierre Chevenement, Dominique Voynet, Alain Krivine. Viendront ensuite les associations et, à la demande des syndicats, un cortège européen. Commme lors de la marche du 22 février, à Paris, contre la loi Debré, les politiques fermeront la marche.

Ariane Chemin

Les dirigeants lepénistes imputent aux autorités la responsabilité d'éventuelles violences

31 mars, et que la moduisation pour la manifestation prévue dans la capitale alsacienne, le samedi après-midi, monte en puissance, le Front national se pose en victime et interpelle à la fois le maire de Strasbourg, le procureur de la République et le préfet du Bas-

Lors d'une coaférence de presse organisée, mardi 25 mars, par le délégué général, Bruno Mégret, le secrétaire général, Bruno Gollnisch, et le délégué national aux manifestations, Serge Martinez, le Front national a distribué trois lettres adressées aux représentants de la ville, de la justice et de

Nouveau revers judiciaire pour la création d'un syndicat d'extrême droite

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a jugé, mardi 25 mars, que Force nationale-Transports en commun IFN-TC) * n'est pas un syndicat professionnel *. Saisi par la CFDT, la CGT et la direction de ia RATP, le tribunai estime, dans ses attendus, que FN-TC « n'est que la résurgence du FN-RATP, qui s'est vu refuser la paglité de syndicat par une décision du TGI de Nanterre le 7 juin 1996 » et souligne qu'il n'a trouvé * aucune preuve de l'indépendance de celuici à l'égard du Front national ». En conséquence, il interdit à FN-TC de se prévaloir de la qualité de syndicat et ordonne l'exécution provisoire du jugement. FN-TC exprimait l'intention, mardi, de faire appel. Le mouvement a déjà perdu un procès, le 2 décembre 1996, devant le tribunal d'instance du 12º arrondissement, où sa représentativité était contestée. li a fail appel de ce jugement.

multiplient les initiatives contre la nonce des violences éventuelles beraient pas sous le coup des arréunion de son congrès, du 29 au de leurs opposants et annonce le ticles 431 13 et suivants rélatifs aux débôt d'une plainte contre X... pour « actes préparatoires à l'accamplissement de délits au de crimes, voire de tentative, et (...) as-

sociatian de malfaiteurs ».

« je m'adresse à vous pour vous faire part de ma protestatian cantre les manœuvres qui accompagnent la préparation de notre congrès de Strasbourg, managuvres dant vous portez une écrasante responsabilite' », écrit M. Gollnisch à Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg. « En appelant l'Europe entière à manifester cantre le congrès, vous légitimez par avance (...) les débordements et les vialences auxquels certains tenteront de se livrer (...), vous en porterez la responsabilité », menace le secrétaire général.

Les deux autres missives sont signées par le président du Front national, Jean-Marie Le Pen. Dans celle adressée au procureur, il affirme que « selon [ses] informatians », des « groupements » appelant à la manifestadon du 29 mars « se proposent, par l'infimidation physique et par la violence, d'empecher le déroulement narmal » du congrès du Front national. Il dénonce « des arganismes tels que l'assaciatian Ras l'Front », ainsi que « des manifestants etrnngers et, spécialement, allemands » et demande que. « des à présent, une enquête soit diligentéc, et des poursuites entamées », cat, « même préalablement à l'accomplissement des voies de fait, les actions entreprises par certaines personnes ou par certains groupes constituent

Ces thèmes sont repris dans la lettre au préfet du Bas-Rhin. « Il canvient de prévenir toute entrave concertée à notre liberté de réunion », écrit M. Le Peo au représentant de l'Etat en expliquant qu'« il y aurait licu de verifier (...) si certains contre-manifestants, ani-

Lors de la conférence de presse, Bruno Mégret a confimé l'information selon laquelle M. Le Pen avait renoncé à se rendre à la messe, le 30 mars, à la cathédrale de Strasbourg, et qu'il avait été décidé d'organiser deux colloques, samedi soir, afin d'occuper les militaats. M. Martinez a expliqué que tout le service d'ordre du Front national (DPS), « sait un millier d'hammes », est mobilisé pour l'occasion. Deux mille deux cents délégués sont attendus ainsi qu'une vingtaine d'invités exténeurs au mouvement et plusieurs centaines de journalistes.

Evoquant l'actualité, M. Gollnisch a parle de contacts pris par M. Martinez avec différents parlementaires de la majorité pour les convaincre de ne pas voter le proiet de loi Toubon contre le racisme et affirme avoir obtenu une quarantaine de promesses « verbales ou écrites ».

Christiane Chombeau

Ni le maire de Strasbourg ni le préfet du Bas-Rhin n'ont interdit ou limité les rassemblements

QUELQUE vingt-cinq mille manifestants opposés au Front national devraient se rendre à Strasévaluations provisoires établies, mercredi 26 mars, au ministère de l'intérieur. Aux côtés des onze mille Alsaciens attendus au défilé, environ treize mille personnes devraient faire le déplacement en provenance de l'Ile-de-France et de la province. Un train venu de Toulon, deux autres au départ de Paris ont été reteous par les manifestants, ainsi qu'une centaine de cars partant de province, selon les renseignements généraux. Par ailleurs, une centaine de ressortissants allemands devraient traverser le Rhin pour se joindre à la protestation. Pour l'heure, le ministère de l'intérieur prévoit de mobiliser d'importants effectifs une quinzaine de compagnies républicaines de sécurité (CRS) et d'escadrons de gendarmerie mobile - pour veiller au mainden de

l'urdre à Strasbourg. Ni le ministère de l'intérieur ni le maire de la ville n'ont exercé les pouvoirs légaux qui leur auraient permis de restreindre le champ des

libertés fondamentales - liberté d'expression, droit de réunion et de manifestation - en interdisant o du Front Palais des congrès ou la contremanifestation prévue sur la voie publique. La Place Beauvau considère que ces deux initiatives sont juridiquement « régulières ».

RISQUE DE TROUBLES GRAVES En vertu des pouvoirs généraux que confère aux maires le code des communes en matière de police. Catherine Trautmann aurait pu décider de « réprimer les atteintes à la tranquillité publique (...), le tumulte excité dans les lieux d'assemblee publique (...) et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ». Tout maire peut en effet prendre un arrêté d'interdiction - dûment motivé et notifié aux organisateurs - lorsqu'il apparait qu'une réunion publique apporterait un trouble grave de l'ordre public et que seule une mesure d'interdiction pourrait le conjurer (Le droit de la police, André Decocq, Jean Montreuil et Jacques Bulsson, Editions Litec, 1991). « M. Le Pen attendait du

maire de Strasbourg l'arrêté d'interdiction qui lui aurait attribué ce rôle de victime qu'il affectionne tant », a M= 1rau Mande du 22 mars).

Le préfet n'a pas décidé de se substituer au maire de Strasbourg en interdisant la réunion du parti lepéniste, ce qu'il aurait pu faire s'il avait considéré que l'autorité municipale n'avait pas pris les mesures adéquates en termes de maintien de la sûreté et de la tranquillité publiques. La loi prévoit que la réunion publique est libre et qu'elle peut dès lors être tenue sans déclaration préalable. Ce cadre est toutefols assorti de conditions : les organisateurs de la réunion publique doivent se charger d'y « mointenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lais, d'interdire tout discaurs cantraire à l'ardre public et aux bonnes mœurs. au contenant une provocation à un acte qualifié crime ou délit » (loi du 30 juin 1881); la réuniou ne doit pas connaître de prolongement sur la voie publique.

S'agissant des manifestations de vole publique, elles relevent plus directement de la compétence de l'autorité préfectorale. Le préfet de Strasbourg n'a pas, là non plus, pris de mesure d'interdiction. Reste la mission générale assignée aux forces de pobce, à Strasbourg comme ailleurs, de réagir immédiatement à tout désordre qui viendrait troubler l'ordre public. Alors que M. Le Pen a annoncé, mardi 25 mars, avoir déposé une plainte contre X... visant des « actes préparatoires à l'accomplissement de délits ou de crimes », à propos des manifestations prévues ce week-end, le parquet de Strasbourg a indiqué n'avoir reçu, mardi, aucune plainte du président du FN. Le ministère public doute fortement, toujours au nom des libertés fondamentales, qu'il soit possible d'engager à l'avance de telles poursuites contre d'éventuels fauteurs de troubles.

Erich Incivan

Le projet de loi antiraciste toujours en attente

FN a relancé la question : faut-il ou non exhumer le projet de loi antiraciste du ministre de la justice, Jacques Toubon? Déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale depuis octobre 1996, le texte n'a toujours pas été inscrit à l'ordre du jour, en raison de l'oppusition d'une large fraction des députes RPR-UDF. Député (UDF-FD) du Bas-Rhin, Adrien Zeller a provoqué un tollé, mardi 25 mars, à la réunion de son groupe, en annoncant son intention de poser une question sur ce sujet au garde des sceaux. Pour une majorité de ses collègues, l'examen de ce texcontribuerait à placer un peu plus

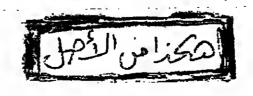
LE PROCHAIN CONGRÈS du le FN au centre du débat politique. Le président du groupe UDF, Gilles de Robien, a jugé, avec satisfaction, que « c'est un texte qui risque de ne pas prospèrer ». Devant la presse, M. de Robien a appelé « la classe politique à se reprendre » et «l'ensemble des médias à dresser un mur du silence » autour du Front national. «Plus an en parle, plus il plastronne », a-t-il affirmé, en précisant que « cette abstinence voiontaire est taut sauf de la

En application de cette stratégie du silence, M. de Robien a refusé de réagir aux propos du secrétaire te, jugé « de circonstonces », général du FN, Bruno Gollnisch, qui avait affirmé que quarante-

cinq députés de la majorité se seraient engagés à ne pas voter le projet de loi Toubon. De son côté, le président du groupe RPR, Michel Péricard, a affirmé au Mande qu'il s'agit d'« une intox extraordinaire » de la part de « vovous ». Il assure que « si des lettres avaient été envoyées aux députés, cela se serait su », tout en précisant qu'il y a « beaucoup plus que quarante-cinq députés de la majanité opposés au projet de loi Toubon, mais pour des raisons de fand : parce qu'ils jugent que la démanstration n'a pas été faite que la législation actuelle n'est pas suffisante pour faire condamner

les propos racistes ».

Tean-Louis Saux



duscr do in the Double Str. the statement don't by Green and a second side is responsible menticipates, profestores and tode menattated

trasbourg contre les

propissement de délits du de times : dizames de milliers de personnes

To spreak the continues. THE STATE OF THE S Principal of the second THE REPORT OF LAWS ASSESSMENT OF THE PARTY O Brade Spice Sylver Sylver THE WASHINGTON THE STREET

donc defilera Lionel Jospin

William Control of the Control of th The second secon THE PARTY SERVICE AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE PART The second second is a second of the second See the see that the second of Same and the same of the contract of the contr Commence of the second The state of the s The state of the s CA CAR PET TO COURT CALLET.

 $\varphi^{(k)} = \varphi_{k}^{(k)} \circ (e^{-k} \circ \varphi_{k}) = e^{-k} \varphi_{k}^{(k)} \circ (e^{-k} \circ \varphi_{k})$

 $\Delta P(M) \approx \Delta P(M) + (\Delta M) + (\Delta$

Decree to the second

And the second second second second

ent one to a tent when you

 $\| x + y - y + x \|_{L^{\infty}} + \| x - y - y \|_{L^{\infty}} + \| x - y - y \|_{L^{\infty}} + \| x - y - y \|_{L^{\infty}}$

A DESCRIPTION OF THE PARTY OF T

AND THE RESERVE OF THE PARTY OF

(*)

الأطائع المعولين ومهديل

bourg ni le prétet du Bas-Rhin limité les rassemblements

Simone Veil va prendre la présidence du Haut Conseil de l'intégration

Eric Raoult présente un ensemble de mesures destinées à aider les immigrés

Le conseil des ministres devait discuter, mercredi ministre des affaires sociales dans le gouverne-

26 mars, de la politique d'intégration. Par un décret du président de la République, Simone Veil, conseil d'administraion du Haut Conseil de l'in-

LA POLITIQUE d'intégration des populations issues de l'immigration devait figurer doublement sur l'agenda gouvernemental, mercredi 26 mars. Tandis qu'Eric Raoult, ministre délégué à la Ville et à l'intégration, devait présenter au conseil des ministres une communication annoncant un « programme de mesures » dans ce domaine, Simone Veil, son prédécesseur dans ces fonctions, devait être nommée membre du Haut Conseil de l'intégration (HCI) afin d'en être élue présidente et de succéder ainsi à Marceau Long.

Le remplacement de l'ancien vice-président du Conseil d'Etat par une personnalité politique do-tée d'une grande liberté de parole pourrait relancer cet organisme chargé d'éclairer les choix gouvernementaux, mais dont l'autorité s'est émoussée depuis sa création, en 1990, par Michel Rocard. Le conseil des ministres devait en outre annoncer le remplacement du directeur de la population et des migrations, Gérard Moreau, en poste depuis 1985, par Jean Gaereminck, ancien directeur du cabinet de Pierre Méhaignerie au ministère de la justice et coauteur, avec le délégué à l'intégration, Hamlaoui Mekachera, du rapport inspirant les mesures annoncées par

Destinées à embrasser la totalité du « parcours d'intégration », de l'arrivée en France jusqu'à la natu-ralisation, et à équilibrer, dans l'affichage, le caractère répressif de la loi Debré, les dispositions présentées mercredi par le ministre délégué à l'intégration concernent la politique des foyers, la lutte contre la discrimination raciale et l'accélération des procédures de naturalisation. M. Raoult a ainsi annoncé un « plan à cinq ans » prévoyant « la restructuration, la transformatian au la réhabilitation » des foyers de travailleurs immigrés « les plus dégradés ».

 LOGEMENTS ADAPTÉS » Certains des vingt foyers dont le

rapport d'Henri Cuq, député (RPR) des Yvelines, demandait la démolition (Le Monde du 11 avril 1996) pourraient être placés en « extinction progressive ». Ces opérations, ainsi qu'un plan de création de « lagements adaptés », seront financées par une affectation plus systématique aux publics issus de l'immigration des fonds du « un neuvième-immigrés » (0.05 % de la masse salariale des entreprises), qui leur sont théoriquement destinés, mais qui servent à compléter le financement d'opérations classiques de logement.

En outre, cinq mois après les

propos de Jacques Chirac dénoncant la discrimination raciale à l'entrée des boites de nuit. M. Raoult devait annoncer la mise en place, dans deux départements, d'une permanence téléphonique ouverte « aux personnes s'estimant victimes de discriminations », les appels pouvant déclencher l'intervention de « médiateurs lacaux ». D'autre part, des « canvendons de préventian des discriminations » seront signées avec des organisanons professionnelles dans les domaines du logement, de l'emploi et des loisirs. Des médiateurs seront recrutés pour « désamorcer les conflits locaux, à la demande des pauvoirs publics », dans une dizaine de départements.

NATURALISATION ACCÉLÉRÉE

Egalement dénoncée par le président de la Répubbque, la lenteur des procédures de naturalisation devrait être corrigée. Le délai de cette procédure, qui peut s'étaler aujourd'hm sur deux ou trois ans, voire davantage, devrait être ramené à un an. Une cinquantaine d'emplois devraient être réaffectés dans les préfectures, et une vingtaine créés au sein de l'administration chargée des naturalisations, financés par une augmentation des droits de sceau payés par les candidats à la nationalité, L'exoné-

ranon de ces droits pour les has revenus serait supprimée, et le tarif minimum fixé à 500 francs, le maximum restant proche de

3 000 francs. Le reste des mesures présentées oscille entre le gadget - la création d'une « médaille de la citayennetê ^, - les évidences maintes fois réaffirmées - tous les nouveaux arrivants doivent être visités par un travailleur social et bénéficier de cours de français - et l'habillage de mesures déià annoncées : création de dix « internats de semaine » dans l'éducation nationale, extension des actions d'accompagnement scolaire. Plus spécifique, le parrainage des jeunes chômeurs par des bénévoles sera développé (10 000 jeunes en 1997), et la création de cycles préparatoires aux

sés » est mise à l'étude. Au total, ce programme devrait mobiliser 4 milliards de francs en cinq ans, résultant de l'affectation plus précise de financements existants, notamment au Fonds d'action sociale (FAS) et à l'Office des migrations internationales (OMI), mais que l'Etat avait pris l'habitude de ponctionner.

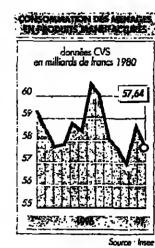
concours de la fonction publique

« pour les jeunes français défavori-

Philippe Bernard

La consommation a diminué de 1,7 % au mois de février

nages en produits manufacturés a fortement reculé en février. Selon l'insee, la baisse a été de 1,7 %, après une hausse de 3 % en janvier. Hors automobile et produits pharmaceutiques, la consommation a diminué de 3,5 %. Tirée par les ventes automobiles (en augmentation de 11,6 %), la consommation en biens durables a progressé de 0,6 %. Tous les autres grands postes ont enregistré des baisses, notamment le textile-cuir (6,7 %). Alors que le gouvernement escompte une reprise économique rapide, cet indicateur est préoccupant. Les demières prévisions de l'Insee laissent cependant présager un mauvais premier trimestre 1997 (0,2 % de croissance).



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR : Bernard Gérard, préfet de la région Centre, ancien directeur de la DST, devrait être nommé directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le 26 mars, en remplacement de Michel Basse, nommé préfet de la région Rhane-Alpes. ■ BIENS JUIFS: le Journal officiel du mercredi 26 mars publie la liste

des membres du groupe de travail sur la spoliation, durant l'Occupation, des biens appartenant aux juifs résidant en France, que préside Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social. Il s'agit du professeur Adolphe Steg, vice-président, et de Jean Favier, François Furet, Jean Kahn, Serge Klarsfeld, Alain Pietret et Annette Wieviorka. Eliane Chemla, maitre des requêtes au Conseil d'Etat, et Patrick de Canongettes, magistrat à l'administration centrale de la justice, sont nommés rapporteur général et rapporteur général adjoint.

■ CALENDRIER ÉLECTORAL: le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Gilles de Robien, a confirmé, mardi 25 mars, que deux amendements seront déposés pour « découpler » les élections législatives et les élections régionales et réformer le mode de scrutin de ces demières. Le débat est prévu, en séance publique, le 23 avril.

LÉGISLATIVES: Vincent Pellion, proche de Lionel Jospin, a été in-

vesti candidat du Parti socialiste dans la 3º circonscription de la Somme. Dans le vote des militants, Pierre Hiard, ancien député, battu en 1993, avait été désigné contre M. Peillon. Suivant l'avis de la commission électorale nationale, qui avait constaté des « vices de forme », le bureau national du PS a décidé, mercredi 26 mars, d'investir M. Peillon.

Loi Debré : la gauche entend saisir le Conseil constitutionnel

LE PARLEMENT a fini son travail, le Conseil constitutionnel va commencer le sien. Après l'adoption définitive du projet de loi sur l'immigration, mardi 25 mars, par l'Assemblée nationale et mercredi par le Sénat, les députés et les sénateurs socialistes vont demander aux gardiens de la Constitution de vérifier sa conformité à celle-ci.

La tradition sera ainsi respectée. Le Conseil a déjà été saisi de six lois modifiant l'ordonnance de 1945 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. C'est même à l'une de ces occasions - en août 1993, sur la loi Pasqua - qu'il a rendu la plus longue de ses décisions. Celle-ci lui avait d'ailleurs permis d'indiquer très clairement ce qui est permis et ce qui est interdit en la matière. Ainsi il avait souligné deux grands principes: les étrangers ne disposent pas automatiquement des mêmes droits que les nationaux, mais ils doivent bénéficier des « libertés et des droits fondamentaux de nature constitutionnelle reconnus à tous ceux qui résident sur, le territoire de lo République ».

Le gouvernement d'Alain Juppé savait donc jusqu'où il pouvait aller. Pourtant, il a pris des risques. Certes, sous la pression, il a renoncé à faire jouer un rôle de contrôle aux personnes recevant des étrangers - disposition que, des le départ, le Conseil d'Etat avait estimée contraire à la Constitution. Mais, dans le texte définitif, subsistent bien des dispositions soulevant des difficultés juridiques. Sans s'avancer sur ce que sera la décision de Conseil constitutionnel – il dispose d'un mois pour la rendre -, il est possible de dresser la liste des principaux points sen-

• Fichlers des bébergeants et des hébergés : la loi n'indique pas qu'ils seront créés, mais le ministre de l'intérieur a dû reconnaître, au cours des débats, qu'il y en aura. Or le Conseil constitutionnel est toujours très sourcilleux sur les conditions d'utilisation de l'informatique. Dans le même ordre d'idées, la création d'un fichier des empreintes digitales - celui-ci expressément prévu - pourrait attirer l'attention.

• Employeurs de malud'œuvre clandestine : la possibilité pour l'autorité administrative de priver de son titre de séjour un étranger faisant travailler des clandestins permet à celle-ci de se montrer plus sévère que la justice. Si le Conseil a déjà accepté des cas de double intervention, il ne le

permet que dans des conditions précises. Or la rédaction de la loi, en l'espèce fruit d'un amendement, ne garantit pas qu'elles se-

• Séjour des parents: les parents d'enfants français de moins de seize ans auront droit à une carte de séjour temporaire. Il peut être argué que, cet âge n'étant pas celui de la majorité, il y a rupture d'égalité selon que l'enfant a moins de seize ou de dix-buit ans.

 Droit de la défense : une sé rie de dispositions réduit les possibilités pour les étrangers de défendre leur cas. Ainsi est supprimée la commission départementale du séjour des étrangers. Or, même si elle n'avait qu'un avis consultatif, elle permettait aux services préfectoraux d'entendre les étrangers qu'ils voulaient expulser et les remarques des magistrats qui en étaient membres. La loi Debré contredit aussi une jurisprudence de la Cour de cassation qui interdisait une pratique policière consistant à replacer en rétention, pour sept jours, une personne devant quitter le territoire et qui ne l'aurait pas fait, sept jours après la fin d'une première mesure. Cette évolution pourrait être assimilée à un détournement des strictes limites fixées à la rétention administrative.

• Rétention : la loi porte de vingt-quatre à quarante-huit heures le temps de rétention au terme duquel l'autorité judicaire doit intervenir. Or. si en 1980 le Conseil avait accepté un tel délai, il avait précisé que le juge doit intervenir « dans le plus court délai possible ». Depuis 1981, il est demontré que vingt-quatre heures peuvent suffire. Il est vrai que le Conseil peut hésiter à interdire à une majorité parlementaire le droit de revenir à une disposition qu'il avait acceptée dans le passé. Enfin, le texte accorde an procureur, le temps de la procédure d'appel, le droit de maintenir « à lo disposition de lo justice » un étranger que le juge de première instance aurait décidé de remettre en liberté. Certes, les magistrats du parquet font partie de l'« autorité judiciaire » à qui la Constitution a confié le soin de préserver les libertés individuelles. Mais, jusqu'alors, il était acquis qu'en des matières aussi sensibles que la privation de liberté seuls les magistrats du siège - indépendants du gouvernement - ponvaient être chargés de ce rôle.

Thierry Bréhier

Quand on parle du Crédit Lyonnais, de quel Crédit Lyonnais parle-t-on?

Votre Banque Vous Doit des Comptes.

Parmi tous les chiffres qui circulent actuellement sur le Crédit Lyonnais, son passé, son avenir, en voici un qui reflète fidèlement son présent : 202 millions de francs de bénéfice.

Un résultat courant en forte progression Le produit net bancaire s'établit à 44,5 milliards de francs, contre 43,4 milliards de francs en 1995. A périmètre constant, la hausse est de +5,9%, conséquence d'une activité soutenue à l'international et sur les marchés de capitaux. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 9,5 milliards de francs (+42%). Le coefficient d'exploitation connaît une forte amélioration (6 points), revenant à moins de 79%.

La charge nette des provisions d'exploitation atteint 5,7 milliards de francs, soit une baisse de 2,1% par rapport à l'exercice précédent : ainsi, le résultat conrant avant impôt, incluant la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, ressort à 4.5 milliards de francs, en forte progression par rapport à l'exercice précédent où il atteignait 1,5 milliard de francs. Ce résultat reflète le redressement constaté dans les différentes activités du groupe.

Amélioration de tous les centres de profit Les quatre centres de profit affichent tous des resultats en progression.

Internet: http://www.credittyonnais.com = Minitel: 3615 COB mot-clé BDC (2.23 F/mn)

En France, le résultat net avant les produits et charges impôt est en net redressement. exceptionnels, d'un montant L'activité de gestion pour net de 1,6 milliard de francs. compte de tiers atteint un incluant notamment les encours de 452 milliards provisions de restructuration : de francs, en hausse de 13% - les impôts courants et

par rapport à 1995. En Europe, à périmetre constant, la situation s'améliore avec un resultat brut d'exploitation

diffères sur les sociétés. d'un montant de 1,3 milliard

Résultat net part du groupe

- la dotation à la provision en hausse de 34% et des dotations aux provisions en pour clause participative baisse de 20%. Dans le reste du monde, la banque commerciale affiche un resultat brut d'exploitation, à périmètre constant, en croissance de 60%, reflétant les bonnes performances de l'ensemble des zones géographiques, notamment les Amériques, l'Asie et l'Europe centrale et orientale. Les activités de marché voient leur résultat brut d'exploitation à périmetre constant multiplie par 2,5 en raison d'une hausse du produit net bancaire (+29%) et de celle, limitée (+10%), des frais généraux et amortissements

Résultat de l'exercice Le résultat courant de 4.5 milliards de francs est diminue par :

(0,1 milliard de francs). Les comptes de l'exercice 1996 intégrent les effets des décisions prises par l'Etat le 25 septembre 1996 qui se sont traduites par la neutralisation des incidences sur le Crédit Lyonnais du prêt à EPFR tant en 1995 qu'en 1996. Le résultat net est ainsi un bénéfice de 1486 millions de francs, après 107 millions de francs de dotation à la clause participative au profit de l'Etat, dans lequel la part revenant aux minoritaires est de 1 284 millions de francs.

Le résultat net part du groupe s'établit à 202 millions de francs après la dotation de 107 millions de francs à la clause participative. Solvabilité du groupe

Les capitaux propres du groupe, y compris les interets minoritaires et le fonds pour risques bancaires generaux, s elevent à 44 421 millions de francs. Le ratio international de solvabilité du groupe Crédit Lyonnais ressort à 8,7 % au 31 décembre 1996.

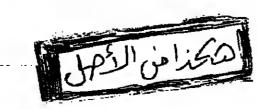
Le Gouvernement a fait part

Perspectives

de sa volonté de privatiser le Crédit Lyonnais dés que son redressement le permettra. Les mesures adoptées en 1996, dont les pleins effets se feront sentir en 1997 et en 1998, s'inscrivent dans cette perspective. Le Crédit Lyonnais a soumis à son actionnaire principal un plan d'actions le préparant à sa privatisation. L'examen de ces propositions est actuellement en cours. En tout état de cause, les dispositions en faveur de l'actionnaire principal. définies dans le protocole du 5 avril 1995, ne seroni pas affectées. Ce plan propose un recentrage stratégique de la banque axé sur ses activités de banque à reseau en France et de banque internationale tournée vers les grandes entreprises el les marchés



CREDIT LYONNAIS



Le bracelet électronique pourra se substituer aux courtes peines de prison

Les députés ont adopté cette réforme du code de procédure pénale

proposition de loi du Senat qui permet de placer les dé-tenus, condamnés à des peines d'un an de prison maxi-

Les députés RPR et UDF ont adopté, mardi 25 mars, la mum ou se trouvant en fin de peine, sous surveillance électronique, ce qui leur permet d'éviter l'incarcération.

éviter la prison eo accomplissant leur peine, munis d'un bracelet électronique. Les députés oot adopté, mardi 25 mars, une propositioo de loi du Sénat, permetant le placement sous surveillance électrooique (PSE) à domiclle, pour les personnes condamnées à de courtes peines, ou arrivées eo fin de peine. Les députés RPR et UDF ont voté pour, les députés PS et PCF se sont absteous.

Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Parlement, a qualifié cette réforme d'« exceptionnelle » puisqu'elle « vise à créer une nauvelle modalité d'exécution de lo peine privative de liberté, que naus avons toujaurs assimilée, depuis la Révolution, à l'emprisonnement ». La propositioo de loi du sénateur Guy Cabanel (RDSE, Isère) permettra de désencombrer les prisons, qui hébergeaient, au 1ª juillet 1996, S8 606 détenus pour 49 128 places, soit un taux d'occupatioo de 119 %, seloo le rapporteur Daniel Picotin (UDF, Giroode). M. Picotin a fait valoir que le PSE aurait un coût quatre à cinq fois moindre que celui d'un séjour en prison, qui s'élève à 500 francs par jour, selon Georges Hage (PCF,

La mesure oe pourra s'appliquer qu'aux détenus volootaires,

CERTAINS DÉTENUS pourront condamnés à un an de prison au maximum, soit un tiers des peines prononcées au 1º juillet 1996, ou o'ayant plus qu'un an à purger. La personne faisant l'objet d'un placement électronique ne devra pas s'éloigner de plus de 45 mètres de l'émetteur iostallé dans sa résideoce. Au-delà de cette limite, l'appareil indiquera à l'administration pénitentiaire l'absence du condamné. Techniquement, le dispositif se présentera sous la forme d'un bracelet porté à la cheville ou au poignet et ayant la tallle d'une montre; un récepteur de la taille d'un livre de poche, relié à un téléphone; un ordinateur central permettant le contrôle à distance.

> « VERSION MODERNE DU BOULET » Dès lors que le condamné sort d'un ravoo de quaraote-cioq mètres par rapport au récepteur, l'ordinateur central en est informé par un signal. « Il ne s'agit pas d'une balise de type Argos au d'une vidéosuveillance à la Big Brothet, permettant de suivre les déplacements du porteur de bracelet pas à pas », a précisé M. Picotin. Il a expliqué aussi que « la personne placée sous surveillance électronique n'est, en aucun cas, moitresse de son emplal du temps, préfixé par le juge avec le sauci d'occuper au maxi-

M. Hage a déclaré qu'il était favorable à une autre formule technique que le bracelet électronique, équivalent pour lui à « une version moderne du boulet du forçat ». Julien Dray (PS, Essonne) s'est félicité que le PSE évite « le séjaur en prison qui transforme souvent un pe-tit délinquant en délinquant confirmé ». Il a assuré avoir été « particulièrement tauché » par uo témoignage de Loic Le Floch-Prigent, qui a passé plusieurs mois en détentioo provisoire pour sa gestioo do groupe Elf, et qui évoquait « les cris des jeunes détenus qu'il entendait la nuit à lo prisan de lo Santé ». M. Dray s'est cependant inquiété que le PSE soit surtout destinée aux condamnés « en col

Les députés ont étendu, par un amendement, aux mineurs le système du PSE. Par un antre, ils oot prévu qu'au cas où le condamné se soustrait au contrôle ou neutralise le bracelet, il serait coosidéré comme un évadé. Le rapport de M. Picotin évoquait l'expérience des Pays-Bas, pays où 160 condam-oés ont bénéficié de ce système, Seize o'ont pas respecté les ho-. raires d'assignation à leur domicile, et trois, incapables de s'organiser, ont préféré retourner en prison.

Bras de fer entre M^{me} Tissot et les instances du RPR

LA PARTICIPATION de Claude-Annick Tissot (RPR), adjointe au maire de Paris et vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, aux élections législatives de 1998, ne va pas de soi. Celle par qui l'affaire des marchés des lycées du conseil régional d'île-de-France est arrivée sur la scène médiatique est engagée dans un bras de fer avec les instances du RPR, dont un des enjeux est son investiture dans la 7º circonscrip-

tion de Paris. Dans un entretien publié par Le Purisien du 26 mars, Mor Tissot affirme que c'est Jacques Chirac lui-même qui, il y a près d'un an, lui a demandé de démissionner de la présidence de la commission des marchés, qu'elle assurait depuis novembre 1994. S'agissant des élections législatives, elle confirme qu'elle « souhaite être candidote » dans la circonscription laissée vacante par Alain Devaquet (RPR), doot elle a longtemps été la collaboratrice, « Reste à obtenit l'investiture du RPR ». poursuit-elle, consciente qu'elle pourra, à cette occasion, faire le compte de ses «oppuis » an sein de soo

« J'oi toujours travaillé dans l'Est pansien, c'est mon implantation. La 7 circonscription est lo plus lagique pour moi, qui fut l'élue du 11 orrondissement, en 1989, ovont d'être aujaurd'hui dons le 12 ., plaidait-elle avant que la désignation de Corinne Lepage, ministre

de l'environnement, soit envisagée dans cette circonscription. Jean Tiberi, maire de Paris et patron de la fédération parisienne du RPR, précisait, le 14 mars, que son adjointe ne s'était pas manifestée (Le Monde daté 16-17 mars).

« Je n'oi jamais été soisi d'une demande de candidature de Mª Tissot. On n'est pas candidat par voie de rumeur ou par voie de presse », déclare Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint dn RPR. « Elle ne s'est Jomais déclorée, ce qui est rédhibitoire, et l'UDF a fait savoir qu'elle refuserait son investiture. Pour l'instant, so candidature est un non-problème », poursuit M. Stefanini, lui-même candidat à la succession d'Alain Juppé dans le 18° arrondissement.

Tandis que le RPR étudie la candidature de Ma Lepage, M. Tissot siégera, jeudi 27 mars, à la commission permanente du conseil régional d'île-de-France aui doit délibérer sur « l'extinctian progressive des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage ». Confiées pour la plupart au cabinet Patrimoine-ingénierie, ces missions étaient au cœur du système dénoncé par'l'ancienne présidente de la commission des marchés, qui déclare oe pas avoir « démérité » à la région, même si cela peut lui valoir d'« être sacrifiée politiquement ».

Pascale Sauvage

Les sénateurs réservés sur la réforme de la cour d'assises

« LA RÉFORME de lo procédure criminelle o attendu deux siècles. Il doit hien y avoir des raisans, » Partageant ce constat faussement naif de leur collègue leao-lacques Hyest (Un. centr., Seine-et-Marne). les sénateurs n'ont oullement l'inteotion d'examiner au pas de charge le projet de loi du garde des sceaux, adopté par l'Assemblée nationale le 22 janvier. Après avoir décidé de ne se prononcer sur ce texte que le 17 avril, au retour des vacances parlementaires, ils ont fait part, mardi 25 mars, devant un ministre de la justice passablemeot agacé, de leur « grande perplexité » selon l'expression de Pierre Fauchoo (Un. centr., Loir-et-Cher).

Pour l'essectiel, les fortes réserves exprimées sur tous les bancs du Palais du Luxembourg portent sur trois aspects du projet de loi : la limite d'age des jurés, que le texte abaisse de vingt-trois à dix-huit ans; l'obligation faite aux jurys de motiver leurs décisions; les moyens nécessaires à la mise

en œuvre de la réforme. Sur le premier point, le garde des sceaux a pratiquement rendu les armes, face à une commission des lois qui s'est prononcée à l'unanimité pour maintenir cette limite à vingt-trois ans. Philippe Marini (RPR, Oise) a même indiqué qu'il aurait été plutôt favorable à un « recul » de cette limite d'age, « la missian de juger nécessitont d'ovoir l'expérience de la vie ». Cherchant une porte de sortie, M. Toubon a indiqué que l'« an pourrait retenit le critère de l'éligibilité aux fonctions de conseiller municipal ., soit vingt et un ans, et affirmé, eo outre, qu'« il suffirait de prevoir qu'en deçà d'un certain oge une personne tirée ou sort pour être jure pourrait demonder à en être

ABSENCE DE LISIBILITÉ »

Sur le second point, celui de la motivation, le ministre de la justice aura également fort à faire. La plupart des orateurs ont souligné les difficultés - voire l'impossibilité de coocilier cette nouvelle obligatioo avec le principe de l'intime cooviction, propre aux jurys d'assises, qui est « l'essentiel », selon lean-Marie Girault (RI, Calvados), rapporteur de la commission des lois. Commeotant les travaux de celle-ci, qui a conclu à la nécessité de s'en tenir à un simple « questionnement » du jury sur les éléments de preuve, M. Toubon o'a pu que constater que « ce mécanisme (...) a pour canséquence aratique de supprimer, de fait, la motivotian ». « le ne peux danc pos l'accepter », a-t-il ajouté. Le garde des sceaux n'a donné soo accord qu'à la suppression de la « motivation différée » - qui consistait, selon le texte adopté par les députés, à faire revenir un juré, quinze jours

après le prononcé de la décision. Quant à la question des moyens nécessaires à la mise en œuvre de la réforme, le ministre de la justice, instruit par les combreuses mises en garde exprimées à l'Assemblée nationale, a donné son accord de principe à un amendement précisant que le financement de la réforme ne saurait s'imputer sur les objectifs fixés dans la loi de pro-

Dans un tel contexte, Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine), a semblé être le porte-parole de certains de ses collègues de la majooté. Tout en ootant une « absence de lisibilité » dans la démarche d'un ministre de la justice qui « navigue à :ue », l'ancieo garde des sceaux s'est payé le luxe de souligner soo accord pour une réforme qu'il avait envisagée voici quinze ans, tout en rappelant qu'à l'époque, il avait écarté ce projet, « cansidéront que cette réfarme, pour sounoitoble qu'elle était, ne pouvait être préférée à des besoins plus immédiats de notre justice ». « Aujourd'hui, olars que les besoins sont toujaurs oussi grands, compte tenu de l'occroissement constant des contentieux, vous faites le choix in*verse »*, a-t-il noté.

Jacques Larché, président (RI) de la commission des lois, oe pouvait certes pas s'exprimer en termes aussi abrupts. Mais en consacrant une bonne partie de soo interventioo aux perspectives de « remise en cause de notre opporeil judiciaire », et en concluant son propos sur des interrogations concernant « la place et le rôle des juges », M. Larché ne s'est guère inscrit dans le fil de l'intervention dn garde des sceaux, qui avait présenté une nouvelle fois son texte comme une réforme « historique ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Valéry Giscard d'Estaing retarde la ratification d'un accord Europe-Israël

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, approuvé par M. Séguin, veut que les députés tiennent compte du contexte proche-oriental avant de voter

EN RETARDANT la ratification d'un accord euro-méditerranéen entre la France et Israël, l'Assemblée nationale a placé le gouvernemeot français dans l'embarras tout en mécontentant le gouvernement israélien. Initialement inscrit pour la séance du 27 février, puis retiré deux fois de l'ordre du jour, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association, à caractère écocomique, eotre les Communautés européeunes et leurs Etats, d'une part, Israel, d'autre part, n'est toujours pas inscrit au calendrier des travaux parie-

Comme pour la quasi-totalité des accords internationaux de ce genre, la ratification parlementaire devait n'être qu'une formalité. Valéry Giscard d'Estaiog, président de la commission des affaires étrangères, a été, selon son entourage, agacé de la précipitation de l'agenda imposé par le gouvernement, qui ne laissait pas le temps à la commission de travailler à son rythme sur un dossier sensible compte tenu du regain de tension local : meurtre de ieunes filles israéliennes par un soldat Jordanien, attentat-suicide à Tel Aviv, début des travaux de construction de la colonie juive d'Ar Homa dans la partie arabe de Jérusalem. Sans doute aussi Leila Chahld, déléguée générale de Palestine en France, qu'il a reçue au mois de janvier, avait-elle convaincu l'ancien chef de l'Etat qu'un tel accord ne pouvait être ratifié de façon rou-

tinière par les députés. Mª Chahid a fait valoir, au cours de cette entrevue, que contrairement au Sénat, l'Assemblée nationale n'avait pas envoyé de parleintervenue aussi auprès de Philippe Séguin pour le convaincre qu'un débat de routine sur un tel sujet ne serait pas digne de l'Assemblée qu'il préside. Sous la pression de M. Giscard d'Estaing, approuvé par M. Séguin, le gouvernement s'était résigné, le 11 mars, à retirer de l'ordre du jour le projet de ratifica-tion, dont la discussion et le vote étaient prévus pour la séance du

MISSION PARLEMENTAIRE Lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères, le

20 février, Hervé de Charette avait souhaité que l'accord d'association euro-israélien soit « ratifié normalement » et refusé d'assortir la signature de ce texte d'une « déclaration interprétative », que réclamait notamment Jean-Yves Le Déaut (PS). La commission, quoique divisée, et en l'absence de son président, avait adopté le projet de ratification mais, la situation se dégradant en Israel et dans les territoires, M. Giscard d'Estaing a décidé d'y envoyer trois commissaires en mission. Pour justifier sa demande de modification de l'ordre du jour, le président a fait valoir que les députés ne pouvaient débattre de ce projet le 20 mars puisque, à cette date, les trois députés - Jean-Yves Le Déaut, Aymeri de Montesquiou (UDF) et René Chabot (RPR) - ne seraient pas revenus du Proche-Orient.

C'est donc mercredi 26 mars, au matin, qu'ils devaie ot présenter leur rapport devant la commission des affaires étrangéres. M. Le Déaut devait expliquer « à titre personnel » que « dans ce contexte », l'Assemblée nationale « ne pouvait pas ratifier » l'accord de coopération économique avec Israël. M. de Montesquiou devait suggérer que la France, dans le droit fil de l'attitude adoptée devant le Conseil de sécurité de l'ONU les 7 et 21 mars, s'efforce de convaincre les autres Etats de l'Union européenne afin qu'ils soumettent la ratification du texte à l'arrêt des implantations de colonies juives en Cisjordanie et à la réalisation de la partie économique des accords d'Oslo. M. de Montesquiou devait repreodre cette suggestion dans une question au gouvernement mercredi aprèsanditions d'enfai

Rapporteur du texte, Willy Dimegilo (UDF), qui est favorable à la ratification, devait proposer à la commission une procédure un peu compliquée, mais qui permettrait de trouver une porte de sortie. Il s'agirait de donner la dimension politique qu'elle mérite à la ratification en liant, dans la discussion en séance publique, l'examen de l'accord avec Israel avec la discussion d'une résolution de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne. Présidée par Robert Pandraud (RPR), la délégation a voté, le 12 mars, cette résolution, qui approuve un accord récent entre l'Union européenne et l'Autorité palestinienne de Cisjordanie et Ga-

M. Giscard d'Estaing, qui a eu l'occasion d'expliquer ses initiatives à Jacques Chirac au cours d'un diner en tête à tête, le 24 mars, à l'Elysée, devait recevoir l'ambassadeur d'Israël pour hi faire part du « message » de la commission à l'adresse du gouvernement israé-

Fabien Roland-Lévy

M. Juppé mobilise trente-sept parlementaires pour défendre sa réforme de la Sécurité sociale

convaincre les internes en grève, préparation d'un projet de lol sionnels de santé et la populatioo, du bien-fondé de la réforme de la Sécurité sociale? C'est dans ce but qu'Alain Juppé a réuni, mardi 25 mars dans la soirée, trente sept-députés et sénateurs de la majorité pour leur demander d'aller « expliquer sur le terrain » la réforme de l'assurance-maladie, à l'origine du conflit. Alors que vingt-deux centres bospitalouniversitaires étaient en gréve mercredi - seuls les CHU de Tou-

nement joue sur le double registre de la fermeté et de la pédagogie. Le premier ministre a souligné. devant ces trente-sept missi dominicl de la réforme, que « naus ne [la] réussirons pas si nous ne parvenons pas à créer ce que nous souhaitons très profondément, un climat de canfiance avec les médecins ». M. Juppé a rappelé

que son objectif prioritaire était

DEPUIS le début du conflit, les

grévistes n'ont qu'une expres-

sion à la bouche : rationnement

des soins. Quelle est la cause

réelle de cette crainte ? Vient-

elle du plan Juppė, comme

l'affirment les internes; ou

d'une montée du chômage et de

la précarité, qui éloigne, chaque

jour, davantage de malades du

système de soins ? Depuis le

début des années 80, la « Sécu »

n'a cessé de relever ses cotisa-

tions et de réduire ses rembour-

sements. Durant la même

période, les inégalités sociales

devant la mort se sont creusées,

même si toutes les catégories

sociales ont profité de l'accrois-

sement de l'espérance de vie.

Quant à la consommation médi-

COMMENTAIRE

LE VÉRITABLE

RATIONNEMENT

louse, Nantes, Roueo et Brest

sont encore épargnés -, le gouver-

LES PARLEMENTAIRES réussi- d'« assurer un égol occès de tous liers, comme Jean-Luc Préel (UDF, ront-ils là où le gouvernement a les Français aux soins et à l'assuprésent échoué: ronce-molodie », confirmant la universelle (sans condition d'acti-

> Revenant sur les reversements d'honoraires en cas de dépassement de l'objectif annuel de dépenses médicales voté par le Parlement, au cœur du conflit avec les internes, il a affirmé qu'« il n'y aura pas de mécanisme oveugle et confiscatoire », mais «une oppréciotion aussi individuelle que possible de la responsabilité de chaque médecin ».

ARRÊTÉ D'AGRÉMENT

Ces parlemeotaires o'ont pas été choisis au hasard. Presque tous sont médecins, représentant des modes d'exercice différents: oo compte plusleurs hospitalouniversitaires, comme les professeurs Jean Bardet (RPR, Vald'Oise), Jean-Michel Dubernard (RPR, Rhôoe) et Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône); des praticiens hospita-

cale, tout le monde sait qu'elle

augmente avec les revenus et le

Mal préparés par leur forma-

tion à resituer leur mouvement

et leurs revendications dans une

problématique plus générale

intégrant l'accès aux soins et la

santé publique, les internes ont

oublié cette forme insidieuse de

« rationnement ». Un rationne-

ment que les praticiens libéraux.

aujourd'hui revigorés par la

fougue de leurs Jeunes confrères,

n'ont jamais combattu. En

s'opposant à une véritable mai-

trise médicalisée des dépenses,

en se focalisant sur un système

de reversement qui n'a pourtant

rien de léonin et, surtout, en se

trompant de diagnostic sur le

« rationnement ». les internes

risquent d'aggraver la fracture

médicale qui est apparue dans la

société française.

niveau socio-culturel.

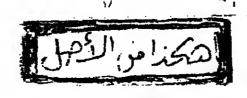
Vendée); des spécialistes libéraux, comme Denis Jacquat (UDF, Moselle) ou Jean-Pierre Camoin généralistes, comme Jacques Richir (UDF, Nord).

Par allieurs, le gouvernement a choisi des personnalités rompues aux problèmes de « Sécu », comme Jean-Plerre Fourcade (UDF, Hauts-de-Seine), Charles Descours (RPR, Isère) ou Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne).

M. Juppé leur a fixé « comme objectif d'aller dans tous les départements de France » et ce, «dans les tout prochains jaurs, les toutes prochaines semaines ». Mais, à un an des élections législatives, les vingt-sept députés engagés, parfois sans enthousiasme, dans cette campagne d'explication, oe devraient pas « vendre » la réforme dans leur propre département. Ainsl, Bernard Accover, secrétaire national à la santé du RPR, devait se rendre, mercredi 26 mars, dans l'un des points les plus chauds du conflit, le CHU de Bordeaux. De son côté, le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, devait se rendre, mercredi, au

CHU d'Amiens. Le gouvernement a l'intention d'agréer « dans quelques jours » les conventions médicales signées par les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de praticiens libéraux, a répété M. Barrot, mercredi sur RTL, même s'il pourrait un peu différer la publication de cet arrêté d'agrément pour ne pas renforcer la mobilisation des internes. A la veille de leur manifestatioo oationale, jeudi, à Paris, celle-ci ne faiblit pas. Les grévistes tentent d'élargir le mouvement, notamment aux médecins bospitaliers. Des contacts ont été ooués avec la Coordinatioo médicale hospitalière (CMH), qui représente environ 20 % des praticiens. En revanche, la base des internes est hostile à un rapprochement avec les syndicats de salariés, et notamment la CGT, qui a appelé, une nouvelle fois, les hospitaliers à « élargir le mouvement ».

Jean-Michel Bezat



card d'Estaing retarde d'un accord Europe-Israel *

s commission des affaires etrangeres sprouve par M. Seguin, yeur que les deput contexte proche-orienta avant de voter

The street and a superior of the superior of t

The state of the s

Acre of the second seco

A MATTER THAT IN THE CONTRACT OF THE CONTRACT

And the second of the second o

A STATE OF THE STA

Butter to Bullet

SACH THAT SHE WATER

Bridge Sager Committee Committee

Vigital American market and a contraction of

Safet con an an an an an a

A MARTHUM WILL COMPANY

ments and the market and

Services and the services of t Beech with a first State of the second state particles the particle of the state of the s And the second program of the contract of the contract of the second of the contract of the co Sold and the second sec The second secon

w treate-sept parlementaires reforme de la Sécurité sociale

Section of the sectio

er Brigaria

the above of a company of

and the light of the light of the light

Commence of a graduation

Carlo Maria Carlo Salar Carlo Salar

We will be named to be an in-

الكمورجة فينا وسرفاه البرا هامي

Appendix of the state of the

And the second second

The second result of the second

 $(\sigma_{ij}(A_i) + \sigma_{ij}(A_i) +$

graph to graph of the entire

english army and pass for

No. of the second of the

and the second s

A Committee of the comm

was a grant of the said of the

Take the second

made Walter & But 18

 $g_{i,j}(x) = g_{i,j}(y) dx \quad \forall i \in \mathbb{N} \mid (x-x)$

The Control of the Control

sy itti ja elektrik i timberekanti i ili di

A. 10 A.

A CAPTURE OF THE CAPTURE AND STORY OF THE LEVEL OF

and the first state of the state of the state of

en newsparance 🖃 (in the control of a second of the 🕽

and the contract the second of the second

 $\delta(f) = \{ (-1) (f + 1) : f \in \mathcal{F} : |f| \leq 2 \epsilon \}$

JUSTICE Les ministères de la jus-tice, de l'intérieur et de la défense on estime qu'un enfant doit répéter on estime qu'un enfant doit répéter mènent une réflexion sur les conditions dans lesquelles sont recueillis les témoignages d'enfants victimes

son recit, en moyenne, dix fois. Les experts se demandent comment « ne pas surajouter de traumatismes »,

peut-être en enregistrant en vidéo le sexuelle, raconte les divers trauma- soumis le 22 avril à l'Assemblée natio-Monde, Christian, le père d'un petit Pierre victime d'une agression

premier interrogatoire de l'enfant. tismes subis par son fils. • UN PRO-DANS UN TÉMOIGNAGE confiè au JET DE LOI prévoyant, notamment, la présence possible d'un psychologue lors des auditions des enfants sera

nale. Par rapport à 1994, le nombre de sévices sexuels dénoncés en 1995 a augmenté de 22 %. Comme si le tabou commençait à être enfin levé.

Les auditions d'enfants victimes de sévices sexuels génèrent des traumatismes

Des experts de différents ministères cherchent le moyen d'éviter la multiplication des interrogatoires. L'utilisation de la vidéo lors de la première entrevue pourrait permettre de limiter le nombre des entretiens et d'accélérer certaines procédures

À L'OCCASION du lancement la brigade des mineurs est saisie, liciers. Compte tenu des pressions de la campagne nationale sur la l'enfant est entendu par les offiprotection de l'enfance maltraitée (Le Monde du 14 mars), les ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense s'apprêtent à étudier les conditions dans lesquelles sont tion judiciaire est ouverte, il est recueillis les témoignages des enfants victimes de violences sexuelles. Composé d'experts de la police et de la justice, un groupe de travail sur l'enregistrement des auditions de mineurs remettra ses conclusions, le 18 juillet, au gou-

l'exposé des motifs.

trouve seule face à l'institution

policière, puis judiciaire. Malgré la

bonne volonté des fonctionnaires,

l'enfant est souvent malmené au

cours des auditions, des confron-

tations et des examens médicaux.

On estime qu'un enfant victime

en moyenne près de dix fois. Il ré-

vèle, par exemple, les faits à son

instituteur avant de les répéter au

directeur d'étole, qui le confie en-

suite à l'assistante sociale. Lorsque

Le projet de loi Toubon en discussion au mois d'avril

Le projet de loi renforçant la prévention et la répression des at-

teintes sexuelles commises sur les mineurs, présenté par le garde

des sceaux, Jacques Toubon, sera soumis à l'Assemblée nationale,

mardi 22 avril. Ce texte prévoit la présence possible d'un psycho-

logue lors des auditions de l'enfant. « Ce praticien pourra soutenir

moralement le mineur et éviter ainsi que les formalités de l'enquête

n'aboutissent à accroître les traumatismes subis par celui-cl », indique

Ce projet instaure en outre une peine de suivi médico-social pour

les délinquants sexuels. Cette peine consiste à « se soumettre, sous le

contrôle du juge de l'opplication des peines, à des mesures de surveil-

lance et d'assistance comportant notamment une injonction de soins ».

Actuellement, la victime se re- être demandées. Enfin, parfois,

de violences doit répéter soo récit président de l'Associatioo fran-

Si l'obligation n'est pas respectée, le condamné retourne en prison.

ciers de police judiciaire. Si des expertises médicales sont nécessaires, l'enfant doit rencontrer le médecin légiste. Si une informaentendu par le juge d'instruction, puis par les éducateurs lorsque des enquêtes sociales sont diligentées. Parfois, il est assisté d'un avocat et doit donc lui raconter son histoire à couveau. L'expertise « de crédibilité » est presque systématique. Des contre-expertises peuvent

que l'on fait subir à l'enfant et de la souffrance que lui occasionne la répétition de son récit, les rétractations de ces témoignages capitaux sont fréquentes.

 Il y a des enfonts démolis par les ouditions et les expertises, confirme Simone Chalon, présidente des comités Alexis Danan pour la protection de l'enfance qui assistent les familles dans leurs démarches. On teur fait répéter, au lieu de s'en tenir à leur premier témoignage, qui est souvent le plus fioble. Après, ils se contentent de répéter ce qu'ils croient que les odultes veulent leur foire dire. » Hubert Van Gijsegbem, spécialiste des enfants victimes d'abus sexuels en Belgique et au Canada, ne cesse de le marteler : « Pour un enfant, redire, c'est revivre, c'est refaire. »

« AUCUNE COORDINATION » Adeline avait onze ans lors-

qu'elle a dénoncé les agissements de son père sur son petit frère Vincent. Au cours des quatre années et demie qui ont précédé la condamnation de son père, le 20 janvier 1997, cette petite fille a été auditionnée par onze personnes différentes. En mars 1994, elle a en outre subi une expertise psychiatrique à la demande de soo père, qui mettait en doute ses révélations. Le 8 février 1995, elle fait une tentative de suicide. Sa sœur, Lodivine, âgée de huit ans au moment des faits, a été entendue à neuf reprises. Vincent, la victime, âgé de six ans en 1992, a été auditionné six fois. «Il n'y o aucune coordination entre les services, proteste Marie-Cécile Betton, leur mère. Le juge des enfants demondoit une enquête à un ser-



vice social et le juge des offaires fumilioles en réclamait une outre ouprès d'un outre service. Les éducoteurs en foisoient deux. Jomais ils n'ont communiqué entre

Afin de ne pas malmener les enfants au cours des procédures, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre. Au tribunal de Paris, un groupe de travail a ainsi été mis eo place eo juin 1996, avant le congrès de Stockholm et l'affaire Dutroux. Des juges pour enfants, des juges d'instruction spécialisés dans les dossiers de mineurs, des magistrats du parquet et des policiers de la brigade des mineurs réfléchissent aux moyens de « ne pas surojouter de traumatismes », explique Christiane Berkani, premier juge d'instruction au tribunal de

Rompre le silence

 Victimes : les départements oot recense 65 thu nouveaux car d'enfants en danger en 1995 cootre 58 000 en 1994, indique l'ODAS (Observatoire de l'action sociale décentralisée). Parmi eux, 20 000 cas d'enfants maltraités ont été signalés. Les sévices sexuels, qu'ils soient internes ou externes à la famille, restent largement minoritaires (5 500 cas) mais ont augmenté de 22 % en un an. Les spécialistes estiment que cette hausse des chiffres n'est pas forcément due à une multiplication des cas, mais plutôt

au fait que ceux-ci sout davantage démoccés. • Numéro vert : depuis le

13 mars, le numéro vert de l'enfance maltraitée a changé. Il s'agit désormais du 119. La communication est gratuite et ne figure pas sur les factures de France Télécom afin que les appels ne puissent pas être identifiés.

Paris. « Pour l'instont, il n'y o rien sur le plan juridique, poursuit-elle.

Il s'ogit plutôt d'hormoniser des

protiques individuelles. »

Ailleurs, la réflexion porte sur l'enregistrement du témoignage de l'enfant. A Boulogne-sur-Mer, une coovention a été signée le 18 novembre 1996 entre le conseil général du Pas-de-Calais et le parquet afin d'utiliser la vidéo fors de la procedure judiciaire. Dans l'Aisne, à l'Initiative du parquet, une réflexion est meoée afin de mettre en place ce type d'outil. Un psychologue serait présent pour la conduite de l'audition. Interrage ? ce sujet par la commission des lois de l'Assemblée nationale, mercredi 19 mars, Alain Boulay, présideot de l'association Aide aux parents d'enfants victimes (APEV), a indiqué que « l'enregistrement audiovisuel permettroit de limiter le nombre d'Ouditions qui, organisées souvent plusieurs onnées oprès l'infraction, peuvent réduire à néont les effets bénéfiques des thérapies suivies por les victimes ».

FORMATION DES POLICIERS

Au sein de la police, Carole Mariage-Cornali, capitaine de police, chargée d'études à l'Institut des hautes études de sécurité intérieure (lhesi), a mis en place en 1989 une formation pour les pollciers qui interrogent les enfants. Avec l'affaire Dutroux, les demandes ont double et cette année. quatre sessions auront lieu au lieu de deux. - L'objectif n'est pas de transformer les policiers en psycholagues, explique cette jeune femme qui fut affectée dans la brigade des mineurs du Val-de-Marne pour son premier poste, mais de leur donner les bases néces saires pour entendre un enfant de trois, six au douze ans. »

Même pour les policiers qui ont un bon contact avec les enfants, il n'est pas évident de recueillir le témoignage d'un mineur qui refuse de parler, qui veut partir ou qui se met à pleurer. D'autres enfants sont très actifs, courent partout et se retrouvent sur les genoux du policier en train de taper à la machine. « Nous insistans sur le cadre dans lequel se passe l'oudition, dons un bureau colme, ovec le moins de personnes possible et si possible sans les parents, reprend Mm Mariage-Cornali, qui est aujourd'hui membre du comité scientifique et technique de la grande cause nationale sur la protection de l'enfance maltraitée. Certaines erreurs sont monifestes, comme les questions de six lignes sur le procès-verbal ou les questions suggestives qui

modifient le témoignoge. » Cette policière travaille aujourd'hui sur la transcription du témoignage. . Parfois, ou o un procès-verbal d'une denii-poge alars que l'audition o duré plus de trente minutes. Ce ne sera pas suffisant pour la suite de lo procédure », explique-t-elle. Malgré leur intérêt, les manifestations comportementales sont en outre souvent absentes des procès-verbaux : une petite fille qui se tleot le cou pour évoquer la tentative de strangulation doot elle a été victime divulgue une information. L'enregistrement vidéo de la première eotrevue peut alder, évitant à l'enfant d'être entendu à de nom breuses reprises. Certaines questions juridiques restent cependant en suspens, comme la valeur juridique de la cassette, son utilisation dans la procédure, sa trans-, mission entre diverses institutions,

M. A.

Le procès d'un directeur d'école accusé de viols

Le procès de Christian Saint-Gille, un directeur d'école de Rosnysous-Bois accusé de viols sur une enfant de treize ans, devait s'achever, mercredi 26 mars, après trois jours d'audience à huis clos devant la cour d'assises de Boblgny (Seine-Saint-Denis). M. Saint-Gifle, quarante-neuf ans, était accusé de s'être livré à des attouchements poussés sur la petite Fablenne pendant des cours particuliers.

Après son arrestation, en septembre 1995, plusieurs autres personnes s'étaient fait connaître. Deux femmes, qui avaient gardé le silence pendant vingt-huit ans, ont tenu à témoigner sur les viols qu'elles affirment avoir subi en 1968, alors que Christian Saint-Gille. étalt instituteur. Des faits qui sont anjourd'hni prescrits.

« On n'oublie jamais »

l'enfant intervient lors du procès.

« Dons les deux tiers des cas,

l'agresseur nie tes faits qui lui sont

reprochés. La recherche de lo vérité

repose donc exclusivement sur le té-

moignage de l'enfant et de son en-

tourage », explique Francis Mahé,

çaise d'information et de re-

cherche sur l'enfance maltraitée

(Afirem), qui réunit des médecins,

des juristes, des travailleurs so-

claux, des psychologues et des po-

PIERRE, victime d'une ogression sexuelle o douz ans, o mis six mois à révêler les faits. Son père Christian o porté le même secret durant plus de trente ans. Parce que lous deux estiment qu'il fout que les victimes parlent pour être oidées, Christion témoigne:

TÉMOIGNAGE_

Un père raconte comment l'agression sexuelle dont a été victime son fils a mis à vif chez lui une plaie identique, enfouie depuis trente ans

« A douze ans, mon fils a été victime d'une agression sexuelle dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, à Paris. C'était en juillet 1993. Son agresseur était un grand adolescent, qui avait entre dix-buit et vinet ans. On ne l'a jamais retrouvé. Mon fils n'a révélé ce qui s'était passé que six mois plus tard, en décembre, à sa mère. il vivait de plus en plus mal. Il a essayé très probablement d'occulter ce phénomène, mais il y a en un moment où il n'a pas pu. Soo comportement avait changé: phénomènes de mutisme, d'absence, de difficulté à être dans l'événement, à être intégré.

» Ma femme et moi avons pensé que le fait de porter plainte était important, car il permettait de faire comprendre à notre enfant que dans la société il y a une règle - la loi - et que celui qui l'enfreint peut être puni. Ne pas porter plainte aurait pu, à l'inverse, l'inciter à penser, lui qui est dans une phase de construcrion de sa personnalité, que nous vivons, en quelque sorte, en pleine jungle.

» Nous sommes donc allés au commissariat du quartier. Nous avons été bien reçus par des fonction-naires, qui nous out demandé d'aller à la brigade des

» Là, le portier nous a demandé d'une voix tonitruante pourquoi nous venions porter plainte. Vous savez, ce n'est pas particulièrement agréable de devoir répondre que l'on vient pour une agression sexuelle... Puis nous sommes tombés sur un inspecteur. Le premier élément que l'ai trouvé choquant, c'est qu'il a interrogé mon fils dans le couloir, sur le thème : « Ne serait-ce pas de l'affabulation ? » Comme le récit était cohérent, il nous a demandé de monter à l'étage dans son bureau.

» Mon fils, qui avait alors douze ans et demi, a été auditionné seul pendant deux heures. J'ai signé son procès-verbal, mais sans pouvoir disposer d'un double. J'ai été ensuite interrogé à mon tour. Lors de mon audition, l'inspecteur n'a pas mis en doute les faits ; il a évoqué la difficulté de retrouver un agresseur six mois après les faits. Nons avons alors porté plainte contre X...

» Quelques mois plus tard, la police est venue à la maison montrer à mon fils des photos de suspects

possibles. Mon his hiv a pas reconnu son agresseur Aujourd'hui, l'en viens à me demander si noos n'avons pas eu tort. Les policiers posent des questions précises, dont les effets pour un enfant peuvent être très négatifs. Par exemple, l'inspecteur a demandé à mon fils si son agresseur lui avait mis un doigt dans l'anus. Certes, la question est nécessaire pour la qualification de l'agression, mais son impact est loin d'être neutre. A l'issue de cette audition, j'ai appris que mon fils était allé de lui-même voir un thérapeute d'un organisme de la Croix-Rouge qui est dans le quartier. Il a refusé d'y retourner parce que, disait-il, « c'était comme lo palice ». Pour lui, les deux entreriens, celul avec l'inspecteur de police et celui avec le thérapeute, sont à classer dans la même catégorie : quelque chose de traumatisant qui ne sert à n'en.

* A partir de Noël, Pierre a sombré dans une grande dépression, qui a culminé en février 1994. Il ne voulait pas suivre de théraple. Mais comme il allait très mal et que nous, les parents, nous sentions très démunis, nous sommes allés consulter ce même service de la Croix-Rouge, où on nous a proposé une démarche indirecte pour nous aider à l'aider. Nous avons suivi une thérapie une fois tous les quinze jours, séparément, puis ensemble, pendant trois ans, jusqu'en juillet 1996. Aujourd'hui, je peux dire que ce type de prise en charge fonctionne bien.

» Mon fils va mieux. Par rapport à la dépression qu'il a subie, il ne souffre plus que de phases dépressives de moindre ampleur et de moindre durée. Ce genre de situation crée un tapis roulant descendant. Tout nouvel événement défavorable réinstitue cette descente. La difficulté, c'est de parler. Dans les périodes de crise, il avait presque perdu l'usage de la parole et ne s'exprimait plus que par onomatopées. La thérapie nous appris à compreodre Pierre et à lui répondre. Il a bri-même commencé une thérapie en septembre 1996, mais a demandé à être pris en charge par une femme. Peut-être pour mieux la distinguer

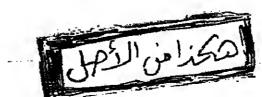
des fonctionnaires de police...

» Personnellement, j'ai eu du mai à supporter cet événement, heaucoup plus que ma femme. Car, pour moi-même, cela rétro-agissait sur des agressions sexuelles que j'ai subies de la part d'un prêtre catholique à peu près au même âge que mon fils. J'ai revecu ces événements vieux de trente ans. J'en ai parlé à Pierre plus tard.

» On n'oublie jamais. Je l'ai expérimenté trente ans après. Ce que j'avais subi à la préadolescence, ce que je croyais avoir surmonté, était tonjours là. Le poids de l'agression de mon fils s'est ajouté au poids ancien de l'agression que j'avais subie et l'a fait remonter à la surface. Trente ans après, j'ai pu en parler à ma mère pour la première fois; me rendre compte que, pendant tout ce temps, je lui en avais voulu de m'avoir confié à ce prêtre pédophile sans jamais avoir réagi. »

Propos recueillis par Michèle Aulagnon





Les performances des lycées en 1996 passées au crible

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE publie, pour la quatrième année consécutive, son enquête sur les performances des lycées, qui ne se limite pas au seul taux de réussite au baccalauréat mais prend en compte le niveau des élèves à l'arrivée en seconde et la politique d'orientation de l'établissement. L'enquête concernant l'année 1996 est publiée sous forme de onze fascicules régionaux regroupant deux ou trois académies. On peut la consulter le 3615 EDUTEL code IVAL.

Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation publie pour sa part, sous la forme d'un hors-série en vente en kiosque au prix de 30 francs, l'ensemble des indicateurs pour les 2 305 lycées d'enseignement général et technologique et les 1771 lycées professionnels. L'enquête qui éclaire ces chiffres, en s'appuyant sur des données inédites de l'Insee, indique qu'un nombre croissant de familles développe des stratégies de choix d'établissement et de mise en concurrence des offres de formation, qui pourraient, à terme, remettre en question le fonctionnement et les missions des lycées publics.

Le recyclage des piles usagées bientôt obligatoire

LES PILES USAGÉES devront bientôt être recyclées sous peine d'amende. Un décret traduisant la directive européenne du 18 mars 1991, actuellement soumis au Conseil d'Etat, organisera la mise sur le marché et l'élimination des piles dites dangereuses contenant plus de 0,025 % de mercure ou de cadmium, c'est-à-dire les piles boutons et accumulateurs. Il sera désormais interdit d'abandonner ces piles usagées ou de les rejeter dans la nature. Tout distributeur sera tenu de les feprendre gratuitement et de les remettre au fabricant qui devra à son tour les recycler ou les éliminer. Les piles alcalines et salines ne sont pas

La France tentait dépuis plusieurs années de transcrire cette directive et risquait d'être condamnée : la Commission européenne avait introduit en août 1996 un recours pour non-application du texte. Prenant les devants, le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, vient d'envoyer aux préfets de département une circulaire les encourageant à mettre en place des collectes de tous types de piles.

■ JUSTICE: Jean-Michel Boucheron, l'ancien député et maire (PS) d'Angoulême, extradé après cinq années passées en Argentine, a été incarcéré, mardi 25 mars, à la prison de la Santé, à Paris. Il doit comparaître le 28 mars devant le tribunal correctionnel de Paris, qui statuera sur son maintien en détention et fixera une date pour qu'il soit rejugé. Jean-Micbel Boucheron avait été condamné par défaut le 8 juillet 1994 à quatre ans de prison ferme pour maiversations financières (Le Monde

■ ISLAMISTES : douze personnes étaient tonjours en garde à vue, mercredi matin 26 mars, à Paris, à la suite des interpellations effectuées la veille en banlieue parisienne dans la mouvance de la Mustim Association. Le siège de cette association, considérée comme proche du Hamas palestinien, est situé à la Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine). Des armes, des cartouches, un scanner (branché sur les fréquences de la police) ainsi que des vidéos et des tracts « onti-Israéliens nu prômont un is-

lamisme radical » ont été découverts au cours de perquisitions. CORSE: une dizaine de personnes proches d'une formation nationaliste corse ont été interpellées, mercredi 26 mars, dans la région de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), dans le cadre d'enquêtes sur des rackets suivis d'attentats à l'explosif. L'opération, qui a commencé en début de matinée, a été effectuée en présence du juge parisien Gilbert Thiel, spécialisé dans les affaires de terrorisme. Les personnes interpellées ont été placées en garde à vue dans plusieurs gendamieries de la

CCUPATION: plusieurs dizaines de militants du collectif Agir ensemble contre le chômage (AC i) ont occupé, mardi 25 mars, les locaux de la délégation interministérielle au RMI à Paris, avant d'être évacués par la police, sans incident. Ils protestaient contre le projet de nale, qui va, selon l'un de leurs représentants, « développer lo précarité », car Il « ne prévoit pas l'attribution du RMI oux jeunes de moins de

CHÔMEURS / CITOYENS

Appel lancé à l'initiative du Réseau Interrégional des Maisons de Chômeors.

En France, sous des formes multiples, les différentes catégories de citoyens ont une représentation dans les organismes qui gèrent leur quotidien et leur devenir. C'est le cas des salaries, des agriculteurs, des patrons, des professions libérales, des artistes,

Une seule catégorie échappe encore à cette démocratie

Il faut que cesse cette injustice supplémentaire. A leur difficulté financière, à la privation de l'élément d'intégration qu'est le travail, pourquoi rajouter cette discrimination sur la représentativité. Exemple de cette injustice, les chômeurs n'ont, contrairement à tous les autres assurés sociaux, aucune représentation dans les organismes chargés de geter leurs droits. Et que dire de cette aberration, l'absence totale des chômeurs des conseils d'administrations de l'ANPE et de l'UNEDIC ?

Il ne s'agit pas d'opposer les salariés qui se sont donné des outils de représentativité, aux chômeurs, mais de favoriser l'émergence d'une représentation nouvelle, extérieure à l'entreprise.

Les personnalités signataires de ce texte, demandent au Parlement de se saisir de cette question et de légifèrer pour que les chômeurs soient des citoyens à part entière.

ARCHIMBAUD Jacques et Aline R.E.A.S - AZNAR GIV Sociologue - BRAUMAN Rony Fondateur Médecins sens Frontières - CAILLE Alain A.E.C.E.P - CONSTANCIAS Hubert M.N.C.P - DELHOM Pierre A.P.E.F - DETHYRE Richard A.P.E.I.S - DREUILLE Armie Réseau interrégional des Maisons de Chârneurs de Toulouse - DANDREL Bernard Banques alimentaires - GINISTY Bernard réseau interrégional des Maisons de Chârneurs - GORZ André Socio Economiste HOFFINAN Maire Mouvances et Réseaux Villages - JAILLET M.Christin Corte Interdisciplinaire d'Études Urbeines - Université Toulouse Mirait - LAVILLE Interdisciplinaire d'Etudes Urbeines - Université Toulouse Mirai - LAVILLE JLouis C.R.I.D.A - LE GOFF Jacques Maître de Conférence de Droit Public - LLABRES Claude Conseiller culturel Mairie de Toulouse - MARLE Gérard C.C.S.C - NORET Philippe Cornédien - PAGAT Maurice Partage - PUEL Hugues Economie et Humanisma - ROBIN Jacques Transversales - ROBIEN (del Gilles Députe Mairie d'Arniens - Président du Groupe UDF à l'Assemblée Nationale - ROCARD Michel Député Européen - ROUET Albert Commission Sociale de l'Episcopet - SCHWESGUTH Charles Le Raison du Plus Feible - VALENTIN Patrick A.A.P.A.I

Pour soutenir cet appel, adressez votre nom et votre adresse à Annie DREUILLE, Réseau Interrégional des Maisons de Chomeurs, 31000 Toulouse, ainsi qu'une participation financière si vous le pouvez, à l'ordre de l'Association Réseau-Interrégional.

 γ_1

La justice explore les liens entre Michel Mouillot et la Compagnie générale des eaux

L'ancien maire de Cannes et son épouse ont été placés en garde à vue

Michel Mouillot, l'ancien maire de Cannes, a été extrait de sa cellule de Draguignan, mardi 25 mars, pour être placé, ainsi que son épouse, en

19 juillet 1996, Michel Mouillot

pourrait être mis en cause dans

une nouvelle affaire de corruption.

L'ancien maire (UDF-PRI de

Cannes, qui avait démissionné de

son mandat le 13 février, a été ex-

trait de la maison d'arrêt de Dra-

guignan (Var), mardi matin

25 mars, et placé en garde à vue

dans les locaux de la brigade de

gendarmene de Cannes, où soo épouse était également interrogée.

Tous deux s'y trouvalent encore

mercredi matin. Confondu dans

deux affaires de remises de fonds

par des casinos cannnis, mises au

jour par le juge d'instruction de

Grasse Jean-Pierre Murciano,

M. Mouillot est cette fois-ci visé

par l'enquête d'un autre magistrat

grassois, Philippe Alenda. Ce der-

nier explore les dessous des rela-

tions d'affaires privilégiées ayant

existé entre l'ancien maire et une

filiale de la Compagnie générale

des eaux (CGE), la Compagnie im-

mobilière Phénix (CIP), attributaire

la CIP, Jean-Marc Oury - actuelle-

ment employée auprès du pré-

sident de la Générale des eaux,

Jean-Marie Messier -, a pour sa

part été mise en examen, mardi,

pour « complicité de corruption » et

écrouée. M. Oury lui-même n'a pu

être interrogé en raison d'une er-

reur de procédure, aux termes de

laquelle il se serait vu notifier une

mise en examen anticipée - qui ex-

La secrétaire de l'ancien PDG de

de nombreux marchés cannois.

garde à vue. Le juge Philippe Alenda enquête sur attributaire de nombreux marchés de Cannes. Les les relations d'affaires entre M. Mouillot et une fifiale de la CGE, la Compagnie immobilière Phénix, PLACE en détention depuis le cluait un placement en garde à vue. chargé par la CIP d'intervenir sur le

> der a plusieurs remises de fonds au profit de M. Mouillot. Saisi depuis 1995 d'une information judiciaire ouverte pour «foux et usage, nous de biens socioux et abus de confinnce » à la suite d'une dénonciation du trésorier payeur général des Alpes-Maritimes (Le

> Monde du 24 janvier 1996), le juge Alenda avait conduit, le 6 février à

Les enquêteurs soupçonnent le dicasino Palm Beach. Ce dernier était rigeant de la CIP d'avoir fait procéégalement interrogé mercredi matin 26 mars. Les déclarations du chauffeur, ainsi que le circuit discret emprunté par ces enveloppes, laissent à penser qu'il s'agissait de remises d'argent liquide - que les enquê-

dossier de la rénovation de l'ancien

teurs estiment à quelque 15 mil-

lions de francs au total, en fonction

du volume desdites enveloppes...

L'ancien chauffeur de M. Mouillot avait alors déclaré, sur procès-verbal, avoir transporté, pour le compte de l'ancien maire, des « enveloppes en papier kraft »

Paris, une perquisition au siège du luxueux Espace Ville de Cannes, rue du Faubourg Saint-Honoré. C'est au cours de cette opération fort discrète que les gendarmes avaient interrogé l'ancien chauffeur de Micbel Mouillot, aujourd'bui attaché commercial au sein de cette antenne cannoise dans la capitale. Celui-ci avait alors déclaré, sur procès-verbal, avoir transporté, pour le compte de l'ancien maire, des « enveloppes en papier kraft » qui hii avaient été remises par la secrétaire de M. Oury et, pour l'une d'entre elles, par le

dirigeant d'un bureau d'études

Le témoin a en outre affirmé avoir remis ces plis en mains propres à M. Mouillot, à Paris, dans un bar du boulevard Haussmann. Mais m l'ancienne secrétaire de M. Oury, ni M. Monillot n'avaient reconnu, mercredi matin, l'existence de ces versements, a indiqué au Monde

une source proche de l'enquête. L'incursion parisienne du juge Alenda avait aussi permis la saisle de nombreux documents archivés à l'Espace Ville de Cannes, parmi lesquels une série de factures émises entre 1992 et 1995 par une agence de voyages au profit de M. Mouillot, de son épouse et de

plusieurs de leurs proches, au titre de la Société d'économie mixte des événements cannois (SEMEC). dont l'ex-maire était aussi le président. Le contenu de ce dossier, établi an nom d'une certaine « M Clément », atteste qu'en une occasion au moins, alors que le compte cannois se trouvait nettement débiteur auprès de cette agence de voyages, il fut subite-ment alimenté par un virement bancaire en provenance du Pana-

sieurs millions de francs de commissions occultes.

Egalement chargé d'effectuer des réservations pour le compte du maire, le chauffeur a confirmé que M. Mouillot avait l'habitude d'utiliser le pseudonyme de « M « Clément ». Or c'est justement ce même patronyme qui avait été avancé par M. Mouillot, lorsque celui-ci avait fixé, avec le gérant du casino Carlton Club, au mois de juin 1996, les modalités d'une remise d'espèces qui devait s'effectuer à Londres (Le Monde du 19 juillet 1996). Le rendez-vous ayant été reporté, la fameuse «M- Clément », dont le maire avait sonligné la haute taille, était restée invisible. M. Mouillot avait, ce jour-là, désigné comme émissaire un ami de son propre fils, qui s'était alors jeté dans le piège tendu, de l'autre côté de la Manche, par Scotland Yard et le juge Murciano, précipitant la chute de l'ancien maire de Cannes.

Hervé Gattegno

Trois ans de prison avec sursis sont requis contre l'ancien ambassadeur du Zaïre en France

de notre correspondont Le procureur adjoint de la République, Didier Durand, a requis une peine de trois ans de prison avec sursis contre Baya Ramazani, ancien ambassadeur du Zaîre en France, qui a comparu, mardi 25 mars, devant le tribunal correctionnel de Nice, pour bomicides involontaires par

M. Ramazani a tué deux enfants de treize ans, vembre 1996 à Menton, en les percutant à vive allure au volant de sa voiture sur un passage protégé. L'interdiction de conduire sur le territoire français durant trois ans, le versement de 20 000 francs de dommages et intérêts et une ameode connexe de 4 000 francs ont aussi été requis. Le jugement a été mis en délibéré au

Ronald et Raphaël étaient pressés d'aller sur la plage pour apercevoir les premières neiges au-dessus de Menton. L'urgence pour Baya Ramazani, ce samedi 23 novembre, était d'être à l'heure à la résidence du maréchal Mobutu, à Roquebrune-Cap-Martin, pour accueillir le président de Centrafrique, Ange-Félix Patassé. Ce rendez-vous impérieux a fait de l'ambassadeur

un chauffard. La forte mobilisation populaire, dans les semaines qui ont suivi l'accident, pour exiger la levée de l'immunité diplomatique n'a pas influencé les débats. Le président René Salomon a rejevé une circonstance aggravante: le man-

dans le droit pénal, prend en compte dans un accident de la circulation le comportement du conducteur. « Il y avait dans votre comportement auelaue chose de prévisible. La catastrophe devait arriver », a estimé le président.

.M. Ramazani ne conteste pas les faits et reconnaît sa vitesse, 90 km/h, au lieu des 45 km/h autorisés. Des traces de freinage ont été relevées sur quarante-cinq mètres. « Je n'ai jamais nié mon imprudence, dit-il au tribunal. J'ai vu les enfants sur le bord de la route, mais ils ne regardaient pas dons mo direction. J'ai pensé qu'en me voyant arriver ils renonceraient à passer. L'ai eu ce fol espoir car, en quelques fractions de seconde, il m'était impossible de m'arrêter quand je les ai vu surgir devant moi. . Ouelques minutes avant l'accident, une conductrice était doublée sur sa droite par une voiture roulant à vive allure. Elle témoigne au procès : « Sur le lieu de l'occident i'ai reconnu lo voiture, raconte-t-elle. Il a commis d'outres imprudences sur la route. »

« C'EST UN DÉSASTRE »

Dans l'heure qui a précédé le drame, l'ancien ambassadeur qui se promenait à Nice a été appelé auprès de son chef d'Etat. Il a aussitôt loué une voiture pour filer vers Roquebrune. « l'avais déjà raté une audience du chef de l'Etat. Je ne devais pas rater celle-ci. Dans le contexte de mon pays j'étais extrêmement tendu et fatigué », . dit-il. L'attitude de M. Ramazani, immédiatement après l'accident, n'opposant pas son imquement délibéré à l'obligation de sécurité et de munité diplomatique aux policiers qui l'inter-

prudence. Cette notion, récemment introduite "rogent, puis sa volonté personnelle de revenir en France pour se présenter à la justice maluré les pesanteurs de la procédure diplomatique, est louée par l'avocat dn père de Rapbaël, Me Thierry Giorgio.

Le procureur adjoint ne retiendra pas l'éven-tuelle exemplarité de ce procès, même s'il évoquera auprès des parents la bataille pour la levée de l'immunité. « Nous sommes très fiers que cette affaire vienne devant le tribunal », dira-t-il, prendre ses réquisitions, tenant compte du fait qu'il n'y avait eu ni délit de fuite, ni consommation d'alcool.

 Lo justice ne peut pas vous rendre vos enfants. devait ajouter le procureur, vous serez déçus. » Patrick Lenoir, le père de Raphaël, a aussitôt fait connaître son désarroi: « C'est un désastre. Je n'ai plus confiance dans la justice. Je m'attendais à des réquisitions plus sévères. L'affaire n'est pas terminse. »

Le procès de M. Ramazani n'est guère apprécié au Zaire. M. Szpiner, Pavocat du diplomate, a lu le titre d'un journal zairois : « L'Oncle Tom occepte de se soumettre à la justice des Blancs. » Il en a tiré la conclusion que son client aurait pu, s'il avait voulu, fuir ses responsabilités, bénéficier dans son pays d'une protection totale. « Il n ouvert un précédent dans le monde diplomatique et dans la conscience de l'opinion publique, a-t-il souligné pour demander une condamnation dans la sérénité.

Jean-Pierre Laborde

Trente et un gendarmes se sont donné la mort en 1996

- dont une femme - se sont donné la mort en 1996. Cinquante-quatre autres ont fait une tentative de suicide. Ces chiffres ne sont pas diffusés par la gendarmerie nationale, qui les mentionne dans ses rapports amuels - en cours de rédaction - sur le moral mais ne tient pas à polémiquer avec les syndicats de policiers sur un sujet aussi délicat.

Car, pour des effectifs sensiblement plus importants (140 000 hommes dans la police et 95 000 dans la gendarmerie), la police nationale a recensé deux fois plus de suicides (soixante-douze décès officiellement reconnus en 1996). Les syndicats en tirent argument pour dénoncer le stress des personnels et pour réclamer l'embauche de policiers supplémentaires. Par rapport aux années antérieures (en 1995, trente-cinq suicides et cinquante-cinq tentatives), on observerait, dans la gendammerie, plutôt une très légère diminution du phé-

TRENTE ET UN GENDARMES nomène sur le long terme avec, cependant, un maximum de tentatives en 1990 (quatre-vingt-deux) et un maximum de suicides en 1993 (quarante et un).

La plupart des experts s'ac-

cordent pour estimer préoccupant ce nombre des sulcides, s'agissant d'un corps militaire plus fortement intégré, encadré et structuré que toute autre profession de sécurité collective. Dans la gendarmerie, aucun grade n'est véritablemeot épargné, ni aucnn age préservé: officier, sous-officier de carrière ou sous cootrat, gendarme auxiliaire (c'est-à-dire la re-crue volontaire pour effectuer son service national dans la gendarmerie). Le phénomène est cependant plus sensible dans la gendarmerie départementale que dans la mobile. Les tentatives de suicide sont plus fréquentes entre 26 et 30 ans et entre 41 et 45 ans. Les suicides sont les plus combreux entre 36 et 45 ans.

Comme dans la police, le fait,

pour un gendarme, de détenir une arme de service chez soi peut faciliter le passage à l'acte. Sur la base des analyses de médecins, de psychologues et d'assistantes sociales, le haut commandement en est convaincu. En 1996, vingtquatre des trente et un suicides l'ont été par arme à feu (arme de service ou fusil de chasse).

COMMISSION DE « PRÉVENTION » Les enquêtes de commandement soulignent, parmi les causes,

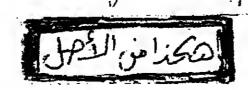
le manque de maturité des jeunes gendarmes et, d'une manière plus générale, les difficultés familiales ou conjugales, l'alcoolisme, le mai d'être, voire des déficiences psychiatriques.

Mais il existe bien d'autres raisons. Population non syndiquée en raison de son statut de militaire, les gendarmes en sont réduits à ne pas mettre leurs états d'âme sur la place publique, sauf à avoir recours à une agitation quasi clandestine - et d'antant plus

spectaculaire -, comme à l'été 1989, où le malaise éclata brutale ment sous la forme de l'envoi tous azimuts de lettres anonymes.

Pourtant, le gendanne est soumis au même stress professionnel que le policier : charge hebdomadaire de travail excessive, manque d'effectifs, effets pervers de la grille des rémunérations calquée sur celle des armées, vétusté des cantonnements, démotivation, mobilité accrue, difficultés felationnelles avec la hiérarchie dans les unités.

C'en est au point où la gendarmerie a dû créer, l'année demière, une commission nationale dite de prévention - avec, à l'heure actuelle, deux antennes locales à Dijon et à Bordeaux. Elle est présidée par un médecin et réunit, entre autres, des psychologues et des spécialistes de l'action sociale pour lutter contre la déprime des





itre Michel Mouillot rale des eaux

t été placés en garde à vue

Attributare de reminerament le versament de Centres le sentes ungrous de trauer de commission const sendregants sembroussent à versement qu'in sergiparisme de traumients métable de conserve

the property of the property of the in the street of 医海绵性脓肿病 医二次流流 Chone with the SEMEC g **Market**, têr dermanen grup. a set (extent) a state and a per-A Comment of the Comm ಇವರಿ ೧೯೫೫ ವಿನೇಜ ಕರ್ನ್ ಮತ್ತೂಬ್ಬರು Company of the second s mont contain and are a ोर्वे व अञ्चलेषस्थार देश जातरण सार জানিক তিন কাৰ কাৰ্যালয় কৰিছে। বিশ্বস্থান anyone of the second of the second SERVE A SERVER TO SE mand a manda man and and and with friends to be a book. have some province and the same है क्षेत्र करिर्देशक ५७ ६ राज्यपूर्वण र

White the community of the community of

progression of the progression o

in a second of the times of all and provide the first of the East

A production of the second of

The state of the s

فللتنفيغ وساواته والاواران

mot avait alors ar transporté, military parts by the average of the second of the second

3 TC.

gen i di nagagana nan 1841 ya sa sa

Burney of the Tour Ball of the west of

galgrag weeks in the たい さいさりきび しん

GRAND SAME SAME AND

har the 3.

Company Company

 $g: \Sigma_{+} \Sigma^{-1} \subseteq g \mapsto {}^{2} \mathbb{A}^{2} \to {}^{2} \mathbb{A}^{2}$

COMPLETE COMP

化氯化铁铁矿 医克里氏

المحر العنب واليراء أأوام المار

ear confere are c

jiga igilarili lawasi ilima

But I can the second of the second of the second

Company of the second of the second

والمعنى والأرداح لأسمر والعرجة والإما المستدينين

get a fire property

an amin'ny faritr'i Andrews and an SETTING THE STATE OF THE STATE OF

The first was a list.

and never whether I have been addressed that gradients of the sector of

海水沙珠 2年 - 四级 78年 47年 -Company of the Company of the the Control of the second April 18 may they the site of for the second of the second of the second The way was a first the same The second of the second of the

grande den grænster i 🗪

医大型性脱脂性 医单环性坏疽 The profession of the second second

A. C. of the State of the said क्रिको पुरस्का क्रिको स्टिकेट स्टिक्ट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट स्टिकेट in the part to give a give shall the second second the second Contract of the second Comment of States and and

gradient to the second

Herry Gallery

11:00

Production of a cross offending.

the state of the state of the state of

there is a property of a simple of

は ないこれの こことの のできる

the of productions are by

ursis sont requis du Zaïre en France

donné la mort en 1996

gg en gamma herrina.

AMÉNAGEMENT Six ans dans sa phase de concertation.

Après l'annonce, en août 1990, de la poursuite du développement de la jet comprend la construction de loge
poursuite du développement de la jet comprend la construction de loge
poursuite du développement de la jet comprend la construction de loge
l'après l'annonce, en août 1990, de la ville, notamment grâce à la ter de créer un quartier de la Démise en souterrain des autoroutes, fense bis : il s'agit de « continuer les au cœur du projet, pour feire dispoursuite du développement de la jet comprend la construction de logepoursuite du développement de la jet comprend la construction de logepoursuite du développement de la jet comprend la construction de logepoursuite du développement de la jet comprend la construction de logepoursuite du développement de la ville, notamment grâce à la ter de créer un quartier de la Démise en souterrain des autoroutes, fense bis : il s'agit de « continuer les des bureaux) a été opéré afin d'éviter de créer un quartier de la Démise en souterrain des autoroutes, fense bis : il s'agit de « continuer les des bureaux) a été opéré afin d'éviter de créer un quartier de la Déjet comprend la construction de logejet comprend la construction de loge-Défense vers l'ouest, sur la commune de Nanterre, le dossier vient d'entrer

jet comprend la construction de loge-ments, de bureaux, de services, de commerces et d'équipements pu-

RÉAJUSTEMENT à la baisse des sur-faces prévues (à l'exception de celle autre ville ». • LE DÉSENCLAVEMENT la Défense.

Le quartier de la Défense sera prolongé jusqu'à la Seine

Quinze ans de travaux seront nécessaires pour la réalisation de ce nouvel ensemble. Mais pas question de faire une seconde ville-bureaux autour d'un mail central ; cette fois, le projet devra être intégré à Nanterre, pour « améliorer le bien-être de ses habitants »

NANTERRE

de notre correspondant Plus de six ans après l'annouce, le 1ª août 1990, par Michel Delebarre, ministre de l'équipement, de la poursuite de l'aménagement de la Défense en direction de l'ouest, sur la commune de Nanterre (Hauts-de-Seine), entre l'Arche et la Seine, le dossier, désormais baptisé Nanterre-Arche, vient d'entrer dans sa phase de concertation.

Dans le projet élaboré par l'Eta-blissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD) chargé de l'opération, les équipements prévus à l'origine ont été revus à la baisse, exceptioo faite des bureaux, dont l'objectif initial fixé à 300 000 mètres carrés est maintenn. C'est ainsi que la surface des logements passe de 1.2 million de mètres carrés à 730 000. Celle des commerces et services, des équipements publics et des établissements de recherche et de formatioo liés à l'activité de l'université Paris X sont amputés de

REDYNAMISER LE TISSU URBAIN Un réajostemeot qui, seloo l'EPAD, « résulte d'une meilleure appréciation de la capacité réelle d'accueil du site ». Plus question, en effet, de faire un quartier de la Défense bis où, autour d'un mail ceotral, se soccéderaleot im-

meubles d'habitation et bureaux. Les principales missions confiées par l'Etat à l'EPAD en 1990 - redynamiser le tissu urbain; construire des logements et réinsérer l'uni-

versité dans la ville – seront poursulvies, mais l'aménagement visera d'abord à «améliarer le bien-être de ceux qui y vivent ». Ce qui rejoint les préoccupations exprimées, depuis le printemps 1996, par la population de Nanterre lors de multiples réunions de quartier organisées par la municipalité. Cette dernière sonhaite que l'aménagement de la Défense entre l'Arche et la Seine « fasse disparaître les fractures routières qui séparent les quartiers les uns des autres, permette de bâtir la base de laisirs des bords de Seine, respecte la diversité actuelle de l'habitat nanterrien », mais aussi que la ville oe franchisse pas le cadre des 100 000 habitants. Il s'agit de« cantinuer Nanterre » plutôt

L'EPAD a indiqué, le 20 février 1997, lors d'une réunion extraordinaire du conseil municipal où le projet était présenté pour la première fois aux élus, que « sans apport de papulatian nouvelle », il était nécessaire de réaliser enviroo 250 logements par an et qu'« en proposant d'en construire 500 », cela permettait de loger entre 600 et 650 nouveaux Nanterriens chaque année, soit 9000 à 9750 sur les quinze ans que doit durer le chantier. De plus, l'aménageur s'est engagé à ce que les immeubles d'habitation oe dépasseot pas cinq

Mais le projet repose surtout sur le désenclavement de la ville, rendu désormais possible par la mise

que d'en faire « une quire ville ». en souterrain des autoroutes A 86 toirs plus larges et mieux éclairés. et A 14 pour laquelle l'Etat, la région Ile-de-France et l'EPAD ont investi 3 milliards de francs. La ville de Nanterre est actuellement traversée par deux routes nationales (RN 314 et RN 186), des voies ferrées et la ligne A du RER. Dans les premières hypothèses de travail, celle-ci devait être détournée et enterrée à partir de la gare de Nanterre-ville pour passer sous l'université. Le coût de réalisation semble cepeodant remettre en questioo cette perspective.

Dans les années futures, le trafic automobile de transit devrait être dirigé vers le réseau aotoroutier (A 86 et A 14), ce qui permettra le réaménagement des voies existantes dans la cité avec des trotDe plus, les rues de certains quartiers seront reliées les unes aux autres, ce qui o'est pas toujours le cas actuellement, et des circulations « douces » pourraient voir le jour, permettant de se déplacer à vélo ou de se promener à pied en toute sécurité.

Pour faire disparaître le stationnement sauvage, des parkings publics de taille moyenne seront créés à proximité des grands équipements que sont l'université, les gares et le parc, et les places dans les résidences ne seront plus accessibles qu'aux seuls habitants grâce à la pause de barrières privatives.

Le projet Nanterre-Arche s'arti-

culera aotour de quatre zooes d'aménagement coocerté (ZAC), doot une est déjà créée. Deux autres le seront autour de la gare et de l'université - qui sera modernisée - et aux abords de la future gare TGV de Nanterre-la Folie. C'est dans ce oouveau quartier que sera réalisé l'essentiel du programme de constructioo de bureaux qui devraient, à terme seion les études, accueillir 15 000 oouveaux emplois. La dernière ZAC sera entièrement occupée par le parc des bords de Seine.

Sans répondre tout à fait aux défenseurs de l'environnement qui, depuis l'origine, exigent une véritable coulée verte entre l'Arche de la Défense et la Seine et font remarquer que les seols espaces verts du quartier d'affaires sont les cimetières de Neuilly et de Puteaux, uo axe vert de 3,4 kilomètres sera créé. Véritable épine dorsale du projet, il conduira jusqu'eo bordure de Seine, où une base de loisirs de trente hectares associant espaces de détente, d'activités sportives et de loistrs pourrait être créée.

Les Nanterriens qui, seloo une récente enquête municipale, aimeraient voir leur ville « sans travaux » et souhaitent « que l'aménagement de Nanterre s'achève enfin » devroot encore patienter une bonne quinzaine d'années avant que grues, camions et bulldozers disparaissent définitivement de leur horizoo quotidien.

Le préfet convoque à nouveau les « hirondelles » à Paris

« Y'A LA NATURE qu'est toute en sueur/ Dans les hectares y'a du bonheur/ C'est l'printemps... » Même en appelant les poètes à la rescousse pour faire un inventaire à la Prévert ou à la Ferré, le printemps ne serait pas tout à fait le printemps sans les hirondelles, du faubourg ou d'ailleurs, revenues jouer à saute-moucheron en faisant du rase-bitume.

Avec un à-propos malicieux, le préfet de police de Paris, Philippe Massoni, a donc bien choisi son moment pour annoncer, mardi 25 mars, le retour des « hirondelles » dans

Ces policiers à bicyclette, joliment affublés d'un nom d'oiseau par l'argot primesautier des titis, avaient disparu des rues parisiennes en 1984, et leur silhouette, naguère si fami-

lière – casquette plate, pèlerine, guidon en oreilles d'âne et pinces à vélo - ne se profilait plus, pour rafraîchir la mémoire collective, que sur les photos de Doisneau et dans les films de Becker ou de Duvivier.

DANS LES BOIS

Les nostalgiques du Paris pépère d'aprèsguerre en avaient rêvé, le préfet l'a fait. Au cours du débat sur le budget de la préfecture en Conseil de Paris, M. Massoni a annoncé que des îlotiers cyclistes seraient déployés dans les bols de Boulogne et de Vincennes, « notamment pendant les vacances scolaires », et qu'ils participeraient à la surveillance de l'opération Paris-plétons-vélos, qui ouvre les berges de la Seine aux promeneurs et aux deux-roues le dimanche (Le Mande du 25 mars). Il n'a toutefois pas précisé le nombre de ces équipages, la date de leur entrée en fonction ni le type de matériel (des VTT?) dont ils seraient dotés.

Les premiers agents cyclistes étaient apparus à la fin du XIX siècle ; à l'époque, leur sabre réglementaire était fixé sur le cadre de leur vélo. En 1950, il y avait 2819 « hirondelles » à Paris et autant en banlieue, mais en 1981 on n'en comptait plus qu'une centaine. En 1982, la préfecture avait créé de nouvelles patrouilles cyclistes, qui ne résistèrent pas longtemps aux deux-roues motorisées et disparurent du paysage parisien en 1984.

Jean-Claude Pierrette

Il était encore à l'école quand il a décroché ses premiers contrats. Gilles Tramson, chef des ventes à Lyonnaise Câble, tuteur de Yann Fillatre.



3000 tuteurs pour qu'aujourd'hui les jeunes aient un métier.

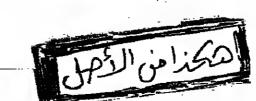
Pour donner aux jeunes des formations qui conduisent à de vrais métiers, l'école et l'entreprise doivent travailler ensemble. En partenariat avec l'Éducation nationale, le groupe Lyonnaise des Eaux met en place des formations en atternance. Ainsi, Lyannaise Cäble forme des jeunes oux métiers de la vente. Dans l'entreprise, les jeunes en formation sont sulvis par des "tuteurs" : des salariés qui leur transmeitent leur savoir-faire et les accompagnent tout au long de leur parcours, fel Gilles Tramson, chef des ventes à Lyannaise Câble. Les jeunes, l'entreprise : chacun s'investit, chacun y gagne.

Lyonnaise des Eaux o déjà accueil 4200 jeunes en 1994 et 1995 et s'engage, en deux ans, à en accueillir 6000. "imaginars femploi": direction des ressources humaines. 72, oversue de la Liberté 92753. Nonterre cedex.



Créons des métiers. Ouvrons des portes.

http://www.lyonnalse-des-eaux.fr.



Les Mines, un corps écartelé

UI dnit contrôrière le bras de fer qui nppnse le ministre de l'industrie, Franck Borotra et le ministre de l'envirnngement. Cnrinne Lepage, sur l'avenir de l'Institut de protectinn et de sûreté nucléaire (IPSN), se mène un autre combat tout aussi féroce au sein du corps des Mines. Depuis plusieurs mnis. ce carps, composé de l'élite technicienne de la nation, s'entre-dé-Dans cette bataille, le ministre de l'industrie a trouvé toute l'instihui. Le nucléaire français, c'est l'af-

Dans cette bataille, le ministre de l'industrie a trouvé toute l'institution du corps des Mines derrière lui. Le nucléaire français, c'est l'affaire des « mineurs », de sa conception dans les années 50 à aujnurd'hui. Mais, en face, Corinne Lepage s'appuie aussi sur des « mineurs » éminents, contestant la ligne officielle du cnrps, tout autant que la confusion des genres.

TELLE MICHOELIERON SI MAND 1221

Les anciens et les modernes, les étatistes et les libéraux : deux visinns de l'avenir des « mineurs » et des grands curps de l'Etat s'affrantent. Le débat parte sur le fond: revaloriser le rôle de l'Etat en revainrisant les élites républicaines. Et sur la forme : peut-on cumuler les missions de contrôleur et de contrôlé? « Les affaires du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle, ont montré tous les problèmes nes de la confusion des genres. Il faut que l'Etat redevienne un arbitre sur, que la fonction publique n'ait plus peur de trancher »,

Symbole de ce mélange des genres aux yeux des dissidents : la présence de Jean Syrota à la tête de la Cogema, chef de file du « lobby nucléaire », et à la vice-présidence du conseil général des Mines, le gnuvernement du corps, qui est un des acteurs prépondérants dans la nomination des membres chargés du contrôle de la sûreté nucléaire. « Sans même invoquer l'intégrité de Jean Syrota, qui est proverbiale, les procédures de sécurité sont tellement précises qu'il n'v a pas d'ambiguité possible », affirme-t-on au ministère de l'industrie. Ce cumul des fonctions, inimaginable dans un pays anglo-saxnn, est une source potentielle de conflit. Le ministère de l'industrie, dont le destin est étroitement lié à celui du corps des Mines, ne peut plus faire l'économie d'une réflexion. D'autant que la polémique dans le curps des Mines rebondit de sujet en sujet.

La dernière en date? Une simple élection pour rennuveler le conseil d'administration de l'amicale des ingénieurs du corps des Mines. La campagne, nuverte discretement en décembre, a pris des allures de vraie bataille électorale, avec petites phrases, règlements de comptes personnels et surenchères médiatiques. Au point que Franck Borotra et le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, ont di intervenir, fin janvier, pour calmer le jeu.

Le vote, dont le dépouillement a eu lieu le 4 mars, a recnnduit l'équipe sortante, aux commandes depuis 1993. Une étinnante troika: Raymond Lévy, Rnbert Pistre, Anne Lauvergeon.

M. Lévy, le grand patron, après une brillante carrière chez Elf, Usinor et Renault, savoure, à bientôt soixante-dix ans, une semi-retraite comme président du conseil de surveillance du groupe Lagardère. M. Pistre, cinquante-neuf ans, après vingt-cinq ans passés dans les arçanes des ministères – dont onze à la gestinn des carrières des

Créé en 1794, ce club des élites a été de toutes les grandes aventures industrielles et scientifiques françaises. Partagés entre la tradition du service de l'Etat et la tentation du secteur privé, les « mineurs » s'entre-déchirent. La sécurité nucléaire leur offre un nouveau sujet de polémique

ingénieurs du corps -, a rejoint Saint-Gnbain en 1989 comme proche cnnseiller du PDG Jean-Louis Beffa, «mineur» lui aussi. Mª Lauvergeon, trente-sept ans, normalienne et «mineur», très prisée de François Mitterrand à l'Elysée, est passée ensuite à la Banque Lazard, puis aujnurd'hui chez Alcatel Alsthom. Cette troika avait le soutien de Jean Syrota. En face de ce trio de choc se présentait un dun non moins surprenant: Paul-Henri Bourrelier,

soixante-cinq ans, et Alain-Tristan Mocilnikar, trente ans. Le premier a fait toute sa carrière dans le milieu minier (BRGM, Houillères du Centre), mais reconnaît volontiers préférer la réflexinn à l'action. Le second est un jeune fonctionnaire en poste au commissariat au Plan. Ils étaient soutenus par un cénacle d'une vingtaine de « dissidents », connu sous le nom de « Collectif Sancerre », - du nom dn bistrot narisien nú ils se réunissent tous les mais - et nù l'an retrauve. comme par hasard, les « mineurs » du ministère de l'environnement. ils affirment incarner « un mouvement de fond » an sein du curps des Mines, selon M. Bourretier, qui a recueilli sur son nom près de 25 % des suffrages.

Entre ces hauts diplômés, le débat d'idées s'est vite transformé en échanges de quolibets. Le camp représenté par Bourrelier-Mocilnikar? « Des idiots du village », « des aignis », « des ratés, qui se sont réfugiés dans une carrière administrative parce qu'ils n'unt pas réussi dans le prive », ironisent leurs adversaires. Les nppnsants dénoncent les méthodes de l'équipe en place depuis quatre ans, qui a, selon eux, voulu « faire de la direction de l'Amicale un centre de pou-

voir au sein du corps des Mines ».
Pouvoir. Le grand mot est lâché.
Officiellement, l'Amicale n'est que
l'un des cinq piliers – avec le
consell général des Mines, l'Ecole
des mines de Paris, le syndicat des
ingénieurs des Mines et la revue

Les Annales des Mines- de ce grand corps de l'Etat pas comme les autres. Ce club très fermé se considère comme l'élite des élites. Equivalent pour l'Ecole polytechnique de ce que l'inspection des finances est à l'ENA, le corps des Mines recrute chaque année les dix nu dnuze premiers dans le classement de sortie de Polytechnique ainsi que deux normaliens et un ingénieur civil des Mines. Créé en 1794, le corps des Mines s'est coulé dans le colbertisme d'Etat. Il a été de toutes les grandes aventures industrielles et scientifiques françaises: les mines bien sûr, le chemin de fer, l'autnmnbile, le pétrole, le nucléaire...

« C'est le syndrome du village. Tout le monde se connaît. Du coup, tout le monde peut se haîr »

Aujourd'hui encore, inrsque le ministre de la défense cherche un bomme à poigne pour mener à bien la restructuration de l'industrie d'armement, il nomme un X-Mines, Jean-Yves Helmer, ex-numérn deux du groupe PSA, à la tête de la puissante délégation générale de l'armement, forteresse, pourtant, du corps des ingénieurs de l'armement. Pour succéder à l'énarque Jacques Calvet, la famille Peugeot est allée débaucher un X-Mines chez Eridania-Béghin Say, Jean-Martin Folz.

Mais cette belle mécanique se grippe. Sous l'effet conjugué de la montée en puissance de l'économie libérale, des privatisations et de la construction européenne, le corps des Mines assiste, impuissant, à « une disparition de ses ter-

ritoires naturels », selon Robert Pistre. L'Etat a renoncé aux grands projets, terrain d'électinn des « mineurs ». Les grandes entreprises publiques, couronnement de carrière pour les « corpsards », disparaissent avec les privatisations. Même leurs places-fortes traditionnelles leur échappent: Elf a été attribué à un inspecteur des

finances, Philippe Jaffré. Quant au réseau du corps des Aines, « c'est un fantasme de jaurnalistes! », ricane M. Pistre. La dernière fois que l'nn a cru décelerson action occulte, dans l'affaire Thomson, le corps était loin de... faire corps. Avec André Giraud, Bernard Esambert, Raymond Lévy, Noël Forgeard, tous « mineurs », Jean-Luc Lagardère pensait avoir mis tous les atouts dans son jeu. Mais M. Giraud s'est d'emblée opposé au choix du coréen Daewoo pour la reprise de Thomson Multimédia. Le gouvernement, qui avait choisi Matra, a du annuler la procédure, à cause de Daewoo.

Alnrs, « humbles devant les faits », selon la devise du corps, une majorité de « mineurs » pense qu'il faut tourner la page et aller vers d'autres horizons, privés. « Le corps des Mines apporte une formation incomparable, qui met des tulents à la disposition de l'Etat et de l'industrie. Avec une mission : servir le dévelappement de l'écannuie française », résume Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, l'un des poids lourds. Ce changement de philosophie est-il compatible avec les structures actuelles du corps?

Présidé par le ministre de l'industrie, le cnnseil général des Mines (CGM) a deux missinns, fixées par décret: d'une part, le contrôle des Drire (direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement); d'autre part, des rapports d'enquêre pour le compte des pouvoirs publics, Accessoirement, le CGM dispose d'un service interne de gestion des carnères des ingénieurs. Carrières dans l'administration, pour les plus jeunes, qui doivent théoriquement dix années de service à l'Etat. Mais de plus en plus, carrières privées, pour lesquelles le CGM joue, parfois, un rôle de chasseur de têtes. C'est là que le bât blesse.

«Le conseil général des Mines ne peut plus continuer à organiser la fuite des jeunes vers le privé », s'indigne Paul-Henri Bourrelier. Selon hui, les deux grandes vocations du cnrps, l'administrarinn et la recherche, seraient en train de tomber en déshérence. Il réclame une remise à plat de toute l'organisatinn du corps. Et pose comme préalable la nominatinn d'un vice-président à temps plein, « qui ne soit pas systématiquement recruté dans l'industrie ».

Derrière ces questions de principe, il y a aussi des querelles d'hnmmes. Le « coilectif Sancerre » compte dans ses rangs des personnalités dont l'opposition à ce que M. Bnurrelier appelle la « pensée unique » est connne de longue date. Nombre d'entre elles nnt en commun un ressentiment à l'égard de Robert Pistre, grand ordninateur des avancements de carrière - et des placards - dans les années 80, en tant que chef du service du CGM. « C'est le syndrome du village, soupire un membre du cabinet de Franck Borotra. Tout le monde se connaît. Du coup, tout le monde peut se haīr. »

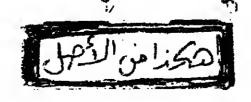
ANS le village des « mineurs », un autre homme concentre les attaques: Christian Stoffaes. Directeur de l'inspection générale à EDF, ce brillant intellectuel, proche d'Alain Madelin, grand théoricien de la politique industrielle et des services publics, sent le soufre. Président d'une étrange « société des majors de l'X». l'homme déteste les barons du cnrps, qui le lui rendent bien. En 1993, il a fait capoter la candidature de Robert Pistre à la vice-présidence du CGM. Ultime provocation: en 1995, M. Stoffaes, à quarante-huit ans seulement, exige d'être nommé ingénieur général, le grade le plus élevé tians la hiérarchie quasi militaire du corps des Mines. Le

Pranck Borotra voit-il dans cette affaire l'occasinn de remettre au pas ce grand corps un pen trop autonome à son goût? Il tente d'imposer la nomination de Stoffaes, puis profitant d'un rapport de la Cour des comptes sur le corps des Mines, il envisage d'en modifier le fonctionnement. Le village est en effervescence. La démission de Jean Syrota de la vice-présidence du CGM est évnquée en décembre.

S'inquiétant de cette ébullition inhabituelle, le gnuvernement tente d'apaiser les tensions. Fin décembre 1996, le tablean d'avancement des ingénieurs généraux, binqué depuis un an à l'Elysée, est finalement promulgué. Sans Christian Stoffaes. A la suite d'une réunion au secrétariat général de l'Elysée, le 30 janvier, le ministre de l'industrie enterre ses projets de réforme. On ne touche pas au corps des Mines.

Alars, victaire des madernes contre les étatistes? « De bonnes questions unt été posées lors de cette election, reconnaît Jean-Louis Beffa, choqué d'avoir été érigé en anti-modèle par les opposants. Il fallait poser le problème de ceux qui restent au service de l'Etat, ce qui est un modèle aussi honorable que d'aller dans le privé. Pour ceux-ci, l'Etat doit réfléchir à l'évolution de leurs carrières, de leurs fonctions ». poursuit le patron de Saint-Gobain. Du côté du ministère de l'industrie, on fait aussi amende honorable. Franck Borotra, lors des voeux au corps des Mines, en janvier, a souhaité établir des contacts plus réguliers et s'est même proposé de venir présider en personne une prochaine session du conseil général des Mines. « Tout cela ne fait pas une affaire d'Etat», mini-mise-t-on dans l'entnurage de M. Borotra. Peut-être. Mais elle rebondit aujourd'hui sur la question de la sûreté mucléaire, et met un ministre au bord de la démission. Cette guerre picrocholine au coeur de l'élite républicaine est un révélateur de la crise de l'Etat et de l'argence de sa réforme... Un grand chantier comme les aime le corps des Mines.

> Pascal Galimer et Martine Orange



"

Building the Court of the Court appears to the fact that the contract of the c the other many provides and the court was a second of the court of the Subsect which they be received the first and the first September of the september of the second section of the second section of the second general a new engine hard days of a second or the other **进入的物理** 海野。 and provide the statement of the second second second second second second And the state of t of the mention of the delivery of the contract of The section of the test and the section of the sect week the country graph more than the second of the second The state of the control of the cont ATTENDED FOR STORY Programme that complete the to a timber the second of the second and the state of t The series of the series of the series of the Madelle, a St. services in 50

Take the general a The section state of the section of THE WAR THE WAY AND THE WAY TO SEE STATES OF MENTIONING CONTROL OF THE STATES O military descriptions of the second of the s and constant in the second of the and the second of the second of the gradian merapaga saman laran a laran salah salah salah White the same highest the same and the · 有种品 50 的一种中心 Market and the company of the

the last the section of the second a to make a grand of the Formal of the Service of the Service of garded take here is a THE STATE OF THE PARTY OF THE P A The Comment of the second of A SERVICE HOLD STATE OF THE SERVICE STATE OF THE SE The second second second INCOMES A THE PARTY **电视多轴接路 满 乾季中一** At the manufacture of the second

Control of the Section

NUMBER OF STREET

A STATE THE

77 . Et 702 %

1112

-: 1=1=

. . "TE 'E' FZ. The Contact

0.00 Tag (2) a contra modele

* * ** ** **

- E N.S.

Sec. 25. 15.

7.77.2

- ' 4:3

TO LOCATE

The second second

A Print Control of the Control of th

A ROOM OF STREET

Carry Control of the Life September

7.2 Contract Contract

the first one above the torething because of the contract of

cultainer a menomino occupantem están la como o lo dativato

When a per promise which is due to be a first quite.

.: "5452











NEUF ET RÉSIDENTIEL

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



INVESTISSEZ DANS LE LOGEMENT NEUF

La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite amortissement "Périssol" remporte un grand succès: Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les logements locatifs neufs achetés entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont amortissables à raison de : 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ; 2% pour chacune des 20 années suivantes.
- Le déficit funcier correspondant est imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100 000 francs. La fraction du déficit foncier non imputable sur le revenu global peut être reportée sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant 10 années.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRANT À LA EN.P.C. (fédération nationale des promoteurs-constructeurs)

PARIS RIVE DROITE

11° arrondissement

Résidence Voltaire no det Nametes/me Condillec	1	1
fallisation et commercialisation TIM BATER lo-de-França Réaldeaffel		
conygnes LimmibiBer; 50, voute de la Reine 2513 Boulogne-Billancourt, 1 47 12 54 44	- 5	

do goadio ao 2 pièces. Studio à pardr de 370 000 F et 2 pièces à partir de 690 000 F.

An contr du 11º arrondissement, ectro résidence pour éndants située à proximité de nombreuses écoles supérieures, Revenus locatifs gamptia, Renabilité élevée, Comells sur les nouvelles mesures investissems, ausoritanement STIM BATIR TOL 01 47 12 54 44

12° arrondissement

Groupe ARC 4, rue de la Bienthia 75008 PARIS: Tel. 01 45.22 00 50



DU STUDIO AU 6 PIECES. (transition residential, à 500 mières de Bois de Vinc

19° arrondissement

L'Orfe du Purc Résisson : FRANCE TAL 01 46 83 22 84

7 jours/7, de 9 h à 19 h

Groupe SUEZ 216, bd Seint-Ger



Premier canatracteur cartifié qualité ISO 9001 Du studio au 5 pièces avec parieng en sous-est, 18 800 F la m' moyen bons parking et dans la finalte du stock disponible. Le calme d'une petite régidence de charme de 24 apparteme whereon & 180 m de Parc Ace Butter-Charmont et de mêtro.

Sentement à 100 m au raye des Boures-Lauamont et au marro. This belles presistions : inombreux baleous et terraners, vue sur un beau jurdin intérieux. Bonout de voute : 3, ruis de Général Bruset, covver tends, jeudi et vendrend de 14th à 19th, squodil, dimunche et jours fériés de 10k30 à 12k30 et de 14h à 19h.

20° arrondissement

Villa Gambetta FONCIÈRE SATES

LIVRAISON IMMEDIATE 80 logements de studio se 4 pièces. Studio : 26 m² : 650 000 F, 2º ; 55 m² : 1 050 000 F 4 P : 91 m2 : 1 740 000 F. Parking inches. Peals do notaires réduits. Simée à 200 mères de la piece et de son métro, proche de tres commerces, à quelques pas senionent de la rue des Pyrénées, la diversité d'appartements de caractère. Barrago de wante es appartement témaia 55-57, rue Oellia Paris 20.

Ouvers tous les après-midi de 14 h à 19 h and le mardi et le

edi. TS. 01 45 49 52 52 (on : 01 47 97 74 40).

PARIS RIVE GAUCHE

14° arrondissement

Closer le-Montpar FONCIÈRE SATIS

DOMEUBLE NEUF - LIVRAISON DAMEDIATE 2P: 38 m²: 1 030 000 F 3 P: 78 m²: 1 990 000 P. Parking inches. Prais de notaires rédains Tél. 61 45 49 52 52

FONCEDIE SATIS

15° arrondissement

Villa Marmontel 107-109, run de l'abbé Gron cent Périssel. her PROMOTEUR CENTURE FRANCE CONSTRUCTION TR. 91 48-48 22 00

7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Un programme supertie à découvrir absolument et choicione. le meilleur du 150 arrondissement ! A deux pas du mêtre Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jurdine intérieurs : 47 appartements de sudio en pièces deplier, beloon, territores, cove et pirichigé en sous-sol. Le calme su courr d'un véritable quartier paristan ! Livraison dinne trimestre 1997

stock disposible.
Bureau de wegde sur place ouvert:
| hundi, jeudi et werdreef de 14 h h 19 h, sametil, diss florid de 10 h30 h 12 h 30 e de 14 h h 19 h.

RÉGION PARISIENNE

92 Boulogae 💢 📜 🧸 🧓 8-10, rec d'Agres 1er PROMOTEUR CERCIFIE Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION Tel 61 46 43 22 00

Bureau de Vénte : 13, rue de Bellevar (angle de l'avenue Morizat), ouvert landi, jeudi et vendreși de 14 h à 19 h, sameda, dimunche et jouns fénés de 10130 à 12130 et de 14 h à 19 h.

92 Boulogire - Evalues -

In PROMOTEUR CERTIFIÉ RESIDENCE CONSTRUCTION Tel. 61 46 63 22 66

SPECIAL INVESTISSEMENT PERISSOL

A proximité de 2 lignes de métro, basex studies et 2 pièce disposibles insmédiatement. A LEVALLOIS En centre ville, lout près du métro, dans un résidence nanding, benez studios et 2 pièces livrables en mars 1997. Frais de notaire réduits, idéal défisculiention Périssol. Renetigarments au Service vente aux in 91 46 93 22 90

STOM BATTR He de France Rés Bouygues Immobilier, 150, roste de la Reine 92513 Bonlogue-Billand 81 47 1254 44

LANCEMENT - RESIDENCE POUR ETUDIANTS -IDEAL INVESTISSEURS.
AVANTAGES FISCAUX PERISSOL ET MEHAICNERIE. résidence pour étudiants de 72 studios à partir de 350 000 F. Repseignements et ventes : Tél. 01 47 12 54 44

SPANAISons-Alford Leaves

Les Académies Bouygner Jimmehiller 150, route de la Reine 92515 Boulogne Billar 01 47 12 54 44

ner éculisme de standing, Studio à partir de 280 000 F. STIM BATIR Conseils not les nouvelles TEL 01 47 12 54 44

se voestesurvanerisea.

34-38, Grande rue Charles de 20, place de Catalogue 75014 Paris 01 40 48 56 30

Réalisation . SEFRI CIME

15 ct 2 10 Du studio au S pièces duples avec terristicos et jardins. Deux maisons avec jardins. A parde de 19 000 F le m². Financisment libra. Dans le quartier résidentiel de Vai de Beauxé, à proximité des commerces, du Vieux Nogera et du RER. Une nouvelle réalisation exceptionnelle, dominent la Vallée de la Morre et un superbe pare. Prestations de baste qualité.

Burean: de vente sur place, tous les jours sauf le dim
13 h à 19 h. Tél. 01 48 75 53 99

University of the National Comments of the Com sur file de la Brande Jarte.

n'est pas donné à taut le monde.

Mais rous rièles pas loui le morde.



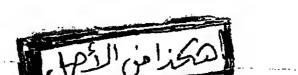
France Constitution vous propose de silvre dans le cadre exceptionnet de l'île de la Beande Jathe open some somet par on concept accidentated unique et original en paracte fiduponie avec file. Derrière la façule de ficuity staripe, co piene sousignée

de bois, vois aires le segliment de vives dans une résidence secondaire. aux allures de villa où les ferrasses et bascons povrent sur un jardin paysager.

Bureau de verte: Surplace:29 be Georges-Saurat



Δ



Mauvaise grève, vrai symptôme Malentendu ou irresponsabilité?

par Richard Bouton

OUT a commencé par une sorte de monôme de carabins et ils avaient pourtant tout pour être sympathiques, ces jeunes internes. Presque autant de filles que de garcons, souvent issus d'un milieu social aisé, bonne éducatino, excellentes études secondaires, ils ont tous travaillé avec achamement et surmonté les épreuves d'une sélection féroce. Certains diseot qu'ils constituent l'élite de la nation.

lis oot vraiment vaulu devenir médecins, de préférence spécialistes, car ils pensaient que c'était la voie royale. Aujourd'hui ils terminent leur formation en exerçant des responsabilités parfois importantes à l'hôpital public qui les rémunère chichement, mais la plupart d'entre eux s'installeroot en libéral après l'an 2000.

Ils prement donc leur mal en natience, eo quelque sorte, et supportent bon gré mal gré gardes et astreintes en attendant l'eldorado

Ils se sont inquiétés de leur avenir quoi de plus normal ? - et leurs représentants ont veillé à ce que les nouvelles cooventions médicales prennent en compte les débuts d'installation parfois difficiles eo médecine de ville.

Ils ont été largement entendus et l'ensemble de leurs revendications ont été entièrement satisfaites, puis tout a subitement dérapé. Ils ont limogé sans ménagement leurs représentants et réclament à présent la renégociatioo complète des conventions médicales, pourtant si-

gnées par les syndicats de médecins libéraux, ainsi que la modification des ordonnances sur la Sécurité sociale, pourtant promulguées depuis un an. Ils n'hésitent pas pour cela à décréter la grève des soins au nom de l'intérêt des malades. Ils ont perdu la raison.

Certes, la fraction la plus réactionnaire du corps médical s'est chargée de les « informer » à sa manière du contenu de ces conventions et de la réforme de la Sécurité sociale et du système de soins. Certes, leurs chefs de service, secrètement irrités par les nouvelles dispositions conventionnelles qui tendent à limiter les abus aux mesures prises depuis physicus années, la démographie médicale se stabilise et va diminuer à partir de l'an 2000 au moment où les protestataires commenceront leur carrière et où la France aura besoin de ses médecins, de tous ses médecins.

Les réformes en cours n'ont pas d'autres objectifs que de moderniser la Sécurité sociale afin de la conserver et, ce faisant, de préserver l'exercice libéral de la médecine et la liberté d'installation des jeunes. Elles prévoient une amélioration des pratiques médicales et une réorientation de la demande de soins vers le

Le discours d'une certaine france des médecins qui confondent libéralisme médical et corporatisme mercantile a trouvé un écho favorable chez les internes

de leur secteur privé à l'hôpital public, les ont implicitement encouragés dans leur action. Mais cela ne suffit pas à expliquer la dureté de ce mouvement. Il serait trop facile, hélas, de considérer que ces milliers d'internes out été simplement instrumentalisés.

On savait déjà que le corps médical était malade. Cette grève des internes démontre que le mal est sans doute plus profond encore. Car il n'y a aucime menace de rationnement des soins en France, et l'avenir de ces futurs médecins o'est en ancune ma-

médecin généraliste, mais l'avenir de ces futurs médecins spécialistes o'est pas obéré pour autant, loin s'en faut. Les objectifs annuels de dépenses désormais arrètés par le Parlement constituent, à o'en point douter, une exigence nouvelle pour les médecins libéraux, mais il est malhonnéte de résumer la réforme en cours à ce simple élément.

Il est affligeant de constater avec quelle facilité le discours d'une certaine frange des médecins qui confondent libéralisme médical et comoratisme mercantile a trouvé un

nière menacé. Mieux encore, grace échn favorable chez ces jeunes femmes et hommes de vingt-cinq ans. Qu'en sera-t-il quand ils en auront cinquante?

Alors qu'il y a plus de trois millions de chômeurs et des centaines de milliers de Français qui n'ont pas accès aux soins dans des conditions honorables, alors que la Sécurité sociale est au bord de la faillite et que les assureurs privés louchent sur son démantèlement, ces futurs médecins spécialistes osent prendre les malades en otage parce qu'ils refusent à l'avance toute contrainte dans leur exercice!

Quel est donc le sein idéologique qui les a nourris tout au long de leans longues études pour parvenir à un tel résultat? On vient tout récemment d'introduire les sciences humaines dans le programme du premier cycle des études médicales, mais ce sont des cours obligatoires d'éthique et de politique, au sens large du terme, qu'il conviendrait d'entreprendre !

Dans d'autres circonstances, on a pu déplorer la division du corps médical, mais aujourd'hui elle est salutaire car, en dépit des difficultés, les médecins généralistes, continueront à promouvoir la modernisation de notre système de santé et le maintien d'une Sécurité sociale permettant l'accès de tous à des soins de

Le docteur Richard Boutonest président de MG-Prance (Fédération française des médecins gé-

par Etienne Caniard et Jean-Pierre Davant

UJOURD'HUI étendue aux externes et aux chefs de clinique, la grève des internes ravive des passions peu propices à un examen serein et ranonnel de la pratique médicale.

Tous les gouvernements ont utilisé les internes pour compenser la paupérisation générale de l'hospitalisation publique, largement due au refus de réformes structurelles auxquelles oo a préféré un étranglemeot hudgétaire avengle de toutes structures, quelle que soit leur utilité ou la qualité de leurs prestations.

Ce o'est pas cette situation pourtant discutable, qui est au-jourd'un remise en cause. Elle est acceptée, car vécue comme un passage obligé avant la récompense de l'exercice sans contrainte d'une médecine dite libérale... mais financée par la collectivité. Aujourd'hui les contraintes, réelles mais loin d'être insupportables - il suffit de regarder objectivement les rémunérations du corps médical et de se souvenir que les objectifs fixés prévoieot une progressinu des dépenses de ville liées à la réorganisation de l'offre de soins - rendent l'avenir plus-incertain, ce qui conduit les internes à rejeter les sacrifices qu'ils consentent pendant

Ils auraient raison s'ils réclamaient une meilleure reconnaissance de leur rôle à l'hôpital, mais

ils se trompent en réclamant l'abrogation de la convention et l'abandon de la réforme du système de soins. Peut-on accepter que l'hôpital soit pris en otage pour. assenir une revendication qui concerne un exercice libéral ultérieur? Est-il d'ailleurs légitime d'associer mouvement de grève et exercice libéral qui, par définition, s'il veut s'affranchir d'un certain nombre de devoirs, devrait s'abstenir d'exiger des droits de la collecti-

Peut-on accepter que l'hôpital soit pris en otage pour asseoir une revendication qui concerne un exercice libéral ultérieur?

Le mouvement illustre malheureusement une fois de plus l'incohérence de notre système de santé.

L'intérêt du corps médical o'est certainement pas de voir aboutir les revendications des internes. Le corps médical - de plus en plus de médecins en prennent d'ailleurs conscience - doit soutenir une réforme qui redonne un sens à la politique de santé, valorise le rôle des différents acteurs et permet une adaptation de l'offre de soins qui est la senle justification du financement collectif.

Si cela n'est pas fait, il est clair que ce mode de financement ne perdurera pas et que, dès lors, les cootraintes du marché et de l'économie libérale seroot bien plus doniourenses pour les médecins : leur situation demographique ne devrait pas les inciter à laisser les mécanismes du marché décider de leur situation économique.

L'exercice libéral de la médecine doit-il rester un dogme intangible? Notre système de soins doit évoluer. Les gaspillages sont souvent synonymes de mauvaise qualité. Refuser une régulation collective n'est acceptable que si l'ou s'engage vraiment dans une réelle évaluation des pratiques individuelles. Si ce monvement permet d'en prendre conscience, il aura été utile et il faudra en preudre acte en l'integrant dans la prochaine convention. Mais est-ce vraiment cela que veulent ceux qui utilisent au-jourd'hul les internes pour refuser toute évolution?

Etienne Caniard est membre du Haut-Comité de santé Tean-Pierre Davant est président de la Mutualité fran-

Pour une autre politique médicale

testatioo des internes des hôpitaux, amplifié par celul des chefs de clinique-assistants, témolgne d'un profond désarroi des praticiens de la médecine. En mettant en exergue les mesures pénalisantes signées dans le cadre d'uoe conventioo qui associe à un syndicat de médecins généralistes un syndicat « minnritaire » de spécialistes, ces jeunes médecias montrent que l'avenir de la médecine en France ne se résume pas à une approche comptable et quanti-

Notre objectif, ici, o'est pas de des responsables. Notre but est de formuler quelques propositions autour desquelles pourrait s'engager dès demaio un dialogue fécnod entre les principaux acteurs de la

Notre principe fondamental est le maintien en France d'un accès aux soins pour tous avec une qualité de ces soins égale pour tous. La santé ne peut tolérer des exclusinns. Et le régime de la Sécurité sociale constitue un exemple de la solidarité et de la dignité humaines.

Une autre ootion importante est qu'il o'y a pas d'opposition entre médecine libérale et médecine hospitalière. Il existe même une filia-

tion: les médecins libéraux furent tous un jour investis d'une responsabilité hospitalière et le développement des réseaux de soins ilhistre le caractère artificiel d'une telle dichotomie. Toutefois, à chacune de ces pratiques complémentaires ses missions de prédilection.

Diversité des modes de soin dans

un système égalitaire: tel est le cadre de notre activité. Comment l'adapter, le développer ? Confrootés chaque jour aux problèmes budgétaires, nous sommes blen conscients que le système ne peut durer que s'il est guidé et évalué. Or, en France (à l'inverse d'autres pays), nnus ne disposnos aujourd'hui d'aucun outil réel d'évaluation. Qui sait le coût d'un adénome de la prostate? Qui connaît la place du scanner à rayons X dans la stratégie du traitement d'une sciatique? Qui peut donner uo chiffre concernant la fréquence des électrocardiogrammes après un in-farctus du myocarde? Nous avan-cons à l'aveuglette, sans guide, ballottés eotre la «vision désogrégative» du médecin, qui considère que chaque maiade est unique, et la «vision agrégative» du gestionnaire, pour reprendre les

formules de François Stasse. Dès lors, à quoi rime d'indiquer que le budget de la santé va aug-menter (ou diminuer) de 1,8 % l'an prochain? Aujourd'hui, entre la démagogie et la restriction, il n'y a qu'un vide : celui de notre ignorance. Or, quand il s'agit de la maladie, chaque citoyeo devient acteur.

Nous suggérons danc que, dès demain, se constituent, au sein de chaque spécialité médicale et chirurgicale (dont la médecine générale), des groupes chargés de proposer des recommandations (comme cela a déjà été envisagé par le ministère du travail et des affaires suclaies pour la prise en charge des personnes atteintes par

Proposer des recommandations concernant les dix à quinze affections les plus fréquentes rencontrées au sein de chaque discipline

le V(H) à l'ensemble de la professioo médicale. Ces recommandations pourraient concerner les dix à quinze affections les plus fréquentes (donc, celles qui coûtent le plus cher) rencontrées au sein de chaque discipline. Elles porteraient sur les moyens diagnostiques (incluant les examens biologiques, radiologiques, électrophysiningiques) et sur les traitements à proposer en première intention et en cas d'échec de ces dernièrs. Ces recommandations auraient été élaborées en commun par des généralistes, des spécialistes libéraux, hospitaliers et hospitalo-universitaires quels que soient leur grade et leur function), en collaboration avec les

sociétés savantes. Ces recommandations, remises à jour régulièrement, constitueraient un thesaurus qui permettrait une approche abjective des dépenses de santé et une évaluation qualitative des actes médicaux. La dépense deviendrait ainsi le reflet de la qualité et le budget serait véritablement au service du soin. Dans ie même temps, ces recommanda-tinns seraient enseignées dans les facultés de médecine : elles serviraieot aussi de référence au contrôle médical, valorisant, par les discussions objectives qu'elles provoqueraient, le rôle des médecins contrôleurs de la Sécurité sociale. Les contrats, basés sur ces re-

commandations et passés avec la Caisse nationale d'assurance maladie, seraient évalués, valorisés, modulés aussi selon les progrès de la

médecine et ensuite sur « les sous ». On sait combien il y a d'épileptiques en France; no saura enfin comment ils sont traités et comment ils doivent l'être. Des références médicales opposables, oni ne font qu'interdire telle on telle pratique, la médecine pas-

médecine. Ils porteraient, non plus sur le nombre de patients, mais sur

les procédés diagnostiques et thé-

rapeutiques, bref d'abord sur la

serait à des recommandations responsabilisantes, participatives et ayant un objectif de qualité. Cesprojets simples sont applicables demain à la condition que les pouvoirs publics acceptent de dialoguer sur le fond avec des jeunes, responsables, qui sont l'avenir de la médecine. Prenons garde à ne pas ignorer les questions que pose la jeunesse de notre pays.

Le bureau du comité consultatif médical du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, représente par les professeurs Jean-François Allilaire, Plerre Bourgeois, Pierre Coriat, Pa-trice Debré, Jeun-Philippe Derenne, Philippe Grenier, Serge Herson, Edouard Kieffer, Olivier Lyon-Caen, Cloude Marsoult, Jocques Philippon, François Richard, Gérard Sail-

Créons un forum civique européen!

par Marek Halter, Gérard Paquet et Jean Viard

rope. L'Europe s'élève cootre ceux qui la propagent, en Belgique, eo Allemagne, en Italie, mais surtout en Autriche et en France, pays où le mal progresse le plus. L'extréme droite y représentait 0,8 % des voix eo 1974, 15 % aujourd'bui

Un récent projet de loi qui im-pliquait la délation nous a émus. Nous n'avoos pas fait l'amalgame entre notre gouvernement et celui de Vichy, mais nous avons combattu ce texte parce qu'il était contraire à nos valeurs. Les lois sunt l'affaire du Parlement, ootre souci est la préservation et le rappel constant de la Loi, de la morale publique. Chaque fois qu'un texte proposé par uo gouvernement, quel qu'il soit, traosgressera cette dernière, nous descendroos dans la

Ces derniers mnis, l'enchaînement des évécements - l'affaire de Châteauvalion, la censure de la hibliothéque municipale d'Orange, l'Interdit jeté par la mairie de Toulon sur un écrivain, parce que « mondioliste ». le scandale de « l'inégolité des races», et enfin l'élection de VItrolles - a provoqué une réaction forte dans notre pays et montré que la plupart des Français ont gardé intacte leur capacité d'indignation face à l'injustice, leur dégoût de la baine, leur amour de l'amour et leur solidarité avec ceux qui souffrent au quotidlen

du chômage et de l'exclusion. Notre France est celle-là: ouverte sur le monde, attachée aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité, humaniste, juste et lucide avec soo histoire. Plutôt la France d'Henri IV, de Mnlière, de Voltaire, de Hugo et de Gide que celle de la Restauration, de Maurras et de Vichy, de la Saint-Barthélemy. Cette France-là est aujourd'hui meoacée par un parti, le Front national, qui introduit

la violence dans la cité et la philosophiques, à constituer un nous vivons autrement que par haine entre les voisins, qui prôce une France nationaliste, chauvine, repliée sur elle-même, étri-

La justice de notre pays oe considére pas ce parti comme de toutes les associations huma-étant bors les lois, mais, selon nitaires, a pour ambition de rap-

forum civique. Ce forum, aux côtés de tous les partis démocrates, et non pas cootre eux, aux côtés de toutes les Eglises tolérantes, aux côtés

Chaque fois qu'un texte proposé par un gouvernement transgressera la morale publique, nous descendrons dans la rue

nous, celui-ci s'est mis depuis inngtemps hors la Loi. Pour le dire haut et fort, face au moode qui oous observe et qui parfois se mnque, face à cette France à laquelle nous tenons, face à nos enfants qui grandissent et qui peoseot avec angnisse à leur avenir, nous avons décidé d'appeler les Français de toutes tendances politiques, religieuses ou

peler sans relache aux femmes et

aux hommes de notre pays : que le racisme, la xénopinbie, la haine de l'autre, sont incompatibles avec l'idée de République et de Nation, qui fonde la Fraoce depuis plus de deux

qu'il est temps d'expliquer et de compreodre les bouleversements que connaît le monde où des discours simplistes et falla-

- que la solidarité est le ciment

essentiel de toute société; - qu'il est temps de promouvoir un débat et de reconer le dialogue avec tous, y compris avec ceux qui votent FN.

Il existe dans notre pays d'unmenses ressources de générosité, de solidarité, de créativité. Il y a longtemps que les mnts «citoyen » et « civique » o'avaieot pris une telle importance. Ces dernières semaines l'out montré. Aussi, ce forum, ou mieux ces forums qui se créent ici et là ou qui, combreux, verrout prochainement le jour à travers la Prance profonde pourraient convoquer le premier forum civique européen qui élaborera une charte et un calendrier d'initiatives précis.

Nous devons réintroduire l'espéraoce dans untre suciété qu'étouffe un discours électoraliste et démagogique, redonner française (CNRS-FNSP).

courage à une jeunesse désorientée et renforcer les défenses contre l'épidémie de la haine.

Evoquant la montée des périls en Europe, Richard von Weizsäcker, ancien président de l'Ailemagne rappelait avec raisoo que « si lo République de Weimor s'était effondrée foce au nazisme, ce n'était pas parce qu'il y avait trop de fascistes, mois pas assez de

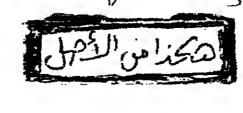
démocrates ». Créons donc tous ensemble ce forum. Contre le fascisme, pour la démocratie, pour la Répu-blique, pour la France.

Marek Halterest président du Collège universitaire français de Moscou et écrivain, Gérard Paquet est oncien directeur du Théâtre national de la

Jean Viard est chercheur au Centre d'étude de lo vie politique

danse et de l'image à Châteauval-







lentendu irresponsabilité?

Effenne Caniard an-Pierre Davang

64-282-61 11

1-3 67 - 1 20 1 - 1 1

a angled the second

Asite Print Court value

E. Beneftenber gert, gebingen.

表示:2000年2月2日(1910年2月)。

and great the process of the con-

and service to the

·李本斯·李金 (1875年)

مراجها ويتاويها ليهامها أفيج أفاد

铁 化分类性 人名英

to Agreement a length

Tomas (TC)

EN A WILLIAM COMMENTS OF THE

الرواي المرووم الراعد فيعد الرعظة

But a specific over the second

e de de se o como

jang dan seria 💎 🛒 🕒

arsenda a judenina juliju.

Provide Service Company

the state of the state of the state of

min Medigant (2005) et al. (2005)

AND STREET STREET

Been made to the second of the second

Barrier Landon Bright Laws

April 100 Bearing Street

and the second

an the Salar Reserved a seven con-

State was in the contract of

reduction as a contract of the contract

William And County to the State of the the Professional Section 2015

Professional Cases and Cases and

ger and the second of the second

and the second second second second

and the second section

الهادات والمعاد الفياتينا الها المستويل

CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

Balancia, and a well of many and an the Attention of the way our

AND ALLEGATION OF AN OF THE REAL PROPERTY.

単位の後世 選択 くりわけしゃ

क्षित्रकार सर्व नहीं वेश

in marriage states for the

المارية ويتريدي ويسهم الهدي

18 Burton Carlos Company (1997)

A to the total of the second

All and the second of the seco

water a large of a second

Anger ephysical and term.

المراجع والمراجع والمواجع والمواجع والمراجع

The same among the control

हेक्टर इ.सी.से.च्याबटर ३ स्ट. वर्ष क

the second section is the second section of the second section in the second section is the second section of the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the section is the second section in the section is the second section in the section is the section in the section in the section is the section in the section is the section in the section in the section is the section in the section is the section in the section

স্বৰ্জন আনুষ্ঠ এই নাজন সংগ্ৰা

El soft target the

Fire was the factor of the same of

on the second second to be built as

angeres a service of the contract of the contr

to House & Statistic or Policy

And September March 19 1 2 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

Select the Secretary and the Control

编数的通过的现在分词

the reference of the second

the state of the same of letter our distriction by the والمادية والمحاربة والمتهجة والمتبعيه والمتبعية

The Market Car arms are

Service of the control of the Service of

Market St. Three

A Committee of the committee of

And the Agent Manager to

Carlotte Carlotte

Charles Control of the Control

Alexander and the second

in the state of the state of the

Salar garage ---- garage --

والتدار أحار ويدائل لناصلك بداللتوبدوق

والإراج والمحادث

Intégration, le programme minimum L'« IDÉAL d'intégration » est l'une des valeurs essentielles de la République, avait affirmé Jacques Chirac, en recevant à l'Elysée, le 2 mars, les représentants des juifs de France. Certes. Mais comment la République peut-elle conti-nuer à assumer cette tâche essentielle alors que

revendications identitaires? Près de deux ans après sou arrivée aux affaires, le gouvernement n'a su donner à cette

ses valeurs sont brouillées par la mondialisation

et menacées par le chômage et la montée des

question déterminante pour la paix sociale qu'une seule réponse : la lutte contre l'immigration clandestine. Comme si la cohabitation harmonieuse de populations de différentes origines dans les cités de banlieue dépendait avant tout des succès policiers en matière de reconduite à la frontière. Comme si, dans certaines familles, les sans-papiers, les résidents étrangers légaux et les citoyens français n'étaient pas condamnés à cohabiter par l'incessante valse législative. Le maigre « pro-

gramme pour l'intégration » présenté, mercredi 26 mars en conseil des ministres par Eric Raoult ne va modifier en rien ce constat. Alors que l'interminable débat sur l'immigration suscité par le projet Debré diffuse depuis des mois un message de suspicion à l'égard des étrangers, alors que l'abandon du projet Toubon contre le ra-cisme jette le trouble, le « programme minimum » laborieusement préparé par le ministre délégué à l'intégration est loin de rétablir la baiance et de placer la France en position de

« réussir l'intégration ». Comment croire en effet que le parrainage des jeunes chômeurs par des béuévoles, l'accélération des procédures de naturalisation et la destruction programmée de quelques foyers de travailleurs immigrés peuvent tenir lieu de politique cohérente en faveur de l'intégration? Comment imaginer que la création d'une « médaille de la citoyenneté» et la remise d'un « contrat d'intégration » aux nouveaux arrivants peuvent être accueillis dans les quartiers défavorisés, autrement qu'avec indifférence ou ironie? Certes, pour la première fois, un gonvernement lève le voile sur la question cruciale des discriminations, qui empêchent nombre de jeunes « bronzés », souvent français, de travalller et de se loger normalement, et nourrissent un redoutable ressentiment à l'égard de leur propre pays. Mais là où s'imposerait une véritable remise à plat des pratiques judiciaires, totalement mefficaces dans ce domaine, à la lumière des expériences étrangères, M. Raoult ne propose qu'un gadget ambigu: une perma-nence teléphonique déclenchant éventuellement l'intervention d'un médiateur.

EXIGENCES CONTRADICTORES

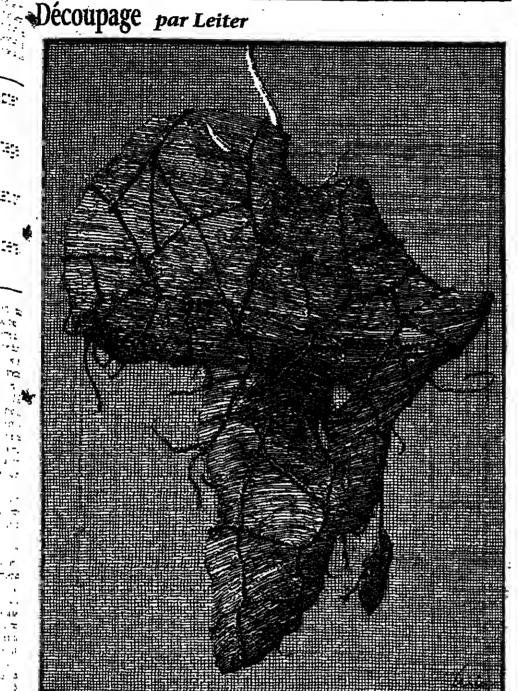
La difficulté de l'exercice ne doit pas être minimisée : depuis son apparition officielle au début des années 90, la politique d'intégration a trop souvent été perçue comme une manière de favoriser les populations issues de l'immigration, qui ne sont pas les seules à souffrir de la crise. En réalité, ancun gouvernement n'est prêt à assumer la distorsion qui existe entre les principes proclamés (la République refuse tout traitement spécifique et refuse les communautés) et la pratique (le financement spécifique des actions en direction des immigrés, l'injonction à l'« organisation de l'islam » par exemple).

Ainsi, faute de fil conducteur visible, les mesures annoncées oscillent entre ces exigences contradictoires: on souhaite « garantir notre pays contre le risque communoutoire » tout en maintenant, sans trop le dire, la présence dans les écoles d'instituteurs rémunérés par les pays ctrangers pour des cours de « langues d'origine » réservés aux immigrés.

Au-delà de la nécessité d'assumer et d'expliquer ces paradoxes, la relance du processus d'intégration suppose que soit rétabli l'équilibre entre répression et ouverture, que soit brisé le cercle vicieux qui fait de chaque affichage poli-tique sur l'immigration un appel à la xénophobie et un signal de défi lancé à toutes les personnes d'apparence étrangère par une société qui prétend les intégrer.

RECTIFICATIFS

Philippe Bernard



L'euro, un missile monétaire?

Suite de la première page

Une compétition entre les monnaies de référence se développera tout naturellement, accentuée par l'inéluctable diversification des portefeuilles officiels et privés.

Les Etats ne continueront probablement pas à libeller plus de 60 % de leurs réserves officielles de changes en dollars, alors que le poids des Etats-Unis dans la production et les échanges mondiaux est très nettement inférieur.

La vitesse et l'ampleur de cette diversification sont encore inconnues. Il est possible, commine le prévoit l'américain Fred Bergsten, directeur de l'Institute for International Economics, que d'ici quelques années - et non quelques décennies, tient-il à souligner - la part du dollar et celle de l'euro dans les réserves monétaires mondiales s'établissent à 40 % chacune. les 20 % restants étant libellés en

yens et en autres monnaies. Il est probable, kri rétorque Barry Eichengreen, de l'université Berkeley, que les pesanteurs historiques et le nécessaire remodelage des réserves européennes (augmentant mathématiquement la part du dollar) ne fassent que réduire la part des monnaies « mineures », comme les francs français et suisse. Beaucoup dépendra, en tout état de cause, du rythme de la croissance économique européenne et de celle du marché des capitaux en euros, encore limité si on le compare à celui des instruments libellés en dol-

La deuxième source potentielle d'instabilité pourrait venir de la tentation européenne d'un « be-

l'égard de tous les événements extérieurs, que le Vieux Continent a tant reprochée aux Etats-Unis. Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, souveut critiqué pour avoir continué à dur-, cir la politique monétaire des Etats-Unis en 1984 alors que le dollar atteignait des sommets historiques, estime que « la banque centrale européenne sera oussi insoucionte à l'égard des taux de chonges que l'ont été les Etats-Unis ».

Si, selon lui, la naissance de l'euro doit théoriquement renforcer la coopération internationale et réduire les fluctuations de change. l'expérience pratique des relations entre deux « poids lourds » de l'économie mondiale, donnée ces dernières années par le couple dollar-yen (particulièrement instable). n'est guère encourageante.

« ZONES CIBLES »

M. Volcker est, depuis longtemps, séduit par les propositions de « zones cibles » sur lesquelles s'engageraient les principaux gouvernements - une sorte de « SME mondial » - mais redoute que les promesses de parités ne soient pas tenues, si les intérêts régionaux viennent à prévaloit.

La fixation de « zones cibles » mondiales est d'autant moins susceptible de voir le jour dans un avenir proche que la banque centrale européenne pourrait être ten-tée d'acheter sa crédibilité en pratiquant une politique d'« euro fort ». Une telle politique non seulement peserait sur la croissance économique du continent, mais ralentirait les réformes structurelles nécessaires, en matière industrielle ou sociale, pour faire face à la montée du chômage et au vicillissement de la population. L'euro s'apprécierait, poussé par la redistribution mondiale des portefeuilles.

La persistance de taux de change non conformes aux données économiques fondamentales des

nign neglect », la négligence à Etats-Unis et de l'Europe pourrait, note par exemple le français Jean Pisani-Ferry, directeur du Centre d'études prospectives et d'information internationales, se traduire par une montée des tensions commerciales dans le monde, c'est-à-dire du protectionnisme, saus parler des conséquences pour tous les pays ayant choisi d'arrimer leur devise au dollar, à l'euro ou encore au

LE PLAISIR DE L'ATTENTE

Les balances des paiements de l'Europe de l'Est seraient ainsi frappées de plein fouet par une surévahiation de l'euro, ce qui sénéreralt des risques de crises financières semblables à celle du Mexique, en décembre 1994. Comment, dans un tel climat, attirer les monnaies « out », celles des pays de l'Union européenne non intégrés au départ à l'euro?

Choisissant volontairement une image macabre, le gouverneur de la Banque d'Israel, Jacob Frenkel, expliquait, ironique, que l'Europe pourrait ressembler au condamné à mort à qui l'on demande de maigrir parce que sa corpulence l'empêche de s'assoir sur le siège d'éxecution et qui, échouant dans son régime, reconnaîtrait : « Je manque de moti-

Mervyn King, le principal économiste de la Banque d'Angieteure, rappelait avec bumour que, dans tous les domaines, « le plaisir est parfois dans l'ottente ». Que celle de l'Union monétaire, comme celle d'un mariage, doit être longue. Mais il est certain que dans les quelque six cent cinquante jours restant avant la fusion irréversible des monnaies du « noyau dur » européen, le 1º janvier 1999, les candidats à l'union pourront simplement connaître la nature des épreuves qui les attendent: ils n'auront guère les moyens d'apprendre la manière de les affronter.

Françoise Lazare

M. CHIRAC EN ARGENTINE Dans l'article sur la visite de Jacques Chirac en Amérique latine paru dans Le Monde du 20 mars, nous avons écrit par erreur que le quotidien La Nacion avait été celui qui avait « de loin accordé le moins d'importance à lo présence du président français ». Il fallait lire : « Le quotidien La Nacion est de loin celui qui o occordé le plus d'importance à lo visite du président français. »

« OUEST-FRANCE »

Nous avons, par erreur, écrit dans Le Monde du 1º mars que les résultats du quotidien Ouest-France étaient passés de 134 millions de francs en 1994 à 10 millions en 1995. En fait, le résultat net de Ouest-France après impôts était de 4,7 millions de francs en 1994, de 6,1 millions en 1995. Il devrait être de l'ordre de 10 millions de francs

RENAULT

Une erreur de transmission a rendu incompréhensible le calendrier des manifestations prévues par les salariés de Vilvorde (Le Monde du 25 mars). Le mercredi 26 mars, cent salariés devaient se rendre dans l'usine de Cléon. Le jeudi 27, jour du comité central d'entreprise, cinq cents d'entre eux mèneront une « action-surprise » dans le nord de la France.

PRÉCISION

ARMAND DIMET

Armand Dimet, membre fondateur dn MRAP, décédé le 26 février (Le Monde du 8 mars), fut secrétaire général du comité d'initiative qui prépara le congrès constitutif du MRAP, en 1949. Me Dimet fut ensuite membre du secrétariat national de la pouvelle organisation. jusqu'en 1967. Charles Palant assura seul le secrétariat général du MRAP jusqu'en 1969.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL .

Un Prix Nobel muselé

du prix Nobel de permis à l'infatigable militant est-timorais José Ramos Horta, couronné en 1996 à Stockholm en compagnie de son compatriote Mª Carlos Felipe Ximenes Belo, de briser le mur du silence autour du génocide perpétré contre son peuple. Pays asiatiques et musulmans viennent en effet de se ligner à Genève afin d'empécher le prix Nobel de saistr la Commission des droits de Phomme des Nations unies des exactions commises par l'armée indonésienne. Depuis qu'elle a envahi, en 1975, l'ancienne colonie portugaise du Timor-Oriental, cette armée n'a cessé de réprimer la soif de liberté d'une population soumise au joug de Djakarta.

Récemment de passage à Paris, M. Horta semblait pourtant persnadé que la distinction du Nobel lui permettrait de s'exprimer devant ce forum international. La solidarité asiatique et religieuse de nombreux pays ûn Sud, pour lesquels l'indonésie garde le prestige d'être la plus grande terre d'Islam de la planète, en a décidé antrement. Mais, si les pays occidentaux auraient souhaité - enfin ! - que M. Horta pût s'exprimer du haut de la tribune, ils n'ont jamais eux-mêmes dénoncé avec vigneur cette guerre oubliée qui a fait plus de 300 000 morts depuis 1975. Realpolitik oblige, face à la puissance commerciale et stratégique du géant indonésien, ses

terres vierges et son pétrole. L'appel angoissé que vient de lancer in abstentio l'autre prix Nobel, Mgr Belo, évêque de Dili, la capitale du Timor-Oriental, desion des droits de Phomme de PONU, rappelle qu'en ce pays occupé une voix catholique con de dénoncer avec courage les abns auxquels se livrent les troupes indonésiennes contre les civils et les guérilleros d'un mouvement anné décapité et plongé dans l'oubli.

Plus à l'est des îles de la Sonde. une autre lle coupée en deux vit des jours difficiles : la Paponasie - Nouvelle-Guinée - immense territoire dont la partie occidentale, l'hrian Jaya Indonésienne, est mal contrôlée par Djakarta, qui en réprime régulièrement l'irrédentisme tribal - est en train de sombrer dans une inquiétante instabilité. Le recrutement de mercenaires étrangers auprès d'une officine sud-africaine par le premier ministre papon, qui entend mater une insurrection séparatiste sur l'île de Bougainville.

poussière dans le Pacifique sud, a provoqué une vive réaction de Parmée et de l'opposition parlementaire. Cette dernière vient d'obtenir la démission du chef du gouvernement.

On aurait tort de prendre à la légère ces tensions lointaines. Sur la igne de fracture géo-stratégique entre continent asiatique et Australie, les indépendantismes oubliés du Timor oriental ou de Bougainville symbolisent - à des degrés divers tant le drame timorais est autrement tragique que le sort des insurgés de Bongainville un refus des « pacifications » assimilatrices, une résistance à l'uniformisation, une défense de cette extrême diversité qui a fait la grandeur des civilisations océa-

Selliende en édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : lean-blante Color Directoire : Jean-Blade Colombani : Dominique Alduy, directeur pla Noël-Jean Bengerous, directeur général adjoint

Directeurs de la rédaction : Estwy Pienel
Directeurs adjoints de la rédaction : lean-Yves Lhomean, Robert Solé
lédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Brumo de Cantes, Pienre Georges
ument Geolbemant, Erik Ernelewicz, Michel Rabnan, Bertrand Le Gende
Directeur artisation : Dominique Royante Rédacteur en chef technique : Erie Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment Addineur : Thomas Ferenczi

ceeur enéomif : Eric Pialloux ; directeur délépné : Aone Chausvebourg la direction ; Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Ven

Consell de surveillance : Alein Minc, président : Gérard Courrois, vice-président Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fouset (1969-1962), André Laurens (1962-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lescauroe (1991-199

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : ceur aus à compter du 10 détembre 1994.
Capital social : 955 100 F. Actionnaires : Société civile » Les rédacteurs du Manasociation Hubert Beuve-Méty, Société anonyme des lecteurs du Mon
Le Monde Europrises, Le Monde Investiseurs,
Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde Un sacrifice nécessaire

L'ACCORD hollando-indonésien de Linngadjati vient d'être sìgné à Batavia. Cet accord, paraphé sous forme de projet le 15 novembre dernier, stipple la reconnaissance par La Haye de l'autorité da gouvernement indonésien sur Java, Madoera et Sumatra, la constitution d'un « Etat démocratique souverain », qui prendra le nom d'Etats-Unis d'Indonésie, ainsi que l'établissement d'une « Union hollando-indonésienne » comprenant les Pays-Bas, Surinam et Curação, d'une part, et, d'autre part, les Etats-Unis d'Indonésie.

La gravité des concessions consenties par les Hollandais avait valu à ce projet de multiples cuitiques aux Pays-Bas. Que l'émotion provoquée par la signature de l'accord ait été profonde, voisine même de la consternation dans certains milieux, cela est assez

compréhensible. Il s'agit, en effet, pour les Hollandais, d'un acte historique. C'est la fin d'une ère de prospérité, brutalement interrompue par la dernière guerre mondiale et dont les Pays-Bas comme l'Indonésie avaient recueilli les fruits, et le début d'une ère nouvelle d'où dépendra l'avenir de ces pays si différents.

Un baume sur la plaie, c'est qu'à l'exception des éléments extrémistes, et malgré le réveil général du nationalisme, les populations indonésiennes sont animées de bons sentiments envers les Hollandais. Il n'est pas question de haine envers eux. L'accueil chaleureux réservé aux troupes néerlandaises, qui viennent partout en sauveurs, en est bien la meilleure preuve.

> L. J. de G. (27 mors 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

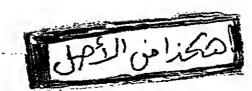
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-RDM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33 Le Mande sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



5° arrondt **CENSIER 3 P., 59 M²**

4° ét., ascenseur (voté payé), pierre de t. – 01-43-36-17-36 PANTHEON DUPLEX 90 m², 3 p., 34/4 étage, asc pierre de L - 01-43-36-17-36

CCEUR VIEUX PARIS ion. XVII^a, channe, living chembre, calme, 1 500 000 F. S. KAYSER 01-43-26-43-43 Bertholiet 3/4 p., 92 m²,

récent 1° et., belc. 1 900 000 F. PART. 01-43-31-80-66

6° arrondt CHERCHE-MIDI, calme, 4 PIÈCES s/cour fleurie. 2 850 000 F - parking possil S. KAYSER 01-43-26-43-43

Montparnasse, p. de t., 2/3 p. 75 m², cheuf. Ind. gaz. Char soleil, 4º ét. 01-43-35-18-36. 7° arrondt

ECOLE MILITAIRE BEAU 2P. 50 m². 4º et., dole expos., class 1 190 000 F - 01-42-66-36-53 **RUE DE BOURGOGNE**

Direct Sté propriétai 145 m2 + balcon 9 m2. dans imm. pierre de L. erement rénové grand standing park. possible en s.-sol 5 000 000 F 01-45-38-45-68/01-47-59-94-68 · UN APPARTEMENT À PARIS ·

vous propose : B' GUENEGAUD magnifique duplex, 100 m², plein ciel, poutres, cheminee 7. R. DE BOURGOGNE Beau 2 P., 50 m2 8º ÉTOILE, 85 m², beau 2/3 P. 4 asc. 2 200 000 F TEL: 01-44-18-06-00

8° arrondt

LISBONNE, 5 P. 126 m², pleme de t., standing bon plan. T.: 01-43-69-14-05. RUE BEALLION, 320 m² exc. plan + 30 m² service parking prof. lib. possible 5 800 000 F. 01-43-59-12-96 9º arrondt

Nouvelle Athènes caractère, verdure, 2 salons, 3 ch. de b. hauteur sous platond. 01-42-85-05-55

12° arrondt 12º SUA COULÉE VERTE 3/4 P. de caractère en angle 2º, asc., balc., p. de table

parfail état, 97 m² 2.450,000 F. Tél.: 01-43-40-48-96 13° arrondt

BIEN ORIGINAL 3 p. + possib. duplex 20 m2 + combles - 01-43-36-17-36 Melson/bohème, 80 m²

Mª Meison Blanche

bon état. 01-45-08-56-68

14 arrondt VAVINOBSERVATOIRE 3 P. 1 100 000 F. SOLEIL 01-43-20-32-71

Montpamassa, gd stand. 5 p. 111 mf (3 ou 4 ch.), 2 bs. pst. terr., park. Urgt 01-43-35-18-36.

15° arrondt SEGUR-MIOLLIS been 5 P., loggia, terrasse

3 ch., verdure, park.

3 300 000 F 01-45-67-65-73 Mª Dupleix, p. de t., asc. 4º ét., 3 p.-cuis., bs WC sép., 51 m², charme. Urgt 01-43-35-18-36.

16° arrondt

PARTENA Elysée

RANELAGH GD STANDING BEAU 5 P. CARACTÈRE Gd balcon, superba p.-de-t. 3 300 000 F - 01-42-66-36-53 ASSOMPTION, 5 P. 95 m², Duplex, dem. ét., asc., bon état. T.: 01-43-59-14-05.

17° arrondt TERNES BEAU 3 P., 60 MP 4º, asc., P.-de-t., rue et jard. 1 390 000 F - 01-42-66-36-53

VENTES

PARIS 17" studio partait état sdb, clair et calme 650 000 F 01-47-45-55-53

18 arrondt LAMARCK CARPEAUX, 3 P. 4º étage, asc., pierre de L 1 050 000 F AMI : 01-42-57-37-37

20° arrondt 20° LOFT ATYPIQUE 245 m², sėj. 100 m², vernière: hauteur, 4 chb. Parfait état

> 91 **ESSONNE**

3 600 000 F. IP. 01-48-83-32-88

Morsang-sur-Orge. Essanne Appertement proche parc, 6" étaga, 82 m², RER C à 10 mn merces à proximit Tel.: 01-69-51-30-77

92 HAUTS-DE-SEINE

ISSY LES 3 MOULINS Beau 5 P., 95 m², 2 loggias Imm. stand. Vue dégagée Park. 1 380 000 F -01-47-27-84-24

Pont de Neuffy 2/3 P., 5 asc., cheminée edb, clair, cave 1 200 000 F 01-47-45-55-53

BOULOGNE, vue Seine

et Pont St-Cloud studio 31 m², 11º ét. 530 000 F 3 P 75 m², balc., 5° ét. cave. park, Inclus 1 350 000 F GERER 01-42-65-03-03

ÉTRANGER Par prop., 5" ave x 82, rue. 5º étage, 2 apts combinés ou vandus sep., site except. face Musés Metropol 88 m², 1 ch, fiv., FEU OUV \$425 K, CHAR \$929, 55 m² STUDIO \$ 150K

CHAR \$598

Fax: 1-212-872-3274

ATTN. K. ANDERSON

MAISONS

S.F. D'ARZ Gotte du Morbinan Maison 91 m² sur 650 m² S.-de-bs, salon, chem., 3 ch., cuis. équip., 2 s.-de-bs, gar. Prix: 1250 000 F Tél.: 02-97-44-30-84.

PARIS 11º Superbe maison artiste Balle HSP, 2 patios + errassa 780 m². Px justifié HILDE, 01-40-51-78-00.

ST-GERMAIN-EN-LAYE (78) Maison de ville, 80 m² Orientation sud. r.-de-ch. szion, séjour, cuis. équip. 1" étage 2 chores, s.-de-hs. piacards, WC separe, s/sol amenagé. Px: 1150 000 F. T.: 01-39-76-40-70 ap. 20 h.

> FERMETTE 100 km Parts (28)

1 heure per autoroute 220 m² sur jardin 3 200 m² 700 000 F. T. 01-47-45-72-46. PROPRIETE

Belle propriété à 17 km de Nevers (Nièvre) sur anviron 9 000 m² de terrain. Surf, habitable 200 m2, comprenent:

- Au rez-de-lard. : 4 oces.

salie d'eau-WC, vestibule.

dégagement. Chaufferle. Dépendances. Au rez-de-chaussée : entrée, cuis., séj., 2 chbres, salle de bains WC, salon avec cheminée

Grenier, cave. lardin, verger, 2 garag BON ETAT. Px: 822 000 F CC. A débattre TEL: 03-86-57-96-54

VILLA HAUTS DE TOULON

Villa 115 m² habitables su grand garage et pièce d'été aménageable, Terrasse, Plein sud, vue imprenable sur ville et rade. Terrain 1 780 mf. Proxim. is commerces et services. Px: 1800 000 F. Agence de l'Avenir

Fax: 04-04-09-49-48.

MILAN - ITALY

PRIME LOCATION C.B.D. **HIGH STANDING**

SELLS

OFFICES

600 sqm.

and 100 sqm. boxes

COMPLETE EFFICIENCY Immobiliare Metanopoli spa

Group GESVI/COMM

20097 S. DONATO MILSE MI ITALY FAX. + 39 - 2 - 5207612

OFFRES

Mª DUPLETX Stud. 30 m², balc. expo sud, 3" asc., cuts. et s.-de-bs séparées. 3 450 F ch. et chauff, compris. 01-39-64-24-81 de 14 h à 17 h.

GAMBETTA petit 2 p., 2º étage, clair 3 fenètres, tout confort, proximité métre et commerce, 3 200 F CC, libre Immédiatement. Tel : 01-40-33-11-07.

Place des Victoires (près), imm. 18°, 50 m², 3,80 s/plaf. 4 fenètres, poutres, mezzan. équipé, interphone, caméra. 6 000 F C.C. 01-45-48-89-02

12°, près Deumeanil, 2 p., 43 m², récent, parking. 4 020 + ct. 01-43-61-88-36 15°, Me Commerce, been

01-42-86-38-53 20°, studette, 10 m², 7° ét., asc., chauff, coli., douche, balcon, cietr, calme. 1 600 F/mots + ch.

78, Ch.-Elysées, 75008 Paris. Rech, urgent, beaux appts; évaluation gratuite s/demende

J. GALA IMMOBILIER ch. pr client, sérieuse en attente rife, stand, ou bal and, 4º Marals, Pive a, ou bon 9º du 3 mu 8 p. de 50 à 200 m² prix du marché. Tél. :

01-43-35-18-36 même soir.

MAISON

SERGE KAYSER RECHERCHE MAISON RIVE GAUCHE Tel.: 01-43-26-43-43.

LOCATIONS MEUBLÉS

PLACE DES VOSGES (près) imm. classé - beau studio vue sur cour pavée et arborée cuis équipee, s. bains 5 670 F ch. comp. 01-45-89-92-52

MEUBLÉ PUTEAUX (face bois) Vue impr., excep. 54 m2, nf, 2 p., s.-de-bs, cuis. équip., lave-vaiss, et linge, krim, et déc. stand. Part. 6 900 F CC.

3 p., balcon, 4, asc., rue et jard. 6 500 F h. ch.

03-21-33-74-44 ap. 21 h.

ACHATS

APPARTEMENTS CABINET KESSLER

01-53-77-67-09

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS paiement comptant chez notaire, 48-73-48-07

Tel.: 01-42-22-98-70. Tél.: 01-47-74-88-44.

BLICUX BRILLANTS Le plus formidable choix. « Cue des affaires exceptionnelles ! » Tous

bijoux or, toutes pierres precieuses, Mances, bagues, argenterie. ACHAT - ÉCHANGE BUOUX PERRONO OPERA

Angle boulevard des Italiens 4, rue Cheussée-d'Antin Magasin à l'Etolle 87, avenue Victor-Hugo.

DEMANDE

01-42-83-46-46.

DEMANDES INTER PROJETS rech. s/Paris-Est volumes atypiques à louer ou à vendre

MASTER GROUP

47, rue Vaneau, 75007 Paris recherche appartements vides ou meublés Toutes surfaces pour cadres benques et grandes sociétés.

COURS

une méthode exclusive

Spécialistes du débutant

au chinois des affaires

CHINA LANGUE EXPRESS

01-42-23-12-53

CHINE ACADEMIE

pour les perticuliers

01-53-28-12-05

D

BIJOUX

Autre grand choix. DE PARTICULIER

Recherche descendance de M. Jules Gaffiot, dit Belval, chanteur à l'Opéra de Paris. XIXº, pour mêmoire de maîtrise, Urgent. Contacter le 01-42-22-46-77.

Recognisandée par le combé FRANCE-CHINE du CNPF SERVICE

14:32 ----

. . .

- " . . .

2.5

......

.50

. . .

1000 0

200

12.15 1777 4.0 12.14 The state of the s 2. ... 12

 $\sigma_{2n} \ .$

 $\delta \omega_{2m_{s}}$

100

Carry - 1 1

SEE STATE OF THE PERSON NAMED IN

27 ... 127

22

No.

S. 76

Јеипе décorateur propose conseils en décoprestation à coût réduit. Tél.: 01-40-33-11-07.

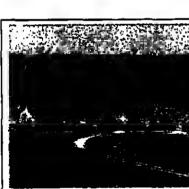
ENSEIGNEMENT



Séminaires d'été 1997 sions de 4 jours dans la Drome Provençais INFO + DOC 04 91 48 88 58 Institut de Tallii Chulin

18 rue d'Italie 13006 - Marseille

CARACTÈRE



BORDEAUX Entre Bordeaux et Saint-Emilion A 1/2 heure de l'aéroport, splendide propriété vationnée de 35 ha cidturée SITUATION PRIVILEGIEE très calme. MAGNIFIQUE DEMEURE 500 m² plus dépendances.

QUALITES RARES.

TEL 05 56 72 49 50 et 05 56 72 42 45 Fax 05 56 72 49 41



EN PROVENCE

Exclusivité Belle propriété de stanting, S.H. 400 m², dépoes 150 m², aéj/chem., salle à mangez, salon billard, salon, burean, cuis., 6 chbs. 3 bains, cuis. d'été, parage, atelier, cave, terrain 2 ha avec parc, piscine, verger, four à pain. TRÈS BELLES PRESTATIONS.

Réf: 1094 - Prix: 3 250 000 Francs Demande: noore journal d'affaires - Gramit SARRO IMMOBILIER 12. cours Tanlignan - 84110 Valson-la Tel. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62



LE VÉSINET Quartier calme et résidentiel de maison entièrement construite en rez-dohansabe. Séjour 35 m² sur terrasse, 3 chambres

AGENCE DE LA TERRASSE 45. houlevari Carnot, 78118 Le Vésines

T&. 01 30 15 67 90 - Pex 01 34 80 19 59

2 bains. Total configur. Corago BEAU JARDIN DE 1 200 Mª Ref : D 2351 - Prix : 2 800 000 frances

PROVENCE

ENR. PRÉSIG, STAIS. VUE PANORAMIQUE / IDEAL CHBS D'HÔTES TB AFFAIRE / NOMBREUSES POSSIBILITES Ref.: 998 - Prix: 3 800 000 Frances Demandez, notre journal d'affaires - Gratia



LIMITE GARD / ARDÈCHE T.B. Mas pientes de XVP S, sest., avec cons int., S.H. 1 000 m², dép., sulle vomée 70 m², salen, séj, 11 chts, 11 seb, S. de jeux 90 m², terrains 100 ha, piscine, terrasse, hangar,

SARRO IMMOBILIER 12, cours Taulignam - 54116 Valson-la-Rossati TH. 04 90 28 82 83 · Fax 04 90 36 23 62



NIÈVRE- MORVAN SUD Proximité St-Honoré-les-Bains aparbe propriété de campagne sur I ha, dans parc essiné, maison de 150 m² sur 2 niveaux, 2 salles de bains, chauffage central fuel, grange, toiture e, très bon écat, libre à la vente. PANORAMA EXCEPTIONNEL

prix: 1 600 000 frames CABINET B. CARTALLIER 9, place de l'Obélique 71100 Chalon-sur-Sado



EN PROVENCE

exclusivité Mas en pierres rest, SH 400 m2, dép. 300 m², séjou 40 m², salon 40 m², salon/chem. 80 m², biblio 45 m², cois., 4 chibs, scic, 2 sch, smolio indép., 50 m², greniers, terrain 6 500 m², cour ing. Piscine 15 x 7 m, PARSES. YUE DEGACEE. TR. AFEAIRE Ref: 1003 - Prix: 2 950 000 francs

Demundez notre journal d'affaires - Gratuit SARRO IMMOBILIER 12, cours Taulignan - \$4110 Valson-la-Re Tel. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62 Nos bureaux : Valréas (84) - Grignan (26)

Teléphone 03 85 48 44 28 RETROUVEZ LA RUBRIQUE **IMMOBILIERE** "PRESTIGE ET CARACTÈRE"

> LE MERCREDI 2 AVRIL 1997 (daté jeudi 3)

01 44 43 76 26



R&f: D 2385 Prix: 3 500 000 francs AGENCE DE LA TERRASSE

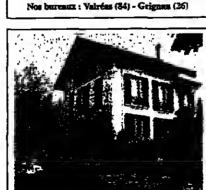
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésines

Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59

Dans cet hôtel particulier du milieu du XIX siècle,

superbe appartement de caractère en duples (boiseries, bas reliefs) d'une surface habitable de

près de 400 m², jardin privé en terrosse de 800 m²



LE PERREUX/MARNE (94) Très belle proptiété sur 1 200 m² de terrain arboré, 270 m² habitables + sous-sol total, garage véhicules. Séjour 50 m², 6 chambres, 3 bains.

Parfait étal.

Prix élevé justifié.

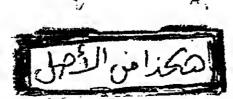
PROVINI Commercialist Telephone 01 46 28 33 07



FAUBOURG ST-HONORÉ PARIS'8 Bel immeuble haussmannien 5 pièces, 5è étage, balcon soleil, living, 3/4 chambres, rénové.

Prix: 3 750 000 francs

COMADIM TEL 61 49 18 24 59 GROUPE SHP 01 06 07 46 83 26



RENSEIGNEMENTS

ELECTION SUS

VALE BYE

WATER TRA

. F. C. W.

101 1 200 P

Trade of FEB.

PARLE

CHINOK

THE PROPERTY.

STATE LE

THE RES

A Comment

· E US

... r. xtx

MCTHREE ALS

COMES AND LAND

.. 11. y.

i version i ett g

4.27

LOCATIONS

Performance of the Page

the marker of the

4 At A. S.

The Article States of the Con-

また 文 (株) Maria (tar o tar) ## # 10 to 1

We agent has been a

BLIOUX BRILLANTS

A Then I am need the last

排 成本一致:

#**

AN ARCHAEL SAME AND THE

Miles Care Talenter angering a

Martin Landing Water

PERROND OPERA

WE THERE IS NOT THE REAL PROPERTY.

A THE WARRANCE TOWN

17 **அமை** செய்யும்

DE PARTICIPAL

The transport for the first transport

質の調整を持ち か 気 ま

Complete a " Bone de Care

1.5 a to report by the

Salitina introdució displaca de

Seminaires d'été 1997

STANDARD SHE MAN AND AND

"A rest of Range - LICH Playming

建氯酚 建三烷二苯酚 法统计证明证据

Street Francisco Francis

to and the second section of

INFO + DOC 64 91 48 88

the a person time and triene from

1 5 2

- 6 7

4

prints at

Jan an elleren

W. ... BENERALE BENEVALE laissé inchangé à 5 % son taux d'escompte. • IL S'AGIT du premier resser-rement de la politique monétaire américaine depuis février 1995. • LE COMITÉ de politique monétaire a déci-

dé de resserrer « légérement » les conditions du crédit, en raison de « la vigueur persistante de la demande », qui accroît progressivement les risques de voir se développer des déséqui-

libres inflationnistes, qui pourraient mettre en danger l'expansion économique, a expliqué la Fed. APRÈS une réaction initiale favorable, les marchés financiers, qui attendaient une telle

décision, se sont ensuite rapidement orientes à la baisse. Wall Street a perdu mardi 0,42 %. • LA BOURSE de Paris a entamé la séance du mercredi 26 mars sur une note stable.

La Réserve fédérale américaine relève son taux interbancaire de 0,25 %

Il s'agit du premier resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis depuis février 1995. Cette décision signale un changement de perception de la conjoncture et une certaine crainte de l'inflation à la suite de six années de croissance ininterrompue

WASHINGTON

de notre correspondant La décision de la Réserve fédérale (Fed) de relever son taux interbancaire de 0,25 % n'a surpris personne, tant elle était attendue. Elle n'en préoccupe pas moins Wall Street: aussi modérée soitelle, cette hausse du loyer de l'argent signale un changement de politique monétaire. Quoique

léger, un tel coup de frein à l'activité économique pourrait annoncer d'autres actions similaires risquant, au bout du compte, de faire dérailler la croissance. La Fed a augmenté, de 5,25 % à 5,50 %, le taux d'intérêt pratiqué dans les transactions entre banques, tout en laissant inchangé (à 5 %) le taux d'escompte, lequel est appliqué lorsqu'elle prête

elle-même de l'argent. Les banques commerciales unt immédiatement répercuté cette hausse, faisant passer leur taux d'intérêt de 8,25 % à 8,50 %. Ce tour de vis s'applique à son tour aux particuliers et aux entreprises, sous la forme d'une augmentation des taux pratiqués sur les cartes de crédit, le crédit automohile, les remboursements d'emprunt pour le logement, ainsi que le taux du loyer de l'argent em-

prunté par les entreprises. RETOMBÉES PSYCHOLOGIQUES Les effets pratiques de cette décision semblent benins: le ren-

chérissement du crédit représente, par exemple, une dépense supplémentaire de 17 dollars (environ 93 francs) par mols pour un particulier ayant emprunté 100 000 dollars (550 000 francs) sur 30 ans, à 8 %.

Sur le plan national, le résultat

RBE

en MF

en MF

4 Moff: +9.8%

PART DU GROUPE

847 MF: + 35,6%

Evolution du résultat net consolidé

(part du groupe)

Evolution du résultat ordinaire

avant impôt et FRBG

1773

HESTETAT NET

attendu est d'nidre psychningique, une augmentation du Inyer de l'argent étant supposée freiner la consommation. La Réserve fédérale a justifié ce renversement de politique - il s'agit de la première hausse des taux d'intérêt depuis février 1995 - en expliquant que « la vigueur persistante de la demande accroît le risque de pressions inflationnistes », celles-ci ne pouvant à terme que remettre en cause la croissance de l'économie américaine qui se poursuit

depuis six ans. Les marchés financiers ont été d'autant moins surpris qu'Alan Greenspan, le président de la Fed. n'a cessé de lancer des avertissements déguisés ces derniers mois. La combinaison d'une forte croissance, d'un faible chômage et de prix stabilisés est « presque sans précédent », avait-il souligné, rappelant que le devoir de la Réserve fédérale est d'agir « rapidement, si

possible de façon préventive », afin d'empêcher toute reprise de l'inflation. C'est ce scénario qui vient de se dérouler. La hausse des prix reste en effet très faible: elle a été de 0,3 % en février pour les biens et services. En rythme annuel, elle ne dépasse pas 2,5 % à

Mais le raisonnement de la Fed est autre : la croissance du produit intérieur brut (PIB), contrairement à la plupart des prévisions, ne se raientit pas de façon significative : elle devrait atteindre 3 % au cours du premier trimestre de cette année (contre 3,9 % en

POLÈMIQUE

Parallèlement, le marché du travail ne muntre aucun signe de faiblesse, et la demande des consummateurs reste soutenue. Or la Fed estime que les stocks des entreprises sont maintenant

RÉSULTATS ANNUELS 1996

Union Européenne de CIC

insuffisants pour répondre à la demande, et elle perçoit une régression du sentiment d'insécurité économique qui dissuadait jusque-là les Américains de revendiquer des hausses salariales. Le calcul de la Réserve fédérale est que cet âge d'or va inévitablemeot prendre fin, et qu'il convient de prendre des mesures préventives relativement indulores. Ce n'est pas le sentiment de certains

milieux politiques et industriels. La chambre de cummerce a estimé que la Fed avait préféré écouter les « maisons de courtage de Wall Street . piutôt que « l'homme de lo rue », et plusieurs sénateurs, en particulier démocrates, ont estimé, comme Paul Sarbanes (Maryland), qu'il s'agissait d'une « froppe préventive contre la croissance et les em-

Laurent Zecchini

Les marchés ont accueilli avec calme la hausse du loyer de l'argent

LES MARCHES financiers ont tion ». Ils emprontaient à 3 % des réagi calmement à la décision, il est vrai largement anticipée, de la Réserve fédérale américaine (Fed) de relever, mardi 25 mars, d'un quart

ANALYSE.

Les investisseurs avaient largement anticipé le mouvement

de point le niveau de ses fonds fédéraux. Wall Street a terminé la séance en légère baisse (-0,42 %). Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'est modérément tendu à 6,97 % (6,92% lundi) tandis que le dollar demeurait stable, à 1,69 mark, 5,70 francs et 124,10 yens. Au-delà de cette neutralité immédiate, le resserranera monétaire, américain risque-t-Il d'avoir des conséquences importantes sur l'évolution des cours des devises, des actions et des obligations?

Les opérateurs resteur traumatisés par le précédeut épisode de hausse des taux de la Fed. Entamé en février 1994, celui-ci avait provoqué un krach sans précédent sur les marchés obligataires mondiaux. Dans les dix mois qui avaient suivi la première hausse des fonds fédéraux, le taux de l'emprunt d'Etat français à dis ans était remonté de 5,60 % à 8,40 %, ce qui avait correspondu à une dépréciation de plus de 20 % de la valeur des titres.

La plupart des analystes se veulent optimistes et ils ne croient pas que l'histoire se répétera. En premier lieu parce qu'ils n'envisagent pas un resserrement monétaire d'aussi grande ampleur qu'il y a trois ans. A l'époque, le taux des fonds fédéraux avait doublé, passant de 3 % à 6 %, en moins de douze mois, à la suite de sept relèvements successifs. Un tel scénario n'est pas envisagé cette fois. La frappe devrait rester limitée. D'une part, la politique monétaire américaine apparaît aujourd'hui relativement restrictive.

DÉPHASAGE DES ÉCONOMIES

A 5,50 %, le niveau des fonds fédéraux se situe près de 3 % au-dessus du rythme d'inflation intérieur mesuré par le défiateur du produit intérieur brut – alors qu'il se situe, sur longue période, à 2 %. L'écart est encore plus important si l'on tient compte du fait que les indices officiels surévaluent, d'environ 1%, la hausse réelle des prix. De plus, l'économie américaine, après six années de croissance soutenue, devrait voir spontanément son rythme d'expansion ralentir progressivement, ce qui limite les risques d'emballement inflationniste. Selon les anticipations des opérateurs de marché, reflétées par les cours des contrats à terme sur l'eurodollar, les taux à trois mois se situeraient à 6,45 % à la fin de l'année aux Etats-Unis, soit une hausse modeste de 0,7 % par rapport à leurs niveaux ac-

L'autre élément rassurant tient au fait que les banques et les fonds d'investissement américains n'ont pas, comme en 1994, procédé à des achats massifs d'emprunts d'Etat. A l'époque, ils avaient profité des conditions de financement avantagenses pour faire ce que les spécialistes appellent de « la transformaliquidités qu'ils ntilisaient pour acheter des obligations offrant une rémunération de 7 %. Mais aujourd'hui, les établissements financiers américains ne regorgent pas de titres émis par le Trésor. Ce sont les investisseurs non résidents, et notamment les banques centrales étrangères, qui les ont acquis (200 milliards de dollars d'achats nets en 1996). Cette structure de détention rend en théorie le marché obligataire américain moins sensible aux décisions de la Fed.

Les obligations européennes, qui avaient subi de plein fouet le resserrement monétaire américain de 1994, se retrouvent par conséquent relativement à l'abri. Elles sont également protégées par le déphasage des économies de part et d'autre de l'Atlantique (fin de cycle aux Etats-Unis, reprise en Europe). Ce décalage a d'ailleurs permis, tout au long de l'année 1996, aux deux marchés de se déconnecter. Le rendement de l'emprunt américain à dix ans, qui était inférieur de 1% au taux allemand de même échéance début 1996, hi est désormais supérieur de 1%. La décision de la Fed pourrait être de nature à accroître encore cet écart, les économistes ne prévoyant pas de resserrement monétaire de la Bundesbank dans un avenir proche.

D'autres experts se moutreut toutefois moins optimistes et estiment que la bausse des taux de la Fed aura tôt ou tard des effets déstabilisateurs sur l'ensemble des places financières. Ils ne croient d'abord guère à la théorie selon laquelle le petit geste de la banque centrale américaine sera de nature à apaiser durablement les craintes inflationnistes des investisseurs et donc à profiter aux marchés obligataires. Au contraire, cette décision démontre que l'inflation n'est pas définitivement morte alors que nombre d'opérateurs s'étaient accoutumés à l'idée de sa disparition. Les marchés risquent désonnais d'être obnubilés par la date de la prochaine hausse

des taux de la Fed.

INQUIÉTUDES AU JAPON

De surcroît, la Banque du Japon, qui ne peut se permettre de voir le yen s'affaiblir davantage sous peine d'accentuer la faiblesse de la Bourse de Tokyo et d'aggraver les difficultés des banques nippones, pourrait, dans le sillage de la Fed, procéder rapidement elle aussi à un resserrement de sa politique monétaire. L'escompte japonais est fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995. Cette politique d'argent quasi gratuit a permis une ascension impressionnante des cours des obligations (les rendements à dix ans se situent à 2,45 % à Tokyn), et ce malgré l'ampleur de la dette publique japonaise (90 % du produit intérieur brut). Le marché obligataire nippon n'est donc pas à l'abri d'un krach. Plus inquiétant encore, les liquidités offertes par l'institut d'émission nippon ne sont pas restées cantonnées dans l'archipel: elles ont inondé l'ensemble de la planète financière. La bonne santé des marchés d'actions et d'ubligations internationaux aurait bien du mal à résister à un resserrement monétaire quasi simultané dans deux des plus grandes puissances financières du monde.

Pierre-Antoine Delhommais

RÉSULTATS CONSOLIDES DU GROUPE CIC GROUPE-CIC Un dynamisme commercial confirmé

• Développement des encours de crédits (+5,1%) lie à l'augmentation des crédits à la consommation (+8,2%) et à l'habitat (+7,4%) des particuliers ainsi qu'à celle des crédits distribués aux professionnels et aux entreprises (+3%).

· Progression des dépôts (+5%), grâce à la sorte hausse de l'épargne à régime spécial (+22,7%).

· Augmentation des commissions (+9.8%), due notamment à la bonne orientation des commissions financières (+12,5%).

DES RÉSULTATS EN PROGRESSION RÉGULIÈRE ET SENSIBLE

• Housse du produit net bancoire à 17,1 MdF, solt +5,4%.

 Moîtrise des frais de fonctionnement à 15,1 MdF. soit +1.7%. • Progression sensible du résultat brut d'exploitation à 4 MdF, soit +9.8%.

 Nouvelle omélioration du toux de courerture des créances douteuses, qui passe à 62,7%.

• Dototion nette ou fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) de 401 MF, qui le porte à 1,7 MdF.

• Forte progression du résultat ordinaire avont impôt et FRBG à 1 775 MF, soit +54.9 %.

Augmentotion du résultat net consolidé, part du groupe, à 847 MF.

DES PERSPECTIVES CONFORMES AUX OBJECTIFS DU PLAN À MOYEN TERME

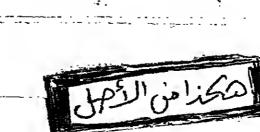
En 1996, le groupe CIC a continué à améliorer sa compétitivité et sa rentabilité. Pour la sixième année consécutive, fort de l'ancrage régional de son réseau et de l'eugagement de ses équipes sur le terrain, il a gagné des parts de marché. Parallèlement, il a poursuivi sa politique de modernisation du réseau, en concentrant ses efforts sur l'amélioration de l'offre commerciale, la modernisation des outils logistiques. l'allocation économique des fonds propres et l'optimisation des risques.

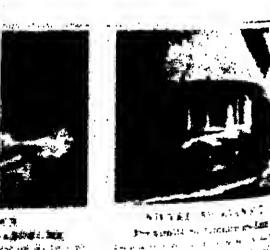
Cette année devrait enregistrer une nouvelle et sensible progression des résultats du groupe CIC. Elle devrait aussi marquer son retour au secteur privé, qui constitue une opportunité pour élargir encore des bases financières déjà solides et construire, avec un nouvel actionnarial, un projet de développement ambitieux pour le Groupe, dans le respect de la cobésion et de l'identité de son réseau de banques régiunales.

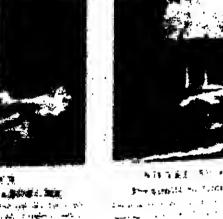
EN MF	1994	1995	1996	VARIATION 96/95
PNB Frais de fonctionnement	16 319 (12 885)	16 561 (12 896)	17 131 (13 109)	+3,4% +1,7%
RBE .	3 434	3 665	4 022	+9,8%
Dotations nettes our provisions	(2 473)	(2 520)	(2 249)	-10.7%
Résultat ordinaire ovant impôt & FRBG	961	1 145	1 773	+54,9%
Résultat net (part du groupe)	457	625	847	+35,6%

CIC Union Européenne de CIC COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE

Banque régie par fa loi du 24 janwier 1984 4. rue Gaillon 75107 Paris Cedex 02 - Tél. : 01 42 66 70 00







La fusion AXA-UAP contraint les assureurs à dévoiler leurs stratégies

Les concurrents du groupe de Claude Bébéar cherchent à nouer des alliances. Le GAN, en voie de privatisation, fait l'objet de toutes les convoitises.

La compagnie intéresserait à la fois les AGF, l'allemand Allianz, l'italien Generali et le néerlandais ING

TROIS MOIS après l'annonce de l'absorption de l'UAP par AXA, créant un groupe de 340 milliards de francs de chiffre d'affaires (le numéro deux mondial), l'onde de choc est telle que l'ensemble des entreprises se sont trouvées, malgré elles, contraintes de se positionner face à cette noovelle donne. Les unes en évaluant - ne serait-ce que pour les minimiserles conséquences sur leur propres activités de l'arrivée d'un acteur de cette taille. Les autres - y compris le « fauteur de troubles » luimême – pour faire des mises au point sur leurs intentions, dans un marché français désormais très convoité (Le Monde du 18 février). Il est vrai que de nombreux éléments ont contribué à brouiller la visibilité de ce qui pourrait être, demain, l'évolution du paysage français de l'assurance.

La première attaque a été dirigée contre les AGF. Privatisées il y a tout juste un an, la compagnie a servi de révélateur aux betailles sous-jacentes que se livrent les assureurs, nourries par l'appétence des banques d'affaires pour les alliances. Considéré par de nomtrop petit sur son marché, l'assureur a été l'objet d'une forte spéculation en Bourse, alimentée par des rumeurs d'OPA hostile de la

Pourquoi Allianz ? Pour deux raisons: d'une part, la compagnie allemande considère qu'elle e un problème de taille en France, comme l'a confirmé son président, Roberto Gavazzi. « Dans tous les pays, nous devrions être parmi les cinq premiers du secteur, ce qui n'est pas le cas, ni en France ni en Angleterre», a-t-il déclaré le 12 mars en présentant les comptes annuels d'Allianz France. D'autre part, en raison de l'arrivée du successeur de M. Gavazzi, Dominique Bazy, ancien de l'UAP et d'AXA, dont la mission logique semble être de re-médier à cet état de choses.

Allianz considère gu'elle a un problème de taille en France

Pourquoi les AGF? Parce qu'il s'agissait, en début d'année, de la seule compagnie d'assurances tible de répondre au besoin de croissance externe de l'assureur allemand. C'est en tout cas l'option qu'evait choisie la banque d'affaires Lazard. Il a suffi qu'officiellement M. Gavazzi affirme qu'« Alllanz ne mènera pas d'opération que dans un cadre national, à l'ins- ou telle compagnie, M. Jeancourt- nancer sa croissance externe. Les hostile en France » et démente tout « grignotage du capital des AGF » pour que le soufflé retombe.

Les données du problème ont unpeu changé avec la décision de l'Etat français de voler eu secours de l'assureur public, le GAN. Certes, les pouvoirs publics avalent déjà annoncé leur intention de privatiser cette société. Mais sa situation financière désastreuse, notamment en raison des énormes pertes immobilières de sa filiale UIC, ne la piaçait pas en position de trouver un acheteur. En donnant à son président, Didier Pfeiffer, son accord pour réorganiser le groupe et permettre d'isoler les risques immobiliers, d'une part, et en promettant 20 milliards de francs d'apports, d'autre part, Jean Arthuis, le ministre de l'économie, e ouvert la voie à tous les appétits.

Si les AGF estiment que la fusion AXA-UAP est sans conséquence sur ses pôles prioritaires - l'assurance-crédit, l'assurance-transport et la santé -, elles admettent en revanche qu'elle aggrave le problème de l'assurance-dommages en France et les oblige à accélérer leur renforcement dans cette activité. M. Jeancourt-Galignani, leur présideut, a deux convictions: la concentration entre assureurs est un mouvement mondial ; elle ne peut être économiquement efficace

tar de ce qui se passe en Angleterre - Prudential vient d'annoncer la reprise pour 25 milliards de francs de . Scottish Amicable -, en Scandinavie, en Allemagne ou aux Etats-Unis, où les fusions se multiplient. Les AGF out donc une alternative: se rapprocher d'Athena, filiale du groupe Worms dont elles sont actionnaires, son patron, Jean-Phi-

lippe Thierry ayant déclaré en dé-cembre qu'il réfléchissait à l'avenir de sa société. Ou se porter acquéreur du GAN dès que les conditions de sa privatisation seront connues. Tout eo affirmant que l'avenir stratégique des AGF ne se bornait pas à l'acquisition de telle

Galignani s'est officieusement mis sur les rangs. Il n'est pas le seul dans ce cas.

L'italien Generali, dont la structure en France est modeste, pourrait être intéressé par l'une ou l'autre des compagnies. AXA a clairement décliné tout appétit sur le Gan. En revanche, M. Bazy, d'Allianz, a estimé que le GAN « constitue clairement une opportunité qui se présente». Le groupe financier néerlandais ING a annoncé qu'il envisageait de nouer des alliances ou de faire des acquisitions eu Prance et en Allemagne. Le belgobatave Fortis vient de réaliser une augmentation de capital pour fi-

AXA gagne 3,8 milliards de francs, l'UAP en perd 6,4

Pour leur dernier exercice séparé, avant la fusion qui doit intervenir le 12 mai, les compagnies AXA et UAP ont enregistré des résultats 1996 – présentés le 26 mars par Claude Bébéar – aux situations radicalement opposées. AXA a affiché un résultat net part du groupe de 3,809 milliards de francs, en hausse de 39,5 %, pour un chiffre d'affaires en progression de 28 % à 167 milliards de francs. Si l'ensemble des métiers a comm une nette amélioration, un certain nombre de provisions techniques et d'amortissements ont pesé sur

L'UAP a vu pour sa part son chiffre d'affaires s'affaisser légère-ment à 164 milliards de francs en raison de la déconsolidation dans ses comptes de la compagnie de réassurance Scor. Son résultat con-rant s'inscrit à 1,139 miliard. Compte tenu de pertes exceptionnelles de 7,58 milliards, le résultat net part du groupe est en perte de 6,446 milliards de francs (contre un déficit de 2 milliards en 1995).

acquéreurs potentiels sortis du bois, restera une hypothèque de taille : le GAN hii-même. Non seulement auctine procédure n'a cucore été lancée pour sa mise sur le marché, mais la Commission de Bruxelles, sourcilleuse sur les aides d'Etat, a ouvert une enquête sur son plan de sauvetage. Dans une lettre adressée le 10 mars an ministre français des finances, le commissaire à la concurrence, Karel Van Miert, pose notamment une question embarrassante, mais qui lui évitera toutes les critiques : quel serait le coût net ventilé par types d'activité d'une liquidation de la compagnie d'assurances? Contrairement au dossier du Crédit lyonnais, où une telle évaluation n'a jamais été envisagée, et précisément pour cette raison, le gouvernement français va devoir se plier à l'exercice difficile de convaincre qu'une recapitalisation suivie d'une

La France fai

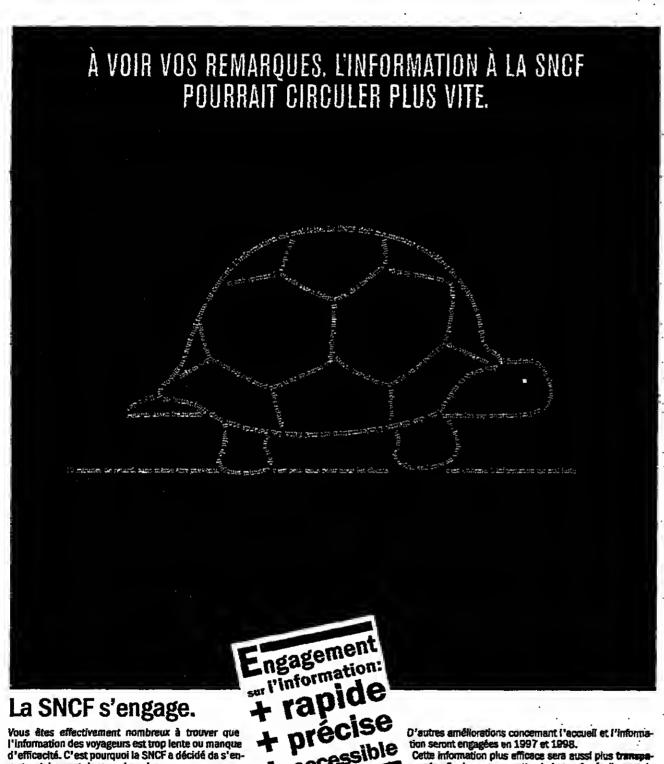
m gur un projet de b

La fusion AXA-UAP a permis de lever certains doutes sur les intentions de croissance externe des assurcurs européens. Mais nul ne sait encore à quelles rectifications de frontières elles donneront lieu dans

privatisation est financièrement

plus orthodoxe qu'une liquidation

Babette Stern



Yous êtes effectivement nombreux à trouver que l'information des voyageurs est trop lente ou manque d'efficacité. C'est pourquoi la SNCF a décidé da s'engager clairement dans ce domaine.

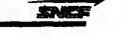
Pour que l'information en situation perturbée soit plus rapide, plus précise et plus accessible, la SNCF va mettre en place, au cours de l'ennée 1997, un nouveau serveur téléphonique vocal : Info Trafic SNCF qui vous permettra de connaître rapidement et facilement les perturbations du trafic. Pour votre information durant le voyage, une nouvella organisation se met en place : dès maintenant, les responsables de l'information vont se er en réseau pour intervenir plus rapidement et efficacement en cas da difficulté. Pour être encore plus réactif, une messagerte mettra en

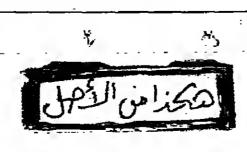
relation tous les services SNCF entre eux. A partir de l'été 1997, les équipes commerciales et techniques seront ellées par téléphone, pour vous informer plus rapidement de la situation. D'autres améliorations concernant l'acqueil et l'information seront engagées en 1997 et 1998. Cette information plus efficace sera aussi plus transpa-

+ accessible rents afin de vous permettre de juger plus facilement de nos progrès en matière de ponctualité : dès maintenant, le résultat sur le respect des beraires d'arrivée des trains de grandes lignes sont afficiés dans les gares. Et comme la ponctualité est un de vos soucis majeurs, la SNCF s'engage à ce que, sur l'ensemble du territoire, et en moyenne, 9 trains sur 10 arrivent à destination avec moias de 10 minutes de retard sur l'horaire normal. Quant aux trains en lle-de-France, 92 % sont déjà à l'heure. Ce chiffre sera porté à 93% en 1997, 94 % en 1998 et 95 % en 1999.

Ces améliorations, comme toutes celles auxquelles s'engage aujourd'hui la SNCF dans d'autres domaines comme la simplification des tarifs ou l'accueil, n'ont qu'un seni but : développer des services de qualité qui nous permettront, plus que jamais, de vous faire préférer le train.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN







est le deuxième du palmarès,

ler leurs stratégies act fait l'abjet de toutes es conche

expension to war and 聖司男子 小道子 よ は さいかっ 引起が続け、中国 ル・シート at figen auftrett and

FUAP en perd 6,4

the think is greater, were to

et saemug e ye ivis

Carriero dilli Acel inter-A RESERVED THE TRAINS ficial and a desire market of bridge the my part to freely At 1 th pages and challed men de france de l'en migier mittet die eine beit bill: SPACEMENTS : SINK BUT THE

min sufficient agive a distribution of the same TACAB TACAB 24 MARKET A LOVE · 克里里斯斯 大學之外 國際的 Constant was not provide the . wifff ar fer ses . ber

La France fait jeu à part sur un projet de blindé européen

LE GROUPE GIAT Industries, pesoin d'un véhicule de combat qui fabrique le char Leclerc, de d'infauterie armé d'une tourelle vrait signer, jeudi 27 mars, un accord selon lequel il coopérera, avec le groupe allemand Krauss Maffei (et sa filiale Wegman-MAK Reihnmetall) et avec le groupe bri-tannique GKN, à la cooception d'un véhicule blindé européen dans le cadre d'un appel d'offres trinational. Uo consortium concurrent pourrait voir le jour, avec le groupe allemand Thyssen, les entreprises britanniques Alvis et Vickers defence, et avec Panhard, la filiale « véhicules militaires » du constructeur automobile français PSA. La question de savoir à qui sera attribuée la responsabilité du projet ne sera vraisemblablement pas tranchée avant

fin 1997 ou début 1998. A ce jour, après dix-huit mois de discussions qui étaient apparues au départ consensuelles, les trois pays partenaires ne sont pas parvenus à s'entendre sur les caractéristiques et les performances du blindé, ni sur l'organisation industrielle conjointe censée gérer un

Sur les caractéristiques du matériel, d'abord. Les Allemands et les Britanniques, d'une certaine façon, souhaitent disposer d'un véhicule de commandement et d'un blindé destiné au transport de troupes, quand les Français estiment avoir

- W. T. S.

portant un canon de 25 millimètres pour accompagner leurs régiments de chars Leclerc. Ce différend n'a pas totalement disparu.

SITUATION COMPLIQUÉE

Sur l'organisation industrielle, ensuite. Le désir initial des Prançais que GIAT Industries soit membre des deux consortiums à la fois - le premier autour de Krauss Maffei et le second autour de Thysseo - a abooti au divorce constaté, depuis, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni qui, pour des raisons de confidentialité, ont écarté la perspective qu'un seul et même constructeur français gagne à tout coup. Face à l'entente angio-allemande, les Français ont di réviser leurs points de vue.

GIAT industries a donc choisi le camp du consortium animé par Krauss Maffei, et Panhard devrait rallier le consortium conduit par Thyssen.

Cependant, dans le même temps, la délégation générale pour l'armement en France n'a pas peu contribué à embrouiller une situation déjà fort compliquée, en lancant une autre consultation qui, à côté du programme tripartite auquel GIAT Industries et Panhard entendent répondre, ouvre la voie à la conception d'un blindé à cofit

réduit, susceptible - à raison de 5 millions de francs l'exemplaire de remplacer notamment les VAB (véhicules de l'avant blindés) et les VBL (véhicules blindés légers) dans un cadre national. Sur un tel programme, GIAT industries collaboreraft avec Renault Véhicules industriels (RVI). Une autre solution consisterait à acheter directement. quitte à obtenir de le coproduire sous licence, un véhicule de ce type auprès du groupe Fiat, qui fa-

brique le Ceotauro. Dans l'esprit des responsables français, il s'agit là d'une option nationale dans l'éventualité d'un échec du programme européen

L'existence de ce double appel d'offres (franco-germano-britannique et franco-français) et le jeu singulier des autorités françaises, face à leurs partenaires européens. risquent de ne pas faciliter la tâche de l'Organisation de la coopération conjointe en matière d'armement (Occar), l'ageoce européenne des armements que la France et l'Allemagne oot créée en décembre 1993 et que le Royaume-Uni et l'Italie ont rejointe à l'été 1996. En effet, il avait été convenu que l'Occar serait la structure qui aurait pour mission prioritaire de gérer le projet de blindé européen.

Elf-Atochem investit avec Nippon Shokubai dans la chimie fine aux Etats-Unis

ELF-ATOCHEM et Nippon Shokubai ont amooncé le 26 mars leur association pour construire une unité de production d'acide acryfique aux Etats-Unis. L'investissement est estimé à 200 millions de dollars (1,15 milliard de francs). Il sera financé en majorité par le chimiste français, car à cette usine d'une capacité de 120 000 tonnes par an s'ajoutera une unité d'acrylate de butyle, propriété exclusive d'Atochem, dont la capacité de production n'a cependant pas été révélée. Implanté sur le golfe du Mexique, ce site démarrera en deux temps, eo 1999 pour la production d'acrylate de butyle et fin 2000

pour l'acide acrylique.

« C'est une alliance strictement industrielle, naus restons concurrents dans la distribution. Chacun conserve son réseau commercial ». précise Prançois Périer, directeur général adjoint d'Elf Atochem, en commentant cet accord dans la chimie fine. « C'est un investissement très capitalistique, qui nous a amené à nous associer. » Les discussions oot été assez rapides -moins d'un an-, car les deux groupes travaillent ensemble depuis de nombreuses années.

A la fin des années 70, Atochem a été la première finne à adopter la technologie japonaise pour produire de l'acide acrylique, ce qu'elle fait à Carling, en Moselle. En

quinze ans, la capacité de produc-tion de cette plate-forme a quintuplé, passant de 70 000 à 240 000 tonnes. Depuis, la technique nippone est utilisée dans plus de la moitié des capacités mon-

Les deux groupes sont également associés dans la production d'anhydrides phtaliques (edditifs plastiques), Ato apportant le procédé et Shokubai, comme soo oom l'indique en japooais, le catalyseur. Plus récemment, les deux entreprises ont lancé au Japon un programme de recherche commun sur les dérivés soufrés.

COUCHES-CULOTTES

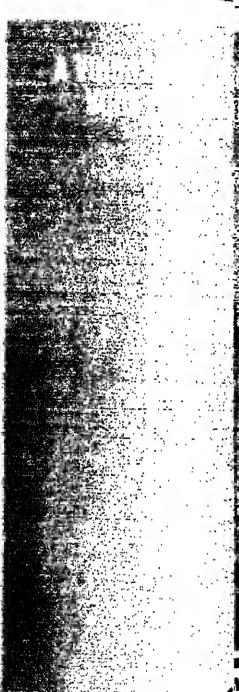
Le marché mondial de l'acide acrylique, estimé à 2 millions de tonnes par an, connaît depuis plusieurs années une forte croissance annuelle, dépassant les 10 %, ce qui incite les producteurs à augmenter leurs capacités. Deux produits tirent ce marché: les superabsorbants pour couches-culottes et produits d'hygiène, et les émulsions remplaçant les solvants pour la peinture à l'eau, le textile et le cuir.

Avec 525 000 tonnes par an et des unités en Allemagne, en Belgique et anx Etats-Unis, l'allemand BASF est le leader de ce marché. Il projette de construire une usine de 150 000 tonnes/an eo Malaisie. L'américaio Rohm and Haas

evec 380 000 tonnes, précédant Nippon Shokubai et Atochem. qui diposent chacun de capacités de 240 000 tonnes. La firme nippone participe à la construction d'une usine de 60 000 tonnes en Indonésie. Vient ensuite l'allemand Hoerbst-Celanese (230 000 tonnes), qui, implanté aux États-Unis et an Mexique, envisage avec l'américain Dow de créer une usine de 80 000 tonnes en Europe. Avec cette unité américaine de 120 000 tonnes, les deux partenaires contrôleront de 10 % à 15 % du marché américaln, où ils fourniront leurs clients. Nippon Shokubai y dispose d'une position importante dans les superabsorbants, et Elf Atochem est mieux placé sur les esters acryliques pour ses additifs

plastiques. Aux Frats-Unis, toutes activités confondues, le chimiste français réafise 2,2 milliards de doilars de chiffre d'affaires (12,5 milliards de francs), soit plus de 20 % de soo activité. Il envisage de s'y renforcer par croissance interne ou par acquisition. Au début de l'année (Le Monde du 27 février), son actionnaire, le pétrolier Elf Aquitaine, s'est engagé à soutenir financièrement, s'il le faut, les projets qui renforceront sa chimie de spécialités sur ce continent.

Dominique Gallois



Video and Control of the

Banks, Miles - Things on the state of the

mile fine Carrier Co.

The same of the same of the same

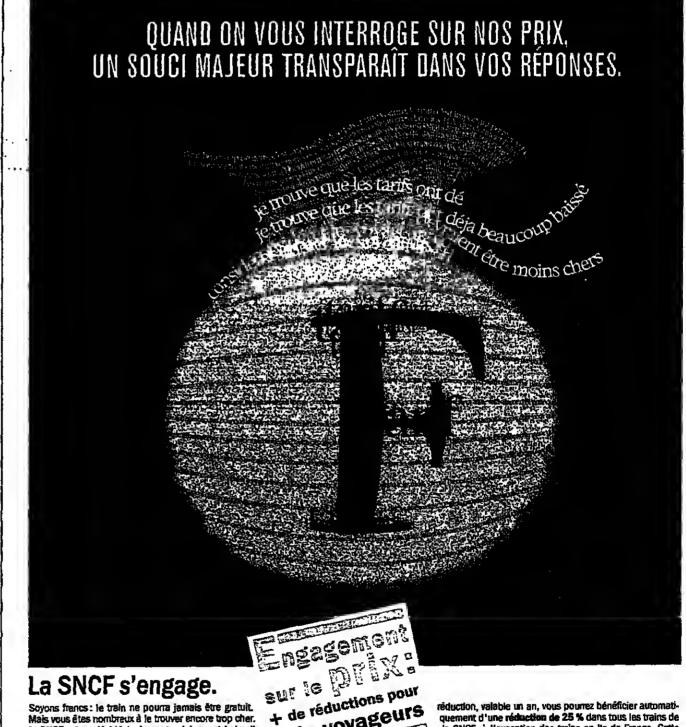
HÊTES, L'IMAGE QUE YOUS RRAIT ÊTRE AMÉLIORÉE. ca se passe plutot bien, en fah annel ment de vigilance seront progressivement posées sur les quals ; ervice pour les malentendants, un plus grand nambre de guichats

seront équipés de systèmes emplificateurs auditifs. Enfin, deux moyens d'information seront disponibles pour mieux connaître les équipemants et les services : un numéro

vert (08.00.15.47.53) et un "galda de voyageur à mobilité rédaits". Et comme eméliorer l'accueil, c'est aussi simplifier vos démerches, vous Journez, à partir de mai 97, recevoir gratellement à votre domicile votre billet commandé et payé par Mitaitel en composant le 3615, 3616 ou 3623 SNCF .1,29 F/mn). Depuis le 16 septembre 96, ce service est déjà disponible pour es billets achatés par télàphone au 08.36.35.35.35. (2,23 F/mn).

Suffin, depuis le premiar trimestra, vous pouvez payer avec votre carte descrire, tout billet "banlieue-lie-de-France" à partir de 15 F. les améliorations, comme toutes celles auxquelles s'engage aujourd'hui la SMCF dens d'autres domaines comme la simplification des tarifs et l'informeion, n'ont qu'on seul but ; développer des services de qualité qui nous remettront, plus que jamais, de vous faire préférer le train.

ÉRER LE TRAIN.



La SNCF s'engage.

Soyons trancs: le train ne pourra jamais être gratuit.
Mais vous êtes nombreux à le trouver encore trop cher.
La SNCFa donc décidé des engager dairement à simul.
fier ses tartie et à la constant de la tier ses tarifs et à en créer de nouveaux, plus attractifs pour un plus grand nombre de voyageurs : · de nouvelles réductions tarifaires auxquelles vous

aurez accès sans carte ni formalité. Premiers bénéficiaires : les jeunes et les personnes voyageant à deux. A partir de juin 1997 : - vous avez entre 12 et 25 ans, sur simple justification de votre âge, vous pourrez bénéficier d'une réduction de 25 % dans les trains de la SNCF, à l'exception des trains en lle-de-France, dans la limite des places disponibles

vous effectuez un voyage aller-retour à deux personnes. Que vous ayez un lien de parenté ou non, vous bénéficierez d'une réduction de 25 % sur le prix de base, dans la fimite des places disponibles pour ce tanf, dans les trains de la SNCF, à l'exception des trains en lie-de-France. A partir de juin 1997 : vous avez entre 12 et 25 ans, avec la nouvelle carte de jamais, de vous faire préférer le train.

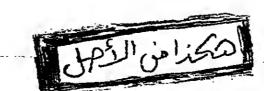
réduction, valable un an, vous pourrez bénéficier automatiquement d'une réduction de 25 % dans tous les trains de la SNCF, à l'exception des trains en lle-de-France. Cette réduction sera portée à 50 %, dans la limite des places disponibles pour ce tarif. Cette carte sera plus facile d'utilisa-

tion et plus evantageuse que la carte Carrissimo.

des tarifs TGV simplifiés - un niveau de moins. A partir de septembre 1997, vous bénéficierez d'une tarification harmonisée sur l'ensemble des lignes TGV : désormais, il n'y aura plus que 3 niveaux de prix au lieu de 4. Et pour rendre plus pratique les voyages avec les bambins, dès juin 1997, lorsque vous voyagerez avec un enfant de moins de 4 ans, il pourra disposer d'une place assise pour lui tout seul, pour un montant forfaitaire de 50 F par

voyage, quella que soit la distance de votre déplacement. Ces améliarations, comme toutes celles auxqualles s'angage aujourd'hui la SNCF dans d'autres domaines comme l'accuell et l'information, n'ont qu'un seul but : développer des services da qualité qui naus permettront, plus que

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.



La polémique rebondit sur la sécurité des Boeing 737

Selon la BBC, deux catastrophes auraient été dues à un défaut du gouvernail

reau américain pour la sécurité dans les transports (NTSB) attribue à un défaut de conception du gou-

catastrophes aériennes aux Etats-Unis en 1991 et vice-président américain Al Gore, Cette procédure 1994. Le constructeur doit procéder à la révision des semble prendre du retard.

Selon la chaîne britannique BBC, un rapport du Bu- vernail des Boeing 737 la responsabilité de deux 2,800 B 737 en service, avait annoncé le 15 janvier le

LA CHAÎNE britannique BBC a mis en cause, le 25 mars, la sécurité des biréacteurs 737 de Boeing à partir d'un rapport du Bureau américain pour la sécurité dans les transports (NTSB) attribuant à un défaut de cooception du gouvernail de l'appareil la responsabilité de deux catastrophes aériennes ayant fait 157 morts aux Etats-Unis en 1991 et 1994.

Eo fait, les accidents de Colorado Springs et de Pittsburgh demeurent inexpliqués, mais le NTSB qui mène l'enquête à leur sujet a effectué des tests faisant apparaître des risques de dysfonctionnements graves du gouvernail du 737 à très basses températures. Dans certains cas, la servocommande qui active le liquide hydraulique du gouvernail se bloquerait dans une position opposée à celle souhaitée par le pilote.

Ignorant la cause de l'embardée de son avion, l'équipage contrerait le mouvement et perdrait le contrôle de l'appareil qui partirait

Dès le 1ª novembre 1996, le NTSB et l'Agence américaine de l'aviation (FAA) avaient exigé du constructeur de demander aux compagnies aériennes de vérifier le bon fonctionnement des organes de commande de vol (Le Mande daté 3-4 novembre 1996). Les transporteurs s'étaient exécutés. Chez Air France, qui utilise 43 Boeing 737, aucune anomalie n'avait été détectée.

La polémique n'en a pas cessé pour autant. Le vice-président américain Al Gore a annoncé, le 15 janvier, la mise en œuvre d'un programme pour modifier complètement le système de commande des gouvernails des

deux mille buit cents 737 en service. « lorgement » aux frais de Boeing. Il a reçu le renfort du NTSB et de la FAA, qui ont réclamé ces modifications ainsi que la mise sur pied d'un programme de formation des pilotes, pour leur apprendre à déceler une anomalie et à appliquer les bonnes procédures eo cas d'embardée.

Apparemmeot, le constructeur o'a pas obtempéré aux désirs d'Al Gore avec toute la diligence attendue. Cbez certains transporteurs, on déclare o'avoir recu de Boeing à la mi-janvier qu'un télex d'information sur la réflexion menée par le coostructeur pour « étudier » des modifications sur le réducteur de pression bydraulique de la servo-commande incriminée, sur l'amortisseur de lacet,

sur la bielle de commande du distributeur hydraulique et sur la redéfinition de celui-ci. Ce télex ne comportait aucun plan de transformatioo et aucune précision sur la façoo dont il serait financé.

Le 20 février, le NTSB s'est à nouveau manifesté pour exiger de Boeing qu'il dillgeote les modifications techniques décidées, et qu'il s'assure de la formation des pilotes annoocée. Le constructeur répond à ses détracteurs qu'il a fait le oécessaire, depuis oovembre 1996, pour faire vérifier la flotte et a demandé la modifica-tion des instructions de vol. Il souligne qu'aucune preuve n'a été apportée qu'un dysfonctionnement du gouvernail aurait entraîné la perte de contrôle des B 737 à Colorado Springs et Pittsburg.

Alain Faujas

Le groupe Lagardère veut accroître ses recrutements de jeunes

JEAN-LUC LAGARDÈRE a annoncé mardi 25 mars que son groupe recrutera en 1997 « I 000 jeunes diplòmés en premier emploi en contrat à durée indéterminée » en France. rontre 300 en 1996. Composés pour une moiné d'ingénieurs et cadres et pour l'autre moltié de techniciens, employés ou ouvriers, ces recrutements s'intégreront dans les 1500 embauches auxquelles le groupe Lagardère, qui emploie 25 000 personnes en France, veut procéder eo 1997. Environ 600 jeunes iront chez Hachette (presse) et 400 chez Matra (défense, espare, télécommunications...).

Cette initiative « ne peut être jugée que positivement », soulignent des représentants de la CGT et de la CFDT, tempérant toutefois rapidement leurs propos. . Nous craignons que celo ne soit un effet d'onnonce, relève un élu CFDT, olors que le groupe est notomment condidot ou rachat de Thomson-CSF. » Et que le président de la République Jarques Chirac a rentré sa dernière intervention télévisée, le

10 mars, sur les jeunes. Cependant, réfutant tout « opportunisme » et soulignant que la moyenne d'age dans le groupe est de 38-39 ans, M. Lagardère estime que le groupe doit continuer à * développer ses octivités, ce qui suppose plus de tréotivité, d'innovation, donc une tulture sans cesse rojeunie, à jour ovec les techniques modernes ». Il assure que ces embauches de leunes ne se feront pas au détriment des « onciens ».

GRÈVE À VÉLIZY

« Au-delà de cette communication ultra-médiatisée, que le groupe embouche d'abord des gens en contrats fermes là où c'est nécessoire », relève un élu CGT, qui cite l'exemple de Matra Marconi Space (filiale qui fabrique des satellites) où * 120 à 150 personnes du centre de Vélizy sont en grève depuis une semoine ». ...

A Vélizy, où sont fabriqués les équipements électroniques des satellites, « lo revendicotion porte sur les saloires, mais elle ne foit qu'ompli-

fier un mét ontentement créé por des problèmes de surchorge de trovoil et d'obsence d'embauthes », poursuit l'élu CGT. « On demonde aux gens de produire des équipements pour sept satellites par un, contre deux ovant, mois ils n'y arrivent pas cor il y o une obsence d'embouches. Il y o environ 40 % d'intérimoires et de prestataires extérieurs dont les contrats sont renouvelés jusqu'à dix-huit mois. »

« Il ne foudroit pas non plus que cette mitiotive en faveur des jeunes se fasse ou détriment de l'étranger, comme l'Allemagne, où 400 o 600 emplois risquent d'être supprimés dans les télécommunications », indique l'élu CFDT. Soulignant que des « questions sur le mointien de l'emploi se posent dons certaines octivités » et qu' « il n'y o pas de visibilité octuellement sur re sujet », ce dernier réclame que s'engage entre syndicats et direction un « débat sur l'emploi en général » dans le groupe.

Philippe Le Cœur

Ford devrait gagner de l'argent en Europe en 1997

l'orgent en 1997 en Europe », an- cennie. nonce Jac Nasser, président des activités automobiles de Ford et président de Ford Europe. « Nos ventes devraient, elles, être ou même niveou que l'on dernier, à près de 1,7 million d'unités. » En 1996, Ford

* SI LE MARCHÉ européen reste dollars en 1995, ses meilleurs résulstoble, nous devrions gogner de tats commerciaux depuis une dé-

Le numéro deux du constructeur américain semble sur de son fait. Il sait que les charges très élevées supportées par Ford Europe en 1996, de 160 millions de dollars. sont exceptionnelles. Il s'agit des Europe a perdu 291 millions de frais de lancement de la Mondeo et doilars (1,6 milliard de francs), de la petite Ka, mais aussi des après avoir gagné 116 millions de charges liées à la suppression de

Paris - Le Carrousel du Louvre

les 2 et 3 avril 1997, de 9 heures à 18 b 30

le 4 avril 1997, de 9 heures à 13 h 30

TOUTES LES SOLUTIONS

pour optimiser votre politique en matière

de Prévoyance Collective,

d'Epargne salariale,

d'Epargne-retraite

CONFÉRENCES, ATELIERS, EXPOSANTS

Avec la participation, notamment, de :

J. Barrot, J. Cazettes, J.-P. Davant, C. Evin, A. Faesch,

J.-P. Fourcade, J. Gandois, A. Leenhardt, J.-P. Probst,

2 600 postes en Europe, dont 600 occupés par des « cols blancs ».

1997 sera la première année pleine pour la Mondeo comme pour la Ka. Cette demière n'a pa couté cher: sa plate-forme et ses trains roulants sont ceux de la nouvelle Fiesta; elle est dotée d'une seule motorisation, de 1,3 btres; et son prix est relativement élevé, à partir de 59 300 francs, soit S % seulement de moins que la Fiesta. « Avec lo Ko, on o voulu montrer qu'une petite voiture pouvait être rentable », explique Jac Nasser. Le groupe américain espère en vendre

180 000 par an. Par ailleurs, Ford compte réduire ses coûts de 500 millions de dollars en 1997 en Europe, et d'autant dans le reste du monde. « L'Europe représente 23 % de nos revenus et 50 % de nos efforts en matière de réduction de coûts », précise Jac Nasser. En 1997, la marque américaine supprimera 980 postes en Grande-Bretagne, dans l'usine de Halewood, près de Manchester, un des trois sites de production de l'Escort. « Si. ò terme, lo situation en Europe ne s'améliore pas, olors il taudra diminuer le nombre d'usines sur le continent, ou les surcapacités

sont importantes. . « Nous ollons réduire nos touts dans tous les domaines, du design à la production », declare Jac Nasser. Ainsi, Ford a mis en place une équipe composée de personnes de tous horizons (marketiog, commercial, achats...), chargée de

prix de revient de la Fiesta. Une organisation similaire doit bientôt être adoptée pour la Ka.

UNE PETITE JAGUAR

Dans la même optique, un atelier de réflexion a été ctéé en Grande-Bretagne, pour accueillir les suggestions des équipementiers de Ford. « Ils connoissent mieux que tout le monde les composonts et savent ce que fait lo concurrente », explique Jac Nasser. Ford compte multiplier ses achats auprès de fournisseurs polonais, hongrois, tchèques, italiens et turcs. « Nous réfléchirons oussi à lo possibilité d'ouvrir une usine de composants en Europe de l'Est », affirme Jac Nas-

La Scorpio, le baut de gamme de Ford en Europe, doit pour sa part subir un rajeunissement cette année. « Nous perdons de l'argent sur rette voiture », admet Jac Nasser. « Nous en vendons trop peu, environ 20 000 par an. » La concurrence des Audi, BMW ou Mercedes Benz, qui ont baissé en gamme depuis quelques années, se fait sentir. Nous voulons faire lo même chose ovec notre filiale laguor », considère le numéro deux de Ford. La marque prestigieuse prépare le lancement d'une petite voiture. « Jaguor doit trouver de nouveaux tlients, accroitre ses volumes », affirme fac Nasser.

Virginie Malingre

R. Ricol, N. Sarkozy, J.-M. Spaeth, J.-P. Thomas, et de nombreux experts. ENTRÉE ET CONFÉRENCES GRATUITES SUR PRÉSENTATION D'UNE INVITATION

OU SIMPLEMENT DE VOTRE CARTE DE VISITE PROFESSIONNELLE Pour recevoir le programme des conférences :

Tel.: 01 53 68 76 76 - fax: 01 45 31 06 70

Le Forum Prévoyance Entreprise est organisé par le GROUPE ALTEDIA, avec la participation du journal Sc Monde et ANCP

La filiale allemande veut rétablir ses comptes en douceur

Ford Werke AG, filiale allemande et pilier du groupe Ford en Europe, compte se redresser en duuceur. Mardi 25 mars, à Culogne, ses dirigeants n'ont pas présenté de mesures radicales pour combler un trou historique de 551,6 millions de deutschemarks (1,9 milliard de francs). Après le départ volontaire d'environ hoît cents personnes en début d'année (sur quarante-quatre mille), la firme entend économiser quelque 800 millions de deutschemarks sur ses coûts de production en limitant les frais d'achat, en optimisant la fabrication et en négociant avec les syndicats sur les coûts salariaux.

La politique commerciale sera renforcée: Ford vise une part de marché de 12 % en Allemagne. Les ventes ont augmenté en 1996, mais les acheteurs se sont orientés vers les petits modèles aux marges moins importantes. Pour limiter ce phénomène, les véhicules baut de gamme Ford (Escort, Mondeo, Scorpio et le coupé Puma) feront l'objet de rabais et d'équipements plus attractifs. (Corresp.)

Didier Pineau-Valencienne a proposé une transaction à la justice belge

Le PDG de Schneider est inculpé d'escroquerie

BRUXELLES

de notre correspondant Didjer Pineau-Valencienne. PDG du groupe Schneider, a proposé à la justice belge une transactioo d'un mootant de 400 millioos de francs belges (66 millions de francs) pour que soit mis fin à la procédure meoée à son encontre par le parquet de Bruxeiles, révèle l'hebdomadaire Le Soir illustré dans son édition du 26 mars. Le ministère de la justice, interrogé par Le Mande, confirme que la commission sénatoriale d'enquête sur le crime organisé a été infor-mée de rette affaire le 14 mars par le juge d'instruction Jean-Claude Van Espen, chargé du dossier Pineau-Valencienne. Selon Le Soir Illustré, M. Van Espeo a fait état devant les sénateurs des pressions dont il faisait l'objet de la part des « plus houtes autorités françoises » dans le cadre de cette procédure.

Un ancien bâtonnier du barreau de Bruxelles, Me Pierre Legros, s'est fait l'intermédiaire de cette proposition au parquet de

Celle-ci a été formulée le 12 mars fors d'une réunion présidée par le procureur du roi Benoît Dejemeppe. «Les ordonnonces de lo thombre du conseil ne sont pas à

vendre », a conclu M. Dejemeppe, par ailleurs représentant belge dans le collectif des juges européens anti-corruption.

M. Pineau-Valencienne avait fait l'objet, en juin 1994, d'une inculpation suivie d'une incarcération de dix-neuf jours dans le cadre d'une plainte formulée par les petits actionnaires de deux sociétés belges filiales de Schneider, Cofibel et Cofimines, héritage du groupe Empain. Schneider avait lancé une offre publique d'acbat sur les deux sociétés, proposant le rachat des titres à un prix jugé trop bas par les petits action-

L'offre de transaction formulée par le patron français suscite une nouvelle montée de colère contre les méthodes françaises : le monde judiciaire et politique belge estime que, ces derniers temps, Paris a été plus que désinvolte dans ses rapports avec la justice et le gouvernement de Bruxelles, notamment dans l'affaire des pots-de vin versés par Serge Dassault à des partis politiques belges, et dans le nonrespect des procédures sociales lors de l'annonce de la fermeture de Renault-Vilvorde.

Luc Rosenzweig

Le Crédit Agricole, premier groupe bénéficiaire français

LE CRÉDIT AGRICOLE aura dégagé en 1996 le résultat net le plus important de toutes les entreprises françaises. Il atteint 7,5 milliards de francs, une progression de 15,7 %. La banque affiche un rendement sur fonds propres de 8,8 %. * 1996 o été une année de développement pour le Crédit Agricole, sur tous ses marchés (...) et son développement sur ses nouveaux mêtiers », commente la banque verte.

Ce deuxième are s'est traduit par la prise de contrôle de la banque Indosuez, désormais filiale à 100 % de la banque verte. Le produit net bancaire du Crédit Agricole, l'équivalent de son chiffre d'affaires, a progressé de 11,7 % en 1996 à 73,8 milliards de francs. Ses encours de crédit dépassent 1 200 milliards de francs, pour 147,3 milliards de fonds propres.

■ CRÉDIT NATIONAL-BFCE : le groupe a dégagé en 1996 un bénéfice net, part du groupe, de 98 millions de francs, en forte baisse par rapport à 1995 (524 millions de francs). Ce résultat a été largement affecté par une charge exceptionnelle de restructuration de 500 millions de francs, dont

■ CIC : la filiale bancaire du GAN affiche un résultat net de \$47 millions de francs pour l'exercice 1996 en progression de 35,6 %, ce qui porte le rendement de ses fonds propres à 6,3 %. Toutes les banques régionales du groupe sont « in boni ». Le groupe doit être privatisé cette année en un seul bloc, a indiqué son président, Philippe Pontet, à la recherche d'un actionnaire majoritaire.

FFSA : Jean Arvis, président du groupe Monceau, a été élu mardi 25 mars président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) par l'assemblée générale de l'organisation professionnelle. (Le Monde du 5 mars 1997).

■ BANQUES : l'Association française des banques qui avait saisi le Conseil d'Etat contre les décisions du Premier ministre refusant d'abroger le décret du 31 mars 1937, qui régit l'organisation du travail dans les banques, a retiré son recours, après avoir reçu un projet de nouveau dé-

■ COMIPAR-BANQUE PALLAS STERN : saisie par le président de Comipar, Gérard Eskénazi, et par le personnel de la holding, contre le jugement de liquidation prononcé par le Tribunal de Commerce de Paris le 28 février, la Cour d'appel de Paris doit rendre son arrêt le 4 avril. Les actionnaires n'ont pas réussi à améliorer sensiblement leur contribution à un eventuel plan de sauvetage, l'un d'entre eux. Elf Aquitaine, conditionnant son apport à l'abandon de poursuites contre lui.

■ SCHNEIDER : le gronpe d'électro-technique a annoncé mercredi 26 mars un résultat net de 1,3 milliard pour l'exercice 1996, en hausse de 61,6 % par rapport à l'année précédente, pour un chiffre d'affaires de 61.6 milliards de francs. Schneider a vu son endettement diminué de 29 % à 5,5 milliards de francs.

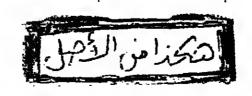
■ PECHINEY: le groupe d'aluminium a armoncé mercredi 26 mars la cession des 37,7 % qu'il détenait dans Carbone Lorraine au prix de 1 300 francs par action. L'opération se traduira par une réduction de 900 millions de l'endettement de Pechiney et une plus-value nette de 500 millions de francs.

■ HERMÈS : le groupe de luxe français a réalisé en 1996 un bénéfice net (part du groupe) de 457 millions de francs, en hausse de 13,1 %, pour un chiffre d'affaires consolidé de 4,183 milliards de francs (+9,3 %). ■ TEXTILE : la Commission européenne a donné un nouveau délai de

quinze jours aux autorités françaises pour présenter une extension progressive de son plan textile à d'autres secteurs industriels à forte intensité de bas salaires. A défaut, Bruxelles menace de réclamer le remboursement des aides déjà versées aux entreprises de plus de 50 salariés.

■ HOCHTTEF: POffice allemand des cartels s'oppose à l'accord survenu entre l'entreprise de bâtiment Hochtief et la Deutschebank, qui veulent unir leurs participations respectives (25,1 % et 24,9 %) dans Philipp Holzmann. L'organisme demande à la Commission européenne le renvoi du dossier en Allemagne. - (Corresp.)

■ KRUPP-THYSSEN: les deux groupes sidérurgiques allemands devralent fusionner officiellement le 1º avril, a indiqué la direction de Krupp-Hoesch Stahl AG. Aucum licenciement sec ne serait décidé mais une réduction du temps de travail sans compensation financière serait nécessaire. Les six mille salariés de l'usine Krupp à Dortmund ont entamé une grève il-limitée. Entre vingt et trente mille sidérurgistes ont manifesté mardi 25 mars à Francfort à l'appel du syndicat IG Metall devant le slège de la Deutsche Bank pour dénoncer son rôle dans la tentative, abandonnée la veille, de prise de contrôle inamical de Thyssen par Krupp. - (Corresp.).



And American Company

100

Company of the

/ et de le le <u>se</u> ge

1 -4.2.24

Victorial Victorial

· 安安· 安安· 亚。

West Land

 $\tilde{\sigma} \simeq \cup_{\alpha \in \operatorname{cons}(g)}$

 $\mathcal{C} \circ \{ H : \operatorname{cont}_{H^{-1}(H)} \}_{H}$

3000

and the second

 $Q = r_{\rm constant}$

James Linguis

20 · - 127

12.1 C + 4.45 g

40 V X

father with

] IL 192

.

5

Sand of the State of the State

10000 322

Et be 02: 6.104 (4)

-

* * * *

表表

20,000

* 3 . .

1.34

eminaires d'ete 1997

and the different Carlo a letters Proper

D + DOC 04 91 48 881

and the feet and the second

THE PARTY STATE OF THE PARTY IN THE PARTY IN

211 1 87 W EV XV

The stage of the second of the second

40 1 2 2 I what is a logarity of property

. .

.... Acres 1 P ...

~~*

. F 表

1. 据信证证

A COMPANY TO SERVER

40

Act for 1 Eg

AN TREE DE

Control of the second

1.00

. E. T. F.

in sintage 3 1 at

154,901-00E=3

■ LE DOLLAR était en hausse, mercredi 26 mars, face au yen, à 124,19 yens, contre 123,72, et se trouvait en légère baisse face au mark et au franc, à respectivernent 1,6884 mark et 5,6936 francs.

LA BOURSE de Tokyo a fini la séance, mercredi 26 mars, sur une hausse de 0,18 %. L'indice Nildrel a gagné 32,84 points, à 18 472,45 points, au terme d'une séance hésitante

CAC 40

7

L'AUTORITÉ monétaire de Hong-kong (HKMA) a suivi la Réserve fédé-raie en annonçant mercredi une hausse d'un quart de point, de 6 % à 6,25 %, du taux des liquidités offertes.

MIDCAC

*

■ L'OR a ouvert en baisse mercredi 26 mars sur le marché international de Hongkong, à 347,60-347,90 dollars l'once, contre 350,40-350,70 mardi en

LA RÉSERVE fédérale amèricaine (Fed) a relevé, mardi 25 mars, son taux interbancaire au jour le jour (Fed fund's rate) d'un quart de point, pour

LONDRES

7

NEW YORK

7

DOW JONES

LES PLACES BOURSIÈRES

Paris en hausse

EN DÉPIT de la baisse de Wall Street mardi, la Bourse de Paris était bien orientée, mercredi 26 mars, après le relèvement dn taux au jour le jour de la Réserve fédérale américaine (Fed). En hausse de 0,37 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,75 % à 2 643,87 points.

La Fed a relevé d'un quart de point son taux interbancaire, le portant à 5,50 %, une décision annoncée en filigrane la semaine précédente par Alan Greenspan pour tuer dans l'œuf le germe de l'infla-tion. Cette hausse, largement anticipée en Europe, provoque néanmoins un recul sur le Matif: le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans cède 0,26 % à 127,84.

Pour les milieux financiers il y a peu de chance que ce relèvement des taux américains fasse tache d'huile en Europe. En effet, les économies du Vieux Continent ne sont pas dans la même phase économique. Elles ont du mal à sortir du marasme. La consomma-



tion des ménages en produits manufacturés a rechuté en France en février de 1,7% après une hausse de 3 % en janvier. Seuls les patrons commencent à entrevoir le cours des six prochains mois.

bout du tunnel selon la Chambre de commerce et d'industrie de Pa-

CAC 40

ris: 47 % d'entre eux prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires au

leurs favorites des analystes der-

rière Carrefour et devant Valéo.

Depuis le début de l'année, l'ac-

tion Total a gagné plus de 13 %.

NEW YORK

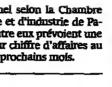
Les valeurs du Dow-Jones

CAC 40

Total, valeur du jour

L'ACTION Total, comme celles des autres compagnies pétrolières, a profité mardi 25 mars à la Bourse de Paris d'un léger rebond du dollar et, surtout, d'une hausse des cours du pétrole brut à Londres et New York. Le titre s'est adjugé en clôture 3,4 % à 478 francs, son plus haut niveau de la séance, dans un marché de 292 000 actions.

Selon la Société française des analystes financiers (SFAF), Total arrive à la deuxième place des va-



PRINCIPAUX ÉCARTS

AU RÈGLEMENT MENSUEL

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	26/03 Titres échangés	Capitalisation en F
Schneider SA	893779	282284153,20
LVMH Moet Hen.	188582	258446349
Elf Aguitaine	338376	189619550
Eaux (Gle des)	152783	114817893
Aza	268094	97431784,80
Alcatel Alsthorn	144129	96895009
Haves	190701	80426353,90
Suez	276097	79073615,70
Canal +	67707	77688021
Carrefour	18464	64237271

Sélection de valeurs du FT 100

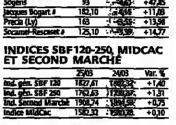
4,45 4,40 10,16 9,90 5,26 5,05 13,31 13,10 6,36 6,31

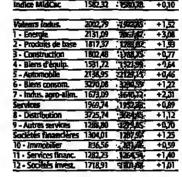
LONDRES

Bardays Bank B.A.T. industries

British Aerospaci

PRINCIPAUX ÉCARTS **AU SECOND MARCHÉ** Var. % 31/12





FRANCFORT



MILAN

→

FRANCFORT

7

DAX 30





Tokyo hésitante

LA BOURSE de Tokyo a fini sans grand changement mercredi, au terme d'une séance hésitante, L'indice Nikkei a terminé en hausse de 32,84 points, soit 0,18 %, à 18 472,45 après avoir évolué entre 18 189,12 et 18 528,25 points. Son contrat juin a fini inchangé à 18 440. Le marché n'a guère réagi an relèvement d'un quart de point du taux directeur de la Réserve fédérale américaine, qui était déjà inscrit dans les cours, notent des courtiers.

Wall Street s'est repliée mardi sous l'effet de prises de bénéfice en fin de journée, après une flambée initiale en réaction à la décision de la Réserve fédérale (Fed) de relever on taux interbancaire. Dow Jones a perdu 29,08 points (-0,42 %) à 6 876,17. Il avaît gagné jusqu'à 47 points immédiatement

après l'annonce de la Fed. Les valeurs en hausse sont restées plus nombreuses que celles en baisse à 1 291 contre 1 164.

Le geste de la Fed était largement attendu par le marché depuis les déclarations faites jeudi 20 mars par son président Alan Greenspan selon lesquelles il fallait agir « vite, voire de façon préventive », contre

INDICES MONDIAUX

 \rightarrow



7

→

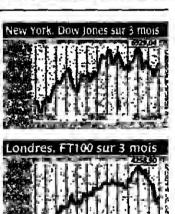
American Express	65,50	66,25
AT & T	36	35
Bethlehem	8,25	8,50
Boeing Co	105,50	105,75
Caterpillar inc.	82,37	83,37
Chevron Corp.	71,62	70,50
Coca-Cola Co	59,50	59,75
Disney Corp.	74,75	75
Du Pont Nemours&Co	111,87	114,25
Eastman Kodak Co	77	76,75
Exxon Corp.	105,87	104,50
Gen. Motors Corp.H	57	57,87
Gen. Electric Co	105	105,87
Goodyear T & Rubbe	54,37	55,25
IBM	136,12	136,87
Intl Paper	42	42,87
LP. Morgan Co	106,37	106,87
Mc Donalds Corp.	47,50	47,37
Merck & Co.Inc.	90,87	89,87
Minnesota Mng.&Mfg_	88,75	88,62
Philip Moris	118,50	115,87
Procter & Gamble C	120	123,37
Sears Roebuck & Co	51,87	53,75
Texaco	108,37	106
Union Carb.	46,87	46,75
Litte Technol	79.12	78.50

mu raper		-4401
LP. Morgan Co	106,37	106,87
Mc Donalds Corp.	47,50	47,37
Merck & Co.Inc.	90,87	89,87
Minnesota Mng.&Mfg	88,75	88,62
Philip Moris	118,50	115,87
Procter & Gamble C	120	123,37
Sears Roebuck & Co	51,87	53,75
Texaco	108,37	106
Union Carb.	46,87	46,75
Utd Technol	79,12	78,50
Westingh, Electric	18,50	18,87
Wookworth	22,87	23,12
and harry many		ANCFORT
RIK NEW YORK FRANC	PORT FR	VACTORS
11 27 11 27	II	7
11 4. 11 4		T .

Bonds 10 ans | Jour le jour

British Airways	6,36	6,31
British Petroleum	6,97	7,04
British Telecom	4,51	4,50
B.T.R.	2,61	2,53
Cadbury Schweppes	5,39	5,33
Eurotunnel	0,74	0,73
Forte	-	
Glaxo Wellcome	10,64	10,57
Granada Group Pic	9,28	9,22
Grand Metropolitan	4,79	4,78
Guinness	5,02,	4,97
Hanson PlC	0,87	0,87
Great Ic	6,43	6,AQ
H.S.B.C.	14,57	14,23
Impertal Chemical	6,99	6,88
Legal & Gen. Grp	3,84	3,85
Marks and Spencer	4,63	4,59
National Westminst	6,86	6,75
Peninsular Orienta	6,34	6,23
Reuters	6,05	6,03
Saatchi and Saatch	1,21	1,19
Shell Transport	10,64	10,57
Tate and Lyle	4,35	4,34
Univeler Ltd	16,08	15,87
Zeneca	17,40	17,38

Les valeurs du DAX 30 Bayer AG Bay hyp&Wechselbk 91,25 88,95 37,90 38,15 57,80 56,38 88,80 87,20 65,95 65,80 Deutsche Telekom DT. Lofthansa AC 4220 4148 453,70 451





*

7

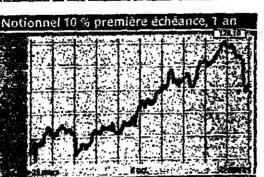
9,1970

LES TAUX

Baisse du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mercredi 26 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin cédait 36 centièmes, à 127.74 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,79 %, soit 0,08 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



TAUX 25/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des pris
France	3,12	5,67	6,47	1. 1.
Allemagne	3,05	5,73	6,52	1,40
Grande-Bretagne	_	7.28		2.50
italie	6,95	7,57	8,54	2.70
Japon		2,35		0.30
Ezats-Unis		5.69	6,96	a 2,90a
		1.5.1.		40.24

DE PARIS TAUX DE RENDEMENT	Taux au 25/03	Taux au 24/03	indice (base 100 fin 96
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,24	4,26	99,15
Fonds d'État 5 à 7 ans	4,98	4.96	100,25
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5.37	5.34	101,38
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	84,6	5,65	102,76
Fonds d'État 20 a 30 ans	6,25	624	104,36
Obligations françaises	5,65	363.	101,58
Fonds d'Etat à TME	-1.91	-1,87	98,87
Fonds d'État à TRE	- 2,15	-218	99,02
Obligat, franç, a TME	-1.97	2,02	99,28
Obligat, franç. à TRE	+0,08	+1.05	99,78

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère baisse à la suite du resserrement monétaire décidé par la Réserve fédérale, le premier depuis février 1995. Le niveau des fonds fédéraux a été relevé, de S,25 % à S,50 %. Le rendement du titre à 30 ans s'était inscrit en ciôture à 6,97 % (contre 6,92 % handi).

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,19 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

		Achat	Vente	Achat	Vent
		25/08	25/03	24/08	24/0
jour le jour		3,1325	7.00	3,3675	7.75
1 mols		3,24	3,39	3.21	3,31
3 mois		3.24	3,38	2,77	3,37
6 mois		3,352	3,45	3,34	3,44
1 an		1	3,56	3,47	3,60
PIBOR FRANCS		Anna Parel			
Pibor Francs 1 mo		337.65		33184	=
Pibor Francs 3 mg		A. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.		3,3750	
Pibor Francs 6 me	oks	23473	_	3,4557	
Pibor Francs 9 me	pis	3/317		75273	
Pibor Francs 12 m	1015	35342	_	3,5169	
PIBOR ECU				Laborator Contract	
Pibor Ecu 3 mois		16,4602		4,2513	
Pibor Ecu 6 mois		48021		4,31,25	
				A COLUMN	
MATIF		dernier	plus	4,4219 plus	
MATIF Échéances 25/03	volume				premie
MATIF Échéances 25/03 NOTIONNEL 10 1	volume	demier prix	plus haut	pius bas	prix
MATIF Échéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Juin 97	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	128,1
MATIF Echéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Juin 97 Sept. 97	volume 80877 172	dernier prix	plus haut 128,26 126,66	plus bas 128,06.	128,10 126,5
MATIF Échéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Juin 97	volume	dernier prix	plus haut	plus bas 126,96 726,50	128,1 126,5
MATIF Échéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Juin 97 Sept. 97 Dèc. 97	volume 80877 172	dernier prix	plus haut 128,26 126,66	plus bas 128,06.	128,1 126,5
MATIF Echeances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Julin 97 Sept. 97 DEC. 97 PIBOR 3 MOIS	volume % 80377 172 2	dernier prix	plus haut 128,26 126,66 96,20	plus bas 128,06 728,50	128,1 126,5 96,2
MATIF Echéances 25/03 NOTIONNIEL 10 1 Juin 97 Sept. 97 Déc. 97 PIBOR 3 MORS Juin 97	volume % 80377 172 2	dernier prix	plus haut 128,26 126,66 96,20	Phus bas 128,06 128,50 36,50	28,14 126,54 96,24
MATIF Echéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Julin 97 Sept. 97 Dec. 97 PIBOR 3 MOES Julin 97 Sept. 97	volume % 80377 172 2 10230 8469	dernier prix 126,48 126,66 136,20 130,20	plus haut 128,26 126,66 96,20 96,54 96,44	Plus bas 12806. 12630 2620	96,2 96,2
MATIF Echéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Juin 97 Sept. 97 Déc. 97 PIBOR 3 MOES Juin 97 Sept. 97 Déc. 97	volume % 80377 172 2 10230 8469 5580	demier priz	plus haut 128,26 126,66 96,20 96,54 96,44 96,33	Plus bas 128,06 126,50 26,20 36,50 36,50 36,50	96,52 96,43
MATIF Échéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Julin 97 Sept. 97 Déc. 97 PIBOR 3 MOIS Julin 97 Sept. 97 Déc. 97 Mars 98	wolume 80877 1772 2 10230 8469 5580 4756	dernier prix 126,48 126,66 136,20 130,20	plus haut 128,26 126,66 96,20 96,54 96,44	Plus bas 12806. 12630 2620	96,5 96,3
MATIF Echéances 25/03 NOTIONNEL 10 19 Julin 97 Sept. 97 Dec. 97 PIBOR 3 MOLS Julin 97 Sept. 97 Dec. 97	volume % 80977 172 2 10230 8469 5580 4766	dernier priz 128,18 136,80 136	plus haut 128,26 126,66 96,20 96,54 96,44 96,33 96,18	Plus bas 22,50 - 22,50 - 25,50	96,32 96,37
MATIF Échéances 25/03 NOTIONNEL 10 9 Julin 97 Sept. 97 Déc. 97 PIBOR 3 MOIS Julin 97 Sept. 97 Déc. 97 Mars 98	wolume 80877 1772 2 10230 8469 5580 4756	dernier prix 128,48. 118,68. 128,44. 119,504. 119,504. 119,504. 119,504.	plus haut 128,26 126,66 96,20 96,54 96,44 96,33	plus bas 126,50 126,50 136,52	96,32 96,37
MATIF Echéances 25/03 NOTIONNEL 10 19 Julin 97 Sept. 97 Dec. 97 PIBOR 3 MOLS Julin 97 Sept. 97 Dec. 97	volume % 80977 172 2 10230 8469 5580 4766	dernier priz 128,18 126,68 136,20 2 2 4 1 2 5,00 1 5 5 5,00 1 5 5 5 1 5 5 1 5 5 5 1 5 1	plus haut 128,26 126,66 96,20 96,54 96,44 96,33 96,18	Plus bas 22,50 - 22,50 - 25,50	premie prix 128,1 126,5 96,2 96,3 96,3 96,1

LES MONNAIES

DEVISES

Espagne (100 pes.) Portugal (100 esc. Canada 1 dollar ca Japon (100 yens) Finlando

Stabilité du dollar LE BILLET VERT était stable, mercredi matin 26 mars, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,69 mark, 5,70 francs et 124,15 yens. Le dollar n'a guère réagi à la décision de la Réserve fédérale de relever d'un quart de point son principal taux directeur. A plus long terme, les analystes sont divisés. Certains pensent que cette décision renforcera le billet vert, en creusant

l'écart de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et le reste du MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

monde. D'autres pensent au contraire que le dollar risque d'être pénalisé par une baisse des marchés d'actions et d'obligations américains. Ils en veulent pour preuve ce qui s'était passé en 1994 à la suite de la hausse des taux de la Fed. En dix mois, le billet vert s'était déprécié de 15 %.

À

123,6800

US/DM

1

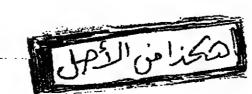
¥

Le franc cotait 3,3730 francs pour un deutschemark, mercredi matin.

PARITES DU DOLL	AR	26/03	25/03	Var. %
FRANCFORT: US	D/DM_	1,6896	1,6883	+0,08
TOKYO: USD/Yen:	5	123,6800	122,9500	+0,58
MARCHÉ INT				
DEVISES comprant			demande 1 mois	offre) mo
Dollar Etats-Unis	5,7575	3,7565	5,7145	5,7135
Yen (100)	4,6525	4,6480	4,7662	4,5726
Deutschemark	3,3733	3,3720	3,3748	3,3743
Franc Suisse	3,9249	3,9229	3,9295	3,9515
Lire Ital. (1000)	3,3896	3,5360.	3,3836	3,3826
Livre sterling	9,1717	9,1643	9,1472	. 9,1377
Peseta (100)	3,9762	3.9727	3,3619	3,3597
Franc Belge (100)	16,350	-16,342	16,360	. 16,353
TAUX D'INTÉI				
DEVISES	1 mois		mois	6 mos
Eurofrant	3,27		3.31	3,57
Eurodoliar	5,39		5,51	5,68
Eurolivre	5,93		6,20	6,37
Funodeurschemark	3.20		3.20	3.20

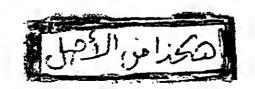
L'OR			LE
	cours 25/08	COURS 24/08	INDI
Or fin (k. barre)	63900	63800	
Or fin (en lingot)	64150	64050	DOW-
Once d'Or Londres	350,20		DOW-
Pièce française(20f)	370	370	CR8
Pièce suisse (20f)	369	370	MET
Pièce Union lat(20f)	371	370	Culvr
Pièce 20 dollars us	2360	2360	Cuive
Pièce 10 dollars us	1332,50	1347,50	Alum
Pièce 50 pesos mex.	2400	2385	Alum
			Plom
			Plom
LE PÉTE	SOI E		Étain
			Etak
	cours 26/03		Zint (
Brent (Londres)	19,58	19,55	Zinc

DICES			METAUX (New-York)		\$/one
	26/03	25/03	Argent à terme	517,10	509,46
w-jones comptant	149,85	-	Platine a terme	378,50	375,50
W-jones à terme	155,48	157,14	Palladium	147,25	145,70
LS.	243,99	245,40	GRAINES, DENREES	(Chicago)	\$/bolssea
			Ble (Chicago)	386,50	389,56
ETAUX (Londres)	dc	llars/tonne	Mais (Chicago)	299	307.25
fyre comptant	2430	2436	Grain. soja (Chicago)	831,75	542
ryre à 3 mois	2362	2387,50	Tourt. soja (Chicago)	274,40	277,21
iminium comptant	1631,25	1611,75	GRAINES, DENREES	(Londres)	£/tonf
minium à 3 mols	1652	1656,50	P. de terre (Londres)	40	41
emb comptant	684	681,50	Orge (Londres)	94	93
mb à 3 mois	677	682,50	SOFTS		\$/tone
in comptant	5875	5785	Cacso (New-York)	1428	1445
in a 3 mois	5845	5895	Cafe (Londres)	1560	1550
nt comptant	1272,50	1269,75	Sucre blanc (Paris)	307	307,10
nc à 3 mois	1298	1299,50	OLEAGINEUX, AGRU	MES	Cents/tone
igel comptant	7802,50	7615	Coton (New-York)	73,98	73.5
ckel à 3 mois	7785	7785	Jus d'orange (New-Yor		83



MERCREDI 26 MARS Liquidatign : 23 avril Taux de report : 4,13 Cours relevés à 12 h 30 VALEURS FRANÇAISES Cours FRANÇAISES FRANÇAIS	Credit Lyonnals C1	1.65 01/09% LYMH Moet Hen. 13:	1373	90,55	776
COMPTANT Une sélection Cours relevés à 12 h 30 MERCREDI 26 MARS OBLIGATIONS BFCE 9% 91-02	PRIABLO 0492-2422 FOAT 8,5% 87-97CA9	ACTIONS FRANÇAISES precéd. cours Arbel 72 72 72 Arbel 75 70 510 Sains CMonazo 570 562 Bque Transgriantl 144,50 788,50 B,N.P.Intercont 668 668 Bidermann Intil 1110 110 B T P (Ia del 7,60 7,60 Centenaire Blancy 655 CLT.R.A.M. (B) 1896 CLT.R.A.M. (B) 1896 COromeretal Ass.Ly 430 636 Fidel 630 550 Eaux Bassin Vichy 3652 650 Eaux Bassin Vichy 730 756 Fichet Bauche 750 759 Fichet Bauche 750 750 Finalers 770 750 Font. Lyonase 6 750 758 Fonc. Lyonase 6 750 758 Fonclin 9 486,10 999	France LAR.O. 1006 1006 1006 1006 1006 1006 1006 100	Total Birlies 282 328	Gergert 599 139,20 37500 139,20
MARCHÉ Une sélection Cours relevés à 12 h 30 MERCREDI 26 MARS VALEURS Cours précéd. Cours Acial INS) # 48 48 AFE # 470 474 Aigle # 229 220 Albert S.A INS)	CEE #	GFI (natustries #	Petit Boy !	NOUVEAU MARCHE Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 MERCREDI 26 MARS VALEURS Cours précéd. Cours précéd. Cours précéd. Cours Appligeme Oncor 56 \$436 \$30 \$30 \$40	MERCREDI 26 MARS VALEURS Cours précéd cours Crédina-Béshin C. • 871 Crédin Génund. • 8.25 Générale Occidentale. • 144,10 Sté lecteurs du Monde. • 167 ABRÉVIATIONS B = Bordeaux, Li = Libe; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Namtes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; • cours précédent; III coupon délaché; • droir détaché; • o offert; d = demande; † offre réduite; J demande réduite; ¢ contrat d'animation.
VALEURS	Cour. Accins Futur D	Prevoyance Ecut. D 107,10 107,10 Fonds communis de placements Ecur. Sepiremière C 11854,23 11854,25 Ecur. Seonigremière C 11850,01 1184,13 Ecur. Sensigremière C 11850,01 1184,04 Anout Ansie 100,64 72,74 Anout Ansie 100,64 72,74 Anout Ansie 100,64 72,74 Anout Anis C 11870,75 129,75 Ecur. 1192,56 63,77 Ecur. 1192,57 Ecur. 1193,67 Ecur. 1193	CT CC BANQUES	Créd. Muc. Ep. Quatre	Actimonétaire C

98 14 - VIV. 1 -



NOMINATIONS

ONU

r

٠,

The Control of the Co

The Sale of the Sa

- ANGELIE

The second secon

1 1 1 m

in the second

STATE OF STATE

Agent Attended to

MANCHE MORS-COTE

And the second s

the state of the state of

1.15

. . . والمعاولة والمنطقية المنطقة والمنطقة

5-50- - I

- 1005 0-

こうかん カール 二をから続ける

11.47 = 21.00

,

to the state of

e de de la composition della composition della

A CONTRACTOR

.

the second second second second second

MATERIAL PROPERTY.

.

_ •

Stagendar The Stage Stage Co.

Andrews Control of

Mary and a second

Christine Chanet, conseiller à la Cour de cassation, a été élue, lundi 24 mars, au siège de l'ONU, à New York, présidente du Comité des droits de l'homme. Membre du Comité depuis mars 1987, M'e Chanet a été élue par consensus pour une période de deux ans. C'est la première fois qu'une femme est élue à ce poste et c'est aussi la première fois qu'une personne de nationalité française occupe cette fonction depuis la création du Comité des droits de

l'homme, en 1976. Née le 23 février 1944, diplômée d'études supérieures de droit privé et de sciences criminelles, Christine Chanet a été nommée anditeur de justice en décembre 1967. Elle a été notamment conseiller technique au cabinet de Françoise Girond, secrétaire d'Etat à la condition féminine (1974), puis chargé de mission à son cabinet au secrétariat d'Etat à la culture (1976), avant d'être affectée à l'admi-

DISPARITIONS

■ JOSEPH VOYANT, ancien sénateur du Rhône, est mort vendredi 21 mars à son domicile de Lyon, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né le 3 juillet 1910 à Saint-Chamond (Loire), Joseph Voyant, administrateur d'immeubles, a été sénateur du Rhône de 1946 à 1977. Après son départ du MRP en 1959, il a quitté le groupe sénatorial de l'Union centriste pour rejoindre, en 1969, la Gauche démocratique. Conseiller municipal de Lyoo de 1945 à 1959, il a été maire de Longes (Rhône), de 1959 à 1983, et président de l'Association des maires du Rhône, de 1971 à 1983.

(1976). Chargé de mission au ministère des affaires étrangères (1981-1983), Mer Chanet est ensuite déléguée dans les fonctions de sousdirecteur des droits de l'homme et des affaires tiviles et pénales à la direction des affaires juridiques de ce ministère (1983-1986). Premier substitut à l'administration centrale du ministère de la justice (1986-1987), puis chargé de mission auprès du directeur des affaires criminelles et des grâces (1987-1988), elle est conseiller technique au cabinet de Pierre Arpaïllange, ministre de la justice, de mai 1988 à septembre 1990. Avocat général à Paris en octobre 1992, Mar Chanet est conseiller à la Cour de cassation depuis miller 1996.]

Académie des sciences MORALES ET POLITIQUES Gabriel de Broglie, conseiller

Au Journal officiel du samedl

• Grand Louvre : un décret ajou-

tant aux missions assurées par

l'établissement public du Grand

Louvre celle d'exercer tout on par-

tie des attributions de la maîtrise

d'ouvrage de la reconstruction de

• Tarifs de garde : cinq arrêtés re-

levant, à compter du 1º mars, les

indemnités de garde et d'astreinte

des praticiens hospitaliers, inter-

nes, résidents en médecine géné-

rale et étudiants en médecine. L'in-

demnisation des quatorze heures

de garde de nuit est portée à

1 468 francs pour les praticiens

bospitaliers (médecins en titre

nommés par arrêté ministériel), à

572 francs (contre 569 francs auparavant) pour les internes de 3 et

4 année, à 458 francs (contre

JOURNAL OFFICIEL

22 mars sont publiés :

la passerelle 5olferino.

générale de terminologie et de néo- audiovisuelle en 1982, il devient president de logie, a été élu, lundi 24 mars, la Commission nationale de la communicamembre de l'Académie des sciences tion et des libertés de 1986 à 1989 avant de morales et politiques, au fauteuil de réintégrer le Consell d'Etat. Gabriel de Bro-

briel de Broglie fut nommé auditeur au Conseil vision depuis 1983 et la Commission genérale d'Etat à sa sortie de l'ENA en août 1960. Après de terminologie et de néologie depuis 1996.] avoir été conseiller technique aux cabinets de Jean-Marcel Jeanneney, Maurice Schumann, ENSEIGNEMENT Maurice Couve de Murville, Edmond Michelet SUPÉRIEUR et André Bettencourt, il rejoint PORTF où il est Michel Garbier, professeur de successivement directeur des affaires juri- physique, a été élu président de diques (1971), secrétaire général de l'adminis- l'université Versailles-Sainttration (1972), puis directeur général adjoint, Quentio-en-Yvelioes, dont il chargé de l'administration (1973). Directeur était, depuis sa création, l'admi-(1975), puis directeur général (1978-1979) de nistrateur provisoire. Radio-France, il préside l'Institut national de [Né le 23 octobre 1935 à Saint-Chris-

ternes de 1º et 2º année, y compris

ceux qui se destinent à devenir gé-

néralistes. Pour les étudiants en

médecine, et les gardes supplé-

mentaires des externes (étudiants

de la 4º à la 6º année), le tarif est

porté à 151 francs pour une garde

de jour, de nuit, d'un dimanche ou

Sécurité sociale : trois décrets

relatifs à la gestion comptable des

organismes de sécurité sociale du

régime général, à la gestion

comptable des organisations auto-

nomes d'assurance-vieillesse, ainsi

qu'à la gestion comptable des or-

ganismes d'assurance-maladie et

maternité des travailleurs non sala-

riés des professions non agricoles.

• Agriculture : un décret portant

création et organisation de l'Insti-

tut national de formation des

personnels du ministère de l'agri-

• Foret: un décret portant classe-

d'un jour férié.

d'Etat, président de la commission de la Haute autorité de la communication François Puaux décédé en juin 1996. glie, auteur de nombreux ouvrages d'his-[Né le 21 avril 1931 à Versailles (Yvelkues), Ca-toire, préside le Comité d'histoire de la télé-

l'andiovisnel de 1979 à 1981. Nommé membre tophe (lodre-el-Lolre), Michel Garnier,

de la forêt de La Wantzenau (Bas-

An Journal officiel du dimanche

● ENA : un décret relatif à la mobi-

lité des fonctionnaires recrutés par

la voie de l'Ecole nationale d'admi-

nistration et des administrateurs

des postes et télécommunications.

Ce texte, assoupli par rapport aux

ambitions initiales du gouverne-

ment (Le Monde daté 6-7 octobre

1996), dit que les énarques doivent

effectuer une période de mobilité

géographique de deux ans. Mais il

n'impose pas de délai pour ac-

complir cette obligation, censée

sanctionner l'accès aux postes de

sous-directeur et de chef de ser-

Le décret donne la liste des lieux

dans lesquels la mobilité doit être

accomplie (service déconcentré,

tribunal administratif, chambre ré-

gionale des comptes, collectivité

vice, mais pas de directeur.

23 mars sont publiés :

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de physique, a été nommé professeur à l'université scientifique Plerre-et-Marie-Curie (Paris-VI) en 1971. En 1980, il en assure la vice-présidence, chargé de la recherche, puis est élu président en 1986. Depuls 1991, il exerçait les fooctions d'administrateur provisoire de l'université nouvelle Versailles-Saint-Quentin-eu-Yvelines, qul a adopté récemment ses nouveaux statuts, conformes à la lol Savary de 1984.]

COUR DES COMPTES

cooseiller-maître en service extra-

locale, service de la Communauté

européenne, organisation interna-

tionale, entreprise publique...). Il

précise que les membres du corps

des sous-préfets, des tribunaux ad-

ministratifs, des chambres régio-

nales des comptes, des agents di-

plomatiques et consulaires, dn

personnel de l'expansion écono-

mique à l'étranger et des acminis-

trateurs de la Ville de Paris peuvent

accomplir cette période dans l'ad-

ministration centrale, une inspec-

tion générale, au Conseil constitu-

tionnel, au Conseil économique et

social, au Conseil d'Etat ou à la

Cour des comptes. Les administra-

teurs civils peuvent, en plus, conti-

nuer à faire une mobilité fonction-

• Logement: un décret portant

approbation de l'engagement de

substitution de l'Union d'écono-

mie sociale pour le logement et de

• Presse écrite : un décret relatif

nelle (Le Monde du 22 mars).

la convention afférente.

DIPLOMATIE

Hadelin de La Tonr dn Pin, ambassadeur en Guinée, a été nommé ambassadeur en Sierra Leone en résidence à Conakry, en remplacement de Jean-Claude Fortuit, par décret paru au Journal officiel date 24-25 mars.

[Né le 26 août 1951 à Tananarive (Madagascar), Hadelin de La Tonr du Plo Chambly de La Charce à une maîtrise d'histoire et est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1975-1977). Il a été notamment en poste à Rabat (1981-1985), à Sudapest (1985-1987), à Alger (1990-1994) el à l'admioistration centrale, avaoi d'être nommé ambassadeur eo Guinée en

François Bresson, général de corps d'armée, a été nommé ordinaire à la Cour des comptes, par un décret paru au Journal officiel daté 24-25 mars.

> aux conditions d'accès au régime économique de la presse écrite.
>
> • Conseil constitutionnel : un arrêté relatif à la création par le Conseil constitutionnel d'un site

> Au journal officiel daté lundi 24mardi 25 mars sont publiés : Bull: un arrêté relatif aux modalités de cession de titres de la Compagnie des machines Bull à

> ses salariés et anciens salariés. Associations: une circulaire du ministre délégué au budget aux préfets, relative à l'application de l'article 47 de la loi de finances pour 1996, qui prévoit de céder gratuitemeot des biens mobiliers dépendant du domaine privé de l'Etat à des associations caritatives dont les ressources sont affectées à des œuvres d'assistance et notamment à la redistribution gratuite des biens meubles aux personnes les plus défavorisées.

AU CARNET DU « MONDE »

- La Maison de l'Amérique latine a la profonde tristesse de faire part du décès de son ami, le grand poète son gendre,

Roberto ARMIJO,

survenu le 24 mars 1997, à Paris.

– Cynthia, Alain et Eric.

Paule. sa mère, Glenn et Sylvia Michhun,

ses beaux-parents, Sophie,

Er Bruno Gaultier. Lonni, venve d'Erienne Bolo,

son pere, Richard Sack, Et tous ses parents.

ont la douleur de faire part de la mort de Laurent BOLO.

survenue le 24 mars 1997, dans sa qua-

Nous nous retrouverous le vendredi 28 mars, à 15 heures, au funérarium des Batignolles, l, boulevard du Général-Leclere, à Clichy (Hauts-de-Seine),

149, rue Oberkampf,

Luçon, Nantes.

Christiane Crumois

fait part du décès de son époux. Jean CRUMOIS. chevalier de la Légion d'hommeur, commandeur des Palmes académiques, proviseur honoraire du lycée Jules-Verne à Names.

survenu dans sa quarre-vingt-quatorzième

La cérémonie religiouse sera célébrée le vendredi 28 mars, à 16 heures, en la cashédrale de Luçon.

14, rue de l'Ancienne-Brasserie, 35400 Luçon.

Bertrand FÉJOZ

nous a quittés à l'age de vingt-cinq ans. If nous manque.

L'equipe du Théâtre des quartiers

VOYAGES

Vols, séjours et circuits

Guides touristiques

Votre agence 24 h/24 p

3615 LEMONDE

M Roger Faure,
 née Jeanne-Françoise Gallet,

Jacques, Marie-Ida, Sylvain et Natalie, ses enfants, Michel, son épouse.

Emeline sa petite-filk oni la douleur de faire part du décès de

M. Roger FAURE, HEC 1937, ancien prisonnier de la guerre 1939-1945,

survenu le 24 mars 1997, à l'âge de quatre-vingts ans,

La cérémonie religieuse sera célébrée ce Jour (26 mars), à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 mars, à 12 henres, à Valliguières

Cet avis tient lieu de faire-part.

 M™ Goldberg Geneviève, Martine Goldberg, Jean-Charles et Brigitte Goldberg, Myriam et Jean-Michel Cohen,

Stéphanie, Jonathan, Jennifer, Johann et Laura. ses petits-enfants.

M. et M- Marcel Tondowski, M= Thérèse Legrand-Goldberg, SCS STEUTS.

Toute la famille et ses amis, oni la douleur de faire part du décès de

M. Maurice GOLDBERG, survenn à Boulogne, le 25 mars 1997, à

l'age de soixante-neuf ans. Les obsèques aoroni lieu le jeudi

27 mars.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière de Bagnoux, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

M^{as} Goldberg, 19, avenue Jeanne-Léger, 78150 Le Chesnay.

M- Therèse-Maria PASPATIS, née ÉKÉDI-LOBE-MANGA-BELL,

partie le 19 mars 1997, à Paris.

Nons L'aimerons loujours.

Et toute la famille,

M= Madeleine NETTER, née PRÉZEAU,

Les obsèques auron lieu au cimetière

Le présent avis tient lieu de faire-part.

97, me du 19-Janvier.

Anniversaires de décès

- 11 y a dix ans, le 27 mars 1987.

Réunion porte principale du cimetière de Bagneux, dimanche 30 mars, à 11 h 30.

Catherine

nous anittait

En ce temps de Pâques, nous espérons en la vie éternelle...

Cet avis tient lieu de faire-part.

Tes enfants et Marie,

- Le docteur Jean-Claude Netter,

Le docteur Jean-Michel Netter et son épouse Hélène, Ses fils et beile-fille.

456 francs auparavant) pour les in-ment comme forêt de protection

Sarah et Antoine, M. et Ma Jacques Prézeau

ont la douleur de faire part du décès de

surveuu le 23 mars 1997, dans sa soixante-quatorzième année.

de Garches, le vendredi 28 mars, à

Théo LIBESKIND.

Souvenir

- Il-y a six mois, le 27 septembre 1996,

Elle reste merveilleuse dans nos cœurs.

Fabrice et Mélanie.

· Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu. .

Communications diverses

- Jeudi 27 mars 1997, à 20 h 30 : 2 l'occasion de la sortie du CD-ROM Histoires du ghetto de Varsovie, fenênes sar la mémoire » (Montparuasse Mulcimédia), soirée animée par Ivan Leval, « Les nouvelles technologies et le devoir de mémoire : entre livre d'histoire et fiction, une troisième voie ? » avec Jean-Marc Dreyfus, Déborah Lewiner-Elalouf, Pierre Raiman, avec la participation de Larissa Cain, enfant dans le gheno

de Varsovie. Centre communautaire de Paris. 5, rue Rochechovart. 75009 Paris, Métro Cadez

Réservations au 01-49-95-95-92

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille Les cours actualisés tous marchés La valeur des SICAV

ny mpakamban araka ilay ana ara-dahari

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTER et AFP) Communiqué des entreprises cotées en Bourse

<u>Séminaires</u>

- Le premier séminaire Manitou aura lien à l'Espace Rachi, 39, rue Broca, Paris-5 (ancien Centre Rachi), eo présence de M= Léon Askenazi.

 DIEU, LE MONOTHÉISME » du 31 mars au 3 avril 1997 inclus.

Participeront: M. le grand rabbin Joseph Sitruck, M. Armand Abécassis, M. le rabbin Gilles Bernheim, M. le grand rabbin David Messas, docteur Abraham

Weingorth et M. Benno Gross.

Tables rondes

- Jeudi 3 avril, à 20 heures. Le protestanti

une chance pour l'Europe ? Michel Rocard,

Le pasteur Jacques Stewart, Jean-Paul Willalme.

58, rue Madame,

75006 Paris.

Le trimestriel édité par

Animée par Alain Dohamel.

Eglise réformée de Paris-Luxembourg,

CARNET DU MONDE Télécopieur :

01-42-17-21-36 Téléphone : 01-42-17-29-94 ou 38-42

THESES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Manière de voir LEMONDE

diplomatique



la « pensée unique »

La marchandisation du monde, par Ignacio Ramonet. L'idéologie aujourd'hui, par François Brune. ■ L'autophagie, grande menace de la fin du siècle, par Denis Duclos. ■ L'alihi humanitaire, par Danièle Sallenave. Mirages du progrès technique, par Victor Scardigli.

L'entreprise du XXI siècle, par Bernard Cassen. L'argent et la machine sacrée, par Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret. La

plage, symbole trompeur du bonheur, par Marc Augé. Anatomie d'un parc de loisir, par Marc Augé. L'ère du clip, par Jean Chesneaux. Analyse d'un passage à l'antenne, par Pierre Bourdieu. Réponse à Pierre Bourdieu, par Daniel Schneidermann. Méfaits du petit écran, par Max Dorra. Réponse à Pierre Bourdieu, par Daniel Schneidermann. Métaits du petit écran, par Max Dorra.

Les vidéo-vantours de Los Angeles, par Yves Endes. Interdire les films sanguinaires?, par Olivier Mongin. Pourquoi tant de « tueurs en série » aux Etats-Unis?, par Denis Duclos. Vertiges des mangas..., par Pascal Lardellier. Des agressions publicitaires, par François Brune. La nouvelle drogue des jeux vidéo, par Ingrid Carlander. MTV, chaîne du rock et de la jeunesse, par Yves Eudes. Chimères de la télévision interactive, par Yves Eudes. Le monde du travail interdit de télévision, par Gilles Balbastre et Joëlle Stechel. Comment nous trompent les images virtuelles, par Philippe Quéau. Ces prêtres branchés de l'ère numérique, par Herbert I. Schiller. Photos traquées, par Edgar Roskis. Mettre en scène la pauvreté, par Edgar Roskis. Les médias et les gueux, par Serge Halimi. Le théâtre, un art ancré dans l'histoire, par Jean-Christophe Bailly. Contre l'ennemi libéral, par Jean-Pierre Sarrazac. La colère, toujours la colère, par Michael Billington. Faire exploser la société française, par Gilles Costaz. Les neintres contemporains face à l'histoire, par Lionel Richard. société française, par Gilles Costaz. Les peintres contemporains face à l'histoire, par Lionel Richard. ■ De la résistance aux choses peintes, par John Berger. ■ Pour le droit public à l'information sur Internet, par Philippe Quéau. ■ Rébellions contre le futur, par Kirkpatrick Sale. ■ Contre l'oppression d'Hollywood, par Anatole Dauman. ■ Un modèle de civilisation : la Méditerranée, par Edgar Morin.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 50 F

3615 LEMONDE

éclairer tous les aspects d'une compétition qui doit être suivie par

série de rendez-vous destinés à téléspectateurs (en audience cumuiée). • LA MESURE de l'événement, qui va mobiliser quelque 9 000 jour-2,5 millions de spectateurs dans les nalistes pendant un mois, ne semble stades et plus de 37 milliards de pas encore avoir été prise par les

décideurs privés et publics français, alors que l'engouement populaire s'est dejà manifesté au niveau de l'achat de billets. • HUIT PARTE-NAIRES commerciaux vont assurer

au CFO la maîtrise logistique en matière de communication et d'informatique, tout en lui assurant des rentrées financières conformes aux objectifs budgétaires.

La France se mobilise lentement pour « sa » Coupe du monde de football

Le 16e « Mondial » aura lieu du 10 juin au 12 juillet 1998. Les 64 matches disputés dans dix stades seront suivis par 37 milliards de téléspectateurs. Les organisateurs ne trouvent pas partout d'écho à leur enthousiasme pour le plus grand événement sportif de cette fin de siècle

IL EST UN PAYS obnubilé par la Coupe du monde 1998 : le Brésil. Le vainqueur de la précédente édition, qualifié d'office, ne pense plus qu'à ce grand rendez-vous. Cinq cent mille personnes ont déjà demandé billets ou informations touristiques. Lors de son récent voyage au pays de Pelé, Jacques Chirac a pu juger de l'engouement pour l'événement. Tandis que, sur les terrains de la planète, les sélections nationales se disputent l'honneur de participer au « jamboree », une equipe et un peuple sont déjà prêts à défendre leur titre.

Qu'en est-il chez l'autre qualifié d'office, le pays hôte? lacques Lambert, directeur général du Comité français d'organisation (CFO), ne tourne pas autour de son petit doigt. « Ce n'est pus encore la Coupe du mande de la France », regrette-t-il. Au CFO, au ministère délégué à la jeunesse et aux sports, à la délégation interministérielle de la Coupe du monde (Dicom), le constat est le même : à quinze mois du plus grand rassemblement organisé par notre pays en cette fin de siècle, le manque de mobilisation se fait encore sentir. « Il n'y a pas de prise de canscience de l'intéret de l'événement », constate

Michel Platini, coprésident du CFO, s'est valu quelques inimitiés en critiquant vertement, jusque dans les colonnes de la presse étrangère, le manque d'empressement de certaines administrations à soutenir le grand projet. Mais son

La répartition du financement FRANCE 98 ONE OF INM DU STADE DE FRANCE ENTREPRISES PUBLIQUES (SNCF, RATP,ETC.) ganisation de la Coupe du monde colitera près de 8,5 milliards de francs; mais une large part de ses investissements ont servi à créer

des structures durables (studes, lignes de RER, converture de l'A1, etc.).

taines torpeurs. Sa position est loin d'être isolée. Dans les rouages de l'Etat, ceux qui sont associés à l'effort d'organisation se félicitent en aparté - que soit dit tout haut ce que eux pensent tout bas. . Dans une préfecture, un type ne savait pas que la Coupe du mande avait lieu en 1998, raconte un protagoniste. Il pensait qu'elle se déroulait quatre ans après les Jeux alympiques. » Depuis blentôt cinq ans qu'ils se démènent, ces pionniers ne peuvent qu'être déçus par l'inertie qui règne encore hors de leur cercle d'initiés. A leurs yeux, il y a là une discours aura au moins secoué cer- grande cause sous-estimée, « un

enjeu national », estime Fernand

Sastre, l'autre coprésident. «La Caupe du monde, ce n'est pas simplement soixante-quatre matches de football », explique Michel Platini, comme s'il était encore nécessaire de s'en convaincre. Et d'égrener quelques chiffres : millions de spectateurs dont 800 000 étrangers, 9 000 journalistes et 37 milliards de téléspectateurs, en audience cumulée (le double d'Atlanta). La planète ne restera pas les yeux rivés sur la balle du 9 juin au 12 juillet. Elle en profitera pour juger « dons quel état est ce pays », estime l'ancien

capitaine des Bleus. Que va-t-elle voir ? Il ne s'agit pas de succomber au catastrophisme. L'organisation, stricto sensu, de la Coupe du monde suit le cours prévu, même s'il n'est pas, évidemment, celui d'un fleuve tranquille. Le CFO affirme respecter son calendrier. Ses commanditaires, après avoir un peu tardé à se déclarer, s'associent aujourd'hui pleinement au projet.

PRISE DE CONSCIENCE La construction du Stade de France, la rénovation des autres stades se font peu ou prou dans les délais et dans les budgets, en tout cas mesurés à l'aune française I La sélection et la formation des

12 000 bénévoles devraient rapide-

ment débuter. Les ventes de billets

dépassent les espérances. Non, ce qui chagrine les organisateurs, ce serait plutôt le sentiment que la France, elle, pourrait ne pas être prête. Ils craignent que la compétition sportive ne paraisse un événement plaqué dans un pays ronronnant, que la fête soit confinée dans le strict périmètre des stades. On sait que les grands événements sportifs sont devenus des vitrines promotionnelles, les meilleurs étalons du dynamisme d'une nation. On a le droit de le regretter, pas de l'ignorer. Or, à environ quatre cents jours dn match inaugural, le chauvinisme français tarde à se réveiller.

« L'investissement sportif n'est pas encare entré dons lo culture économique française, regrette Guy Drut, le ministre de la jeunesse et des

sports. Les entreprises françaises interviennent de manière ponctuelle, jamais dans la durée comme le font les très grosses sociétés internationales. » Elles découvrent enfin l'impact de la Coupe du monde quand les grandes firmes étrangères l'ont assimilé depuis longtemps. Nike a déjà réservé depuis plusieurs mois le dernier étage de l'Arche de la Défense et Pepsi-Cola l'espace Braniy, à Paris. Ces deux Américains ne sont pas des partenaires officiels, mais ils refusent l'idée d'être absents du bal. « Entre les demi-finoles et lo finole, sont présent dans le pays organisant la Caupe du mande plus de décideurs politiques et écanomiques qu'à un sommet du G7 », explique Bruno Sainjon, directeur des affaires

Les grandes dates

● 1989 : création du comité de candidature et engagement de François Mitterrand, président de la

● 1991 : dépôt officiel du dossier de candidature à la FIFA. ● 1992 : la FIFA confie à la Fédération française de football l'organisation de la Coupe du monde 1998. Le Comité français d'organisation est constitué. ● 1993 : Saint-Denis est désignée pour accueillir le Grand Stade. ● 1995 : le 12 décembre, tirage au sort de la phase preliminaire. • 1997 : en décembre, tirage au sort

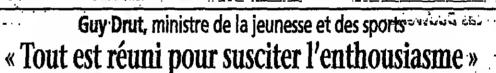
de la phase finale. ● 1998 : 16 Coupe du monde de football du 9 juin au 12 juillet.

économiques et de l'animation à la Dicom. Une occasion unique de se montrer.

« Cela a été long, mais on sent enfin une prise de conscience », note Bruno Sainjon. Les initiatives se développent. Renault, à Paris, ou Aerospatiale, à Toulouse, par exemple, espèrent bien faire parler d'eux par des démonstrations d'envergure. Les chambres de commerce et d'industrie (CCI) tentent de persuader leurs adhérents plus modestes de l'opportunité. Les CCI des dix villes concernées (soit 400 000 adhérents) se sont regroupées dans un club en mars 1996 et tentent de susciter l'intérêt au plus profond du tissu économique. Malgré la difficulté à trouver les financements, une série de manifestations est envisagée. comme une foire anx vins à Bordeaux.

La Coupe du monde coûtera à la collectivité environ 8,5 milliards de francs. Mais la ville de Nantes estime à 250 millions de francs, rien qu'en restauration et en couchage, les rentrées d'argent générées. Multiplié par dix (le nombre de stades), ce chiffre donne une première idée des retombées immédiates de l'événement. Mais la réussite totale de l'organisation pourrait avoir des conséquences blen plns importantes à long terme. La France joue sa réputation, son image, sur la Coupe du monde. Qu'on aime ou non le football, cela mérite de s'y inté-resser.

Benoît Hopquin



« Certains, comme Michel Platini, reprochent aux pouvoirs publics de ne pas suffisamment s'engager pour la réussite de la Coupe du monde de football en 1998...

-On oublie souvent que, s'il n'y avait pas eu l'Etat, il n'y aurait pas de Coupe du monde de football en France. D'abord dans l'initiation du projet : c'est bien le président de la République et le gouvernement qui ont accepté de poser la candidature de la France. Ensuite, il y a toujours eu une continuité dans le suivi de l'organisation. Entin, la participation financière de l'Etat est importante, que ce soit pour la modernisation des stades de province, la prise en charge de 47 % du coût de la construction du Stade de France, la réhabilitation du site et la construction des infrastructures de transports à Saint-Denis.

- Qnelle image de la France voulez-vous donner à cette occa-

sion? - Celle d'une France qui a confiance en elle. Je suis frappé par l'image que les étrangers ont de la France, et celle que les Francais out de leur propre pays et de ses capacités. Il y aura en tout trente milliards de téléspectateurs à avoir les yeux tournés vers notre pays entre le 10 juin et le 12 juillet 1998. Et ce sera en direct, il n'y aura pas de possibilité de refaire le spectacle s'il y a le moindre pro-

- Peu de choses sont faites pour informer nos compatriotes et les visiteurs étrangers que la France va organiser l'an prochain un événement d'importance mondiale. Qu'avez-vous l'intention de faire

- C'est vrai qu'il manque encore un véritable élan populaire dans l'attente de cette Coupe du monde. La vente des billets est pourtant un succès, mais îl n'y pas cette fierté d'accueillir des étrangers, et de leur montrer notre pays, que l'on serait en droit d'attendre.

» On s'est peut-être tous laissé enfermer dans une sorte de négativisme. Sur le plan sportif d'abord, en maltraitant une équipe de France qui a pourtant été jus-

qu'à la demi-finale du Championnat d'Europe. Ensuite, on a dénigre le Stade de France, sans doute à cause des atermoiements qui ont perte de lisibilité pour l'ensemble précédé sa construction. Et maintenant, on s'interroge sur les risques financiers de l'organisation de la Coupe du monde.

> Pourtant, on sait aujourd'hui qu'on aura une équipe de bon niveau, des stades magnifiquement aménagés, une organisation de qualité, un budget équilibré. Tout



est réuni pour susciter l'enthousiasme. Même s'il n'est pas le seul, le rôle de l'Etat est effectivement de donner une impulsion, car on ne voit pas encore de dynamique d'accompagnement, surtout dans les milieux économiques. Il faut arriver à convaincre, sans contraindre. Le président de la République en est pleinement conscient : cela va bouger. Par allleurs, il serait effectivement souhaitable que les voyageurs étran-gers soient accueillis dans les gares et dans les aéroports par un message de bienvenue indiquant qu'ils arrivent dans le pays organisateur de la Coupe dn monde.

- Que prévoyez-vous pour que l'événement ne soit pas cantonné

à l'intérieur des stades? - Il y aura une grande fête dans la capitale la veille du match d'ouverture. Il y a un accord entre le comité d'organisation, la Ville de Paris et l'Etat pour donner un lustre particulier à cette manifestation. Rien n'empêchera par ailleurs les villes organisatrices d'organiser leurs propres animations. Les chambres de commerce et

côté toutes les initiatives locales L'Etat doit juste veiller à ce que ce

de la Coupe du monde. - N'auriez-vous pas souhaité personnellement pouvoir enlever les grillages de protection autour des terrains? La Prance n'apparaft-elle pas aiusi comme un peu frilense, sinon paranolaque?

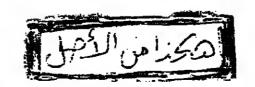
-Bien sûr, je regrette que l'on soit obligé d'assister aux matches derrière des grillages comme dans la plupart des autres pays. Mais je suis complètement solidaire du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, parce que c'était trop tôt. Il n'y a qu'en Angleterre qu'on a pu le faire, mais cela a été un long travail de préparation. Et on a là-bas la tradition du respect du champ de jeu que nous n'avons pas encore. D'autant que nos stades ont été conçus avec des grillages et qu'il serait difficile de les modifier aussi rapidement.

- Des financements publics importants ont été engagés dans la rénovation des stades existants et dans la construction du Stade de France. Que faites-vous pour éviter des dépassements de budget?

- Les dépassements éventuels du coût de construction du Stade de France seront à la charge du concessionnaire. Les travaux de dépollution du site du Cornillon restent à la hauteur de ce que l'on pouvait attendre, et il aurait fallu de toute façon assainir cette zone. Les travaux de mise à niveau des stades de province font l'objet de conventions pour des montants non révisables. Le CFO ne bénéficiera d'aucune subvention. Une mission de l'inspection générale des finances envisage même la répartition d'un éventuel bénéfice Et puis, n'oublions pas que le budget de 8,5 milliards de francs, dont cinq de fonds publics, engagés pour la Coupe du monde, n'est pas disproportionné. Le hudget de fonctionnement annuel de la Bibliothèque de France est presque equivalent à la participation de l'Etat dans le Stade de France. »

> Propos recueillis par Christophe de Chenay





monde de football

A MARIE MINISTER STATE OF THE PROPERTY OF THE

Mr. Brighton S. C. C. Barrer Charles in

Mary Colonia Colonia wayth lifes in a suite CAMPAGE & PARTY OF THE FREE WOLL .

Carles Commercial

الغراسية المناف المأ Special and the second

susciter l'entheus asme

Mi SATE gain modity

المناه فالأنفاق المحارض المجارض mark washing a second Special Control of Control $\mathcal{J}(x_{j+1},x_{j+1}$

A PROPERTY AND A PROP

Marinish and the second The Mary and a second of the second 衛軍 等 多年於 四分元 小子

* jan - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 - 124 -

igages a manager that a star is

the distribution of the second

The said the said Marting & Carlo St. Sec. 2 A Landy Contract of the land The second of the second

hine internations of

MONEY WALL STORY OF

Poste, Manpower, Sybase. • Catégorie 3. Produits et services officiels du CFO : une dizaine de contrats sont en cours de négociation. Catégorie 4. Prestataires agréés du CFO: treize accords, dont

Les associés commerciaux Catégorie 1. Partenaires officiels de la FIFA ou top sponsors: Adidas,

McDonald's, Opel, Philips, Snickers, Catégorie 2. Partenaires officiels de France 98, comité d'organisation de la Coupe du monde : Crédit agricole, Danone, EDS, France Télécom, Hewlett-Packard, La

deuxième poste de recettes pour le teurs d'activités prospectés different de ceux «occupés» par les douze partenaires de la Fédération

Le chantier du Stade de France en phase finale

DEUX ANS À PEINE ont été né- très introduite au plan fédéral, em-

Le brasseur américain Anheuser-Busch est une exception dans le

programme de marketing apparemment bien verrouillé de la Compe du monde 1998. Partenaire officiel de la FIFA depuis 1995, la firme de Saint-

Louis (Missouri), qui produit la célèbre bière Budweiser, n'a pas réussi à

convaincre le Comité français d'organisation de l'autoriser à s'afficher

comme les autres top sponsors. Elle pourra organiser des opérations de

relations publiques, mais ne pourra utiliser les deux panneaux prévus

sur les terrains, qu'elle a pourtant payés fort cher (près de 100 millions

de francs). Le CFO reste sur ce point intraltable : « La loi Evin est claire. Il

ne peut y avoir en France de marque d'alcool qui parraine une manifesta-

tion sportive. » Pas question non plus de faire figurer la marque sur les

brochures et dans les films de promotion. Anheuser-Busch ne baisse

pas les bras pour autant. Elle refuse pour l'instant d'abandonner tout

ou partie de droits payés fort cher et multiplie les offensives pour ob-

tenir gain de cause. Quitte à essayer de modifier un pan entier de la loi

Evin, en vigueur en France depuis 1993 (Le Monde du 15 mars).

poursuivent actuellement la pose de la toiture.

cessaires pour finaliser des contrats

qui, pour certains, font 250 pages.

A quinze mois de la Coupe do

monde de football, la commerciali-

sation des droits locaux de marke-

ting est en passe d'être bouclée. Un

exploit an regard de la World

Cup 94, aux Etats-Unis, où certains

contrats n'étaient pas encore finali-

sés quelques semaines seulement

Les huit entreprises partenaires

du Comité français d'organisation

(CFO) - Electronic Data Systems

(EDS), Hewlett-Packard, Sybase,

France Télécom, Crédit agricole, La

Poste, Danone et Manpower -

vont contribuer à hauteur de 70 %

an budget de marketing, évalué à

867 millions de francs. C'est le

Le cas Budweiser

CFO, après la billetterie.

La vente de ces droits liés à l'uti-

lisation du label « fournisseurs offi-

ciels » est, fait nouveau, gérée par

une structure intégrée au comité,

an grand dam des agences de mar-

keting sportif, habituées à avancer

en terrain conquis. En fait, cette in-

novation serait presque une révo-

lution. « Pendant un an, on o voulu

notre peau parce que l'on déran-

geait », se souvient Philippe Ville-

mus, ancien directeur du marke-

ting de Mars, appelé au CFO début

1994 par les présidents Fernand

Sastre et Michel Platini. « Tout le

monde s'attendait à voir Médiafoot,

lo société de Jean-Cloude Darmon,

Le budget du CFO

O Voté le 6 mars 1997 par le

conseil d'administration, le

nouveau budget du Comité

français d'organisation de la

chiffrées à 1,035 milliard de

commercial sont évaluées à

Les droits de télévision

• Le budget est présenté à

pour risques et imprévus de

148 millions de francs qui

équivaut à près de 10 % des

dépenses à engager en 1997

l'équilibre, avec une dotation

867 millions de francs.

Coupe du monde de football 1998

s'établit à 1,968 milliard de francs.

• Les recettes de billetterle sont

(CFO) a été revu à la hausse et

• Les recettes de partenariat

s'élèvent à 6S millions de francs.

avant le début des matches.

. .:

e e e

mention of the second of the s

Symbole de la fête à venir, le Stade de France doit être inauguré en janvier 1998. Les ouvriers doit s'insérer dans un site totalement rénové, à

L'enceinte de 80 000 places, conception des archi- des disciplines qui y seront pratiquées ultérieure-

porter le morceau. » Mais un comi-

té rassemblant l'état-major du

CFO, les présidents de la Fédéra-

tion et de la Ligue de football et

des publicitaires, en a décidé autre-

ment. Cette cellule de marketing

« n'est en rien différente de celles

que l'on trouve dans les grandes en-

treprises fabriquont des produits de

La prospection débute en octo-

bre 1994, avec l'envoi d'un courrier

aux présidents des grandes entre-

prises françaises et étrangères. Des

secteurs « stratégiques » (informa-

tique, télécommunications,

banque, assurance, ressources bu-

maines...) sont démarchés en prio-

rité. Cette approche est rendue

plus facile par le fait que les sec-

Saint-Denis. Le stade sera modúlable en fonction

marginale.

internationale de football (FIFA). « Le sponsoring de lo Coupe du monde est un jeu ò deux entre nous et l'entreprise ISL, qui gère les douze portenoires de lo FIFA », précise M. Villemus. Un jeu qui s'avère éminemment complexe. L'accord régissant les attributions respectives d'ISL et du CFO n'a toujours pas pu être signé. La société de marketing sportif suisse ISL, fragilisée par la perte de son contrat historique avec le Comité internatiooal olympique, l'été dernier, se

ferait fort de négocier au mieux les intérêts de la FIFA, son principal

Canon, Coca-Cola, Pujifilm, Gillette, JVC, Mastercard,

quatre sont déjà signés (Accor, Frisquet, Arjo Wiggins, RATP). Les autres négociations devraient aboutir dans les deux mois.

constituent le pool informatique de France 98. Elles ont été les premières à entrer dans l'organisation de l'événement, début 1995. EDS, déjà partenaire de la précédente Coupe, chapeaute les technologies de l'informatioo. L'eotreprise texane (95 000 personnes) a de lourdes responsabilités: gérer l'informatique de la billetterie (2,5 millions de billets), l'affectation des volontaires (12 000), les accréditations de la presse (9 000 journalistes attendus) et les liaisons entre les onze sites officiels. Instruits par les difficultés reocootrées par IBM lors des 10 d'Atlanta, les partenaires affirment d'une même voix qu'il s'agit là d'« une occasion unique pour montrer o nos clients ce que nous

client. Même si leur contribution

financière à l'organisation s'avère

Trois sociétés américaines - EDS.

Hewlett-Packard et Sybase -

sommes capables de faire ». UN VÉRITABLE DÉFI

L'utilisation du label Coupe du monde diffère selon les entreprises. SI les entreprises américaines l'utilisent déjà activement pour la promotioo de leurs marques à l'international, les partenaires français, comme le Crédit agricole ou La Poste, privilégient davantage les actions de proximité, souvent à partir des dix villes où se dérouleront les matches. Elles s'appuient, notamment, sur la densité de leurs réseaux d'agences, par exemple pour vendre les billets (Crédit agricole) ou leurs infrastructures pour acheminer les billets sous plis sécurisés (La Poste). Mais parrainer la Coupe du monde est également le moyen de renforcer des liens professionnels existant avec les autres partenaires: «HP

est d'ailleurs l'un des plus gros clients de Manpower. » Trouver des entreprises francaises intéressées par ce type d'opération n'a pas été évident. « On s'est rapidement rendu compte du nombre restreint de marques françoises de niveau mondiol », constate eo substance Philippe Villemus, qui indique qu'il n'y avait aucum « quoto » obligeant le CFO à prendre des entreprises françaises.

Les compétences

 Huit partenaires se sont engagés avec le CFO depuis deux ans :

• Electronic Data Systems (EDS), intégrateur des technologies de l'information (27 avril 1995); Hewlett-Packard, équipements informatiques (27 avril 1995); Sybase, logiciels (22 janvier 1996). · Crédit agricole : banque officielle et distributeur de la billetterie (25 mars 1996).

 Danone : fournisseur officiel des produits frais (16 septembre France Télécom: opérateur officiel des télécommunications (14 juin 1995). • La Poste : opérateur officiel du

courrier (7 novembre 1995).

• Manpower : réseau officiel de

travail temporaire (29 mai 1996).

Le jeu complexe des contrats et des partenaires « Celo ourait pu être huit entreprises étrangères, » C'est d'ailleurs ce qui aurait poussé certains partenaires comme Prance Télécom à réagir : la peur de voir débouler pendant un mois un opérateur de télécommunications étranger qui aurait pu

ainsi préparer en toute tranquilité

soo entrée sur le marché français

ment. Il pourra également accueillir des concerts.

Comme pour le financement de la Coupe du

monde, la construction du Stade de France aura

étroitement mêlé argent public et privé.

des télécoms, ouvert à la concurrence en janvier 1998, Le marketing d'un événement qui, du 10 juin au 12 juillet 1998, attirera sur le sol français l'attention de la scène internationale constitue un véritable défi. « C'est comme gérer une multinationale dont lo durée de vie est limitée à trois ons », se plaft-on à remarquer à France 98.

Florence Amalou

Deux millions et demi de billets en vente

LE COMITÉ FRANÇAIS D'ORGANISATION (CFO) de la Coupe du monde de football 1998 va vendre 2,5 millions de billets pour permettre aux spectateurs d'assister aux 64 matches que disputeront les 32 équipes engagées dans la compétition. Lors des jeux olympiques d'Albertville, en 1992, 900 000 billets avaient été commercialisés. Trois catégories de billets (145, 250 et 350 F pour la première phase) seront proposées dans les stades et une quatrième (145 F pour la première phase) dans le Stade de France, à Saint-Denis, dont la capacité sera de 80 000 places (350, 950, 1750 et 2 950 F pour la finale). Un « Pass France 98 » donnera accès à 5 matches (de 780 à 1900 F selon les catégories) ou 6 matches (de 925 à 2250 F, selon les catégories), dont un huitième de finale (Il reste eocore quelques « Pass » en vente à Mont-pellier, Toulouse et Saint-Etienne). Pour leurs relations publiques, les entreprises pourront se procurer – auprès du CFO uniquement – des « produits prestige » (loges, places combinées avec des prestations complémentaires). La politique tarifaire, le calendrier de mise en vente des billets et la distribution des matches (pour la première fois, chaque équipe jouera les trois matches de la première phase dans des villes différentes) ont pour but de faire jouer les matches dans des

■ Les offices du tourisme des dix sites de la Coupe du monde (Paris, Saint-Denis, Lens, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Saint-Etienne, Lyon) se sont fédérés et proposeront à la clientèle étrangère une brochure commune et un programme de visites possibles. Accor a également lancé un club regroupant des hôteliers indépendants. Mondiresa leur assure une part de la clientèle en échange de la signature d'une charte de qualité, cela afin de limiter les abus. Les transporteurs aériens se sont également organisés en syndi-

■ Chaque ville de la Coupe du monde a reçu une cinquantaine de projets sérieux de promotion qui pourraient être développés en marge de la Coupe du monde. Saint-Denis invitera par exemple Jessye Norman à chanter à la basilique. Une entreprise publique entend organiser un coocours de sculptures. Uo défilé des provinces gourmandes est en gestatioo ainsi qu'nn développement du réseau Internet. Tous les projets adoptés seront publiés dans une brochure large-

ment distribuée. Arjo Wiggins a signé, lundi 24 mars, un accord de partenariat avec le CFO pour la fourniture du papier. Cinq cents tonnes devraient être utilisées pour les diverses publications. Numéro un mondial du papier dit « de sécurité », Arjo Wiggins fournira ootammeot la matière première qui servira à la fabrication des 2,5 millions de billets. Sa confectioo sera l'objet d'un soin particulier afin de déjouer les tentatives de falsification. Les autres prestataires de services agréés par le CFO soot Accor (centrale de réservation Mondiresa), la RATP (transports urbains) et Frisquet.

Un tournoi-test en juin

POUR TESTER eo grandeur nature une partie du dispositif de la Coupe du monde de Football 1998, un an avant son coup d'envoi, la Rédération française de football, la Ligue nationale de football et le Comité français d'organisation organisent, du 3 au 11 juin 1997, le Tournoi de France, qui mettra aux prises les équipes d'Angleterre, du Brésil, d'Italie et de France. Les matches auront lieu à Lyoo, Nantes,

Hors-série spécial résultats du baccalauréat 1996

Montpellier, Lens et Paris.

POUR EXAMINER DE PLUS PRÈS LE CHOIX D'UN LYCÉE



Un hors-série édité par

■ Qu'est-ce qu'un « bon » lycée ?

■ Tous les résultats de plus de

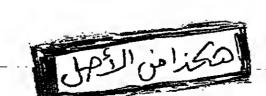
par serie.

Ce Monde ÉDUCATION

fonction de ses élèves.

le baccalauréat.

EN VENTE UNIQUEMENT* CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F



Jean-Charles de Castelbajac habillera le pape

Le créateur de mode a été sollicité par le Saint-Siège pour être son costumier officiel lors des Journées mondiales de la jeunesse, organisées par l'archevêché de Paris, du 18 au 24 août



CINQ MILLE CINQ CENTS des créateurs de costumes plus un, ceiui du pape. Vingt mille mètres de rissu écru, cinq mille en couleurs, le tout table, formant un arc-en-ciel. Jean-Charles de Castelhalac a été sollicité par le Saint-Siège comme costumier officiel à l'occasion des douziémes Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), dont le point d'orgue est le Festival de la jeunesse, organisé à Paris du 18 au

24 août (Le Mande du 25 mars). Dans son bureau du septiême arrondissement, le chevalier rock mode français, ex-

habilleur de Johnny Rotten et des New York Dolls, à la offert par la société Chargeurs. fin des années 70, exulte. « Pour Les marqueurs s'étalent sur la un cancert de rock j'aurais réagi fin des années 70, exulte. « Pour avec le même enthausiasme, le même sens du détail. » Travaillant sur le thème des cinq continents, il annonce, pour le défilé des prétres, « une donse des cou-

A quarante-sept ans, il promet : « Ce ne sera pas Fellini Roma. Ce projet est en adéquation avec ma foi, man éducation judéo-chrétienne. C'est un vrai choix. L'idée

du groupe, de la célébration, de cette multitude harmonieuse m'a passionné », dit Jean-Charles de Castelbajac, qui affirme travailler à cette occasion bénévolement.

Ses tranches de couleurs primaires rappellent la chasuhle déjà réalisée à la demande du comité d'art sacré. Il parle d'une « croix ouverte sur la couleur et qui ponctue une raute. Elle n'est pas appliquée, juste brodée aux contaurs... >

Pour lui, le vêtement s'appareote parfois à une rencontre mystique. Et de citer trois d'entre elles: la tunique de saint Louis, « un bliaud très simple dans un lin

rustique », la robe de chambre de Napoléon à Sainte-Hélène, ou encore le vêtement que Jean Paul II lui a fait récemment parvenir: . Une tunique de saie byzantine très légère, avec un col très simple. C'est la forme qu'il préfère. Je vais travailler dessus.

LE PONCHO A DEUX PLACES

Il y a tout juste trente ans, Jean-Charles de Castelhajac, prenait une couverture de pensionnat pour en faire un manteau. Créateur de la société Ko and Co, avec sa mère, en 1969, il lance ses premiers vétements, réalisés à partir de matières détournées, bandes Velpeau, toile cirée, serpillières.

On lui dolt le poncho à deux places, les vêtements de ski en plastique transparent garnis de plumes multicolores, les blousons nounours, vêtements trompel'œil et robes réalisées à partir de tableaux (Jean Charles Blais, Barcelo, Gérard Garouste), de portraits, de Louis XVI à Mickey. Son anti-mode a la foi: de robes cruciformes en chapelle créée au Musée Galllera (1992), à Paris, le créateur s'identifie lui-même à son emblème, un

personnage ailé, entouré d'astres célestes.

C'est au moment où lean-Charles de Castelbajac habille le clergé qu'il choisit dans sa mode de « célébrer la féminité ». Des tissus plus sensuels, des formes plus près da corps, ont marqué sa collection de l'hiver 1997-1998, présentée, vendredi 14 mars, an Carrousel dn Louvre. Ponr la première fois depuis trente ans, il

présente des femmes en talons. Mais à quand les préservatifs griffés? Concernant les prises de position de l'Eglise face à la sexualité, Jean-Charles de Castelbajac, reste discret, se révélant, là encore, comme un rol du détournement. « L'esthétique ne peut ètre un camauflage. Je ne mets pas ma conscience en paix, mois je fais un travail. Depuis les onnées 60, rien n'o chongé en matière d'ort sacré. J'ai le souvenir d'être passé des ors et des encens oux prêtres en costume de velours côtelé, ovec une petite croix. Et puis, cette manifestotion est, selon mol, le point de déport d'une réflexion profonde. »

Laurence Benaim

Partenariat et mécénat

« La présence, pendant six jour à Paris, de plusieurs centaines de milliers de jeunes du monde entier est une occasion de rayonnement culturel et spirituel de notre pays », indique dans un commu niqué l'archevêché de Paris. Les cérémonies importantes auron lieu samedi 23 et dimanche 24 août, avec une « choine humaine de solidarité » formée par un demi-million de jeunes sur les boulevards des Maréchaux, une « veillée » à l'hippodrome de Longchamp avec le pape, et, sur place, le leudemain, une céléhration onverte à tons. Les frais devraient être assurés par le « financement des jeunes », une « souscription auprès des Français », et des contrats de partenariat on de mécénat avec des sociétés. Pour cet événement, le pape a, nutre Jean-Charles de Castelbajac, invité plusieurs personnalités, comme l'architecte Christian de Portzamparc, chargé de concevoir la scène, ou Sylgé du petit mobilier liturgique.

Les livraisons à domicile au secours du centre-ville de Nanterre

POUR FAIRE revenir le chaland dans leurs boutiques, durement concurrencées par les grandes surfaces de périphérie, les commerçants des centres-villes avaient déjà imaginé la carte de fidélité, les gardenes pour enfants et le parking gratuit. Incapables de rivaliser avec les bypermarchés sur le terrain des prix, les voilà qui franchissent une étape supplémentaire en matière de services. Ainsi, l'Amicale des commerçants et artisans de Nanterre (ACAN) propose, depuis février, la livraison à domicile gratuite de tous les achats de plus de 75 francs effectués chez la cinquantaine de commerçants de centre-ville par-

ticipant à l'opération. Une « première » nècessaire, selon Pierre Creuzet, président de l'ACAN, qui évoque la dévitalisation du centre de Nanterre (Hauts-de-Seine). Le chiffre d'affaires des magasins de textile a haissé de 30 % ces cinq dernières années, certains cammerces ne trouvent plus preneurs, d'autres sont remplacés par de petits bazars bas de gamme, les fromagers se font rares, les épiclers ont disparu...

« Quatre Nanterriens sur cing ne viennent jamais faire leurs caurses en centre-ville, pourtant adarable, avec ses allures de village, regrette-t-il. Les quelque quarante-cinq mille personnes qui viennent chaque jour trovailler à Nanterre ne s'y aventurent pas davantage. »

La ville, il est vrai, s'étire en longueur, la circulation et le sta-

son centre, les grandes surfaces (dont les Quatre Temps de la Défense) foisonnent aux alentours, « et l'on porle encore d'un Leclerc entouré d'une galerie commerciale de cinquonte commerces place de la Boule, au sud-ouest de la ville », s'inquiète

Pierre Creuzet. Désormais, ponr 75 francs d'achats (sur place ou par téléphone), les clients du centre-ville sont donc livrés dans les deux heures, à domicile ou sur leur lieu de travail. Les commerçants payent un abonnement annuel de 1 500 francs qui leur donne droit à cinquante «tickets-livraison» mensuels. Au-delà, chaque livralson leur est facturée 5 francs.

MÊME LE DIMANCHE MATIN...

Les six vélos et scooters aux couleurs vives qui sillonnent la ville sont une aubaine, selon Pierre Creuzet, « pour les cadres qui arrivent tard et préfèrent ne pas se déplocer, pour les gens des cités qui ont peur de sortir quand tombe la nuit, pour les personnes dgées. Cela réunifiera lo ville, récréero des liens entre les quartiers, et donnera une nouvelle image des jeunes des cités, qui

livrent en cravate ». Une livraison à domicile de croissants et de journaux est prévue le dimanche matin, sur simple appel effectué la veille. Une voiture peut même passer prendre les personnes âgées chez elles. « Elles sont contentes. Avant, elles venaient seulement quand leur famille passait, raconte Mohationnement ne soot pas aisés en med, qui conduit la voiture. Elles

des petits commerces, de la ville qui change trop, elles nous racontent leur vie. On écoute plus

qu'on ne parle. » Pour cette opération d'un bud-get de 1,2 million de francs, qui a déjà éveillé l'intérêt de Narbonne. Saint-Germain-en-Laye, Nice et Suresne, les commercants de Nanterre ont obtenu des subventions du Fonds d'intervention et de sauvegarde du commerce (ministère du commerce), dn conseil général des Hauts-de-Seine, de la région, de multiples partenariats (La Poste, Peugeot, la BNP, l'UAP, etc.), ainsi qu'un prix de la Fondation des eaux.

Après une dure bataille avec la direction départementale du travail, ils ont même été autorisés à créer trois emplois de ville. Ces derniers sont a priori destinés à favoriser l'embauche dans les services publics et les associations de jeunes de moins de vingt-six ans résidant dans les grands ensembles, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et ayant au maximum un baccalaureat.

Chacun de ces jeunes embanchés est parrainé par l'un des partenaires de l'opération, chez lequel il effectue plusieurs beures de stage chaque semaine. « Fini, rappelle Pierre Creuzet, le temps où l'on se flattait de vivre tranquillement de l'assurance-chômoge-Il faut voir lo fierté des jeunes lorsqu'ils disent "Je suis en livraison " à leurs copains dans la rue. »

Pascale Krémer







Le tourisme religieux est dans tous ses états : le Portugal se prépare à fêter le 80° anniversaire des apparitions

POUR voir un lieu de miracle au Portugal, point n'est besoin de courir jusqu'à Patima. La bourgade tendu des anges. Si les prodiges lisboètes ne vous suffisent pas et que vous vouliez pousser jusqu'à où, en 1917, trois enfants furent visités par Marie n'est qu'à 100 kilomètres au nord de Lisbonne, mais les Portugais, d'habitude doux et raisonnables, deviennent féroces au volant, faisant grimper leur pays en haut des pires statistiques routières européennes. « lis semblent raffoler d'occidents de lo route, les "désastres", comme on dit », note Christian Auscher, lusologue lusophile mais lucide.

Dans la capitale, donc, en baut de la rue Anunciada, empruntez un eléctrico, tram grimpant vers la place des Martyrs-de-la-Patrie. Là, devant la fac de médecine, chaque après-midi un cuite spontané est rendu, au pied de sa statue qui disparaît sous les ex-voto entassés, au docteur José Tomas de Sousa Martins (1843-1897). Ce médecin des pauvres, canonisé par la vox populi sans l'aval de la vox voticoni, attire aussi bien des dévotes que des amoureux, des familles entières que des banquiers, lesquels garent leur limousine en double file pour venir vite griller un cierge sur le trottoir. Il se trouvera toujours dans l'assistance une personne pour vous raconter les effets de la « lumière sumoturelle » de Sousa sur sa santé. En remerciement de guérisons, des bras, des seins ou des têtes en cire sont accrochés au piédestal de l'effigie élevée en 1904 par souscription publique.

Dans Lisbonne fivrée partout à de gigantesques travaux de modemisation, en vue de l'Exposition universelle de 1998, dans Lisbonne (3 millions d'habitants) devenue apparemment une europoie comme les autres, toute occupée d'affaires bien terrestres, d'autres phénomènes semblables à celui du Campo dos Martires persistent à se produire : là, c'est un prêtre qui a vu le visage de Jésus dans une bostie; ailleurs, des écoliers ont en- de la municipalité lisboète.

Fatima, il est conseillé de se recommander à saint Antoine que nous appelons « de Padoue », au dam des Portugais, mais qui naquit bel et bien à Lisbonne en 1195. Près de la cathédrale, la municipalité entretient le Museu Antoniono, consacré à cette gloire locale.

FOI ET VOYEURISME Fatima (4 millions de visiteurs par an, dont 600 000 pèlerhs en voyages organisés parmi lesquels 3 000 Français) diffère, au-delà des chiffres, de Lourdes (S millions de visiteurs, dont 625 000 pèlerins organisés parmi lesquels 3 700 Portugais). Ici, pas d'écrasantes montagnes ni d'eaux bondissantes, mais un morceau de Provence piqué de chênes-yeuses comme celui sur lequel se posa la Vierge. Il y a bien un Fatimo Shopping Center et pas mal de sulpiceries, mais sans le débordement commercial lourdais. Des morceaux de campagne subsistent dans la localité de 8 000 ames, créée autour d'un sanctuaire aux proportions d'une

Seule est immense l'esplanade où se déploient les cérémonies. Le

paroisse moyenne.

Ci-dessus: au pied de sa statue, sur une place de Lisbonne, le docteur Sousa Martins, mort en 1897, guérit des malades par sa « lumière surnaturelle .. Ci-contre: autre protecteur de la capitale portugaise, saint Antoine de Lisbonne, appelé ailleurs « de Padoue », dispose d'un musée pour lui tout seul, sous les auspices

jour capital est le 13 de chaque mois, surtout mai, date de la première « descente » de Marie. En tous temps, des pèlenns franchissent à genoux - c'est pénible mais ne sont pas rares les orants avancant sur des morceaux de mousse synthétique - les dernières centaines de mêtres amenant au saint des saints. Le Guide du Petit futé suggère irrespectuensement de «s'arrêter par voyeurisme» à Fatima, « témoignage de lo singulière foi-croyance-superstition des Portugais ». Un agnostique du terroir vous contera le complot d'un « curé jaloux de Lourdes et d'une

layés ensuite par Salazar ». Les croyants font valoir que prévoir en mai 1917 la révolution en Russie puis « son retour plus tard dons lo foi » n'était pas trop mal vu par la Vierge, au bilan du siècle. Des musulmans appulent cette thèse en estimant que «lo dome étincelonte » n'était pas Manie mais la fille de Mahomet, Fatima... Ce que confirme la toponymie, c'est que, lors des siècles arabes de la région, une demoiselle musulmane de ce prénom fut un enjeu politico-amoureux entre chevaliers du Christ et ceux du Prophète, avant de passer au christianisme.

Tous ces arguments pèsent peu face au specmorquise déguisée en Vierge, retacle brut, sur le parvis ensoleillé de Fatima, d'une foi irréfléchie, instinctive, puis-

EMOTION POPULAIRE

Si Lourdes donne une large place à Bernadette Soubirous, on a le sentiment à Fatima que Marco, Jacinta et Lucia ont un peu été passés au bleu. Un unique vitrail, peu visible, montre les trois gosses, et le dossier en béatification des deux premiers, morts en

sante: inexplicable comme

l'amour, magnétique comme la

poésie. «Le moyen de voir par la

foi, c'est de fermer les yeux à la rai-

son », disait Benjamin Franklin.

Contribuings n."- 500 051 070 MUSEU

EARGO DE SANTO ANTÓNIO À SE LISBOA TEL MONTO O 42-56-25-63.

CAMARA MUNICIPAL DE LISBOA

PARTIR

■GOLF AU BORD DE LA MANCHE. Plages, dunes, pinèdes, villas british pour une atmosphère familiale et sportive sont propo-sées sur la Côte d'Opale à Harde-lot (Pas-de-Calais) pour les ama-teurs de golf. L'Hôtel du Parc, un 3-étoiles, est à deux pas de deux beaux 18 trous, le vénérable goli des Pins et le récent golf des Dunes. Pour eux, un choix de forfaits, notamment un spécial golf, 600 F en semaine, 640 F en weekend, par personne en chambre double, petit déjeuner et green fee inclus; un hôtel et stage à 1 650 F pour 2 jours/2 nuits et, en semaine, un golf Cote d'Opale à 2 350 F, 4 nuits et accès à 5 parcours locaux dont celui du Touquet. Egalement tennis, équitation et char à voile.

★ Renseignements au 03-21-33-22-11.

ILA FRANCE AU CŒUR. Ce voyagiste croise les approches humaine, esthétique, intellectuelle et gustative - et regarde d'un ceil neuf les sites du patrimoine français et leur région. Prévus pour de petits groupes, six itioéraires, tels ces Chemins de Loire allant de Chartres, la cathédrale mystique, à Bourges, à travers le terroir beauceron, la Sologne et le Sancerrois (S jours, 6 550 F, hôtels de charme et repas compris).

★ LM Voyages, 38, rue Madame, 75006 Paris, tèl.: 01-44-39-10-85. **■ LES VACHES DE BOUDIN. Le** Nord fait œuvre de justice en rendant hommage à celles qui souffrent fort, en ce moment, des mauvaises manières des hommes. Le musée de Bailleul expose, jusqu'au 30 avril, peintures et sculptures de ce mammifère, de Boudin à Miro, en passant par Paulus Potter et une tête en clairobscur d'Albert Cuyp.

* Renseignements au 01-46-S6-

LA PAPOUASIE À PARIS. Des portraits, en couleurs et grand format, rapportés d'une expédition effectuée d'avril à novembre 1995 en Irian Jaya et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, sont exposés, du jeudi 3 avri) au samedi 3 mai, a la librairie Itinéraires. Egalement projection de films en vidéo. * Librairle Itinéraires, 60, rue

Saint-Honoré, 75001 Paris, tel.: 01-42-36-12-63.

■ VOYAGER EN TRAVAILLANT. Voir du pays et découvrir d'autres modes de vie, tel est le credo du bourlingueur et de qui choisit une grande mobilité géographique. Option séduisante (travail plus valorisant, avantages financiers, enrichissement humain) mais qui peut poser des problèmes d'adaptation. Mieux vaut donc savoir où l'on va. Le nouveau guide pratique des éditions Rebondir étudie une vingtaine de métiers qui permettent de conjuguer voyage et sécurité de l'emploi. En complément, fiches techniques, témoignages et adresses utiles. * Les métiers qui font voyager, Jérôme Bernard, éd. Rebondir,

Proposition of the second of the second of the second ons à domicile

tre-ville de l'anterre

But the Contract of

have graph to the

المراج مرجودها المشاهيم والأ

probable alies to the second of the second

 $(\omega_{i}^{\alpha}) = (\omega_{i}^{\alpha})^{\alpha} (\omega_{i}^{\alpha} - \omega_{i}^{\alpha}) = (\omega_{i}^{\alpha})^{\alpha} (\omega_{i}^{\alpha} - \omega_{i}^{\alpha}) = 0$

S- - -

A Later Contract

SARAN AND SECTION

Compare the section of

professional and the

建筑型 经增加分配

Balancia graffin and a first for

But gray to experience

1 4-7-10 A 10

But a see to ment of the later

कर्त होती एकिएक रूप

Ber and the

graph is applied to the contraction

 $\frac{1}{2} \left(\operatorname{Span}_{\mathcal{A}}(x, x) - \operatorname{Span}_{\mathcal{A}}(x, x) \right) = 0$

 $\int_{\mathbb{R}^n} \frac{1}{n} dx = \int_{\mathbb{R}^n} \frac{1}{n} dx = \int_{\mathbb{R}^n} \frac{1}{n} dx = 0$

production of the

Selection to the contract of

Special Section Section

强烈·哈里里 (1984年)

海塞 化二氯甲基甲基二甲二二

Mark mental provider

and product the second - production in the second of the second Salama Land of **经股票** 从下上的工作。

Section of the second क्रम्पिका विकासिका । अस्ति क्रम्म च = १ व

market 4.

 $(a,\lambda, b^*) \in L^{1,\alpha} \cap \mathbb{R}^{n-1} \setminus L^{1,\alpha}$

Arterior Control of the State o

and the second of the second second

o je over so s serva de 🧳

The second second section is the second

3.74 (0.00)

Un été américain à petits prix

Rien ne les arrête. En dépit de la hausse du dollar répercutée par la plupart des voyagistes (*Le Monde* du 20 mars), les Français visiteront cet été l'Oncle Sam. Déjà les réservations vont bon train. La concurrence féroce que se livrent les maintient le prix des séjours américalus à bas niveau. « Avec un budget equivalent à celui que l'on dépense pour partir en Turisie ou au Maroc, déclare Michel-Yves Labbé, PDG de Directours, on s'installe une semaine

Exemples: sept muits au Thunderbird Hotel, 3 étoiles avec piscine et tennis, sur la plage de Miami Beach North, à 7 km du quartier art déco, coûte 2 680 F, Jusqu'an 14 Juin. avec un vol British Airways via Londres, et en

partageant une grande chambre à quatre (700 F de plus par personne, en partant à deux, Minitel 3615 DIRECTOURS, tel.: 01-45-62-62-62). Le standard bôtelier américain assure de disposer de deux grands lits doubles dans chaque chambre et de la climatisation. Ainsi, un long week-end à New York revient à 2 400 F par personne, toujours en partant à quatre (4 paits an l'Empire State Building, et vol direct PIA de Paris, Jusqu'au 30 Juin, supplément première 1 600 F par trajet). Pour le plein été, associés aux vols quotidiens British Airways, les forfaits « avion plus voiture et motels réservés » permettent de circuler durant quinze jours sur la Côte ouest pour 5 200 F (par personne à quatre, places limitées). Les enfants de moins de douze ans bénéficient d'une réduction de 700 F. Lufthansa contre-attaque en proposant, via

notamment Réductour (Minitel 3615 RÉDUCTOUR), des vois sur New York à 1 960 F, Jusqu'au 21 juin, de Paris et de villes de province (taxes en sus, via Francfort ou Munich). En juillet-août, ce voyagiste affiche la semaine à New York 5 580 F (voi direct Tower Air, et 6 nuits au Jolly Madison, 3 étoiles en chambre double). Il faut s'attendre à bénéficier de soldes de dernière minute sur Déeriftuur (Minite 3615, 5 étolles et charter autour de 4 500 F la semaine): « Les hôteis sont quasi vides à New York, du 5 juillet au 2 septembre, précise Prédérique Batut, responsable de la production, et les charters bradent les invendus.»

Au fil des brochures, la plupart disponibles en agences ou sur Minitel (notamment Compagnies des Etats-Unis et du Canada. Council, Forum Voyages, Knom, Jetset, FRAM, Tourmonde, Jet Tours, Flaneries

Américaines, Nouvelles Frontières, Rev Vacances, Vacances Air Transat, etc.), on choisit circuits guides, culturels on sportifs (minibus et camping), « autotours » et séjours à la carte.

Ainsi chez Vacances fabrileuses, les formules « prix futés » incluent trois muits d'hôtels avec la réservation du billet d'avion sur lignes régulières (Chicago à partir de 955 F, Washington et New York autour de 2 850 F), ou une semaine de location de volture (Boston, à partir de 3 170 F ou Las Vegas: 3 895 F). Enfin ce spécialiste, qui dispose de chambres dans les lodges des vingt parcs nationaux de l'Ouest, annonce um forfait à prix unique (7 mits dont 4 an cœur des parcs : 3 290 F, gratuit pour les moins de 12 ans, vol et voiture de location en sus) et une centaine d'étapes à choisir.

Florence Evin

ITALIE

SPECIAL

BUDGET à ROME

du 24 au 27 avril 1997

Hôtel 3*** à partir de : 1 845 F

Prix par personne : Vol charter A/R

Logt. 3 nuits en chambre double

2 01.44.51.39.27/51

- Transfert centre ville A/R

et petit déjeuner.

Cit Evasioo

Minitel 3615

1919 et en 1920, est

toujours sous le

coude pontifical.

L'émotion populaire se

nourrit du fait que Lucla,

carmélite à Coimbre, qui

avait dix ans en 1917, et était l'af-

née des « visionnoires », a toujours

bon pied, bon œil. Sa présence

possible à Patima, le 13 mai, pour

le 80 anniversaire de la première

apparition, constitue un attrait

pour les pèlerins qui se préparent à

N'assure-t-on pas que Lucia a

« revu » la Vierge ? « Le prodige du

soleil tournoyant dans le ciel, vu par

70 000 personnes » pendant la

sixième et demière apparition de

1917, - pourrait bien se reproduire

en 1997 », opine un hôtelier, sur les

dents comme sa confrérie. Pour

beaucoup de pieux voyageurs, le

vrai miracle, ce sera de ne pas

mourir sur les routes conduisant à

ce village chrétien au nom musul-

man, devenu l'un des pèlerinages

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

* S'arrêter à Leiria, au nord de Fa-

tima pour voir son mini-Alhambra.

Lire Portugal, de Ch. Auscher (Ed.

du Seuil), et le Michelin Portugal.

Office du commerce et du tou-

risme du Portugal, 13S, boulevard

Haussmann, 75008 Paris, Tel.: 01-

majeurs de la Terre.

gagner la cité mariale.

Operators

Directours. **DISPOS VACANCES**

DE PÂQUES

CRETE 14-21 Avril 3 225 F Lutotour : vol + voiture + hôtels réservés : Sejour village typique: 2 160 F

Vol + appartement dans bungalow style crétois. Hôtel P. Elounda Mare 3 820 F cat Luxe:

vol + hotel 1/2 pension. Piscine couverte. Golf, tennis, etc... TUNISIE

départs 3, 5, 10 Avril vol + hôtel Byzance***
1/2 pension Port El Kantaoui 3 540 F

vol + hôtel Palm Marina*** 1/2 pension

HAUTES-ALPES 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS Hautes-Alpes - Station village à S km de SAINT-VÉRAN HÔTEL LE CHAMOIS **

DEGRIFTOUR

SEJOUR AU KENYA / MONBASA

7 Nuits - Hôtel 3" Pension complète. Vols A/R

Départ Paris, Lyon: 3 980 F Z480 F

REM. FORME A AIX-LES-BAINS

6 Nuits - Hôlel 3" - Patits-dél-remise en forme 2 680 F 4-590 F

PARIS - JOHANNESBOURG

Vois rég. A/R: 3 540 F 5 100 F

Logis France Ski de Fond - Ski de Rande Chiens de traineaux - Demi-pens, 300 F TH: 04.92.45.83.71 - Fax: 04.92.45.80.58 JURA

Vacances scolaires (Paques, été, Toussaint) - HOME D'ENFANTS Toussaint) - HOME D'ENT-AMIS
près frontière suisse Agrison jousse et sors, accel de ve minet dans
an auteur étueur et sors, accel de ve minet dans
an auteur étueur Elle, 2 es 3 estant par chambre
ave sés, et. Sinde an miles des phinages et forês.
Accel veleut, famis à 15 ents, Ambiente fouilles,
Accel veleut, famis à 15 ents, Ambiente fouilles,
et chales, pessibilité actionnt, depair Paris TOT, Actre :
YTT, jeux collect, priantre chaix, tennis, poney, initiat,
éthets et thétier, fabric, du pais - Tel.; 183.31.33.12.51 DROME - PROVENCAL AUBERGE DU VIEUX VILLAGE

D'AUBRES*** 3 km de NYONS 4h de Paris par TGV (Montélimar) Calme - Vue - Produits fermier et bio si possible - Régimes sur demande 1/2 Pens, à partir de 360 F/pers. chambres très confortables Tel: 04.75.26.12.89 - Fex: 04.75.26.38.10



Séjours libertés = Circuits accompaniés Circuits randomées = Safaris Expéditions-aventure en motorcios

Envoyez vite votre carte de visito pour recevoir sotre brochure 1997

VOYAGES 3, rue Mayerbeer 75009 PARIS TA 181.01 48 247474 Fex 01 45 23 22 27

His Niedel 12,21/14 - 3615 UTA ou 3615 KEAS

QUERCY PERIGORD Le Relais*** de

Castelnau Vallée de la Dordogne Silence d'un Hôtel - 1- campagne Piscine et 115 Semaine 1/2 Pension 1 990 F par pers.

Route de Padirac - Rocamadour 46130 LOUBRESSAC Tél.: 05.65.10.80.90 "Une des plus belles Vues du Royane

DISCOUNT VOYAGES ISTANBUL. Yol NA + Hötel 4j/3n + Petit déjenner. EGYPTE Croisière ... I 990 F You A/R + Crossière Bi/70 + PC (Excur. + 850 F). GUADELOUPE 4 800 F MARTINIQUE 5 030 F 3615 VAC DYN: 81 44 53 28 00

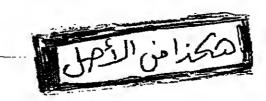
(1.29 F/mm) Toute l'Asie aux mellieurs prix (* Prix à partir de : sur constantie rén., tanes an sest BANGKOK 3 450 MADRAS 4 090 DELH: BOMBAY 3 450 PEKIN 4 450

SIREGAPOUR 3 890 DSAKA 4 450 HONG KONG 4 050 BALI 4 590 MANRILE 4 090 SYDNEY 5 790 3615 ASIA (2,23 F/mn) Paris 0144415010 Maca 0493824141 Marselle 0491157232 Lyon 0478383040

et dans toutes les agences de voyages



Professionnels du Tourisme, invitez dos iedieurs aux voyages : Rubrique «Evisioni



lrès nuageux au nord

L'ANTICYCLONE se maintient, jeudi, sur le sud de la France. 5ur la moitié Nord, une faible perturbation donners quelques gouttes le matin, puis l'après-midi le temps s'améliorera légèrement.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - La matinée sera grise avec quelques pluies faibles locales. L'après-midi, le ciel sera très nuageux, avec de timides éclaircies. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h en rafales près des côtes de la Manche. Il fera 14 à 17 degrés l'après-midi.

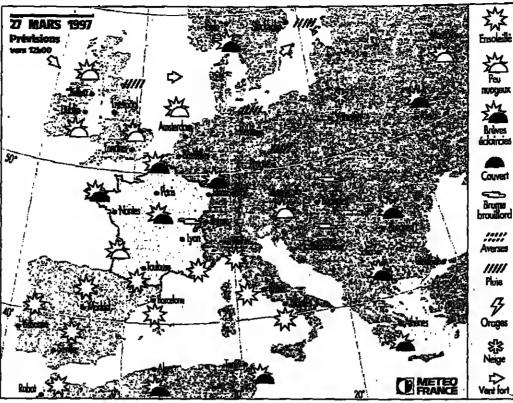
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel sera couvert toute la matinée, avec quelques pluies faibles, locales. L'après-midi, les nuages resteront nombreux, mais de timides éclaircies reviendront, surtout de l'Ile-de-France au Centre. Il fera 14 à 18 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -Sur la Champagne et la Lorraine, le quelques pluies, puis le ciel restera très nuageux l'après-midi. Ailleurs, les nuages resteront nombreux une bonne partie de la journée, avec un peu plus d'éclaircies sur le sud des régions l'après-midi. Il fera 13 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après dissipation de brumes ou de brouillards locaux, la journée sera ensoleillée. Les nuages seront un peu plus nombreux le matin sur Poltou-Charentes. Le vent restera faible. il fera 17 à 20 degrés.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - Après dissipation des brouillards matinaux, les nuages et les belles éclaircies alterneront. Le soleil sera plus généreux l'après-midi, surtout sur le sud des régions. Il fera 16 à 20 degrés.

Languedoc-Ronssillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée s'annonce ensoleillée. Quelques brumes ou brouillards formés au lever du jour dans l'inté-



LE CARNET DU VOYAGEUR

TALIE La compagnie aérienne italienne Alitalia a repris, lundi 24 mars, ses vols pour l'Albanie après que les autorités albanaises se furent engagées à assurer les services de l'aéroport de Tirana. - (AFP.) GRANDE-BRETAGNE. A partir

du dimanche 30 mars, British Airways augmente ses fréquences. Six vols quotidiens (cing le samedi) Paris-Londres avec TAT, sept vols quotidiens (quatre le samedi, six le dimanche) CDG-Heathrow, et cinq (quatre le samedi) CDG-Gatwick. De province, trois vols quotidiens de Gatwick vers Bordeaux, Marseille et Toulouse, et une liaison quotidienne avec Montpellier. De Lyon, trois vols quotidiens vers Heathrow et un vers Gatwick.

■ FRANCE. La chaîne Hilton international s'implante à la Cité interna-tionale, à proximité du parc de la Tête d'Or, à Lyon, L'ouverture de l'établissement est prévue pour jan-

PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS 1997 Ville par ville, les minimalmaxima de température France: indévopale ANCY 9/16 N ANCY 9/16 N ANCHORES BIARRITZ 6/18 S BIARRITZ 6/18	ciel sera co	uvert le	matin, avec	rapide	ment. 11 fera 18	à 22 deg	rés. L	34		24		7	20" LE FRANCE Ven	tot vier 1998.
AJACCIO 4/18 S NANTES 8/17 N BARCELONE 8/16 S MILAN 3/15 S CHICAGO 4/14 S ASE OCEANS BIARRITZ 6/18 S NICE 9/18 S BILFAST 6/9 N MOSCOU -11/5 N LIMA 11/20 S BANGKOK 23/34 S BODDEAUX 5/20 S PARIS 10/17 N BELGRADE -5/8 C MUNICH 2/10 C LOS ANGELES 11/17 S AOMBAY 22/31 S BOURGES 5/17 N PAU 4/20 S BERIN 6/11 P NAPLES 5/13 S MEXICO 11/20 S OJAKARTA 26/28 S BREST 9/14 N PERPIGNAN 5/20 S BERINE 1/11 C OSLO 0/4 S MONTREAL -2/1 C OUBAI 17/24 S CAERN 9/13 N STI-ETIENNE 3/18 S BUCAREST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HANOI 19/25 P CHERBOURG 9/13 N STI-ETIENNE 3/18 S BUCAREST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPEST -4/4 S PRAGUIE 3/11 P SAN FRANCS. 11/16 S HONGKONG 21/25 S CLERMONT-F, 4/18 S STRASBOURG 8/17 N BUDAPES	Ville par ville, et l'état du ciel C : couvert; P :	les minim . 5 : ensok pluie; * : r	na/maxima de te eillé; N : nuageu neige.	mpécature	POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. EUROPE	25/26 5 26/27 5	LISBONNE LIVERPOOL LONGRES	10/20 S 8/13 P 9/14 N	VIENNE AMÉRIQUES BRASILIA	-1/10 N 20/25 C	MARRAKECH NAIROBI PRETORIA	13/21 5 18/27 P 15/19 P		654
	AJACCIO BIARRITZ BORDEAUX BOURGES BREST CAER CHERBOURG CLERMONT-F, OLJON GRENOBLE LILLE LIMOGES LYON	4/18 S 5/20 S 5/70 S 5/71 N 9/13 N 9/13 N 9/13 N 4/18 S 5/18 N 3/20 S 9/14 S 5/19 S	NANTES NICE PARIS PARIS PARIS PARIS PARIS PARIS PERPIGNAN RENNES ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE TOURS FRANCE PARIS FRANCE FORT-DE-FR.	8/17 N 9/18 S 10/17 N 4/20 S 5/20 S 7/16 N 3/18 S 8/17 N 3/19 S 7/16 N 70-mar 22/29 S 25/26 P	BARCELONE BELFAST BELGRADE BELGRADE BERNE BERNE BRUCAREST BUDAPEST COPENHAGUE OUBLIN FRANCFORT GENEVE HELSINKI	8/16 S 6/9 N -5/8 P 1/11 C 11/13 N -4/4 S -6/9 S 6/9 N 7/13 P -1/13 P	MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES OSLO PALMA DE M. PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA ST-PETERSB. STOCKHOLM TENERIFE	3/15 S -11/-5 N 2/10 C S/13 S -0/4 S -15/16 S -3/11 P -4/15 S -7/18 S -5/5 S -3/3 P -17/19 P	CHICAGO LIMA LOS ANGELES MEXICO MONTREAL NEW YORK SAN FRANCIS. SANTIAGOICH TORONTO WASHINGTON AFRICUE ALGER DAKAR	4/14 5 11/20 5 11/17 5 11/20 5 -2/1 C 1/10 5 11/16 5 0/18 5 1/6 5 -2/17 5 10/17 5 19/23 5	ASIE- OCÉANI BANGKOK BANGKOK OJAKARTA OUBAI HANOI HONGKONG JERUSALEM DEKIN SEOUL SINGAPOUR SYDNEY	23/34 S 22/31 S 26/28 S 17/24 S 19/25 P 21/25 S 8/19 S 11/30 S -2/15 S 3/11 S 27/30 S 18/24 S	Situation le 26 mars à 0 heure TU	Prévisions pour le 28 mars à 0 heure 11

JARDINAGE

La beauté des lilas ne demande qu'à s'épanouir

PLANTÉ dans tous les vieux jardins, le lilas est l'un des arbustes à fleurs qui résistent le mieux aux mauvais traitements et à l'abandon. On en aperçoit de superbes près de maisons en ruine ; pas lom, une glycine est partie à l'assaut d'un vieil arbre ou d'un toit qu'elle étouffe et ne tarde pas à dégrader en soulevant les tuiles.

Le lilas est un arbuste sl commun qu'on ne preud plus garde à sa beauté. Le Syringa vulgarls (son nom latin) égale pour-tant le rhododendron, dont il n'a ul le feuillage persistant ni l'infinie variété de couleurs, mais dont les fleurs en panicules embaument les jardins d'un parfum sucré qui n'entête jamais. Planté en haie libre, il peut produire un effet stupéfiant; isolé, prendre des proportions ind'une façon superbement désordonnée.

Le lilas commun est originaire des Balkans et résiste parfaitement au gel. Il aime les sols neutres et calcaires mais s'épanouit à peu près dans n'importe quelle terre, excepté les plus acides. C'est une plante gourmande qui vit très longtemps lorsqu'elle pousse sur

ses racines. Le lilas peut pourtant curieusement dépérir en quelques semaines – un phénomène très rare que nous avons malheureusement observé sur un bosquet de lilas blanc jusque-là particulièrement plantureux.

Il en existe plus de six cents cultivars, et nombreux furent ceux qui ont été obtenus par les pépinières Lemoine de Nancy, aujourd'hul disparues. La culture en conteneur permet aujourd'hui de choisir le cultivar que l'on souhaite planter alors qu'il est en pleine flo-

arbuste supporte assez mal la transplantation à racines pues dès lors qu'il est déjà fort, et certaines couleurs un peu violentes peuvent ne pas plaire. Il existe des lilas à fleurs doubles et d'autres à fleurs simples. Certains ont des fleurs très groupées en panicules compactes; d'autres, beaucoup plus lâches, forment des grappes pointues qui se courbent sous le poids de l'eau.

Si le lilas est robuste, sa plantation nécessite quelques soins. Cet

Où trouver des arbustes

Tous les pépiniéristes et toutes les jardineries proposent des lilas et il n'est pas superflu d'en visiter plusieurs dès la mi-mai pour choisir le cultivar souhaité. Avouons notre préférence pour les lilas et pour les coloris les plus pâles. Les lilas à fleurs doubles violet foncé tournent parfois au marron en fanant.

Les amateurs qui ont jeté leur dévolu sur un arbuste précis pourront consulter un guide épatant édité par La Maison rustique. Il recense vingt mille plantes et les professionnels qui les produisent. Cette bible devrait être chez tout jardinier qui souhaite sortir un tant soit peu des sentiers battus. Son titre : 20 000 plantes, où et comment les acheter, de Françoise et Jean-Pierre Cordier. L'ouvrage de 600 pages est publié par la Société nationale d'horticulture et La Malson rustique. Il est vendo en librairie et 26, rue Jacob à Paris (dans le 6º arrondissement), an prix de 85 francs.

arbuste aime le soleil, bien qu'il accepte de pousser et de fleurir à la mi-ombre. Il aime l'eau, mais assez peu les sols détrempés. Il sent bon, et ceux qui ont un grand jardin devront l'installer assez loin de la maison, dans l'axe d'une fenêtre de façon à pouvoir l'admirer : un vieux lilas isolé sur une pelouse est un spectacle dont on ne se lasse

Lors de la plantation, le sol devra être défoncé sur deux fois la hauteur du pot dans lequel l'arbuste aura été acheté et sur quatre fois son diamètre. 5'il est inutile de mélanger le moindre terreau à la terre d'origine, il sera bon d'enrichir le sol avec un engrais de fond - ceux pour rosier en granulés seront parfaits. Ne pas planter trop profond: la motte devra donc affleurer le sol petite cuvette tout autour de la touffe de façon qu'il soit facile de l'arroser... et abondamment les deux premières années, car sa reprise est longue, sinon réellement

Ensuite, l'arbuste croît avec vigueur et peut produire de grandes pousses dans sa jeunesse. Lorsqu'il est adulte, il s'étale peu à peu. Le

BRIDGE PROBLÈME Nº 1730

coloris des deux on trois premières floraisons n'est parfois pas aussi intense que voulu. N'allons pas imaginer que le pépiniériste qui a vendu le cultivar lui a fait subir un traitement quelconque et qu'il aura trompé le chaland. Cette relative décoloration est normale ; une fois bien enraciné, le lilas retrouvera ses couleurs et sa vigueur.

Planté en haie libre, il peut produire un effet stupéfiant; isolé, prendre des proportions insoupçonnables

Et la taille? De grâce, ne massacrons pas l'arbuste en y cueillant de grandes brassées de tiges fleuries pour en faire des bouquets. Quelques panicules grappillées par-ci par-là, en prenant soin de ne couper que des tiges très courtes, ne lui feront pas de mal quand il

est adulte; mais de grandes branches coupées déséquilibreront un jeune arbuste et compromet-

tront sa floraison future. En revanche, il est bon d'enlever les fleurs fanées sur les pieds qui ont une propension à produire des graines, et d'éliminer impitoyablement les gourmands qui surgissent fréquemment du sol alentour (les voisins seront héureux des dons). Encore qu'il arrive qu'un semis naturel surgisse en des endroits

Près de notre jardin, un lilas pousse ainsi au sommet d'un vieux mur. Formant un bonsai naturel, il croule chaque année sous les fleurs. Mais voilà, c'est un vieux mur monté en pierres assemblées au mortier de chaux, et il n'est pas impossible que, un beau jour (1), il

On trouve aussi couramment le Syringa microphylla. Originaire de Chine, ce Illas forme naturellement un petit buisson d'environ 2 mètres de bauteur, Rose, incroyablement parfumé, il fleurit deux fois: an printemps, puis en

Ouest a entamé la Dame de

Cœur. Quelle carte Est devait-II

fournir et comment pouvait-il espé-

rer faire chuter ce GRAND CHE-

LEM À PIQUE (le déclarant ayant

joué l'AS de Cœur, l'As de trèfle et

le 4 de Pique)?

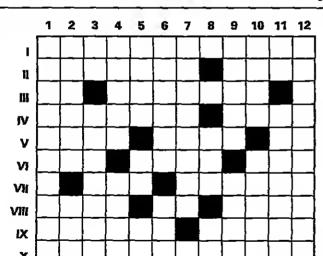
Alain Lompech

11.

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 97057

♦ SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

L. Reconnaissance éternelle. II. A force de suivre, il n'a plus rien d'original. Dans la campagne moscovite. - III. Un bout de rôle. Ne doivent rien à personne. - IV. Sans grande importance et pourtant on aime ca. A pu se prendre pour un lion. - V. Authentifié. Ouvertures de canards. Un peu d'égalité. - VI. Rassemblement américain. La maman d'Horus. Lettres de brimade. - VIL Tient par le haut. Prenaît la mesure de Des ailers sans retour. Sur la

planche. Coule en Irlande. - IX. Pas très futée. Arme de chasse. -X. Mettre la tête à l'envers.

VERTICALEMENT

1. Prend l'air au bout d'une ficelle. - 2. Difficulté de sortir de la contradiction. Vient de renvover Lille dans ses murs. - 3. Négation. Prit en main les affaires françaises en débarquant de Munich. - 4. Tête prête à exploser. Province saoudienne. - 5. Compositeur italien. Supposition ce qui ne sera pas mesuré. - VIII. retournée. De l'étain. - 6. Tout compris. Assure un bon coup. - 7.

On la trouve par temps calme. - 8. L'espace européen. Voyelles. - 9. On s'en moque comme du quart. Indique que l'on a fait le plein. -10. Vient de sortir. 159 litres. - 11. Se jette dans l'océan Arctique. Par paire. - 12. Un homme du ban-

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97056 HORIZONTALEMENT

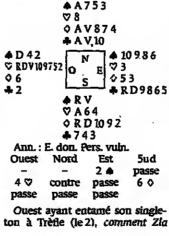
1. Millénariste. - IL Ida. Pétition. - III. Lire. Dépit. - IV. Lombarde. Oto. - V. Eternisés. Ur. - VI. Ni. Une. 5port. - VII. Assiéra. Oběi. - VIII. Imite. Lare. - IX. Rêve. Général. - X. E5A. Gras-

VERTICALEMENT

1. Millénaire. - 2. Idiotismes. 3. Larme. Siva. - 4. Ebruité. - 5. Ep. Année. - 6. Négrier. GR. - 7. At. D5. Aléa. - 8. Ridées. Ans. - 9. Ite. Spores. - 10. 5ipo. Obère. - 11. Toiture. Ay. - 12. Entortille.

LE PLACEMENT DE ZIA Voici un chelem réussi par le Pakistanais Mahmood Zia au cours d'une coupe Vanderbilt.

Ouest n'a pas entamé dans sa beile couleur à Cœur, ce qui était plus simple pour gagner le chelem, mais il a attaqué Trèfle (singleton) dans la couleur de son partenaire. Cachez les mains de E-O et mettezvous en 5ud.



133, avenue des Champs-Elysées

Ce Tilinate est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est inserdite sens l'accord

S RD9865 +2

ODV 104 Q 10762 **+** 109 **47542 ♠** AD765 ♥AR75 ♦ A4 **\$83** Ann.: S. don. Tous vuln. Sud Ouest Nord Est

1 4 passe 3 帣 3 ♡ passe 3 ♠ 4 SA passe 5 0

a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À CARREAU contre toute défense?

Note sur les enchères L'ouverture artificielle de « 2 Piques » était un barrage qui promettait une longue à Trèfle. Quant au saut naturel à « 4 Cœurs », il montrait une couleur très solide d'au moins sept cartes. Toutefois le bond final à < 6 Carreaux » était courageux.

UN TRAIT DE GÉNIE L'expert anglais Alder a publié dans la revue américaine une

donne jouée an lendemain de la Le joueur de flanc (Est) a trouvé la façon de faire chuter ce grand

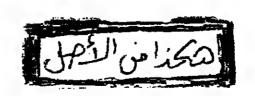
chelem imperdable. **4** V94 ORD83 +ARDV6

La carte fournie à Cœur par Est est le 8 (ou le 6) dans l'intention de mettre ensuite le 3 de Cœur pour « donner le compte » (deux 00 quatre cartes). Après, la carte qu'il fant jouer au premier tour à Pique peut avoir un rôle décisif. Si Est fournit le 10 de Pique, le déclarant capturera facilement le Rol de Pique au tour suivant.

Alors que doit-on faire? Dans un trait de génie, Est a couvert le 4 de Pique avec le... Roi de Pique. Mettez-vous maintenant à la place de Sud : convaincu que ce Roi était sec et que Ouest avait 10 8 3 2, il a fait l'impasse au 10 de Pique (après avoir pris le Roi avec l'As). On devine sa surprise quand il a vu apparaître le 10 de Pique qui s'est emparé du 9 et a

fait chuter ce grand chelem l Remarque: l'indication du nombre de cartes, quand on en possède quatre, se donne plutôt par la deuxième meilleure que par la troisième, qui est plus ambiguē.

Philippe Brugnon



B. William St.

The state of the s

ە. سەنتۇچىۋەت سەنچە سەنچىلىنىڭ

So that is the grade of the

The content of the content

Without the service of the organic of

policy of a transfer of the

10 Sec. 25. 12. 12. 15. 16.

(1965年)(1967年) 1967年 (1967年)

graph in the later of the water

giranging in relegation of the territory parallel control

 $\{ a_{ij}, a_{ij} \in \{a_{ij}, a_{ij}\} \mid a_{ij} \in A_{ij} \mid a_{ij} \mid$

المنافق والإستان والمنافذ المنافذ المن

 $\hat{f}_{m,m}(x,y^{m}) = -\hat{f}_{m,m}(x,y^{m}) \hat{f}_{m,m}^{(m)}(y^{m}) \hat{f}_{m}^{(m)}(y^{m})$ (1)

g the same to be only to a

Bernelle, and the segret of the second

Charles anglished Saltan a tri

والمراجع والمحافظ والمحافظ والمجار والمحاربين

Francis But the state of the

[遼海安治內土]

SAME THE PROPERTY OF THE

file to the second of the

🐗 đị ch

The latter with the property of

\$16 · 1946年1月1日日本

الرافار- أيسكر المسامات

网络克拉 特别

Harrie 2 🛊 🗝 4

Adams of the state of the second

parameter and the first of

and the second second

Server and Albert to a

Le temps retrouvé d'une révolte ouvrière

Reprise. A partir d'un court métrage tourné le jour de la reprise du travail aux usines Wonder de Saint-Ouen après la grève de mai 1968, un grand récit sur l'histoire contemporaine qui est aussi un formidable stimulant à la réflexion

Film français d'Hervé Le Roux.

tains des ouvriers, contremaîtres ou

C'est la photographie en noir et blanc d'uoe femme eo blouse blanche entourée d'hommes en costume. Et c'est une voix. Pas qui crie, qui gueule : « Non, j'rentrerai pas! J'mettrai plus les pieds dans cette taule! » La « taule », ce sont les usines Wonder à Saint-Ouen, l'image et le son viennent d'un film de dix minutes réalisé le 10 juin 1968, le jour de la reprise du travail après la grève de mai. On voyait les ouvrières qui rentraient, le chef du personnel qui faisait presser le pas sous le regard des responsables politiques (PCF) et syndicaux. Et puis cette jeune femme qui explosait de rage et de détresse, les hommes d'appareil tentaient de la calmer, expliquaient que les négo-ciations avaient permis une amélioration, un lycéen gauchiste leur portait la contradiction. La femme en colère o'écoutait pas, elle était comme folle...

Des élèves de l'Idhec avaient filmé ça, un peu par hasard, et c'était devenu La Reprise du travail oux usines Wonder, Pun des rares films de mai 68, le plus fort peut-être, qui serait ensuite diffusé de manière militante. Près de trente ans après, un cinéaste, Hervé Le Roux. repart sur les traces de cette histoire. Et, dans le plus simple des dispositifs (la cassette du court métrage, une caméra et un micro, des entretiens...) l'Histoire et le cinéma fabriquent, tout naturellement semble-t-il, un grand et beau film. Comme si tout était là, qu'il



Wonder par exemple, entreprise exemplaire de l'histoire industrielle française. Elle est créée durant la guerre de 14 par une Mme Courtecrisse qui fonde une dynastie de capitaines d'industrie paternalistes; technologie de l'électricité; essor grace aux colonies (le marché africain manque de courant) puis aux guerres coloniales (l'armée consomme beaucoup de piles), ensuite aux débuts de la force de frappe et à un produit emblème de la modernité, le transistor; et l'un des premiers grands slogans publicitaires, « ne s'use que si l'on s'en sert ».

coup mortel de l'essor de la grande distribution, l'irruption des concurrents étrangers (mondialisation), la fin des entreprises familiales, le « sauvetage » par Bernard Tapie, puis le démantélement pour accroître la rentabilité, et finalement la revente à l'américain Ralston, qui achève de fermer les demiers

CA REMONTE EN FLOTS Mais c'est aussi l'histoire des banlieues rouges, l'histoire du travail à la chaîne et des intolérables

Plus tard la restructuration, le conditions de travail, la longue marche du syndicalisme et ses déchirements internes, la guerre d'Algérie, mai 68... L'histoire, et l'occultation de l'histoire. Tout est là, ça remonte en flots, il n'y avait qu'à tirer le til. Le Roux va voir les auteurs du court métrage de juin 1968, Jacques Willemont et Pierre Bonneau. Ils donnent trois souvenirs, une poignée de noms. Le réalisateur suit la piste, il semble qu'elle ne s'arrêtera plus. Les récits, pathétiques ou burlesques, font la chame par-dessus les ans, cer-

tains se trompent, d'autres mentent. De grands geysers d'émotion jaillissent, pas toujours tristes, une boite comme ça c'était aussi une communauté, certains couples s'y sont connus, pour des filles de quinze ans c'était l'occasion de ne pas « devenir bonne chez

LA DURÉE

Il y a des anciens et d'actuels responsables syndicaux, des contremaîtres à la retraite, une bonne sœur épatante, « le type à la cravate » du film de juin 68 - montré à chaque témoin avant la conversadon -, fils d'un ponte du Parti communiste (Raymond Guyot) et qui raconte sa propre histoire d'insoumis contre la guerre d'Algérie à l'intérieur de son rôle d'apparatchik. Le lycéen gauchiste devenu routard installé sur une plage de Tile d'Oléron.

Il y a une cabane de pêcheur, des intérieurs avec des canapés Conforama, la grisaille d'un local syndical. Des voix comme on n'en entend pas souvent, des corps comme on les voit rarement, sur un écran grand ou petit. Et la durée. Le temps accordé à chacun, pour raconter, pour se souvenir. Ce temps donné – le contraire absolu de la télévision - rend tout possible. 3 b 12, ce n'est pas long, alors.

Le temps donné fait les personoages et fait que Reprise n'est pas un « documentaire », simplement un film. Avec des protagonistes extraordinaires, y compris ceux qu'on ne voit pas, comme la terrible Mme Campin, « contremaîtresse » de l'atelier de noir (ca ne s'invente pas), le pire, celui où travaillait la

femme en colère. Des personnages qui commencent d'exister bien avant d'apparaître, comme Marguerite « qui a casse son paraphile sur la tête de Tapie » le jour où il est venu annoncer la fermeture de l'usine. Et ceux qu'on voit, comme Liliane, extraordinaire de présence, de précision, comme beaucoup à la fois complètement « dans aujourd'hui » et n'avant rien renié de ce qu'ils ont éprouvé alors. Et puis elle, la jeune femme

brune si belle dans sa fureur, elle est le centre toujours fuyant, elle aimante le récit comme dans un film-poursuite. Peu à peu, à travers les paroles des autres, elle devient l'image de ce qui a été enterré : la révolte ouvrière. Pas les manifestadons étudiantes, qu'on a vues (un peu) et rejouées (beaucoup), pas les négociadons tripartites de Grenelle, mais un courant sous-jacent, non maîtrise, non formulé, que mai 68 aura sans doute paradoxalement contribué à ensevelir, pour rendre possible la suite de l'Histoire. En cherchant « la femme qui crie », le film fait percevoir cette absence, ce refoulé (du jeu politique, des médias, du cinéma français aussi bien). Celui qui ressort à présent par surprise jusque dans les plus infames dérives populistes comme dans l'essor « irrationnel » des grèves de l'hiver 1995.

Ainsi Reprise est à la fois un grand récit d'histoire(s), et un formidable stimulant de la réflexion. Du grand cinéma, quand la réalité devient visible et passionnante, audelà des apparences mais avec

J.-M. F.

Hervé Le Roux, réalisateur

« J'ai senti le désir de transmettre une culture qui ne circule plus »

« Comment vous étes-vans lancé dans l'aventure de Re-

prise? - L'histoire commence en 1981 lorsque je vois dans les Cohiers du cinéma uoe



est forte et intrigante, il y a aussi le titre qui est comme le négatif de La Sortie des usines Lumière, le film fondateur de l'histoire du cinéma. Le film de 68, je l'ai découvert en 1983 à la Cinémathèque, à ce moment je découvre la voix, et ce petit théâtre de la lutte sociale qui se joue devant la porte de l'usine. De

photographie

femme qui

crie. Elle est

belle, l'image

cette

qu'une mémoire transmise, j'étais agé de dix ans en 1968. - D'où vient l'idée de faire un film à partir de cette émotinn?

cette époque, je ne possédais

- l'ai eu d'abord envie de montrer La Reprise du travail aux usines Wander, notamment au moment du mouvement contre la loi Devaquet, les premières manifestations auxquelles je ne participe pas. J'ai passé la limite d'âge et je m'apercois que les étudiants et les lycéens n'ont plus les mêmes références que nous dans les années 70 et au début des années 80: un fil s'est rompu dans la mémoire sociale, j'al envie de contribuer à le renouer grâce à ce court-métrage. Ensuite, j'ai songé à tourner une fiction qui l'utiliserait. Finalement, il m'a semblé que le mieux serait une enquête pour retrouver cette femme. Pas une enquête en vue d'un film, un film qui serait le récit même de ce «cherchez la

femme ». - An début de Reprise, vous dites que les personnes filmées dans le film de 68 avaient droit à une deuxième prise. Quel est le

sens de cette obligation ? - C'est une manière de s'opposer au côté immédiat et fugace des images de la télévision, mais aussi au fonctionnement du cinéma direct qui fixe irremediablement des gens. Il me semble que la contrepartie du droit du cinéma de saisir des fragments d'existence est une sorte de droit de suite pour ceux qui sont ainsi capturés. C'est particulièrement le cas du cinéma militant, qui souvent utilise des situations concrètes comme des archétypes an service d'une idée, celle du réalisateur, et ensuite les gens sont figés à jamais dans la posture où ils ont été surpris.

- Comment s'est mis en place le tournage du film?

- J'ai pris contact avec Richard Copans, des Films d'ici; il était condisciple des auteurs du courtmétrage en 68. Mais mon scénario de Grand bonheur a obtenu l'avance sur recettes, j'ai interrompu ie projet Reprise pour m'y consacrer durant trois ans. Ensuite, je suis revenu vers Copans, qui était toujours partant. A ma grande surprise, nous avons obtenn l'avance sur recettes, alors qu'il était impossible de présenter un scénario puisqu'on ne savait pas du tout ce que l'enquête allait donner; elle pouvait tonrner court au bout d'une semaine, par manque d'indices, ou au contraire en trouvant aussitôt la femme, qui pouvait être devenue bien des choses... Dans le dossier. je pouvals seulement décrire le principe de la démarche, « l'homme qui a vu l'homme qui a

vu l'homme... » - L'avance sur recettes était

suffisante? - Pas complètement, mais, au ministère du travail, nous avons reçu le soutien de ceux qui avaient participé à l'expérience de Télé-Emploi, et qui se préoccupaient de l'inexistence d'archives audiovisuelles sur le monde du travail - dans le même esprit, ils avaient aidé Coûte que cnûte, de Claire Simon. En revanche, les chaînes de télévision ont refusé de s'engager, on m'a répondu qu'avec pareil sujet il y avait madère à dix films. Aiors que cette multiplicité de thèmes fait précisément l'intérêt du projet !

vous l'enquête?

- L'usine était fermée, les archives avaient brûlé à l'époque de Tapie. Je suis allé au siège francais de Raiston, le repreneur de Wonder, et j'al été surpris d'être bien accueilli par le patron, qui a convoqué tous les employés pour visionner la cassette afin que ceux qui reconnaissaient quelqu'un sur l'écran puissent me donner des informations. Je rencontre aussi, grâce à Copans, les auteurs du film de 68, puis la cellule CGT de Saint-Ouen.

- Comment procédez-vous avec les gens que vous interro-

gez ? - J'appelle au téléphone, j'explique le projet et je prends rendez-vous. l'arrive avec la cassette du film de 68, une télé portable, la caméra et un micro. L'idée est d'en dire le moins possible à l'avance, qu'll n'y ait pas de conversations « off », de partir de la déconverte des images par chacum, de ses réactions, et de poursuivre une discussion aussi libre que possible, en plans longs, sans que le tournage parasite la parole des témoins. le découvre alors combieo le film replonge tous ces gens dans le passé. Aucun n'avait vu le film, même si beaucoup en avaient entendu parlez.

- Tous ceux que vous sollicitez sout d'accord?

- Je n'ai en que deux refus. Un a dit que le travail chez Wonder était trop dur, l'antre qu'il avait trop souffert de la fermeture, ils ne voulaient plus parier de ça. Chez les autres, je découvre une extraordinaire envie de parler, comme s'ils souffrzient d'un discours rentré qui trouve soudain l'occasion de s'exprimer. Sur mai 68, sur les luttes syndicales, mais aussi sur le côté collectif, familial qu'a pu représenter l'appartenance à l'usine. Personne n'a voulu contrôler à l'avance ce qui allait arriver, pas même les membres d'appareils politiques. l'ai au contraire senti chez eux le désir de transmettre une mémoire, une culture qui ne circule plus.

dans le film, à la fois à l'image et en voix « off » sur la bande-son ?

- Pour une raison de principe et une raison pratique. La raison de principe est que le film raconte une enquête, mais aussi une obsession: l'histoire d'un type un peu dingue qui s'échine à retrouver un visage découvert sur une photo d'ii y a près de trente ans. Cet obsessionnel, c'est moi, il fait partie de la mise en scène. Ensuite, pradquement, il était à la fois plus bonnète et plus facile que je sois proche de mes interlocuteurs durant les entredens. Le dispositif, en équipe très réduite, était conçu pour être le moins intimidant possible mais il m'a semblé correct que je partage avec eux le risque d'être à l'image,

tout en restant discret. - Comment se passe le mon-

- J'avais vingt heures enregistrées. L'ordre des séquences respecte le mouvement général de l'enquête, des « officiels» (les responsables syndicaux, les cadres) vers les anonymes, des femmes dont parfois on ne se rappelle que le prénom. Nous avons monté à la fin de 1995, à l'écran nous voyions des militants syndicaux qui ne croyaient plus à la lutte et à ce moment se déclenchent les grèves de novembre-décembre. La salle de montage était près de la place de la République, en sortant on retrouvait les mêmes dans la rue, ils avaient retrouvé espoir. Cela a donné un ancrage contemporain, dynamique à notre travail.

Qn'allez-vnus faire à présent?

 - Je boucle mon sac à dos. Je vais accompagner le film dans le plus d'endroits possible pour participer aux débats qu'il appelle à l'évidence. J'ai déjà reçu beaucoup de demandes en ce sens. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

* La revue Thific (nº 21) publie le journal de tournage d'Hervé Le

L'ailleurs du documentaire

plus récemment Le Violon de Rothschild, d'Edgardo Cozarinsky ou Lo Moindre des choses, de Nicolas Philibert, c'est encore eux. Sur le petit écran, Les Derniers Maronnes, de Stan Neumann et Frederic Brenner, Mémoires d'ex, de Mosco, ou La Véritable Histoire d'Artaud le Mômo, de Gérard Mordillat et Jérôme Prieur, c'est toujours eux. Eux? Ce sont Les Films d'ici, une des principales sociétés de production de films documentaires en France. Créée en 1984, elle compte aujourd'hui quelque deux cents titres à son catalogue, et peut se prévaloir d'avoir ceuvré, par l'originalité de sa programmation, à la réévaluation d'un genre de longue date sous-estimé.

Les Films d'ici, on les trouve généralement dans le trépidant désordre d'un grenier bellevillois, sous une apparence tricéphale: Richard Copans, Serge Lalou, Yves Jeanneau. Copans, ancien de l'Idhec, opérateur et réalisateur luimême lLes Frères des frères, 1992). vient du cinéma militant et animait à l'époque le collectif Cinélutte avec Jean-Pierre Thorn et François Dupeyron. Jeanneau, ancien professeur de philosophie, le rejoint en 1984 : c'est la création officielle de la SARL Les Films d'ici. Trois ans plus tard, Lasou, ancien vétérinaire,

complète le dispositif. C'est sous les triples auspices du cinéma, de la philosophie et de la science que va s'élaborer la politique maison, sur quelques principes simples. L'ouverture au domaine international, le soutien et le suivi des auteurs et des films (Luc Moullet en est un bon exemple, la curiosité du monde. Ce que Richard Copans formule ainsi: « Etre sensible à ce qui ce passe autour de soi et avoir la conviction qu'il faut des auteurs pour faire des films : c'est la rencontre de ces deux idées qui débouche sur ce métier formidable, et creatif, qu'est celui du producteur, du moins quand it veut vraiment qu'une œurre existe. Aux Films d'ici, il a fallu inventer le métier de producteur de documentaires, dans la mesure où ce

modèle n'existait pas à l'époque, en

REPRISE, c'est eux. Au cinéma, tout cas pas pour moi qui étais un Route One/USA, de Robert Kramer, technicien et qui venais du milieu de

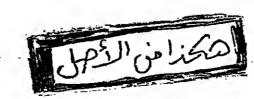
> Invention relative si l'on songe au rôle joué par les Dauman ou les Braunberger dans la production documentaire des années 50 et 60 (Chris Marker, Jean Rouch, Alain Resnais...), mais incontestable si l'on prend en compte le fait qu'elle survient à une époque où la télévision entreprend de faire passer le genre sous ses fourches Caudines. Privilégier le dialogue avec les auteurs, défendre l'autonomie de leurs œuvres, donner au genre les moyens de ses ambitions esthéoques, telle est donc la méthode par laquelle cette petite entreprise entre, à sa manière, en résistance.

REHABILITATION

Les années 1988-1989 constituent une date-chamière dans l'applicadon de ce programme, avec la production concomitante de trois œuvres atypiques, dont le long cours nécessite la mise en place d'une structure adaptée. Yves Jeanneau lance Transantarctica, de Jean-Louis Ptienne et Will Steger, Serge Lalou, La Ville Louvre, de Nicolas Philibert, Richard Copans, Route One/USA. de Kramer.

Le secret de cette réussite (la société, de cinq à six films à ses débuts, en produit aujourd'hui vingt à trente par an, parmi lesquels deux en moyenne pour le cinema) tient d'une part à la souplesse des méthodes de financement, concernant des films dont le coût de production varie de 800 000 francs à 6 millions de francs. Il relève d'autre part d'un travail plus général de réhabilitation du documentaire, et particulièrement du documentaire au cinéma, permis par des structures telles que l'Acid, le Groupement des salles de recherche ou la Sept. Cette économie reste cependant fragile, à la merci de la concentration du marché, des restrictions budeétaires des chaines de télévisinn, nu d'une éventuelle baisse de la participation du CNC. Plus que jamais, l'art du documentaire consiste à composer

Jacques Mandelbaum



L'ironique jeu de go de maître Ruiz

Généalogies d'un crime. Deneuve, Piccoli et Poupaud servent avec cœur ce film enchanteur

Film français de Raoul Ruiz. Avec Catherine Deneuve, Melvil Poupaud, Michel Piccoli, Andrzej Seweryn, Bernadette Lafont. Manique Mélinand. (1 h 53.)

Au début, et puis plusieurs fois dans ce film tissé de reflets et de refrains, on voit un jeu de go. Il y a trois figures principales, au jeu de go, qui sont aussi celles de Généalogies d'un crime. La première s'appelle l'œil, c'est avec lui qu'on gagne : la aussi, c'est presque trop évident au cinéma, sauf que dans le jeu japonais il faut deux yeux, et qu'ici tout va par deux, se redouble ou se défait au croisement des regards. La deuxième s'appelle le ko, c'est le miroir, disposition sans fin, insoluble à force de symétrie. Et la troisième, le shicho, l'escalier, enchaînement apparemment ouvert sur l'infini, mais meurtrier lorsqu'il atteint la limite. Le quarante-septième lnng métrage de Raoul Ruiz ressemble à une partie de go. C'est-à-dire aussi à un ieu nu tout l'art consiste à produire à distance de grands effets avec de petites causes. Et encore, un jeu ou mieux on a joué, plus le résultat sera esthétiquement réussi. Cette fois, Ruiz a admirablement joué.

Et ca fait plaisir. Parce que le film s'inscrit dans le fil du travail de ce réalisateur d'nrigine chilienne : mettre la réalité sous l'hypnose de fantasmagories et de légendes ; inventer sans entraves des équivalences d'image au « réalisme ma-

sud-américaine. Mais il y avait longtemps - depuis L'Hypothèse du tableau valé (1978) et Les Trois Couronnes du motelot (1982) - qu'on attendait pareil accomplissement. Le « baroque » (mot fourre-tout trop commode) de son style suscitait depuis de belles inventions, d'étranges efflorescences, qui le

plus souvent se dispersaient au gré d'un imaginaire laissé la bride sur le cou. Sans rien perdre ici de son inventivité ni de sa liberté, Ruiz (avec le renfort de Pascal Bonitzer. pour le scénario) ennstruit une énigme à tiroirs, où l'onirisme fait enfin bon ménage avec la rigueur.

DES LIBERTÉS

On peut en résumer le ressort dramatique: l'avocate Solange (Catherine Deneuve, blonde), qui a récemment perdu son fils adolescent, défend un jeune homme du même âge (Melvil Poupaud) accusé du meurtre de sa tante leanne. Le garçon accuse sa victime et le groupe de psychanalystes anquel elle appartenait présidé par l'étrange Georges Didier (Michel Piccob) - d'étre responsables de son geste. Solange lit journal de Jeanne (Catherine Deneuve, rousse), dans lequel on découvre la relation complexe nnuée entre la tante et le neveu depuis l'enfance de celui-ci, à laquelle succède celle entre l'avocate et son client après le procès. Irruptinn de quelques drames sangiants, et de plusieurs personnages annexes et bauts en couleur. Le

gique » de la littérature film accomplit le programme énoncé par le titre, avec toute l'importance du pluriel de « généalo-

> On peut mettre en évidence les thèmes sur lesquels se construit cette œuvre, celui du libre-arbitre et de la manipulation, celui de la fictinn qui se répète à jamais, incarnée successivement par des personuages qui soot les jnuets des grandes tragédies fondatrices. On peut souligner l'adresse de la transposition d'une histoire vraie, celle d'Hermine vnn Hug-Hellmuth, disciple de Freud dont l'histoire tragique et les Essais psychanalytiques (Le Monde du 24 janvier 1992) ont inspiré le scénario. Et noter la peinture ironique du monde psychiatrique, le système de références à des événements récents fle sacrifice collectif de la « secte » psy concurrente), la finesse des untations psychologiques, pon comme motivations mais en contrepoint mineur du déroulement de l'action principale (splendides scènes autour de la mort du fils de Deneuve), l'élégance de la construction narrative sur plusieurs registres et à plusieurs époques, l'nuvrage ciselé des mots,

des dictions, des silences. On peut et nu doit dire la splendeur de l'interprétation : Deneuve souveraine dans son double rôle qui est aussi un jeu entre sno « image de marque » de vedette et ses audaces d'actrice. Piccob, jubilant et jubilatoire; la justesse de Melvil Poupaud dans un empini impnssible de versatilité. Et la

Seweryn; la pyrotechnie que décienche chaque apparition de Bernadette Lafont ; la cruelle folie distillée par Monique Mélinand. Souligner la qualité du travail de l'image, la beauté subtile et concertée des jeux de couleurs, du choix des décors et des accessoires pour conspirer à la fois à la construction d'ambiances déroutantes et à la lisibilité du film.

On sera encore loin du compte. D'abord pour n'avnir pas dit combien on rit, et de bon cœur, à Généologies d'un crime. Traversant d'un pas de charge zigzaguant des drames et des sujets sérieux. Ruiz anime du même élan acteurs, dialogues et situations en un joyeux rallye nù l'absurde et la logique, le banal et le loufoque se fondent en une étincelante comédie noire. En-suite, pour avoir laissé dans. I'nmbre, au-delà des thèmes, le sectiment de force créative qui émane d'un film dont la mise en scène paraît pouvoir tout raconter, tout embrasser, de l'émotion intime au grand guignol, grâce à la huxuriance précise de sa cooception. Au jeu de go, la latitude de chaque pion s'appelle une liberté, chacun en possède plusieurs. A tous - acteurs, personnages, spectateurs -, et quelque puisse être le pessimisme profond de l'auteur, le film invente non pas une, mais des libertés, ouvertes en de multiples directions, dans un plaisir du jeu et de l'intelligence.

L'hagiographie d'un peintre par un peintre

Basquiat. La vedette des galeries new-yorkaises sanctifiée par Julian Schnabel

Film américain de Julian Schnabel. Avec Jeffrey Wright, Michael Wincott, David Bowle. Dennis Hopper, Gary Oldman, Willem Dafoe. (1 h 45.)

Il ne fallait pas se faire trop d'illusinns; les débuts de Julian Schnabel derrière la caméra pouvaient difficilement donner un résultat aussi époustouflant que Les Tueurs de la lune de miel ou Les vrais durs ne dansent pas, exemples canoniques de films réalisés par des artistes confirmés qui débutaient dans la mise en scène - Leonard Kastle était metteur en scèce d'opéra; Norman Mailer était Norman Mailer - et dont l'approche neuve donnaît à leur œuvre une véritable étrangeté. On en est loin avec Schoabel. Non que la montagne ait accouché d'une souris; elle a simplement donné un film sage. Ce qui pouvait passer chez un autre réalisateur est plus difficilement excusable de la

à voir avec l'académisme de son premier film. Basquiot est un film profondément américain, qui se préoccupe d'abord de la légende qu'il véhicule. Avant de rejnindre Jean-Michel Basquiat, il faut d'abord croiser les spectres de Scntt Fitzgerald, Charlie Parker, Jim Morrison, autres grands artistes babités par un sens très aigu de l'autodestructinn, gagnés peu à peu par cette maladie, typiquement américaine dans sa vinlence et son romantisme conjugués, et que Fitzgerald avait appelée « félure ». Jean-Michel

Basquiat était un jeune artiste d'nrigine haîtienne, passé en très peu de temps de l'annnymat au statut de vedette pour les galeristes

De célébrité mnndaine, Basquiat allait se transformer, après sa mort brutale en 1988, à la suite d'une surdose, en légende. L'histoire était trop belle pour ne pas être racontée avec un ton épique: ce jeune garçon, beau et intelligent, touché par la grâce et coupé dans son élan, ne pouvait être qu'un génie. Schnabel s'est donc fait le fidèle hagiographe de cette versinn pour le moins caricaturale.

SCÈNES COMIQUES

Sans cette sanctificatioo savamment ordonnée - une voix lancinante ne cesse de glisser tont au long du film le nom de Van Gogh comme la formule magique susceptible de révéler la personnalité du peintre -, Basquiat de série passant à côté de soo sujet, mais avec un tel décalage qu'il ne provoque que la bonne burneur. Il y a donc dans ce film aux accents cnmiques un certain nombre de scènes à ne rater sous aucun prétexte : Gary Oldman tépétant à Basquiat que son public n'existe pas encnre, ainrs que ses toiles se vendent par camions entiers; David Bowie, impeccable dans le rôle de Bowie mais avec la perruque d'Andy Warhol posée accidentellement sur son crâne : Basquiat (qu'interprète avec beaucoup

de talent Jeffrey Wright) se tortillant devant ses toiles, victime de ce mai de tête nntologique dont semblent atteints tous les grands génies. Malheureusement, ce comique a ses limites. Maîtrisant mai son sujet, Schnabel glisse dans un esthétisme complètement décalé, proposant des images de surfeurs dévalant derrière des buildings, de Basquiat roulant en velo dans un. Manhattan fantomatique ou en train de joner à Jackson Pollock dans un happening et mimant certains effets du Mystère Picasso de Clouzot. Cette volonté de faire « poétique » marque un désir de reproduire certaines images à la mode, celles de MTV.

Cette hagiographie pourrait posséder un intérêt si Schnabel avait décidé de confronter la légende avec la réalité, quitte à choisir la légende. La première scène est à cet égard difficilement pardininable tant elle donne refuge au mauvais goût. Le jeune Basquiat visite un musée avec sa mère et s'arrête devant Guernica, de cination, comme si un relais venait de s'installer. L'image est no ne peut plus claire, le roi Picasso a enfin trouvé avec Basquiat un héritier. Schnabel a funcé tout droit sur l'image d'Epinal, et le résultat donne un film nu il parle beaucoup de Basquiat, un peu de Warhol, et très peu de lui. Or, c'est le personnage de Schnabel, dissimulé sous la carapace de Basquiat, qui importait.

Samuel Blumenfeld

Le Festival de Valenciennes a rendu hommage au Hongkongais Tsui Hark

d'nrganiser le Festival de Valenciennes et que reprend la Cinémathèque française (du 26 mars au 20 avril à la salle République, à Paris), le nom de Tsui Hark restait largement ignoré du public français. On ne connaissait de lui qu'un seul film, L'Enfer des armes, distribué à la sauvette en 1984. Cet effacement ne reflète pourtant pas le véritable statut de Tsui Hark, véritable chef de file et maître d'œuvre de ce qu'on a appelé la « nouvelle vague de Hongkong », apparue en 1979. composée des cinéastes Ann Hui, Kirk Wong, Ching Siu Tung, Yim Hn, tous venus de la télévision.

C'est avec la création de la Film Workshop, en 1984, destinée à laisser toute latitude aux réalisateurs hongkongais, que Tsui Hark assoit véritablement son pouvoir sur le cinéma de l'île, attirant à lui la nouvelle génération de talents (John Woo, Ching Siu Tung, Kirk Wong purent grâce à cette structure mener à bien des films comme Histoires Syndicat du crime, The Killer) et de vieux maîtres comme Chu Yuan (Diary of o Big Man) et King Hn

Le parcours de Tswi Hark est curieux. Né à Canton, il part en d'un seigneur de guerre est envahi 1970, après un arrêt à Hongkong, par des papillons carnivores; Zu,

faire des études de cinéma à Dallas. « A Hongkong, il y o tellement de monde qu'on ne réalise pas quelle est la différence entre soi et l'étranger mais, aux Etats-Unis, la différence des cultures est telle que cela vous oblige à vous situer par rapport à votre passé », déclarait-t-il en 1984 dans le numero spécial Hongkong des Cahiers du cinéma. Une fois installé aux Etats-Unis, Il prend conscience de son identité et découvre ses racines. Il travaille même à un projet de film relatant la participation des Chinois dans la construction du chemin de fer en Amérique. Cette prise de conscience est an centre de son cinéma, soucieux de transposer les histoires populaires chinoises à l'écran et de s'en servir pour les confronter avec les problèmes actuels des Hongkongais.

Au moment où Tsui Hark retourne à Hong Kong, à la fin des années 70, la majorité des spectateurs de l'île out tout oublié de la culture chinnise classique. Il s'agit dnnc pour lui de présenter le patrimoine chinois de façon moderne. Ce patrimoine est au centre d'une bonne partie des films de Tsui Hark: Butterfly Murders (1979), qui donne un nouvel éclairage sur le film d'épée classique, dans lequel le château

Warriors from the Magic Mountain (1983), qui rappelle le cinéma fantastique cantonais de l'après-guerre, où des chevaliers doivent utiliser leurs pouvoirs pour lutter contre un monstre sanguinaire: Shanghai Blues (1984), hommage an melodrame classique du Shanehai des années 40 sur l'histoire parallèle de trois personnages après la guerre; Peking Opera Blues (1986), qui tente de renouer avec l'opéra pékinois. Le point de départ de The Blade (1991), l'un de ses meilleurs films, dans lequel un jeune orphelin, devenu manchot après avoir été torturé par des bandits, invente une méthode de combat au sabre pour se venger, rappelle celm des Exécuteurs de Shaotin et de La Rage du tigre, deux des plus grands classiques du film de kung-fu, réalisés tous deux par Chang Cheh.

POSITION PARADOXALE

patrimoine national s'accompagne d'une interrogation permanente sur le sens de l'identité chinoise. Shanghai Blues peut apparaître comme une comédie sur la manière dout Tsui Hark voit l'avenir pour l'île, sur le fait que les communistes vont prendre la relève, la situation de Shanghai venant rappelet celle de Hongkong aujourd'hui. Dans Once

Upon o Time in China, Tsui Hark s'appuie sur l'un des héros les plus offèbres de toute la mythologie cantonaise, le docteur Wong Fei Hung, et le montre en train de bouter les étrangers hors de Chine, et ce six ans avant la rétrocession de la colonie à la Chine. Dans le second volet de Once Upon o Time in China. Tsui Hark prend presque le contre-pied de son nous précédent, et montre le même Wong Fei Hung en train de se battre contre une secte de fanatiques religioux qui veulent externi-

ner les étrangers. La position de Tsui Hark est paradoxale, elle consiste à regarder avec inquiétude l'établissement de la Chine communiste, tont en reconnaissant que l'identité chinoise est la seule dans laquelle Hongkong ·puisse se reconnaître. Un paradoxe que ne résout pas le dernier film de Tsui Hark, tourné aux Etats-Unis avec Jean-Claude Van Damme, Mickey Rourke, et le basketteur Dennis Rodman, et dont le titre. Double Team, porte toute la dualité de son metteur en soène.

* La revue HK, Orient extrême cinéma, consacre dans son dernier numéro un excellent dossier à Tsui

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

TENUE CORRECTE EXIGÉE

Film français de Philippe Lioret. Avec Jacques Gamblin, Elsa Zylberstein, Zabou, Jean Yanne, Daniel Prévost. (1 h 33.)

Richard (Jacques Gamblin) passe en jugement pour avoir touché le RMI en se déclarant divorcé, alors qu'il est toujours marié et que sa femme a des revenus astronomiques. La vérité, c'est qu'il ne l'a pas revue depuis dix ans et qu'il est vraiment au trente-sixième dessous. Il devra le prouver. Sa femme, une affreuse arriviste (Zabou), descend à Paris quelques jours pour une réunion de business international qui se tient à l'Hôtel Charles-VII. C'est très pratique, un grand hôtel, cela permet d'y situer l'action d'un film, d'y multiplier les allées et venues, les personnages et les intrigues secondaires. Un directeur vaguement mafieux (Jean Yanne), un concierge obséquieux (Daniel Prévost), une pute de luxe (Elsa Zylberstein), un ministre incompétent, des snobs insupportables, un portier idiot, et, sur le trottoir d'en face, un exclu roublard qui vend le inurnal Macadam. Le risque, évidemment, c'est de se disperser, de se reposer entièrement sur les dialogues, d'enfiler paresseusement les champs-contre champs, et de ressembler au final à une série comique qui passait jadis le samedi soir à la télévision. Malgré quelques gags qui font mouche, Philippe Lloret n'a évité aucun de ces écueils.

ALMA GITANA

Film espagnol de Chuz Gutiérrez. Avec Pedro Alnuso, Amara Carmo-

na, Peret, Loies Leon. (1 h 35.) ■ Alma Citana commence par une séquence d'ouverture en noir et blanc en forme de drame existentiel. Un petit garçon voit sa mère, une danseuse de samenco, périr dans un accident de voiture. Un geste de la main avec laquelle il se masque le visage permet à la réalisatrice de raccorder sur un jeune éphèbe, le même quelques années plus tard et en couleurs, qui danse le flamenco. Mais Antonin (c'est snn nom) danse en dilettante, travaille de même, et passe le plus clair de snn temps à tomber les filles. Jusqu'au jour où il tombe amoureux fou d'une gitane farouchement chaperonnée par sa famille. Chuz Guttiérez parsème son film de notations diverses, depuis la pseudo-étude de mœurs de la communauté gitane (curieusement réduite à la déponciation du machisme) jusqu'aux incursions régulières dans les boîtes branchées de Madrid, mièvre apolngétique du métissage culturel, en passant par le retour sur le devant de la scène de l'ancien partenaire de la mère d'Antonio. L'apport de la musique, nuniprésente, ne sauve pas vraiment le film, sauf à vouloir découvrir le premier sitcom flamenco distribué en

ENNEMIS RAPPROCHÉS

Film américain de Alan J. Pakula. Avec Harrison Ford, Brad Pitt, Margaret Colin, Ruben Blades, Treat Williams, George Hearn.

■ Alan Pakula avait réalisé dans les années 70 avec Klute, A Cause d'un assassinot, et Les Hommes du président, une série de films très intéressants. Homme du système, Pakula était tiré par le haut lorsque les studios hnilywoodiens avaient des standards de production autrement plus elevés qu'aujourd'hui. Il ne reste plus rien du talent de Pakula dans Ennemis rapprochés. Un vieux flic new-yorkais (Harrison Ford, très vieilli) béberge sans le savoir un terroriste friandais (Brad Pitt) venu acheter des missiles aux Etats-Unis pour les réacheminer ensuite vers l'Irlande. Malgré un scénario qui aurait pu être prometteur, toute ambiguité semble avnir été gommée d'Ennemis rapprochés, transformant les deux principaux protagonistes en caricatures (le bon flic new-yorkais droit et juste contre le terroriste écorché vif mais pas si mauvais). Une réalisation au ralenti avec des scènes d'action qui semblent réglées par un agent de la circulation et un déroulement prévisible achèvent de nous convaincre que Pakula o'a plus rien à dire ni à montrer.

PONDICHERY, DERNIER COMPTOIR DES INDES Film français de Bernard Favre, Avec Charles armagono Richard

Bohringer, Vanessa Lhoste, Frédéric Gorny, (1 h 32) Stanislas Charvin débarque à Pondichéry an moment où la colonie française plie bagage. Mais qu'est-ce qui pousse donc, en ce mois d'octobre 1954, un jeune métropolitain à rejoindre les indes? La voix de Charles Aznavour résout très rapidement cette énigme : « A vingt ans, Stanislas se crovait sûr de lui, l'Histoire allait se charger de lui apprendre. » L'Histoire, sûrement pas, mais au moins le récit, d'initiatinn comme il se doit. Car Stanislas revient en fait chercher la dépouille d'une mère ou'il n'a jamais comue. Chemin faisant, il croise quelques archétypes romanesques. Son père, un coloo trop attaché à l'Inde pour ne pas y mourir avec panache (Richard Bohringer). Bauman, un ami de son père essentiellement chargé de dispenser la philosophie de cette histoire (Charles Aznavour). Clémence Granier, une jeune fille impulsive et libre en compagnie de laquelle il fait du cheval. Sans nublier le décor, planté de palmiers et d'indigènes. En bref, une grande saga française sur fond d'écroulement colonial, dont le mystère, qu'on gardera intact, ferait les riches beures d'un feuilleton télévisé estival.

LES ENTRÉES A PARIS

M La fréquentatinn dans les salles a encure salles a encure 0 baissé cette semaine par rap-

port à la semaine précédente, a vec un total de 685 000 entrées, alors qu'nn approchait la semaine dernière les 740 000.' Cette baisse s'inscrit dans un contexte de plus en plus défavorable, qui vnit se creuser de manière ininterrompu le déficit d'entrées par rapport à la période correspondante en 1996. Le match entre les deux plus grosses sorties de la semaine Donnie Brusco, avec Al Pacino et Johnny Depp, et Un amour de sorcière, avec Vanessa Paradis. Jeanne Mnreau et Jean Reno, tourne à l'avantage du film américain. Donnie Brasco réalise un scnre bonnrable de 104 000 entrées dans 40 salles, alors qu'Un amour de sorcière dépasse à peine les 83 000 entrées dans un circuit de salles équivalent. Les trnis autres nnuveautés, Chamonko (3 600 entrées dans quatre salles). Nous sommes tous encore ici (3 000 dans une salle) et Le Secret de Roon Inish (3 500 dans quatre salles) réalisent des scores très dé-

cevants. En continuation, La Guerre des étoiles dépasse les 105 000 entrées pour sa deuxième semaine, alors que Le Patient anglais, avec 69 500 spectateurs, tient le cap et devrait profiter de ses Oscars. Mars Attacks / s'essouffle, n'attirant à lui que 4S 000 Terriens (total: 470 000 en quatre semaines), comme Jerry

Maguire avec 33 000 fans de Tnm Cruise (total: 188 000 en trois semaines). A noter l'excellente tenue de Fred, qui réalise en deuxième semaine (17 000) un score presque équivalent à la semaine de sa sortie, et des Randonneurs qui attire à hi 50 000 autres spectateurs pour un total de 114 000 entrées.

7.11

22.

____. .- ..

Sec. 11.

ر د د ان د ان د

- c 25 - - - -

Street -

42 m

Same agree.

Settle in the contract of the

242

है हा भरू र_{ाउट}ा

N + 4

No also

in their o

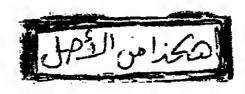
212

FREE BUILDING

J.,

* Chiffres : Le Film français.





LES RÉALISATEURS Claude Le-

louch et Claude Miller s'inquiètent de récentes décisions budgétaires

prises par Bruxelles en matière

d'aides an cinéma. C'est une his-

toire de gros sous, mais aussi une

affaire qui met en himière pln-

sieurs aspects significatifs à la fois

de l'état du cinéma en Europe et

dn sens d'une politique commu-

rope a changé depuis quelques an-

nées. Une longue période de dé-

prime correspondant (sauf en

France) à un effondrement de la

production et de la fréquentation

et à une domination outrancière

des films bollywoodiens est peut-

être en train de s'achever. En

Grande-Bretagne, eo Allemagne,

en Italie et en Espagne, la situation

s'est améliorée sur les trois plans

(volumes de production et de fré-

quentation, part de marché du ci-

néma national). Par ailleurs, après

la mise en place par Bruxelles d'un

premier dispositif d'aide au cinéma et à l'audiovisuel, le plan Mé

dia (1990-1995), marqué par un

grand numbre d'initiatives pooc-

tuelles, Média 2 (1996-2000), a

souhaité centraliser les interven-

tioos communautaires et les

concentrer sur les secteurs straté-

giques: en amont, la formation et

le développement des projets; en

aval, l'aide à la distribution et aux

L'amélioration de la situation

dans les principaux pays a incité

leurs représentants à modifier la

poorité en la matière: mnins le

soutien aux industries nationales

LE MONTANT des aides accordées par

Bruxelles n'a pas seulement un effet quantitatif,

selon les professionnels français qui « montent

au créneau »: il modifie leur nature même. Le

cas d'Europa Cinémas est relativement simple.

Selon Claude Miller, son président, et Claude-Eric Poiroux, soo délégué général, la seule re-

conduction d'une enveloppe de 3 millions

d'écus (environ 20 millions de francs) - autant

qu'en 1996 - casserait la dynamique du réseau

mis en place, en empêchant d'accueillir les

nombreux candidats déclarés pour l'année qui

commence. « Interrompre aujourd'hui notre ca-

pacité de leur répondre, dit le réalisateur de L'Ef-

frontée, représente un gachis de l'esprit de ce pro-

gramme » qui ambitionne de réunir un millier

l'expérience prouve que le public existe pour les

films européens, des lors qu'on focilite leur pré-

sence sur les écrans », renchérit Claude Lelouch.

cours de mise en place, la question est plus

complexe. Une étude prospective menée par la

Fédération internationale des associations de

distributeurs de films (FIAD) a évalué à 0,30 écu

(2 francs) la somme par entrée qui devrait être

créditée aux distributeurs. Elle a aussi établi

Les chiffres de Média 2

• L'enveloppe pour 1997 s'élève à

6.8 francs) pour 60 millions d'écus

représente 31 millions d'écus, dont

5 millions pour l'aide automatique

à la distribution, 10 millions pour

l'aide sélective, 3 pour Europa

et 10,5 pour la télévision et la

d'écus le produit des retours d'avance de Média I réutilisable,

anonel s'ajoutent des sommes

inutilisées du budget 1996 de

après Slastic et Terrific i

Entretrés création

le trio infernal fait rire

2 PL DU CHATELET 01 42 74 22 77

partout où il passe

Média 2

récupérable en 1997 soit

Cinemas, 2,5 pour la promotion,

vidéo. Bien que la somme exacte

imprécise, on évalue à 4,6 millions

58.25 millions d'écus (1 écu vaut

en 1996. Au sein de ce budget,

distribution et à la diffusion

l'ensemble des aides à la

Pour l'aide automatique à la distribution, en

salles à la fin de la décennie. « D'autant que

La situation du cinéma en Eu-

Polémiques sur l'aide à la diffusion

des films en Europe

ductions européennes dans les

autres pays du Vieux Continent.

Celle-ci reste en effet dérisoire, de

l'ordre de 30 millions de specta-teurs par an dans l'ensemble des

pays de l'Union, pour les films eu-

ropéens hors de leur pays d'ori-

gine. Le seul cinéma « européen »,

an sens où il circule massivement

et à flux constant dans l'ensemble

do continent, c'est le cinéma amé-

au sens où il circule

Le seul cinéma « européen »,

massivement et à flux constant

dans l'ensemble du continent,

c'est le cinéma américain

Deux mécanismes paraissent les

plus appropriés pour s'attaquer à

ce phénomène : l'un, déjà existant,

s'appelle Europa Cinémas. Il sou-

tient les salles qui projettent une

majorité de films européens (dont

la moitié de titres noo oationaux).

vient d'être décidée, est un soutien

automatique à la distribution :

chaque fois qu'un distributeur eu-

ropéen sort un film européen venu

d'un autre pays, ce distributeur

devient créditeur d'une somme

proportionnelle au nombre d'en-

trées réalisées par ce film, somme

à investir dans la sortie d'un autre

film européeo noo national, qui

modèle convoité.

L'autre, dont la mise en place

Celui-ci, qui s'ajoute à l'aide sélec-

tive à la distribution déjà exis-

tante, a le mérite principal d'aider

à constituer un tissu commercial,

ce que les spécialistes appellent un

« effet structurant » du marché.

Secondairement, il exige une plus

grande transparence quant au sort

commercial des films dans les dif-

férents pays, ce qui est loin d'être

« Ces deux mécanismes sont in-

dispensables si nous ne voulons nos

que nos films restent enfermés à l'in-

est de se danner les moyens de leur

mise en œuvre », commentent

d'une même voix Claude Lelouch

et Claude Miller, par ailleurs prési-

dents, respectivement, de l'Asso-

ciation des auteurs réalisateurs

producteurs (ARP) et d'Europa Ci-

L'heure est en effet à une négo-

ciation serrée pour l'attribution

des eoveloppes correspondantes.

La situation est légèrement

confuse : les crédits de Média 2

pour 1997 sont en effet en diminu-

tion par rapport à 1996 - 58,25 mil-

Bataille sur des seuils stratégiques

qu'avec le montant actuel de la subventioo eu-

ropéenne - 5 millinns d'écus (34 millions de

francs) - les possibilités de retour réel pour les

distributeurs seront dérisoires - « un trompe-

Poril », dit Gilbert Grégoire, qui a dirigé l'étude.

Dans les « grands pays », cette enveloppe abli-

gerait à plafonner le mécanisme aux 140 000

premières entrées, soit un gain maximum de

280 000 francs qui ne permet pas de tirer parti

d'éventuels succès populaires, dont Quatre moriages et un enterrement (18 millions d'entrées

eo Europe, hors Grande-Bretagne) demeure un

L'option haute retenue par l'étude, une sub-

ventino de 10 millioos d'écus (68 millions de

francs), permettrait en revanche de faire jouer

le soutien jusqu'à un million d'entrées par film

dans chaque pays (donc 2 millions de francs),

fournissant des ressources suffisantes pour inci-

ter les distributeurs à modifier seosiblemeot

leur politique de sortie, à la fois dans le choix

des titres (eo faveur de productinos euro-

péennes) et dans les investissements consentis

Dans l'attente de la réunion du Comité Mé-

REVUE

toire(s) de cinéma.

Nº 21, Printemps 1997, 138 p., 95 F.

CRAINTES DES PETITS DISTRIBUTEURS

pour leur mise sur le marché.

• Europa Cinémas, en activité

(584 écrans) dans 142 villes de

depuis quatre ans, réunit 253 salles

toute l'Europe, où il existe environ

15 000 salles. En contrepartie de la

subventioo à laquelle leur donne

droit l'adhésion à cet organisme,

programmation comprense au

européens, dont au moins 50 %

originaires d'un autre pays que le

leur. En 1996, les salles du réseau

minimal: 61 % des séances étaient

consacrées à des films européens,

et 45 % à des films non nationaux.

européens en Europe hors de leur

Ces derniers ont attiré quelque

16 millions de spectateurs, soit

40 % du public total des films

• Les dix melleurs résultats

une domination massive des

de bruit pour rien (3,3), Petits meurtres entre amis (1,7), The

l'« européanité » est factice

d'une société allemande

obtenus par des films européens durant les trois demières années

font apparaître le mauvais état de

cet aspect du marché. On y trouve

Britanniques avec Quatre mariages

18.2 millions d'entrées), Beaucoup

Crying Game (1,7); des films dont

comme La Maison oux esprits, film

américain produit sous la hannière

(4 millions), ou très relative (La

Leçon de piano, 3,6 millions, Little

Buddho, 3,1). Deux des films de la

très européenne trilogie Trois

Rouge (1,9) - et Les Visiteurs

(1,7 million) complètent ce

couleurs - Bleu (2,3 millions) et

et un enterrement (bors d'atteinte à

pays d'origine.

ont dépassé leur engagement

moins pour moitié des films

ces salles s'engagent à ce que leur

térieur des frontières. Le problème

le cas actuellement.

lions d'écus (381,5 millions de

francs) au lieu de 60 millions

d'écus (393 millions de francs). Et

les sommes attribuées aux deux

systèmes considérés à Paris comme essentiels ne bénéficient

pas des sommes correspondant à

leurs besoins. Mais... il reste de

l'argent. Environ 4,6 millions

d'écus (30 millions de francs), pro-

venant essendellement de retours

A court terme, le débat porte

donc sur la répartition de ce reli-

quat. Ce débat, qui met eo évi-

dence des enjeux beaucoup plus

larges, oppose les « petits pays »

aux « grands » sur une redéfinition

de la répartition des sommes entre

aides en amont aux productions

nationales (« ce qui devrait être le

fait de choque pays », disent les

porte-parole des pays où c'est le

cas, à commencer par les Français)

et aides eo aval, destinées à consti-

tuer le marché européen comme

un tout (mais au bénéfice surtout

des pays les plus producteurs et les

Ce choix met en évidence une

alternative essentielle dans la poli-

tique communautaire : se considé-

rer comme uo ensemble - en

privilégiant les plus forts écono-

miquement au seio de cet

ensemble -, ou jouer la carte d'une

égalité de traitement entre parte-

naires dont on favorise la diversi-

té. Mais en prenant le risque de

laisser ainsi ouverte une autoroute

à ce qui demeurerait alors la seule

Jean-Michel Frodon

grande puissance : les Etats-Unis.

dia, qui devrait trancher début avril, la rumeur

dans les couloirs bruxellois peocherait pour une

enveloppe finalement amélinrée, à hauteur de 7

à 8 millions d'écus (de 48 à 55 millions de

francs). Mais, comme toujours dans le cinéma,

même l'hypothèse la plus haute ne fait pas onn

plus l'unanimité parmi les professionnels : les

petits distributeurs redoutent en effet que, dans

ces conditions, le fossé se creuse entre eux et les

sociétés les plus puissantes, que celles-ci fassent

anormalement manter le prix des films, et que

l'augmentation de l'enveloppe jooe, à terme, au détrimeot de l'aide sélective qui prend eo

compte la qualité des œuvres au fieu de mettre

Ce débat illustre à nouveau l'alternative - for-

mulée cette fois eo termes d'appositioo entre

logique de groupes et indépendants, et non plus

entre grands et petits pays - devant laquelle se

trouvent placées les instances bruxelloises. La

réponse de principe étant bien évidemmeot

qu'il ne s'agit pas de choisir entre une politique

culturelle et une politique économique, mais

hien de trouver un juste équilibre entre les

L'hebdo

musique

cinéma

livres

etc.

Tous les mercredis

15 F

en actioo un mécanisme comptable.

■ Qu'est-ce qui s'est encore trafiqué dans la dernière livraisoo de

Trafic? Pas mal de bonnes choses. De l'actualité française, avec les

textes de Nicolas Philibert et Hervé Le Roux sur leur film respectif,

La Maindre des choses et Reprise. Une réflexion de Jacques Rancière

autour de Drancy Avenir, d'Arnaud des Pallières, sur la représentation

de la Shoah : « Seul l'ort a pouvoir de briser le cercle qui enferme l'ex-

terminotian dans le dilemme du silence pieux ou de la banolisation abs-

cène. » Une invitacion à la redécouverte du cinéaste américain Monte

Hellman, à travers la longue et deose cootribution de Kent Jones.

Quelques pétulantes exhumations de textes ancieos dont la revue a le

secret : la narration burlesque par William Faulkner de sa rencontre

avec Tod Browning, et une approche « métahistorique » du film qui

donne eovie de mieux connaître la pensée de Hollis Frampton. Enfin,

une brillante rencontre eotre le critique américain Jonathan Rosen-

baum et Jean-Luc Godard, autour de la série vidéo de ce dernier : His-

plus consommateurs).

sur les avances de Média 1.

Leader the property of the party of the part bourg contre les seem de de la ou de times

La folie des chiots à pois

va-t-elle encore frapper?

Le phénomène va-t-il se pro-

duire en France? Dans le passé, le

pays a également été frappé par la

« folie dalmatienne ». En 1960, la

Société centrale canine ne recen-

sait que 49 naissances. En 1963,

288 et 427 en 1964. Une progres-

sion continue jusqu'en 1971, où le record de 1165 naissances est at-

teint. La sortie de la vidéo a égale-

ment été suivie d'effet puisque, en

1995, on dénombrait 470 nais-

sances et 635 en 1996 (un chien

inscrit sur le Livre d'origine fran-

çaise - LOF - coûte en moyenne

4 000 francs). Mais selon Yveline

Garaix, présidente du Dalmatien

Cinh français, l'engouement n'a

pas été suivi d'une vague d'aban-

dons, comparable à celle qu'a

et éleveurs craignent

une dégénérescence

connue l'Angleterre.

Vétérinaires

de la race

consécutive

à une brusque

augmentation

de la population

D'autres menaces pèsent sur les

dalmatiens. Vétérinaires et éle-

veurs craigneot une dégénéres-

cence de la race consécutive à une

brusque angmentation de la popu-

lation. Ancien professeur à l'école

vétérinaire de Tnulouse et grand

spécialiste du comportement, Guy

Quéinnec se veut rassurant: « Le

progrès génétique ne peut venir que

d'un occroissement de la population

canine. > Les rumeurs sur la multi-

plication de dalmatiens sourds?

« Des troubles oculaires et de surdi-

té ont été décelés chez certains indi-

vidus, mais ils provenaient d'éle-

veurs ongio-saxons qui pratiquent

des croisements», précise Gny-Queinnec. Une maladie tiée à la

présence du gène Merle, qui

n'existe pas normalement chez le

dalmatien. Inutile dnnc d'avnir

peur des 101 daimatiens nouvelle

formule? «La pubbeité faite à une

race de chiens est une excellente

chose, dit M. Quéinnec, à condition

d'être vigilant et d'éliminer tous les

sujets problématiques lors de la

confirmation, examen de passage

Chez Buenavista, le distributeur,

on préfère mettre l'accent sur les

précautions avec lesquelles s'est

effectué le tournage. Pour ne pas

acheter les chiots et provoquer

ainsi artificiellement des nais-

sances, la production a publié une

annonce pleine page dans le Times

invitant les propriétaires à louer

leurs animaux. Quelque deux cents

sujets âgés de huit à douze se-

maines ont ainsi été choisis chez

de petits éleveurs, tous britau-

niques, puisque aucun chien ne

pouvait être importé pour cause

toutes les règles de l'anthropo-

morphisme, le principe du récit

étant d'imaginer une communau-

té de chiens calquée sur celle des

hommes. Pourtant lorsque la réalité animale empêche certaines ac-

tions, les producteurs usent volon-

tiers de l'image électronique et du

trucage informatique. Mais alors,

à quoi bon passer du dessin animé

Reste Glenn Close. En Cruella,

elle fait penser à la mère de Nor-

man Bates dans un Psychose qui

aurait été revu par Fellini. Son in-

terprétation hystérique rappelle

par endroits certains passages de

Liaison fatale, mais son corps a ga-

gné des formes nouvelles, an point

de le rendre méconnaissable.

Cette actrice, l'une des plus

douées de sa géoératinn, fait

preuve d'un masochisme et d'une

capacité à s'humilier aussi peu ré-

pandus que son talent de comé-

à l'ordinateur ?

Annette Vezin

de quarantaine.

Du dessin animé à l'ordinateur

Les 101 Dalmatiens. Pour Glenn Close

obligé pour tout chien de race. »

DANS SA MAISON du Sussex

(Grande-Bretagne), Lyn Diable s'attend au pire. Présidente d'un club de dalmatiens, elle s'habille volontiers en rose à pois noirs et

blancs, habite une demeure déco-

rée de pois et roule en Porsche à

pois. Elle se souvient de 1961 qui

fut pour elle une « annus horribi-

lis ». Cette année-là, le dessin ani-

mé adapté du classique pour en-fants de Dodie Smith, The One

Hundred and One Dalmatians, a

donblé instantanément la de-

mande en dalmatiens en Grande-

Bretagne: 791 achats officielle-

ment enregistrés en 1959, 1 549 en

1963. Engouement aussitôt suivi

d'abandons en masse. « Dans le

film, les chiens sont anthropomor-

phisés. Mais dons la vie, ils ne vous

regardent pas dans les yeux avec in-

telligence en vous faisant la conver-

sation. Et quand ils s'emuient, ils le

disent en mangeant votre canapé »,

résume Berverley Cuddy, rédac-

trice en chef de Dogs Today. Les familles n'hésitent pas à

abandonner l'animal adulte quand

il pèse 30 kilos et réclame, confor-

mément à sa nature d'accompa-

gnateur de chevaux, des prome-

nades de 6 kilomètres par jour.

Phyllis Piper, quatre-vingt-dix ans,

fondatrice il y a trente-quatre ans

du service de sanvegarde des dal-

matiens, a passé les années 60 à

récupérer les chiens abandonnés.

En septembre 1996, la sortie vidéo

do dessin animé en Angleterre a

film en Grande-Bretagne, le 13 dé-

cembre 1996, les amoureux des

dalmatiens ont tenté de prévenir

un tragique afflux de demandes

par une campagne sur le thème

« Ne soyez pas Cruella ». Quant à

la Ligue nationale de défense ca-

nine, elle a demandé en vain à Dis-

oey de faire passer un message

avant chaque projection: « Un

chien, c'est pour la vie, pas juste

« Beethoven » et la ruée

Depuis Rintintin et Lassie, le

Cinchard, Beethnyen nu les

101 dalmatiens, le cinéma met

régulièrement en scène des

* stars à quatre pattes ». Avec un

Etats-Unis, les 57 millions de dol-

lars (285 millions de francs) de recettes de Beethoven ont été sui-

vis d'une ruée sur le saint-ber-

nard, provoquant une panique

au St Bernard's Club of America,

A l'occasion de la sortie des 101

Dalmatiens aux Etats-Unis, le

Dalmatian Club of America a

édité un petit livre rouge pour

informer les futurs acheteurs

des avantages et des inconvé-

nients de cette race. Sur Inter-

net, les discussions entre pro-

priétaires vont bon train et un

T-shirt, sponsorisé par la Ligue

d'assistance aux dalmatiens

(DAL), pose ia question: « Are

you tough enough? > (« Etes-

Film américain de Stephen He-

rek. Avec Glenn Close, Jeff Da-

niels, Juely Richardson, Joan Plowright, Hugh Laurie. (1 h 42.)

Les 101 Dalmatiens constituent

une nonvelle version da dessin

animé produit par Disney en 1961

dont il reprend fidèlement la

trame. Une diabolique aristocrate

a kidnappé une centaine de chiots

pour leur fourrure. Il faut les sau-

ver. Le pari consiste ici à transpo-

ser avec des comédiens et d'au-

thentiques animaux un univers

irréel de papler rempli de créa-

tures caricaturales. Dans le film de

Stephen Herek, les humains se

transforment en silhouettes de

film d'animatinn. Ils grimacent,

poussent des hurlements, su-

bissent diverses violences (chutes

de plusieurs mètres, électrocution,

plongeon dans un lac gelé) sans en

Par un effet inverse et para-

doxal, les animaux subissent

être affectés physiquement.

vous assez fort ? »).

où la demande de chiets est pas-

sée en un an de 300 à 1 600.

pour Noël. >

sur le saint-bemard

Au moment du Jancement du

relancé la demande.

5 W 49 4

100

4.00

A ... 10.1

s de milliers de personier with the given to be Are street, Page ... Maria Committee of the de la companya de la Section Control of the Control AND DESCRIPTION OF THE PARTY NAMED IN E W. LANS The second second

in the state of the state of effect Lionel Jospin?

Todayis Targera

March ...

The state of the s Company of the country of the countr Administration of the second s Company of the Control of the Contro West in the Estate of the Contract of the Cont AND THE PROPERTY OF SEPTEMBERS AND ASSESSMENT OF THE PROPERTY After the Marie and Control of the C

Collection (CF to) TO BE SHIP . A COLOR (n. 144 nation of the state of State of the second Self war to the service of wanga nasa lemma di k

The second section is

sièmes and dienes .

and an experience

Professional Contract

To the Total Con-

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH g ni le préfet du Bas-Rhin ité les rassemblements

संस्थित । १३ । १४ वर्ष

k N 🚙 -tank i i i P. S. Section St. Vis.

Special appropriate to the first die gegen einer ein

Branch Calebrate Contract

alleration etc. s. . . الراب المناطقة فالقا W- MANTER SERVICE The Roman of there is an in San afficial a fam. 19 1 1 1 1

医喉 锤 计计算规则 化

終 こうか 取りつしょかん

· 体 (16)

" " Bestein 1 Charles of Albert الرواي والمواجعة المراجعة الم

g pandeggang 🗗 ggae oo le

to designate of

Darling Maria

م المناب الميلاي مهير Stranger Bills In Samuelle Green von

LA SELECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS (Hongkong, 1 h 36) de Wong Kar-Wai. ARCHANGEL Icanadien, ooir et blanc, 1 h 23) de Guy Maddin. BRIGAND5. CHAPITRE VII (franco-géorgieo-italien-suisse, 2 h 09) d'Otar losselliani. CARMIN PROFOND (**) Ifranco-mexicain-espagnol, 1 h S4) d'Arturo Ripstein. DIEU SAIT QUOI (français, 1 h 30) de Jean-Daniel Pollet. **DU JOUR AU LENDEMAIN** (franco-allemand, ooir et blanc. 1 h 02) de lean-Marie Straub et Danièle Huillet. FRED (français, 1 h 25) de Pierre Jolivet. KARDIOGRAMMA (kazakh 1 h 13) de Darejan Omirbaey. LEVEL FIVE (français, 1 h 46) de Chris Marker.

MACADAM TRIBU (franco-zaīrois-portugais, 1 h 27) de José Laplaine. MARION (français, 1 h 46) de Manuel Poiner. MARS ATTACKS ! (américain. 1 h 45) de Tim Burton. LA MOINDRE DES CHOSES (français, 1 h 45) de Nicolas Philibert. NÉNETTE ET BONI (français, 1 h 43) de Claire Denis. **NOUS SOMMES TOUS ENCORE** ICI (franco-suisse, 1 h 20) d'Anne-Marie Miéville. LA SERVANTE AIMANTE (français, 2 h 46) de Jean Douchet. TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL (canadieo, noir et hlanc, 1 h 12) de Guy Maddin. TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU (américain, 1 h 41), de Woody Allen.

mer. 15 h ; Pessi et Illusia, jeu.

CYCLE DAVID LYNCH (v.o.), Le

Champo-Espace Jacques-Tati, 5s (01-43-54-51-60). Sailor et Lula,

mer. 22 h; Blue Velvet, jeu. 22 h;

DEMY TOUT ENTIER. Epée de

Peau-d'Ane, mer. 16 h, 18 h; Les

Demoiselles de Rochefort, jeu.

14 h, 16 h 10, ven. 14 h. 16 h 10 ;

Lola, mer. 20 h. 22 h, ven. 18 h 20,

Eraserhead, ven. 22 h.

Bois, 5° (01-43-37-57-47).

FESTIVALS

FILMS DU FESTIVAL DU FILM NORDIOUE ll y avait hien un film finlandais dans la sélection officielle du festival du film nordique de Rouen. Il s'agit du Village muet, la première œuvre de Kari Vāānanen, l'un des interprètes de Aki Kaurismaki (notamment de Au loin s'en vont les nuages). Outre le Village muet, et Cœur de feu (autre film finlandais), Roueo présente cette semaine au Cinéma des cinéastes à Paris une sélection de six films diffusés durant son festival. On retiendra d'abord le dano-suédo-norvégien Hamsun (qui a obteou le Grand Prix), ne serait-ce que pour comprendre les polémiques qu'il a fait oaître sur les dernières années, pro-oazies, du grand écrivain norvégien. A découvrir aussi Herpes, du jeune Danois Thomas Vinterberg, représentatif de la jeune écération post-von Trier (doot les deux héros ont reçu le Prix d'interprétation masculioe). et L'Envers du dimanche de la Norvégienne Berit Otto Nesheim (Prix du public). Du 26 mors ou 8 ovril. Au Cinémo des cinéastes, 7, avenue de Clichy.

Paris, 174. Tél. : 01-53-42-40-20. WOODY ALLEN, LE FESTIVAL (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tatl, 5" (01-43-54-51-60). Comédie érotique d'une ouit d'été, mer. 16 h, 20 h ; Broadway Danny Rose, mer. 18 h 10, 22 h 10; Bananas, jeu. 12 h 10, 16 h, 20 h; Stardust Memories, jeu. 14 h 10, 18 h 10, 22 h 10; Maris et Femmes, ven. 12 h 10. 16 h. 19 h 50 : Radio Days, ven. 14 h 10, 18 h 20, 22 h 20. L'AMÉRIQUE SELON ROBERT ALTMAN (v.o.), L'Entrepot,)4 (01-45-43-41-63). John McCabe, ven. 14 h, 16 h 30, 19 h; Prèt-à-porter, mer. 16 h 30, 19 h. 21 h 30 : Kansas City, jeu. 14 h. 16 h 30, 19 h, 21 h 30, CINÉMA À L'INSTITUT (v.o.), Institut hongrois, 6° (01-43-26-06-44). Parents de dimanche, Jeu. 20 h. CINÉMA AU CENTRE (v.o.). Centre culturel et d'information de Tapei, 7º (01-44-39-88-64). La Dune sileocieuse, mer. 19 h. CINÉMA BELGE, Musée d'Orsay, Auditorium, 7 (01-40-49-49-69). Bètes... comme les hommes, jeu. 20 h 30. CINÉMA POUR ENFANTS À

L'INSTITUT (v.f.), Institut finlandais, 5. (01-40-51-89-09). Programme de dessins animés, **NOUVEAUX FILMS** ALMA GITANA Film espagnol de Chus Gutiérrez, avec Pedro Alonso, Amara Carmona, Peret. Loles Leon, Rafael Alvarez, Julieta Serrano (1 h 35). VO: Latina, 4 (01-42-78-47-86); Les Trois Luxembourg, 6" (01-46-33-97-77; réservation: 01-40-30-20-10).

Film américain de Julian Schnabel, avec

Jeffrey Wright, Michael Wincott, Beni-

cio Del Toro, Claire Forlani, Oavid Bo-

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-

10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2* (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-

20-10); 14-Jufflet Beaubourg, dolby, 3* (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet

Hautefeuille, dolby, 6 (01-46-33-79-38; reservation; 01-40-30-20-10); La Pa-

gode, 7" (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8" (01-43-

59-19-08: reservation: 01-40-30-20-10);

14-Juillet Bastille, 11º (01-43-57-90-81; re-

servation: 01-40-30-20-10); Gaumont

Grand Ecran Italie, dolby, 13t (01-45-80-

77-00; reservation: 01-40-30-20-10);

tion: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-

Seine, dolby, 19º (réservation: 01-40-30-

wie, Dennis Hopper (1 h 45).

BASQUIAT

20 h, 22 h; Model Shop, jeu. 18 h 20, 20 h, 22 h. **DEMY TOUT ENTIER, 5tudio des** Ursulines, 5* (01-43-26-19-09). Les Parapluies de Cherbourg, mer. 18 h, ven. 14 h, 20 h; La Baie des anges, mer. 21 h 45, jeu. 14 h 45; Une chambre en ville, veo, 18 h; Lady Oscar, ven. 21 h 45. **DOCUMENTAIRES-FICTIONS** DE MARIA KOLEVA, Cinoche Vidéo, 5° (01-47-00-61-31). Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht, ven. 10 h; L'Etat de bonheur permanent ven. 12 h ; Paroles tues ou aimer à Paris eo étrangère, ven. 14 h ; Annie Vacelet, psychogéographe, veo. 16 h ; Isabelle et les 27 voleurs, une leçon, veo. 19 h; John, le demier ouvrier sur terre, ven. 21 h. FILM5 ET L'ART, Centre Pompidou. Petite salle, Jean Repoir, Studio, 4 (01-44-78-12-33), Jean Le Gac et le peintre L., mer. 19 h; Chacun a sa manière peut se seotir concerné, veo. 19 h. KEN McMULLEN (v.o.), Action Christine, 6e (01-43-29-11-30). 1871, mer. 22 h 15 : Partitioo, ieu 22 h 15 : Ghost Dance, ven. 22 h 15. MADE IN FRANCE, Centre Pompidou. Petite salle. Jean Renoir Studio, 4º (01-44-78-12-33). La Lisière de la miséricorde, jeu, 19 h. **QUATRE FILMS D'OTAR** IOSSELIANI (v.o.), Le République, 11º (01-48-05-51-33). Il était une fois un merle chanteur. mer. 17 h 30 : La Chute des feui)les, veo. 15 h : Pastorale, ieu. 15 h 10 ; Brigands, chapitre VII, ieu. 16 h 45, ven. 16 h 45. RECARDS DES CINÉASTES AFRICAINS SUR LA SOCIÉTÉ Salle Saint-Bruno, 18th (01-42-62-11-13). Bouzié, veo. 17 h. RÉTROSPECTIVE ARRABAL, L'INTÉGRALE, Accatone, 5' 101-46-33-86-86). Viva la muerte, veo. 14 h ; Le Cimetière des

voitures, ven. 19 h 20. LES 101 DALMATIENS Film américain de Stephen Herek, avec Glenn Close, Jeff Daniels, Joely Richardson, Joan Plowright, Hugh Laurie, Mark ms (1 h 42). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1": UGC Odéon, 6"; Gaumont Marignan, dolby, 8" (réservation : 01-40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8°; Gaurnont Go-belins Fauvette, dolby, 13° (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 157 (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19° (réserva-VF: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º: Rex, dolby, 2" (01-39-17-10-00); Bretagne, dolby, 6" (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Odéon, dolby, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8° (réservation : 01-40-30-20-10); George-V. THX, dolby, 8°; Gaumont Opera Fran-çais, dolby, 9° (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Paramount Opera. dolby, 9 (01-47-42-56-31; reservation: 01-40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12° (01-43-43-04-67; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13" (01-47-07-55-88; ré-servation: 01-40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alesia, dolby, 14* (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14° 4.

(réservation: 01-10-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (01-45-75-79-79; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15°; Pathè Wepler, dolby, 18° (réservation : 01-40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20° (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10). ENNEMIS RAPPROCHÉS Film américain d'Alan Pakula, avec Brad Pitt, Harrison Ford, Margaret Colin, Ruben Blades, Treat Williams, George Hearn (1 h 50)

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º; Gaumont Opéra I, dolby, 2" (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Danton, dolby, 6*: Gaumont Marignan, dolby, 8 (reservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; La Bastille, dolby, 11° (01-43-07-48-50); Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15t (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot 17º. VF : Rex, dolby, 2° (01-39-17-10-00) ; UGC

Montparnasse, dolby, 6°; Paramount Opéra, dolby, 9° (01-47-42-56-31; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (01-47-07-55-88; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14" (réservation: 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14" (01-39-17-10-00; réser-vation: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15t (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96; reservation: 01-40-30-20-10). GÉNÉALOGIES D'UN CRIME

Film français de Raoul Ruiz, avec Cathe-rine Oeneuve, Michel Piccoli, Melvil Poupaud, Andrzej Seweryn, Bernadette La-font, Monique Mélinand (1 h 53). VO: 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6 (01-46-33-79-38: réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (01-45-75-79-79; reservation: 01-40-30-20-10). Gaumont les Halles, dolby, 1° (01-40-39-99-40 : reservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra I, 2º (01-43-12-91-40 : reservation : 01-40-30-20-10) : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (réserva-tion: 01-40-30-20-10); Le Saint-Ger-main-des-Prés, Salle G, de Beauregard, 6" (01-42-22-87-23; réservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8" (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, dolby, 11* (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Escurial, dolby, 13° (01-47-07-28-04; reservation: 01-40-30-20-10): Gaumont Parmasse, dolby, 14° (réservation: 01-40 30-20-10); Sept Pamassiers, dolby, 14th (01-43-20-32-20); Le Cinéma des ciastes, 17 (01-53-42-40-20; réservation: 01-40-30-20-10). PONDICHERY, DERNIER COMPTOIR

OES INDES Film français de Bernard Favre, avec Stanislas Charvin, Charles Aznavour, Richard Bohringer, Vanessa Lhoste, K. Kaartikeyan, Jean Barney (1 h 32). Gaumont les Halles, dolby. 1" (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8* (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Les Montparnos, dolby, 14" (01-39-17-10-00; réservation : 01-40-30-20-10); Pathé ler, dolby, 18" (réservation: 01-40-30-20-10).

Film français d'Hervé Le Roux, (3 h 12). Saint-André-des-Arts I, 6º (01-43-26-48-TENUE CORRECTE EXIGÉE

Film français de Philippe Liorer, avec Jacques Gamblin, Elsa Zylberstein, Za-bou, Jean Yanne, Daniel Prévost (1 h 33). UGC Cine-cité les Halles, dolby, 1"; Gau-mont Opéra I, dolby, 2" (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Rex, dolby, 2 (01-39-17-10-00); 14-Juillet Odéon, bv. 6 (01-43-25-59-83 : reservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuill dolby, 6* (01-46-33-79-38: reservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, dolby, 6°; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); George-V, 8°; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8° (01-43-87-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Opéra, 9°; Les Nation, dolby, 12° (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Miramar, dolby, 14° (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14° (01-39-17-10-00; réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet 8eaugrenelle, dolby, 15* (01-45-75-79-79; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, 15*; Majestic Passy, dolby, 16° (01-42-24-46-24; reservation: 01-40-30-20-10); UGC illot, 17°; Pathé Wepler, 18° (réservation: 01-40-30-20-10): 14 Julilet-sur-Seine, dolby, 19º (réservation : 01-40-30-20-10). EXCLUSIVITÉS

Français (58). Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-19-09). LES ANGES OÈCHUS de Wong Kar-wai, avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok. Hongkong (1 h 36). VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1º: Racine on, 6º (01-43-26-19-68; reservation: 01-40-30-20-10).

L'AMOUR EST À RÉINVENTER

dix films courts (**)

de Guy Maddin avec Kyle McCulloch, Kathy Marykuca, Sarah Neville, Ari Cohen, Michael Gottli, David Falkenberg. Canadien, noir et blanc (1 h 23). VO: Espace Saint-Michel, 5º (01-44-07-

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES d'Aki Kaurismāki, avec Kati Outinen, Kari Vaananen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Pelto-Finlandais (1 h 36).

VO: Denfert, dolby, 14" (01-43-21-41-01; ryation: 01-40-30-20-10). BRIGANDS, CHAPITRE VII

d'Otar Josselliani. avec Amiran Amiranad vili, Dato Gogihedachvili, Guio Tzintsadze, Nino Ordionikidze, Keti Kapanadze, Alexi Diake-

Franco-géorgien-italien-suisse (2 h 09). VO: Lucemaire, 6°; Le République, 11° (01-48-05-51-33). CARMIN PROFOND (**) d'Arturo Ripstein, avec Regina Orozco, Oaniel Gimenez Cacho, Marisa Paredes, Patricia Reyes Es-

pindola, Julieta Egurrola, Rosa Furmani Franco-mexicain-espagnol (1 h 54). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (reserva-tion: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Parse, 6º (01-43-26-58-00; réservation: 01-40-30-20-10). CHAMANKA

d'Andrzei Zulawski. avec Iwona Petry, Boguslaw Linda, Agnieszka Wagner, Pawel Delag, Piotr Machalica, Alicja Jachiewicz. Franco-polonais-suisse (1 h 50).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3" (reservation: 01-40-30-20-10); Espace Saint-Mi-chel, dolby, 5° (01-44-07-20-49); Bysées Lincoln, dolby, 8° (01-43-59-36-14); Max Linder Panorama, THX, dolby, 9t (01-48-24-88-88 : réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14º (01-43-20-32-20). DIEU SAIT QUOI

Français (1 h 30). Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-19-09). DONNIE BRASCO de Mike Newell

avec Al Pacino, Johnny Depp, Michael Madsen, Bruno Kirby, James Russo, Anne Heche. Américain (2 h 05). VO: UGC Ciné-cité les Halles, doiby, 1";

14-Juillet Beaubourg, 3" (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6" (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); Les Trois Luxembourg, dolby, 6* (01-46-33-97-77; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8" (réserva 01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8 Gaumont Opera Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10): 14-Juillet Bastille, dolby, 11° (01-43-57-90-81; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (01-47-07-55-88; reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); Bienvenûe Montparnasse, dol-by, 15* (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10): Maiestic Passy, dolby, 164 (01-42-24-46-24; reservation: 01-4 20-10); Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19º (réservation: 01-40-30-20-10).

de Jean-Marie Straub. avec Christine Whittlesey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykew-

OU JOUR AU LENDEMAIN

Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02), VO: Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-19-09).

de Pierre Jolivet avec Vincent Lindon, Clotilde Courau, François Berléand, Albert Dray, Roschdy Zem, Stéphane Johert.

Français (1 h 25). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; Gaumont Opera I, 2º (01-43-12-91-40; reservation: 01-40-30-20-10); 14-Julliet Odéon, dolby, 6* (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8* (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); George-V, 8°; Majestic Bastille, dolby, 11° (01-47-00-02-48; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Gobelins, 131; Les Montparnos, 141 (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Mistral, 14° (01-39-17-10-00; rèservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15' (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10).

GET ON THE BUS de Spike Lee, avec Richard Andre Braugher, Thomas Jefferson Byrd, Gabriel Casseus, Albert Hall. Américain (2 h).

VO: Images d'ailleurs, 5 (01-45-87-18-09); Lucernaire, 64. KARDIOGRAMMA de Darejan Omirbaev avec Jasulan Asauov, Saile Toktybaeva, Gulnara Dosmatova.

VO: Le Quartier Latin, 5 (01-43-26-84-LARRY FLYNT

de Milos Formas avec Woody Harrelson, Courtney Love, Edward Norton, Brett Harrelson, Donna Hanover, James Cromwell. Américain (2 h 10). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 14;

UGC Odéon, 6°; Publicis Champs-Ely-sées, dolby, 8° (01-47-20-76-23; réservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnas dolby, 14* (01-43-20-32-20). LAYLA MA RAISON de Taïeb Louhichi. avec Tarik Akan, Safy Boutella, Anca Ni-

cola, Fatma ben Saidane, Mouna Nou-reddine, A. al-Rachi. Tunisien (1 h 30). VO: Images d'ailleurs, 5º (01-45-87-18-LEVEL FIVE

de Chris Marker avec Catherine Belkhodja, la participa-tion de Nagisa Oshima, Kenji Tokhtsu, lu'nishi Ushiyama. Français (1 h 46). Reflet Médicis II 5º (01-43-54-42-34) LOOKING FOR RICHARD

avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder. Américain (1 h 53).

VO: UGC Forum Orient-Express, dolby, 1"; Action Ecoles, dolby, 5" (01-43-25-72-07); UGC Rotonde, 6"; UGC Triomphe, LOST HIGHWAY (*) de Oavid Lynch, avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Balthazar Getty, Robert Blake, Robert Log-

gia, Gary Busey. Américain (2 h 15). VO: Les Trois Luxembourg, 6º (01-46-33-97-77; reservation: 01-40-30-20-10); Grand Pavois, dolby, 15 (01-45-54-46-B5; reservation: 01-40-30-20-10). MARION

de Manuel Poirier, avec Coralie Tetard, Pierre Berriau, Elisabeth Commelin, Marie-France Pisler, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez. Français (1 h 46).

Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5" (01-43-54-15-04); Le Balzac, 8" (01-45-61-10-60); Escurial, 13" (01-47-07-28-04; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14° (01-43-20-32-20). MARS ATTACKS !

de Tim Burton, avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short. Américain (1 h 45).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; UGC Odéon, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8° (réservation : 01-40-30-20-10); George-V, 8°; La Bastille, dolby, 11° (01-43-07-48-60); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13* (01-47-07-55-88; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Par-nasse, dolby, 14 (réservation: 01-40-30-20-10). LES MILLE ET UNE RECETTES DU CUISINIER AMOUREUX

de Nana Djordjadze, avec Pierre Richard, Micheline Presie, Teimour Kamkhadze, Nino Kirtadze, Jean-Yves Gautier, Ramaz Tchkhikvad-

Franco-géorgien (1 h 40). VO: Grand Pavois, 15" (01-45-54-46-85; ervation: 01-40-30-20-10). LA MOINDRE DES CHOSES de Nicolas Philibert avec les pensionn la dinique de La Borde.

Français (1 h 45). Saint-André-des-Arts L 6º (01-43-26-48-NENETTE ET BONT de Claire Denis,

avec Grégoire Colin. Alice Houri, Jacques Nolot, Valèria Bruni-Tedeschi, Vincent Gallo. Français (1 h 43). 14-Juillet Parnasse, 6º (01-43-26-58-00; réservation : 01-40-30-20-10) ; Denfert, 14º (01-43-21-41-01; reservation: 01-40-

30-20-10). NI D'ÈVE NI D'ADAM (*) de Jean-Paul Civeyrac. avec Guillaume Verdier, Morgane Hai-naux, Frédérique Gagnol, Hélène Chambon, Luc Tissot, Lucile Nogier. Français (1 h 30).

Le République, 11º (01-48-05-51-33); Grand Pavois, 15º (01-45-54-46-85; réservation; 01-40-30-20-10). NO WAY HOME (*) de Buddy Giovinazzo,

avec Tim Roth, James Russo, Deborah Unger, Bernadette Penotti, Larry Romano, Mike Grief. Américain (1 h 36).

VO: Epée de bois, 5º (01-42-37-57-47). NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI de Anne-Marie Miéville, avec Aurore Clement, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard. Franco-suisse (1 h 20).

Saint-André-des-Arts II, 6º (01-43-26-80-LA NUIT DES ROIS

avec Helena Bonham Carter, Richard E. Grant, Nigel Hawthome, Ben King-Britannique (2 h 13).

VO: Lucernaire, 6'. LE PATIENT ANGLAIS d'Anthony Mioghella, avec Ralph Fiennes: Kristin Scott Tho-mas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, Naveen Andrews, Colin Firth. Américaln (2 h 40).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1 (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 21 (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Grand Action, dolby, 5* (01-43-29-44-40); 14-Juillet Odéon, dolby, 6* (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30gode, dotby, 7º (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8* (01-43-59-04-67; reservation: 01-40-30-20-10); George-V, 8°; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9° (01-48-24-88-88; réservation: 01-40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11 (01-43-07-48-60); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Julilet Beaugrenelle, dolby, 15- (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16° (01-42-24-46-24; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, lby, 18" (réservation : 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19* (réserva-tion : 01-40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20° (01-46-36-10-96; reservation:

01-40-30-20-10). LE PLUS BEAU MÉTIER DU MONDE de Gérard Lauxier. avec Gérard Depardieu, Michèle Laroque, Souad Amidou, Tidoy Holgado, Guy Marchand, Daniel Prévost Français (1 h 45). Grand Pavois, 15 (01-45-54-46-85; réser-

vation: 01-40-30-20-10). PO DI SANGUI de Flora Gomes avec Ramiro Naka, Edna Evora, Adama Kouyate, Bia Gomes, Dadu Cissé, Duice-

Franco-guinéen-portugals-tunisien VO: Images d'ailleurs, 5º (01-45-87-18-

POUR RIRE! de Lucas Belvaux avec Omella Muti, Jean-Pierre Léaud, Antoine Chappey, Tonie Marshall, Philione Fretun, Bernard Mazzinghi.

Français (1 h 40). Epée de Bois, 5º (01-43-37-57-47); Lucernaire, 6°; Derriert, 14° (01-43-21-41-01; reservation: 01-40-30-20-10); Grand Pavois, 15° (01-45-54-46-85; réservation: 01-40-30-20-10). LA PROMESSE

de Jean-Pierre et Luc Dardenne. Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Quedraogo, Rasmane Quedrao-

Belge (1 h 33) Epèe de bois, 5º (01-43-37-57-47). LES RANDONNEURS de Philippe Harel, avec Benoît Poelvoorde, Karin Viard,

Géraldine Pallhas, Vincent Elbaz, Philippe Harel. Français (1 h 35). Gaumont les Halles, dolby, 1º (01-40-39-

99-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3 (réservation : 01-

40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeullie dolby, 6° (01-46-33-79-38; réservation 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6º (01-43-25-59-83; réservation: 01-40 30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8º (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8* (01-45-61-10-60); Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11° (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12 (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13" (01-47-07-55-88; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alesia, dolby, 14* (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Miramar, dolby, 14 (01-39-17-10-00; réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (01-45-75-79-79; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15- (01-48-28-42-27; reservation; 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19t. (réserva-

*

. . .

a l'acture

tion: 01-40-30-20-10). LE SECRET DE ROAN ENISH de John Sayles. avec Jeni Courtney, Eileen Colgan, Mick Lally, Richard Sheridan, John Lynch, Su-San Lynch.

néricain (1 h 43). VO: UGC Forum Orient-Express, dolby, 1=; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5= (01-43-54-42-34); Bysées Lincoln, dolby, 8 (01-43-59-36-14). SELECT HOTEL (**) de Laurent Bouhnik

38.15

. 4: ::

(g 🕶 -

lj.

177

la: ೄ.

.

....

·

avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Bhumental, Marc Andreoni, Sa-bine Bail, Eric Aubrahn. Français (1 h 25). 14-Juillet Pamasse, 6 (01-43-26-58-00; reservation : 01-40-30-20-10).

LA SERVANTE AIMANTE de Jean Douchet. avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Ou-bois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas

Français (2 h 46). Denfert, 14º (01-43-21-41-01; réservation: 01-40-30-20-10). TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL

de Guy Maddin, evec Kyle McCulloch, Michael Gottli, An gela Heck, Margaret-Anne Mac Leod, Heather Neale, Caroline Bonner. Canadien, noir et blanc (1 h 12). VO: Espace Saint-Michel, 5 (01-44-07-

TIETA DO BRASIL de Carlos Diegues, avec Sonia Braga, Marilia Pera, Chico Anysio, Claudia Abreu, Zézé Motta, Brésillen (1 h 55).

VO: Latina, 4º (01-42-78-47-86). TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU » de Woody Allen, avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gaby

Américain (1 h 41). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º Reflet Médicis 1, 5 (01-43-54-42-34); UGC Rotonde, 6°; UGC Danton, 6°; UGC Champs-Elysées, dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-S8; réservation r.01-40-30-20-10); Majestic, Bastille, dolby, 11. (01-47-00-92-48; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Grand Borarritalie, dolby, 13. (01-45-80-77-00; réservation : 01-40-30-20-10). TROP TARD

de Lucian Pintilie, avec Razvan Vasilescu, Cécilia Barbora, Victor Rebengiuc, Dorel Visan, Ion Fiscuteany, Florin Calinescu. Franco-roumain (1 h 44). 14-Juillet Beaubourg, 3º (réservation:

01-40-30-20-10). UN AMOUR DE SORCIÈRE avec Vanessa Paradis, Gil Bellows, Jean Reno, Jeanne Moreau, Dabney Cole-man, Makolm Dixon.

Français (1 h 42). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; Gaumont Opera I, dolby, 2º (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Rex. 2º (01-39-17-10-00); UGC Danton, dolby, 6°; UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (01-43-59-19-08; reservation: 01-40-30-20-10): Saint-La zare-Pasquier, dolby, 8 (01-43-87-35-43: reservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; UGC Opéra, dolby, 9°; Les Nation, dolby, 12° (01-43-43-04-67; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12°; UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 14° (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14º (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15"; UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réserva tion : 01-40-30-20-10).

Y AURA-FIL DE LA NEIGE À NOEL? de Sandrine Veysset, avec Dominique Reymond, Daniel Duval, Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin.

Français (1 h 30). 14-Juillet Parnasse, 6" (01-43-26-58-00) réservation : 01-40-30-20-10). REPRISES

L'AURORE de f. W. Murnau.

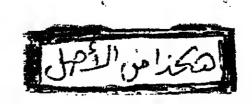
avec George O'Brien, Janet Gaynor, Margaret Livingstone. Américain, 1927, noir et blanc (1 h 30). Le Quartier Latin, 5 (01-43-26-84-65). LA GUERRE DES ÉTOILES de George Lucas, avec Mark Hammil, Harrison Ford, Peter Cushing, Alec Guinness.

Américain, 1977 (2 h). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; UGC Odéon, dolby, 6"; Gaumont Mari-gnan, dolby, 8" (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8"; Gau-mont Grand Ecran Halle, dolby, 13" (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Pamasse, dolby, 14" (ré-servation: 01-40-30-20-10).

(*) Interdit aux moins de 12 ans. (**) Interdit aux moins de 16 ans.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615 LEMONDE

ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)



THE AND WAY

W. Ster Pieter W. Line

-A MANUAL

e in April 18 million of the

117 at 117 aut 12/gr.

20 - 1 - 2

i a salah da da da da

A Continue stored of the Continue

and the state of t

substantial later drive ex-

(-

A temporal of the special

CHANGE OF THE PROPERTY OF THE

vision payante. Cette alliance devrait Canal Plus va traverser une période de vaches maigres qui devrait durer jusqu'en 1999. ● PRINCIPALES responsables : les contre-performances de NetHold en Scandinavie et en Bel-

gique, où elle a perdu des abonnés. Beaucoup de clients de ces pays rési-lient en effet leurs contrats. • LE CONSEIL de la concurrence, de son côté, a jugé recevable la plainte de

Canal Plus contre TF 1 Publicité pour abus de position dominante, mais les magistrats ont refusé de prendre des mesures conservatoires à l'égard de

NetHold, l'allié de Canal Plus, présente des performances décevantes

L'opérateur de télévision payante, détenu par Richemont et un groupe d'investisseurs sud-africains, a perdu des abonnés en Europe, particulièrement en Scandinavié et en Belgique. Des revers qui vont peser sur les résultats du nouvel ensemble formé avec la chaîne cryptée

IOURNÉE très attendue, vendredi 28 mars, pour Canal Plus : le groupe présidé par Pierre Lescure doit officiellement avaliser sa fusion avec le groupe de télévision à péage à capitaux sud-africains NetHold, ao cours d'une assemblée générale mixte.

Ce texte ne cache pas « la faiblesse des taux - 🤹 de pénétration du groupe sur ses principaux marchés: 3 % en Hollande, 6 % en Flandre, 4 % en Italie et en Scandinavie »

> Cette opération, amoncée à la fin de l'été, a permis de remettre eo selle Canal Plus, en donnant naissance au principal groupe européen de télévisioo à péage et en obtenant l'accès à des marchés européens prometteurs. Mais le revers de la médaille est d'ordre

Après avoir annoncé 741 millioos de francs de bénéfice net pour 1996. Canal Plus, qui investit déia beaucoup dans le numérique, devra digérer cette coureuse fusion et entamer ime période de vaches maigres, qui durera jusau'en 1999.

Cette année, le résultat net du groupe qui prendra en compte la fusioo avec NetHold sor une sé, pour les parités d'échanges, à dience de la chaîne ».

« proche de l'équilibre ». Seloo le schéma envisagé, Canal Plus doit acquérir 100 % de NetHold auprès. du groupe de tabac, de luxe et de médias Richemont et du groupe d'investisseurs sud-africains MIH (qui détenaient chacun 50 % de Nethold) en échange d'une montée à 20 % de Richemoot et de MIH dans le capital de Canal Plus, ainsi que do paiemeot d'une soulte de 45 millioss de dollars (plus de 250 millions de francs). La Bourse, pourtant très optimiste au lendemain de cette an-

oonce, a sanctionné le titre Canal

Plus, qui a perdu près de 35 % de-

puis septembre, malgré la hausse

générale des valeurs du CAC 40. Certaines performances décevantes de NetHold, un groupe jusqu'à préseot très secret, devraient être dévoilées vendredi. Le document d'apport remis aux actionnaires précise que « les pertes de Nethold BV du second semestre de l'exercice 1996-1997 s'annancent significativement supérieures à celles du premier semestre en raison, notamment, de l'augmentatian de lo participation de Nethald dans la chaîne à péage italienne Telepiù, actuellement fortement déficitaire, et des investissements dans la technalagie numérique por satellite, réalisés par de nambreuses filiales du groupe NetHold, sans que ces investissements supplémentaires alent encore donné lieu à une progressian du nambre d'abonnés de nature à en compenser le coût ». En septembre, les prévisions de pertes de NetHold pour 1996

Seloo l'informatioo transmise aux actionnaires de Canal Plus, NetHold a finalement été valori-

s'élevaient à 150 millions de dol-

période de 9 mois, devrait être 7,189 milliards de francs, un seuil 1996 o'a augmenté ce score que plutôt bas. Les estimations des banques désignées par Canal Plus - l'UBS et la Société Géoérale -, doooaieot une fourchette comprise entre 7,125 et 8,575 mil-

liards de francs. A la faveur de cette fusion, NetHold apportera à Canal Plus un portefeuille de 1,6 million d'ahoooés en Europe. Ce texte ne cache pas « la faiblesse des taux de pénétratian du groupe Nethald sur ses principaux marchés: 3 % en Hallande, 6 % en Flandres, 4 % en Italie et outant en Scandinavie tandis aue Canal Plus réolise 19 % en France, 12 % en Espagne, autant en Belgique et 6 % en Allemagne ».

1.597 millioo d'abonnés fin mars

de 42 800 foyers, neuf mois plus tard au 31 décembre 1996 et ce. esseotiellement en raisoo « du fort taux de résiliation des abannements, de l'ardre de 30 %, voire audelà en Scandinavie ». Eo Belgique et en Scandinavie, NetHold a perdu respectivement 9 700 et 36 900 abonnés au cours des oeuf derniers mois de l'année 1996, tandis qu'il en a gagné 73 600 en

Italie, soo principal marché. Les pays scandinaves foot figure de point faible pour NetHold en Europe. Les négociations eo vue d'une fusion avec un acteur majeur de la télévisioo oordique, TV 1000, en septembre 1996, o'ont Ce réseau, qui comptait pas abouti. « De ce fait, le lancement de la version numérique du

trimestre 1996, a été retardée pratiquement d'une onnée, natamment paur des problèmes techniques » souligne le document. En janvier. Neti-lold a contre-attaqué et s'est allié à l'entreprise publique de télécommunications oorvégienne, Teleoor, pour distribuer un bouquet oumérique par

satellite sur la Scandinavie. Aux Pays-Bas, NetHold, qui déteoait uoe sous-liceoce de la chaîne Sport 7 aujourd'hui eo cessatioo d'activité, oégocie l'intégralité de la reprise des droits de retransmissions de football. NetHold poorrait alosi diffuser 72 matches exclusifs (contre 34 aujourd'hui), ce qui permettrait de doper les abonnements, mais

programme, prévue pour le dernier inversement se traduirait par des surcoûts importants.

> Enfin. en Italie, ou Nethold a augmenté sa participation dans Telepiù de 32,5 % à 45 % en décembre 1996, il semble que Canal Plus ait payé plus cher que soo partenaire soo entrée dans Telepiù, qui comptait fin 1996, quelque 870 000 abonnés.

Pour repouer avec la croissance, Canal Plus compte « renforcer son ancrage lacal », via des associations eovisagées dans la production cinématographique et audiovisuelle oationale, la promotioo d'évécements sportifs locaux et des synergies avec NetHold dans les achats de droits.

Nicole Vulser

La rivalité avec TF 1 est toujours vive

ENTAMÉE à fleuret moucheté, la concurrence entre Canal Plus et TF 1 sur le marché de la télévision payante prend parfois des aspects juridiques. A l'attaque de la Une contre la fusion de la chaîne cryptée avec NetHold, Canal Plus a choisi de répliquer en attaquant TF1 droit au cœur : dans ses recettes publicitaires.

Par lettres recommandées, le Conseil de la concurrence a fait savoir, mardi 25 mars, à Canal Plus et TF1 que la plainte déposée par la chaîne cryptée contre la Une était recevable. Le 24 décembre 1996, Canal Plus avait saisi le Conseil de la concurrence de pratiques « anticoncurrentielles » mises en œuvre par TF 1 Publicité, régie publicitaire de la Une.

Désormais, le Conseil de la concurrence devra mener « une Instruction au fond » pour déterminer si TF1 est en position dominante, et si la chaîne en a abusé pour attirer à elle plus que sa part du marché publicitaire. Le Conseil de la concurrence aura à déterminer si les pratiques de la régie publicitaire de TF 1 « ant pour objet et pour effet de maintenir et/au de renforcer la part de marché de TF 1 Publicité malgré la baisse d'au-

les remises accordées par la régie ont pour but de « dissuader les annonceurs d'adopter une répartition lo plus large possible de leurs achats d'espaces publicitaires en telévisian » et donc de conduire à « une concentration des achats qui bénéficie nécessairement à la chaîne qui dispose de la plus forte audience ». Ce qui aurait pour effet de « renforcer la position dominonte de celle-ci ».

Seloo Claude Cobeo, directrice générale de TF 1 Publicité, « La Une n'est pas en position dominante car scule la position économique d'une entreprise peut lui permettre de faire obstacle au maintien d'une concurrence ». Pour elle. « TF1 n'est donc pas en position dominante car Canal Plus o dégagé en 1996 un chiffre d'offaires supérieur à celui de TF1». L'an dernier, la chaîne cryptée a réuni 11,628 milliards de francs contre 7,5 milliards à TF L « La puissance économique de Conal Plus est danc supérieure à celle de

TF1 », précise la directrice générale. Les arguments de TF1 Publicité ne risquent pas d'ébranler le Conseil de la concurreace. Au

Seule une instructioo au fond pourra établir si contraire 1 Au grand dam de TF 1, l'instance de régulation a déjà enquêté dans l'univers de la publicité à la télévision.

Cette expérience permet ainsi au Conseil de la concurrence d'estimer qu'il o'est pas exclu, « à ce stade de la procédure », que « TF1 Publicité occupe une position dominante » sur le marché de la « vente d'espace publicitaire télévisuel », les « remises » octroyées par TF1 Publicité « s'apparentant à des remises de fidélité ». Seloo lui, il n'est danc pas exclu que cette pratique constitue un abus de la position dominante que détien-

drait TF 1 Publicité ». Toutefois, le Conseil de la concurrence a rejeté la demande de mesures conservatoires présentée par Canal Plus. Au motif que « TF 1 Publicité pratique des remises de parts de marché depuis au mains trois ons sans que Canol Plus oit iusqu'alors considéré que leur existence lui causait une telle atteinte et alors même que Canal Plus o protiqué ce type de remises jusqu'à la fin de 1995 ». La chame cryptée o'a pas encore décidé de faire appel de cette décision .

Guy Dutheil

Vers une retouche du statut des pigistes?

LE SYNDICAT national des journalistes CGT accuse le Syndicat de la presse magazine et d'informatioo (SPMI) de vouloir « casser le statut des journalistes ». La commission sociale du SPMI, qui regroupe des groupes de presse magazine (Hachette, CEP Communicatioo, Prisma Presse, EMAP), propose, dans uoe note confidentielle de mars 1996 révélée par la CGT, de modifier le statut des

« Pendant une période « probatoire », le journaliste pigiste ne disposerait d'aucun avantage. A l'issue de cette période, s'il remplit certaines conditions et s'il en manifeste expressément le souhait, il serait intégré comme saiarié « ordinaire » dans l'entreprise ».

Cette période durerait de vingtquatre à trente mois et ne concernerait que « les journalistes dont la collaboration est nouvelle, que l'éditeur ne connaît pas ». Pour être intégré, le salacié doit « avoir réuni, au cours de la période probatoire, 18 bulletins mensuels de pige, dont 11 bulletins mensuels sue les douze derniers mois ». Les avocats du SPMI proposent de modifier l'article L 761-2 du Code du travail afin d'amender la loi Cressard garantissant les droits des pigistes : « Toute convention par laquelle une entreprise de presse s'assure moyennant rémunération le concours d'un journaliste professionnel (...) est présumée être un contrat de travail (...) quels que soient le montant et le mode de la rémunéra-

200

Le SPMI souhaiterait ajouter un article spécifiant : « Cette présomption ne joue pas pendant les deux premières années de collaboration. Au terme de cette période, sous réserve d'une manifestation expresse du salarié, cette présomption n'a plus lieu d'être. » 11 estime enfin que le texte qui a soulevé l'émotion de la CGT o'est qu'une base de négociations.

A l'heure de la « nouvelle » Afrique du Sud, la fracture raciale reste vive dans les médias

La presse écrite demeure dominée par les intérêts blancs

de notre correspondant Les médias audiovisuels sodafricains poursuivent leur transformation et leur adaptation à la société post-apartheid. Une oouvelle étape a été franchie dans ce domaine, au mois de mars, avec l'aotorisatioo d'émettre accordée à sept radios privées. La prédominance du service pu-

blic hérité de l'apartheid avait déjà été écornée par la privatisation. en septembre 1996, de plusieurs radios régionales de la SABC (South African Broadcasting Corporation).

Conformément à la volonté du pouvoir noir de mettre l'audiovisuel à l'heure de la « nouvelle » Afrique du Sud, l'Autorité indépendante de radiodiffusion (IBA) a donné la préféreoce aux candidats représentant « les communautés historiquement désavantagées ». Uoe manière très « politiquement correcte » de sigoifier la priorité donnée aux repreneurs ooirs, pour mettre fin à la domination blanche sur les

La plupart des nouveaux opérateors appartleoceot door ao monde noir des affaires. Ils eoteodent hieo orieoter les programmes vers leur communauté, même si la tâche s'annonce parti-culièrement délicate dans certains cas comme celui de Radio Jacaranda, la très conservatrice radio des Afrikaners, passée malgré elle aux mains do « hlack business ».

La même logique de rééquilibrage prévaut pour les radios qui appartiennent encore au service public. La priorité est désormais donnée aux stations en langues africaines, pareots pauvres jusqu'alors de la SABC.

La télévisioo n'est pas noo plus cootrôle plusieurs publications oe épargnée par les changements. Les constitue qu'un timide début de programmes des trois chaîoes d'Etat dominantes (une seule télévisioo privée importante existe pour l'instant) ont été profoodémment remaniés et orieotés vers les atteotes du public noir. A la grande fureur des téléspectateurs blancs, la part des émissions eo afrikaans - le dérivé du oéerlandais parlé par les Afrikaners - a été considérablement réduite en

faveur des programmes eo langues africaines. Maître du jeu dans l'audiovisuel grâce à l'importance du service public et à son pouvoir de régulation, le gouvernement de Nelsoo Mandela o'a pas la même aisance pour redistribuer les cartes dans la presse écrite. Il se heurte à la stricte logique du secteur privé qui vent que les journaux sud-africains, à l'image de l'écocomie en général, restent dominés par les

Maître du jeu dans l'audiovisuel, le gouvernement de M. Mandela n'a pas la même aisance dans la presse écrite

Sur les quatre quotidiens oationaux en anglais, seul le Sawetan est contrôlé par des Noirs et s'adresse à cette communauté. Le rachat par une entreprise noire, l'année dernière, d'un important groupe floancier blaoc qui

changement. Il n'a d'ailleurs encore entraîné aucun bouleversemeot dans les journaux concernés.

Le pouvoir noir accepte d'autant plus mai cette situatioo qu'il estime que la presse écrite lui est défavorable: il lui reproche de défeodre les intérêts des Blancs et d'insister uniquement sur les aspects négatifs de l'action du gouvernement.

Le présideot Mandela a luimême déclenché une polémique, il y a quelques mois, accusant certains journalistes noirs employés par des journaux blancs de se prêter à cette campagne. Il leur a reproché d'effectuer le « sale boulat » de ceux qui « regrettent que naus ayons détruit la suprématie blanche ». L'incident donne la mesure du clivage entre Blancs et Noirs qui demeure très fort dans la société sud-africaine et dans les médias en particulier. Les journalistes eux-mêmes o'y échappent pas comme l'iodique la récente création d'associations professionnelles basée sur l'appartenance raciale. Au lancement d'un « forum » réservé aux journalistes ooirs vient de répondre la naissance d'un club des journalistes

La situatioo risque de se détériorer encore un peu plus avec l'ouverture d'une eoquête sur le rôle des médias sous l'apartheid, par la commissioo chargée de faire la lumière sur les abus commis lorsque ce régime était en vigueur. L'examen d'un passé douloureux risque de raviver la fracture raciale eocore vivace dans les médias comme dans le reste de la société.

Frédéric Chambon

Un rapport de la Cour des comptes met en cause Jean-Pierre Elkabbach

DANS UN RAPPORT d'instruction révélé par *L'Express* daté du jeudi 27 mars, la Cour des comptes détaille les responsabilités de Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France Télévision de 1993 à 1996, dans les cootrats des animateurs-producteurs en 1993. Ce rapport confirme les conditions de confidentialité dans lesquelles out eu lieu les négociations et la manière dont certains responsables de France Télévision oot été tenus à l'écart. Les extraits publiés dans L'Express précisent en outre que « les clauses relatives à l'exploitation des droits dérivés et à la commercialisation du concept de l'émission lesent très généralement les intérêts de France 2, qui ne détient, après cette seule diffusion, aucun droit sur l'émission qu'elle a achetée (...) ». La Cour des comptes conteste en outre le versement d'avances, estimées à 8,1 millions de francs, aux sociétés de production des animateurs, qui « a posé à la chaîne un problème d'imputation budgétaire ». Selon la Cour des comptes, la responsabilité civile des signataires des contrats d'animateurs-producteurs pourrait être engagée, soit à la demande de France 2, soit à celle de l'Etat.

■ RADIO: Europe 1 poursuit sa politique de décrochage, après avoir lancé, hmdi 24 mars à 6 h 50, un oouveau décrochage local à Bordeaux. Cette nouvelle implantation fait suite à celle de l'Île-de-France et de Lyon. Europe 1 prévoit d'ouvrir un décrochage à Marseille, puis

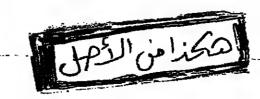
■ BANQUES DE DONNÉES : Péditeur anglo-néerlandais Reed Elsevier reprend le groupe américain d'information scientifique MDL Information System, pour 320 millions de dollars (environ 1,7 milliard de francs). MDL est un des principaux fournisseurs mondiaux d'applications intégrées pour la recherche et le développement dans les do-

maines des sciences de la vie et de l'industrie chimique.

■ PRESSE: Jacques Saint-Cricq, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (35 titres, 6 millions d'exemplaires par jour), a plaidé, mardi 25 mars, devant les députés de la mission d'information commune sur la presse, pour un renforcement des aides publiques à la presse écrite et particulièrement aux quotidiens. Il a notamment évoqué la TVA à taux zéro, une détaxation du papier-journal importé, et un soutien en faveur du portage à domicile pour fidéliser le lectorat. ■ Le groupe italieo Editoriale L'Espresso, qui publie l'hebdomadaire

L'Espresso, va absorber l'éditeur du quotidien La Repubblica, Editoriale La Repubblica, jusqu'alors filiale, a annoncé mardi 25 mars, l'industriel Carlo De Benedetti. « Cette décision, qui va vers une simplification du groupe, fera remonter le cash-flow et éliminera une société en cascade qui n'avait pas de raison d'être », a estimé M. De Benedetti.

■ Bernard Maffre, ex-administrateur général du groupe Liaisons, deviendra, le 10 avril, directeur général du groupe de presse régionale La Dépèche du Midi (Toulouse). Bernard Maffre vient « renjorcer » l'état-major du groupe doot le PDG est Jean-Michel Baylet, président du Parti radical-socialiste (PRS). Le poste de directeur général o'existait pas jusqu'à présent, mais M. Maffre, cinquante-six ans, entre à La Dépêche alors que Marc Abadie, directeur des resssources humaines, du contrôle de gestion et du contentieux, est sur le point de quitter l'en-



Chef-d'œuvre par Alain Rollat

IL N'Y A PAS si loogtemps, les auteurs de « Corous Christi », l'enquête quasi policière sur le texte du Nouveau Testament dont Arte a diffusé, mardi soir, le premier des cinq valets (le supplémeot « Télévisioo-Radio-Multimédia » du Monde daté 23-24 mars), auraieot été condamnés au bûcher. Ils n'y couperaient pas, aujnurd'hui enchre, de la part des inquisiteurs modernes, s'ils avaieot réalisé le même travail sur certaines exégèses du Cnran ou du Talmud. Car le résultat de leurs investigations remet tout bonnement en question les écrits fondateurs de la civilisation occidentale, et pourrait donc susciter ailleurs des idées subversives. En recberchant méthodiquement, à travers les Evangiles, une vérité historique sur la mort de lésus, ils nnt en effet débnuché sur un cnnstat démythificateur, pour ne pas dire démystificateur : deux mille ans après les faits, nno seulement la vérité n'est toujours pas établie, mais plus on la ceroe. plus elle apparaît aléatnire.

Nul ne peut certifier, par exemple, que Jésus de Nazareth a lui-même porté sa croix ? Quì dit vrai : est-ce l'Evangile de Jean, qui l'affirme, ou celui de Marc, se-Inn lequel la craix destinée à Jésus fut portée par Simoo de Cyrène, ce « passant qui revenait des champs » (XV, 21)? Ce genre de détail n'est pas sans importance. Car si Jésus o'a pas porté sa croix, que pese sa parole, et surtout son exemple, aux yeux des disciples exhnrtés via saint Jean à le suivre? Nul oe peut même prouver que Jésus a vraiment été crucifié. Les gnostiques furent ac-

cusés d'hérésie, aux premiers siècles de l'ère chrétienne, pour avoir soutenu que le Christ, étant Dieu, o'avait po souffrir sur terre qu'eo apparence.

En revanche, il apparait de phis en plus clairemeot que le texte des Evangiles a subi, au fil du temps, des retouches révisionnistes motivées par des calculs théologiques nu politiques auxquels les apôtres de Jésus oe furent pas étrangers. C'est ainsi que pour vivre en paix sons l'autorité d'une Rome coovertie à leur fui les premiers chrétiens trouvèrent intérêt, en présence des différentes versions du procès de Jésus, à privilégier celle qui disculpe Ponce Pilate eo chargeant les juifs et qui nourrit jusqu'à nos jnurs l'autisémitisme.

Cette enquete d'Arte est un

chef-d'œuvre d'intelligeoce. Le

paradoxe est que cette série documentaire oe coostitue pas, à proprement parler, une œuvre télévisuelle. Gérard Mordillat et Jérôme Prieur, qui avaient envie, au départ, de faire un film sur le « suaire de Turin », se sont bornés, en fait, pendant cinq ans, à décrypter les écrits bibliques et à confronter les analyses de vingtsept des plus grands chercheurs du monde entier. Le miracle est que, à la lumière de leur écoute, ce mnnument d'éruditinn devient le plus vivant des spectacles. Avec, eo prime, une leçon magistrale dant la télévision serait bieo inspirée de faire soo pain quotidien : si rien o'est parole d'Evangile, à quoi rime de braquer en permaneoce les caméras sur les porteurs de certi-

Quand la télévision parle de la prostate

« Comment ça va ? », le magazine de la santé proposé par Jean Lanzi chaque mois sur France 3, aborde un sujet ardu, étroitement associé à la sexualité masculine

PARCE QU'IL PARLE simplement, sainement, du corps humain, voilà un magazine qui, au-delà de ses imperfections et de ses insuffisances, o'est ni sans intérêt ni sans vertus: « Comment ça va? » traite de biologie et de vivant, qu'il soit normal ou pathologique. Le sujet du mois est ardu: « Prostate, un combat d'hommes ». C'est qu'on n'évoque pas impunément cette giande masculine siégeant sous la vessie, étroitement associée à la sexualité et qui alimente bien des mquiétudes chez les hommes de plus de cinquante ans. Car la prostate a fâcheusement tendance à augmenter de volume, se transformant alors en un adénome, tumeur certes bénigne, mais qui perturbe gravement la vie quntidienne, diume et noctume, en multipliant

le nombre de mictions. «Comment ca va?» ne résiste pas à la tentation de filmer les témoignages de patients et d'épouses, livrant ainsi des moments étormants où la glande devient un abiet, une excroissance à ôter au plus vite pour que le couple retrouve un jour prochain le sommeil. On suit Jean-Paul, soixantedeux ans, malade truculent qui quitte sa campagne ligérienne pour le Centre hospitalier universitaire Bretonneau de Tours. On assiste à l'interventinn durant laquelle le malade plaisante avec son chirurgien; on découvre sur l'écran les images que ce dernier a sous les yeux lors de l'ablation d'un adénome. Voilà la vulgarisation traditionnelle bien soutenue par les propos de quelques urolngues qui



narriennent, en termes clairs, à expliquer que cette intervention a des conséquences sur la sexualité : elle prive le patient de l'éjaculation, mais sans pour antant diminuer

DIMENSION HÉRÉDITAIRE

On regrettera pourtant la faible place donnée à l'une des questions essentielles dans ce domaine : le désintérêt d'un combre croissant de médecins, généralistes ootamment, pour la pratique répétée du seul examen clinique (le toucher rectal) qui permet de faire un diagnostic et, surtout, de faire la différence précoce entre l'adénome

- tumeur bénigne - et le cancer. La maladie (longtemps cachée) dont a souffert François Mitterrand a beaucoup contribué à lever le voile sur le cancer prostatique (10 000 cas onuveaux chaque année en France), son diagnostic et sa théra-

On a ainsi découvert que cette lésion maligne, d'évolution généralement lente, pouvait ne pas être incompatible avec une vie active et ce durant de nombreuses années. De cè point de vue, et contrairement à ce qui a pu être imaginé, la révélation dans ces colonnes de la maladie dont souffrait le chef de l'Etat a aidé à mieux percevoir, à mieux comprendre, la physiopathologie et la réalité de cette affection.

Mais, et c'est nouveau, le cancer de la prostate n'est pas toujours une fatalité. La génétique et la biologie moléculaire nous apprennent anjourd'hul que, dans un nombre non négligeable de cas (c'était notamment celui de François Mitterrand), cette lésion maligne a une dimension familiale, béréditaire. Si les molécules et les processus biologiques appliqués ne sont pas encore totalement identifiés, la trame est conque: un ou plusieurs gènes dits « de prédisposition » existent chez les membres de certaines familles à risque. Une étude nationale est en cours qui devrait permettre de progresser rapidement dans le décryptage de ce phénomène. L'identification du ou des gènes

permettra d'organiser un dépistage ciblé de personnes à risque et donc d'offrir de meilleures chances de guérison et de survie. Toutefois cette même identification va immanquablement induire l'anxiété chez ceux qui se sauront « prédisposés » sans que ceux qui ne le seront pas puissent espérer ne jamais être atteints. En parlant de ce fameux gène, et regardant sa descendance, l'un des participants, atteint d'un cancer de la prostate après Pun de ses oncles, ses deux frères et un cousin, dit, simplement, sa fol en la médecine et en la science.

Iean-Yves Nau

A 1821.24

★ « Comment ca va? »: Prostate, un combat d'hommes, France 3, vendredi 28 mars à 23 h 20.

22.40 Nmts magnétiques. Substaticaines, 2. Addis

Maspero (Bollans transit). 0.48 Les Chogiés du music hall, 1.00 Les Nuits de France-Culture (redit).

France-Musique

20.30 Concert.
Downé en direct du Victoria
Hall à Cenève, par le Chicurdes XVI de Ribousq et
Forchespe de la Suisse
romande, dir. André Duret :
ceuves de Bach et Brudones.

22.30 Marienae Abertial

Augina; Soriges, trois pieces pour filite, clarimette, violoniest piano, de Roizenblat, din est piano, de Roizenblat, din Jean-Louis Penit; Molin und Cedischanis pour guitares et bande, Corregis.

22.30 Musique pluriel. Monszygute pour bar

TF1

PERDU DE VUE Magazine présenté par Jacques Pradel

Chercheur d'or ; 20 ans après ; Le départ ; Le chambur du Moulin-R ouge ; La sœur cachée

COLUMBO Es toute amitté. Sèrie de Ben Gazzara, avec Peter Falk, Michael McGuire (100 min). 4902355 Dans un accès de jalousie, un hamme tue sa femme. Il fait appel à un ami pour l'aider à

0.45 Formule foot, 31° journée du championnat de 01. Can de divorce. Serie, Pasquier contre Pasquier. 2:15 La Face cachée de Christina. Téléfilm d'Olivier Storz, avec lris Berben, Gerd Böckman (re-diff., 85 min.). 9567398 3:50 et 4:30, 5:10 Histolies naturelles. Documen-taire l'avec de la Commentaire l'avec l'a 1.20 et 2.05, 3.40, 4.15 TF1 mult. 1.35

1 AN - 1890 F

au lieu de 2 184 F*

France 2

L'INSTIT Méchante, Série de Denys Granjer-Deferre, avec Gérard Klein

Novak devra faire appel à toute sa sensibilité paur établir le dialogue avec l'une de ses élèves, qui cache un douloureux

22.40

CA SE DISCUTE Magazine. Maltraitance: comment briser le mur du slenge. Invités: Fréderique Arrault, Pascal Vivet, Lorène Russell, Gérard Lopez, Isab Sreyer, Pierre Martineri, Thèrèse Vilard, Jacques Baudot, Pascale Romain, Martine Nisse, Sylvie Sim Francois-Rédis Marchasson (10) est

0.30 Journal, Bourse, Météo. 0.45 Le Cercle de minuit Magazine. L'Intolérano

France 3

▶ ÉTATS **D'URGENCE**

22.25 Journal, Météo.

23,00

UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS Documentaire de Marc Jampolsky. Katherine Mansfield : Finsurgée (45 min). 97775

Morte de tuberculose en 1923, à l'ôge de trente-quatre ons, une œuvre qui l'inscrit parmi les grands écrivains de son époque. 23.45 Cap'tain Café. Magazine (55 min). 787220

1.45 La Grande Aventure de Jahres Onedin, Ferrilleren

MERCREDI 26 MARS

20.45 CORPUS CHRISTI

Documentaire de Gérard Mondillates Jérôme Prieux (2/5) Procès (55 mln). 6473248 Qui a jugé et candamné Jésus, et pour quels motifs? Pas de procès du tout ? Corpus Christi reprend un à un tous les points de l'instruction.

Arte

MUSICA: LA CALISTO Opéra en deux actes de Francesco Cavalli. Livrex de Glovanni Faustini. Mise en sobre d'Horbert Wernicke. Direction municale et orchestration : René Jacob. Ave

Les Métamorphoses d'Ovide transpasées dans le monde de la commedia dell'arte. 0.40 La Lucarne : Sommia

ou le voyage en Hypnopompla. (1995, 25 min). 1.05 L'Homme aux fleurs # #

Film de Paul Cox, avec Norman Kaye 2.35 Cnurt-circuit. I Love London, court-métrage (1996, red)ff., 20 min). 5608368 (1996, red)ff., 20 min).

France

Supervision

23.40 Le Monde

22.00 Freud,

Ciné Cinéfil

20.30 Sons de cloches.

21.20 Césaria Evora. Concert (80 min). 17022794

22.40 Concerts classiques

des spectacles.

20.30 La Vérité presque mie

(The Naked Truth - Your Past

is Showing) ■ Film de Mario Zampi (1957, N., v.o., 90 min)

passions secrètes
Pim de John Huston
(1962, N., 120 min). 9125084
0.00 La Corrida de la peur

(The Brave Bulls) # # Film de Robert Rossen 11951, N., v.o., 105 min). 75712843

M 6

GRAINES

DE STAR

LIAISON BRÛLANTE Téléfilm II de Sheldon Larry, avec Meredith Baster-Birney, Nick

0.40 Secrets de femmes. Magazine II. Inoubliable Cathy. amie (35 min). 78/7737

1.15 Best of pop rock, 3.05 Turbo, Ma-gazine (rediff.), 3.36 Coutises. Docu-mentaire, Maru of Bango, 3.55 Pre-nee-les vivants. Documentaine, 4.25 Culture paib, Magazine (rediff.), 4.50 Fréquentaz, Magazine, Innibe; Che-mentire Clainé, 5.49 E. M. 6. Maga-zine (rediff., 25 min).

Canal Jimmy

20.30 Star Trek :

21.15 Quatre en un.

22.15 Chronique

21.45 L'Homme invisible.

22.20 Seinfeld, L'avocate.

22.45 Spin City. The Great Pretendes.

19.00 Petite fleur.

21.00 La Fille de l'équipe.

23.00 La Courte Echelle.

23.30 Animalement vôtre.

0.00 Thierry la Fronde.

des animaux. L'homme et l'ééphant

ou la vie de château

19.30 Dinosaures.

21.30 Les Seigneurs

20.10 Sports.

22.00 Florence

23.10 Absolutely Fabulous.

Disney Channel

20.00 The Muppet Show.

la nouvelle génération. Ouand la branche casse.

Radio

France-Culture 20.30 Paroles sans frontière. Antipodes ; Identités et dells démocratiques en Afique ; 21.32 Correspondances. 22.00, Communauté des radios publiques de langue française. WHITE MAN Film de Desmond Nakano, avec John Travolta (1995, 85 min). 48906 22.25 Flash of information.

22.30 Jour de foot Magazine présenté par Philippe Bruet

Canal +

23.20

LES ANGES **GARDIENS** Filmde Jean-Marie I avec Gérard Departi

Eurosport

17.00 Stock cars.

19.00 Tennis. En direct

(120 min).

Tournol messieurs de Key Blacayne (EU). Quarts de finale

0.00 ATP Tour Magazine

0.30 Football (60 min).

18.00 Motors.

21.00 Boxe.

22.00 Snooker.

Voyage

Christian Clavic (1995, 104 min). à le remettre dans le droit chemin. Et les deux hommes jouent à cache-cache avec leur. * anges gardiens* qui

1.05 Chamane Film de Bartabas (1995, v.o., 95 min). 8821621

23.07 Musicales comédies

Les premiers films de Judy Gartand. 0.00 Jazz vivant. Restival de Marciac. Trompet Summit avec Clark Terry, Roy Hargrove, Jon Faddis, Nicolas Payton, Bermy Balley et Wyton Marsalis. 1.00 Les Nults de France-Musique.

Radio Classique

Manon, opéra en cinq acte (1884), de Massenet, par le Choeur et l'Orchestre du

Chaînes

19.00 Rough Guide. CNN 19.55 et 23.25 20.00 et 23.30 Suívez le guide. 22.00 Au-delà des frontières. La Bretagne.

22.30 L'Heure de partir (55 min).

► Muzzik 20.00 Les Chemins de la trusique. Réalisé en 1974.

20.30 Le Journal de Muzzik 21.00 La Gloire du Kirov. 22.35 Babilée 91. De William Klei

. 23.40 Classic Bines. Concert (65 min). 9819442 0.45 Arias de Mozart. Concert (45 mln).

1.30 Musique émotio
Citos classiques et la

d'information

throrugation en cowast, avec, en solrée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 25.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys. Euronews

Ŋ

- 1

la.

Į.

1

ě.

3.70

LCI

BULLETIN - RÉPONSE Oui, je souhaite m'abonner au Monda pour la durée suivante : ☐ 3 MOIS-536 F ☐ 6 MOIS-1038 F ☐ 1 AN-1890 F au lieu de 1 092 F

ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 294 F

Di par chèque bançaire ou postal à l'ordre du Monde ☐ par carte bancaire № [LLL | LLL | LLL | LLL | Prénom Code postal: Pays:

· (USPE-0000725) in Outlinhard deals for \$ 8%. LE METRICE • 21, box, run Claude-Berrard 78%. 1 AN 1 123 F 1 560 F 790 F

20.00 Faut pas rever. 21.00 L'Hebdo. 21.55 Météo des cinq continents.

22.00 Journal (France 2). 22.35 Check Up. 23.30 Bon baisers d'Amérique.

Planète

20.35 Arrêt de tranche. 21.30 La Vie secrète des machines, [12/18]

21.55 Vertical 22.50 Cambodge, un lendemain

23.45 On a raison Line biographie point 0.40 Une seule vie.

Animaux

21.00 Monde sauvage. 21.30 Le Vagabond. 22.00 Triangle du corail. 23.00 Les Volcans de la mer.

Paris Première 20.00 et 23.50 20 h Paris Première 21.00 Paris modes.

à l'Olympia. Concert (145 min). 8088064 0.45 Biörk.

D'Emmanuel Pampur

22.20 Juliette Gréco

22.20 Harem **E E** Film d'Arthur Joffé (1985, v.o., 2522388) des effets spéciaux. Avions spéciaux.

Ciné Cinémas

20.30 Air America M Film de Roger Spor (1990, 110 min).

Série Club 20.45 Flash. Une vague de froid. 21.35 et 1.30 La Florentine. 22.36 Le Choix de...

John Ford. Révélation de l'année. 23.00 Buck Rogers.
La Légion noire.
23.45 Chapeau meion et bontes de cuir.

0.30 Transsibérie. (1/6). Un été sibérien (30 min). Téva 20.25 Téva mode.

20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 Dakar, les hommes préférent les roudes, D'Hené Chaballer, E. Gib et C. Chesii

22.30 Murphy Brown. Franck se met en men 23.00 Téva vie pratique. 0.00 Téva spectacle (90 min)

■ On peut voir.

Signalé dans « Le Monde Té

ME Ne pas manous # # Chaf-d'œuvre ou classique.

+ Sous-titrage special pour les sourds et les maler

La nouvelle droite émue par l'esthétique nazie

Dans son numéro du mois d'avril, la revue « Art Press » analyse les sujets traités par les publications d'Alain de Benoist et leurs emprunts graphiques aux revues « théoriques » et militaires du IIIe Reich

'extrême droite

art press

220

LA QUERELLE sur l'art contemporain se déplace et se complète. Elle se fait plus politique et plus précise à la fois. A la suite de la publication par la revue Krisis d'une livraisoo consacrée à la déooociation des artistes d'au-lourd'hui par des auteurs tels que Jean Baudrillard, Jean Clair, Jean-Philippe Domecq et Alain de Benoist, qui dirige Krisis (Le Monde du 15 février), la revue mensuelle Art Press publie dans soo ouméro d'avril une longue enquête sur les positions esthétiques de l'extrême

Secretary and the secretary an

ouvrir des pourparles

gradus in the late of the second section of the section of the second section of the section of the second section of the secti

ATTENDED TO THE STATE OF THE ST

The second secon

Branch Art Charles And Charles

general General Region Control (1970)

in the country of the

and and the second of the sec

the growing has a second to the state of

The second of th

- 100 mm (100 mm) (

新**纳教 Sat** es deux Dames

A STATE OF THE STATE OF

PARTY Nº ZOUGEL 基 1 W型像 1983年 廣野 棒 株

Comments of

At Michellery for the second

 $((g_{i}, e_{i}, e_{i}), \dots, (e_{i}, e_{i}))$

हर सम्बद्ध संपर्क दें.

rotal protest and

gend a market

ege feldenfe est 125 de

with the direction of the state of

before a distant that appeared a ;

APRIL TO SERVICE A TEXT

Mare the high Morel with

AND PROPERTY AND LONG TO

STATEMENT - THE ST. GAR.

lander, Gerein felt Case of the

September 1984 - September 1984

in the state of the same of

and there is a first of the

 $(x_{2}, \dots, y_{n-1}, y_{n-1},$

gramma against the state of the

ما رواد المارية الأولاية

graft on the winning

医内侧性 化氯化甲基甲基甲基甲基

Agenta of the state of the

ay a sign of the first Agriculture - Martin Company Control

医性感性性感觉的 11-1

A A THE SITE OF

實 鞭 海 禁机

 $(X,Y,\mathbf{a},\underline{\mathbf{a}},\underline{$

Jacques Henric commeoce par y rappeler la chronique de la polémique, d'Esprit à Krisis en passant par Le Figaro, ainsi que l'itinéraire d'Alain de Benoist, fondateur du Grece (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne). Puis, sous le titre « La culture graphique de la oouvelle droite », René Monzat décrit la défense de l'art du III Reich dans Nouvelle Ecale, revue également dirigée par Alain de Benoist, et dans diverses autres publications. Parmi les artistes ainsi ressusci-

tés figure oaturellement Arno Bre-

ker, le sculpteur préféré de Hitler, auquel Michel Marmin a consacré une monographie parue aux Ediciooes de Nuevo Arte à Barcelone, Autre référence : Wilhelm Petersen, peintre de guerre de la SS et auteur de nombreux dessins parus dans SS-Leithefte, organe de ces troupes. Alain de Benoist Ini a consacré un ouvrage, publié eo 1993 par Grabert Verlag, éditeur négationniste allemand. Grabert Verlag a d'ailleurs édité une encyclopédie de l'art oazi, Kunst in Deutschland 1933-1945, signée

d'un pseudooyme, Mortimer Da-A ces commémorations fait vidsoo, qui « cacherait un ou plusieurs des animateurs françois ». Quant à la monographie sur Petersen, qui le présente comme un

la civilisation européenne, revue du Grece, reprennent des gravures de lansqueoets et de chevaliers casqués et cuirassés parues dans Germanien, revue « théorique » éditée par l'Abeoerbe (institut culturel) de la SS. Il suffit par exemple de substituer un aigle hicéphale à la croix gammée figurant sur l'origioal pour que le tour soit joué et un hommage ainsi discret reodu à l'Aliemagne éternelle et à Georg Sluyterman van Langeweyde ou Ernst voo Dombrowski, artisans

peintre de l'idéal nordique, elle s'inscrit dans le cadre d'une collection, Kleine Bibliothek der Deutschen Kunst (petite hibliothèque d'art allemand), que dirige Alain

écho une politique de pastiches et de citations visuelles. Nouvelle Ecole et Etudes et recherches pour

de la propagande raciale du Reich.

Les comparaisoos oe laisseot place à aucum doute sur la réalité de la filiatioo. L'emblème du Grece, présenté depuis 1973 comme un « très vieux motif d'entrelacs », provient lui aussi eo igne droite de Germanien. René Monzat conclut que « les emprunts graphiques faits par les publications de la nouvelle droite aux revues nazies Germanieo et SS-Lelthefte

corroborent le choix des sujets trai-

Dans le même ouméro, Olivier Corpet analyse la politique éditoriale de Krisis en démontrant que, « si Alain de Benaist contrôle parfaitement le dispositif éditorial de la revue, en revanche ceux qui, sans partager pour autant ses aptions idéologiques, entrent dans un "diolague" avec lui, sur son terrain, dans so revue, font un marché de dupes, puisqu'ils sont, de par le réglage même de ce dispositif, dépossédés de toute maîtrise des conditions d'inscription et d'existence littéraire de leurs textes ».

En proposant des « entretiens ». en republiant avec ou sans autorisatioo des articles déjà parus ailleurs, Alain de Beooist propose e en fait un ensemble structuré qui surbordanne chaque contribution à sa lagique intellectuelle ».

Philippe Dagen

REVUE DE PRESSE

JOURNAL DE GENÈVE

Luis Lema ■ Pour qui reviendrait d'un long voyage ou aurait décidé de se passer pour un temps de la télévisioo, le choc serait rude en se reconnectant à l'actualité française. Noo parce qu'il aurait manqué le déroulement de la tournée de Jacques Chirac en Amérique latine, ou la dernière formule inceodiaire de tel dirigeant de droite : ce sont là des épisodes doot l'honnête

homme peut à la rigueur se passer. Ce qui alarmerait ce voyageur serait le sentiment que le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen est sinon d'ores et déjà installé au pouvoir, du moins en passe d'y accéder. Est-il parveou à se rallier une partie de l'armée pour essayer la voie du putsch? Aurait-oo appelé à des élections anticipées dans lesquelles le FN serait donné vainqueur? Notre voyageur aurait beau changer de chaîne, il o'en saurait pas plus, sinon, de manière confuse, que la « République française » est en danger.

FRANCE-INTER Pierre Le Marc

■ Jamais sans doute un congrès de parti o'aura provoqué une telle mobilisation, no telle tension. C'est bien le signe qu'est eo jeu à Strasbourg, le week-end prochain, quelque chose d'essentiel, remis en cause par le discours du Front national et touchant au contrat qui réunit les Français. D'évidence s'est imposée dans les esprits la nécessité de rappeler le conteou de ce pacte et de souligner les repères au-delà desquels la République n'est plus.

THE WASHINGTON POST ■ Le vice-président Al Gore est en Chine. Il est l'homme politique américain de plus haut rang à se rendre à Pékin depuis le massacre de Tiananmen. Le simple fait que cette visite ait lieu sera utile aux dirigeants chinois, eo quête de légitimité dans la période suivant la mort de Deng Xiaoping. Sa décisioo délibérée de ne pas visiter Hongkong, dont la liberté est menacée par un imminent retour à la Chine, aide également ces diri-

geants. Et sa participation à une cé-

rémonie de signature pour l'achat

d'avions Boeing par la Chine risque de renforcer l'impressioo que les intérêts commerclaux dominant toute la politique des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. Il est donc important que. M. Gore eovoie d'autres signaux, en privé et eo public. M. Gore devrait en particulier souligner l'importance pour les Etats-Unis des droits civiques et de la démocratie à Hongkong, une importance suffisante pour remettre en question, si la Chine continue dans la même voie, la visite l'automne prochain à Washingtoo du président chinois Jiang Zemin.

EN VUE

■ George Bush, soixante-douze ans, a sauté en parachute, mardi 25 mars, au-dessus du terrain d'entraînement de Yuma, dans l'Arizooa. M. Bush, qui, en 1944, avait dû abandonner eo catastrophe son avion mitraillé par les Japonais, et sauter au-dessus de l'océan Pacifique, s'était promis de renouveler, un jour, l'expérience dans des circonstances moins dramatiques. Peodant sa desceote, l'ancien président américain était attaché à deux intructeurs et entouré de cinq champions de chute libre chargés de le récupérer en vol. Les anges protecteurs n'ont lâché leurs longes que pour permettre à George Bush d'atterrir seul.

■ Anna Grandi, une veuve âgée de quatre-vinet-cinq ans, qui se recueillait, dimanche 23 mars, sur la tombe de son mari, au cimetière de Fabrica di Roma, eo Italie, a laissé passer l'heure de la fermeture. La vieille dame, probablemeot effrayée à l'idée de se trouver la ouit au milieu des tombeaux, a été terrassée par une crise cardiaque, alors qu'elle tentait d'escalader le mur du cimetière. En fait, la grille o'était pas fermée à clef. Il suffisait de la pousser pour sortir.

■ Les anglicans diffuseot, à l'occasion de Pâques, un spot publicitaire de trente secondes. Ce message « Eglise d'Angleterre » a dû être soumis, comme c'est le cas pour les marques de lessive, par exemple, à la Commission indépendante de la télévisioo, chargée de cootrôler les affirmations mensongères ou les assertions invérifiables, telles que « plus blanc que blanc » ou « Dieu

France 2

17.30 Le Prince de Bel Air.

Série. Merci patron I 17.55 Hartley, coeurs à vif.

Invités : Carlos,

19.55 Au nom du sport. 20.00 Journal, A cheval I, Météo, Point route.

Marie Dubois

17.10 Melrose Place. Feuilleton. Un petit diable dans la tête. 18.00 Papa revient demain.

pour un séducteur. 18.30 Jamais deux sans toi...t. Série. Effet boomerang. 19.00 L'Or à l'appel. jeu. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 journal, Tiercé.

20.45

TF1

NAVARRO

Série O de Marc Ange (95 min). Avec l'aide d'une psychologue, Navarro veut mettre la main sur un violeur. Mais les victimes

TOUT EST POSSIBLE Magazine, Inviet : Jean Roscas. Philippe Candeloro ; Laurence de La Ferrière : Jean-Claude Van Dannne : Stone et Charden ; Jackie MBssi (190 min).

0.00 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Michel Bon. 0.30 Attachez vos ceintures. Série. 18/13] Ne comptez pas

LyS et 2.00, 2.05, 4.05 TF1 welt. 1.30 Cas de divorce. Série. Keller contre Keller. 2.10 et 3.15, 4.20, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). naturelles. Documents 4.50 Musique (20 min).

2.50 Papy pole. Occumentaire. 3.40 24 heures d'Info. 3.50 Météo. 4.23 Come back de Baquet. Documentaire. 4.50 Nomades à la verdicale. Documentaire. 5.15 Chip et Charly. Anniversaire surprise (25 min).

meilleur des Mals ; Passeport pour tuile part ; Post-scriptum : La taupe, nom de code « Farewell » 4122447 23.05 Expression directe. Magazine, UOF.

► ENVOYÉ SPÉCIAL

23.10 TARATATA Oivertissement Invités : Julio Iglesias, Maxwell, Emmylou Harris, Au Prit Bonheur, Helena, Laura Pansini 5402701

(95 min). 0.45 Journal, Bourse, Météo. 1.05 Le Cercle de minuit. Magazine La télévision. tovité : Jean-Philippe

Toussaint (75 min). 9700916

18.45 Qui est qui ? jeu. 19.25 et 2.20 Studio Gabriel.

18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. La Couleur au jordin, d'Andrew Lawson. 18-55 Le 19-20

France 3

de Finformation. 19.10 Journal régional. 20.00 Météo. 20.05 Fa si la chantez jeu

AUTANT **EN EMPORTE** Film de Victor Flerring, avec Clark Gable, Vivien Leigh (1939, 225 mln). 43680447 Adaptation du roman de Margaret Mitchell.

0.35 Journal, Météo. 1.10

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE?
Magazine présenté par Jean-Michel
Marlou. Révébateur : Michel Frizot
(La Nouvelle Histoire
de la phytographie);
Pierre Faucheus, typographie;
Amse présentélese :

Ames prisonnières ; Polac Plus : Jonathan Swift (Lettre aux amis de Piaton et Mindeste proposition pour empécher les enfants des pourres d'être à la charge de leurs parents et pour les rendre utiles au public) (40 min).

1.50 Saga-Cités Magazine. El Dilmiet: les diablesses (rediff.). 225 Mosque graffel. Magazine. Le Mor, de Cisude Debussy, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise dirigé par Riccardo Mutil (30 min).

JEUDI 27 MARS

La Cinquième 18.20Le Monde des animaux. Macaques studieux.

18.50 50 jours pour 50 Palmes. [10/50].

Arte 19.00 La Panthère rose. Dessins animés.

19.30 7 1/2. La crise sociale russe; L'extrême-droite 20.00 Palettes : Léonard de Vinci (vers 1452-1519). La Vierge, l'enfant Jésus et sointe Anne et Le sourire et l'entrelacs. 20.30 8 1/2 Journal.

➤ CORPUS CHRISTI

Documentaire de Gérard Mordillat et Jérôme Prieux. [3/5] Roi des juifs (55 mlm). 6439621 Dans l'Evangile selon Jean, l'inscription placée sur la croix indique : « Jésus aurait-il été mis à mort pour s'être proclamé roi ? Pour avoir défié l'empire romain ?

21.40

SOIRÉE THÉMATIQUE: QUÊTE DE SENS. DÉSIR DE CROIRE CROIRE OU NE PAS CROIRE

Proposée par Pierre-André Boutang. 21.50 Croire ou ne pas croire. Documentaire

de Guy Seilgmann, Michel Cazenave et Annie Chevallay (100 min). 38120 23.30 Ordet (La Parole)
Film de Cari Theodor Dreyer, avec Henrik Maiberg (1955, N., v.o., 120 min). 635737 1.30 La Science, la Croyance et la Foi. Documentaire (25 min). 5397374

1.55 Bibliographie. 2.00 Le Cas Klaus Staeck. Un graphèse qui dérange, documentaire d'Arme Linsel (rediff., 35 min). 2.35 L'art indispensable : Benys et la Politique. Documentaire (rediff., 25 min).

Eurosport

19.30 Sumo.

20.30 et 23.45 Téva interview.

M 6

18.10 Agence Acapulco. Série. 12/21 Le tournoi.

19.00 Lois et Clark, Série.

Résurrection. 19.54 Six minutes

20.00 Notre belle famille. Série. Vive le camping. 20.35 Passé simple. Magazine Les journalistes.

LE PONT

DE CASSANDRA

de George Pan Cosmatos, avec Sophia Loren, Richard Harris (1976, 140 min). 853 La mise en scène crée un suspense haletant jusqu'au

23.05

HOUSE I m Δ de Steve Minor, avec William tt (1985, 100 min). 5292718 Katt (1985, 100 min). Un ancien combattant du d'horreur. Il s'installe dans une maison léguée par sa tante. D'étranges phénomènes se

0.45 Deux flics à Miami. Série O. On connaît la musique. 1.35 Best of trash selection de dips.
3.05 Jazz 6. Magazine (rediff.), 4.05 Plus vite que la musique. Magazine (rediff.), 4.05 Plus vite que la musique. Magazine (rediff.), 5.20 Mister Biz. Magazine (rediff.), 5.40 Rin de. Magazine (rediff.), 5.40 Turbure pub. Magazine (rediff.), 5.40 Culture pub. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

17.25 Le Journal du cinéma. 17.50 Drôles de monstres.

Dessin animé. ► En clair jusqu'à 20,35 18.35 Nulle part ailleurs. Magazine, Invités : Mario Vargas Liosa, Clémentine

GOLDEN BOY ■

francs au loto. Il décide d'en réinvestir une partie dans

22.05 Flash d'information.

Film de Walfgang Petersen (1995, v.a., 124 mln). 3283 Un virus inconnu décime la

de bonnes roisons d'étouffer l'affaire. Or un petit singe

importé d'Afrique répand le virus en Californie.

Generation

1.35 Le Cri de Tarzan ■

Film de Gregg Araki (1995, 80 min). 9189916

Film de Thomas Bardinet

0.15 The Doom

l'usine en difficulté où il travaille.

22.10

ALERTE!

20.30 Le Journal du cinéma.

0.00 Tapage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

TV 5 20.00 Celles qu'on o'a pas eues
Film de Pascal Thom

(1980, 115 mln). 79188263 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.35 C'est à suivre. (France 2 du 17/3/97) 0.00 Alice

0.30 Soir 3 (France 3). Planète

20.35 Djaboté. Doudou N'Diaye Rose.

21.20 Kharif: Un vent d'abondance. 22.10 Arrêt de tranche.
Ou les trimardeurs
du noclésire.

23.05 La Vie secrète 23.05 La Vie secación des machines.
[12/18] Le magnétoscope
23.35 Vertical. [5/6].

Linesse et puissance.

Animaux 20.30 Beauté sauvage. Terre africaine. 21.00 Monde sauvage.

Les secrets de la jungle. 21.30 La Vie des 200s. 22.00 Grand-mère. 23.00 Beauté sauvage.

23.30 Le Paradoxe

des empereurs. 0.00 Monde sauvage.

Paris Première 20.00 et 23.30

20 h Paris Première. 21.00 Je dols tuer (Suddenly) = Film de Levés Allen (1954, N., v.o., 75 min).

22.15 Le J.T.S. 22.45 Perahia jone Beethoven. Concert (100 min). 85582666

France Supervision

Ciné Cinéfil 20.30 Le Capitaine Fracasse
Film d'Abel Gano Film d'Abel Cance (1942, N., 95 min). 85348 22.05 Le Défunt récalcitrant

(Here Comes

Mr Jordan) E Film d'Alexander Hall (1941, N., vo., 95 min). 23.40 Le Club. 1.00 Le Météore de la nuit **E** Film de Jack Arnold (1953, N., v.o., 85 min)

Ciné Cinémas 20.30 La Flibustière

des Antilles
Film de Jacques Tourreur (1951, 80 min). 40069599 21.50 La Jole de vivre Film de Roger Guillot (1992, 75 min). 90252027 23.05 Max et les ferrailleurs III

(1971, 110 min). 65971553 Série Club

20.45 Ellery Queen: A plume et à sang. L'arbre de judée. 21.35 La Fiorentine. 22.30 Le Choix de... Stnart Heisler. Le roi du lasso. 23.00 Flash. Une vague de froid. 23.45 Chapeau melon

et bottes de cuir. . le legs. 0.40 Les Dames de cœur.

Hunter) = = = Film de Michael Cimino (1978,

v.o., 175 min).

Canal Jimmy 20.35 Ils sont grands ces petits ### Film de Joël Samoni (1979, 95 min). \$4597 (22.10 Voyage au bout de l'enfer (The Deer

▶ Disney Channel Téva 19.30 Dinosaures. 20.10 Un vrui petit génie.

21.30 Les Twist II. 22.00 Les Envahisseurs. 23.00 Transsibérie. [1/6] Un été sibérien. 23.30 Thunder Alley.

Corpus Christi 3. Roi des Juifs Jeudi soir à 20h45

22.30 L'Heure de partir

19.30 Surno. 20.30 Termis. Yournoi de Key Biscayne: Quan de finale. 22.00 Fikchettes. 23.00 Basier-bail. En direct. Euroligue: quan de finale aller istanbul-Asvel Voyage 20.00 et 23.30 Survez le guide. 22.00 Au-delà des frontières. La Bretagne.

► Muzzik 19.20 Arias de Mozart par Nathalie Dessay. Concert (100 min). 3091350 21.00 Solti, Barenbolm et

Schiff dirigent Mozart. Concert (75 min). 22.15 Astor Piazzolia et le tango muevo. De Tony Staveare. 23.05 John Cage : From Zero. De Frank Scheffer.

Chaînes d'information

20.55 Ecoute woir To To Film de Hugo Sandago (1978, 110 min) 505450379
22.45 Murphy Brown.
Les œurs de Pâques.
23.15 Têva vie pratique. CNN Information en continu, avec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 9.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux tostes les denis-beures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia, 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis, 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39 Ecropa, 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport, 23.45 Style, 0.45 Visa, 1.45 Odéon. LCI

journaux tontes les demi-heures, avec, en soirée: 19.16 et 23.16 Guil-laume Durand. 20.13 et 20.45 Le 16-71. 20.30 et 22.30 Le Grand Jou-nal. 71.10 et 22.12 Le journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Tafk culturel. 63.5 Le Débat.

O Accord parental souhaitable. Accord personal interdit aux moins de 12 ans

interdit aux moins de 16 ans.

LES CODES DU CSA

Public adulta ou

Radio

20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Cassé, 4. Le soupir du bleu de l'espace. 20.30 Lieux de mémoire.

France-Culture

21.32 Fiction. Mlss Griff storiference, de Nicole Charpail. 22.40 Nuits magnétiques. Suites africaines. 3.

0.05 Du jour au lendemain. François Salvaing (Lu Marée du siècle), 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nutis de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.00 Concert.
70' anniversaire de Mistislav
Rostropovitch. Donné en
direct du thélure des
Champs-Elysées.
22.30 Musique phuriel.
Ramure, de Couttersolre, par
l'Orchestre franco-québécois
pour la Jeunesse, dir. Mark
Roster ; Curvres de
Deschamps : Agna de Beber ;
First Song for My Lady ; There
is no Greater Love.
23.07 Histoire de disgues.

23.07 Histoire de disques. CEuvres de Wagner, Szymanowski, Schubert, Roussel, Rimski-Korsako Martin.

population d'un village isolé du Zaire. Mais deux généraux ont Radio Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. David Oistrakh, violon et chef d'orchestre. 22.45 Les Solvées... (Suite). Œuvres de Prokofiev, Chastakovinch, Hinde-mith. 0.00 Les Nuits de Radio-Clas-sique.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF1 22.70 Poisson d'amoux. Film de John Sayles (199?, v.o., 135 min). Comédie dramatique. RTL 9

20.30 La Part des lions. Film de Jean Larriaga (1971, 95 min). Avec Robert Hossein. Policier.
22.05 The Philadelphia Experiment (I. Film de Stephen Cornwell (1993, 105 min). Avec Brad Johnson. Fantastique.
0.05 Adhémar ou le Jouet de la Étalité, Film de Fernandel (1951, N., 95 min). Avec Fernandel. Comédie.

TMC 20.35 La Tentation de Vénus, Film d'Istvan Szabo (1990, 120 min). Avec Glenn Close. Comédie dromatique. **TSR**

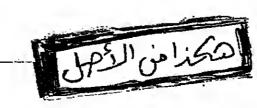
23.00 Mina Tannenbaum. Film de Martine Dugowso: (1993, 130 min). Comédie dramouque.

de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément

► Signaté dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

et les malentendants

Sous-titrage spécial pour les sourds



Le Monde

Lettre de Sirius

par Pierre Georges

ILS ONT, cette fois, laissé une iettre. Avant leur « Départ » programmé, leur « Transit vers Sirius », les cinq adeptes de l'Ordre du temple solaire avaient pris la précautioo testamentaire d'adresser un message repris par deux quotidiens québécois, Le

Devoir et La Presse. Retrouvé dans une grange, à proximité de la maison de Saint-Casimir où, apparemment, les cinq personnes se soot donné la mort, samedi, le texte est bref, ferme et confus. Les «voyageurs » n'y excluaient pas d'être incompris, voire calonniés par la presse. Car, disent-ils, « naus savans pertinemment que les immondices médiatiques s'omplifieront a notre égard. Ils ne feront qu'une fais de plus révéler combien la perception de l'événement permet de savoir à quel niveau se trouve l'observateur ».

Et de fait, eotre les «voyageurs » en route vers le Père et les « observateurs » plus près de l'hnrreur et de la stupéfaction que de l'accumulation des « immondices médiatiques », l'incompréheosino reste totale.

Question sans autre répoose que celle fournie par les partants eux-mêmes. Leur lettre semble dire que leur « voyage » avait été préparé dès décembre. Et même imposé par une volonté supérieure : « Lorsque le Ciel veut nous parler, il le fait malgré nous quand îl a décidé. Il le fit une première fais le 6 octobre 1994 (date du premier suicide collectif de Morin Heights, près de Montréal) lors d'un incident exceptionnel. Il le fit au mois de décembre 1996 afin de réoctiver le processus de

preparatian du 3º départ. 🔻 Le Ciel donc a décidé. Avec une logique et un calendrier des

« Transits » successifs, Québec et Suisse en 1994, France en 1995. Québec à nouveau en 1997. Le Clel a ordonné les « trois Départs » qui au final oe font qu'un « seul et même Transit. » Vollà ce que dit la lettre, parsemée de majuscules, et qui semble indiquer que les trois adnlescents ayant échappé au troisième Départ, à Saint-Casimir, avaient été, eux-mêmes, programmés pour ce Transit vers Sirius. « 11 était nécessaire, dit la lettre, qu'un groupe d'Hommes, de Femmes, d'Enfants, avant été auparavant préparés, ait dû traver-ser les vicissitudes de ces 3 années dans la Loi et le Service. Afin que l'expérience acquise puisse donner pleinement ses fruits, pour enrichir la Conscience du Retour au

Vnilà.

« Lai: Service. Canscience. Retour au Père. » Si l'on a cité looguemeot cette lettre, sans être beaucoup plus avancé sur la voie de la « perception », c'est moins pour en souligner le délire que pour retenir la totale détermination des membres de l'OTS à transiter, au nom de la Loi et du Service, vers un Sirius suprême, Eux-mêmes ne doutaient pas de la validité du chemin et s'ils laissèreot une lettre c'était, diseot-ils aussi, « pour apporter un éclairage aux derniers porteurs isolés, s'il en reste ». Pas plus qu'ils ne dnutalent du châtiment promis au renégat. Faisant référence à un ancien membre de la secte qui, ayant échappé au suicide collectif, au premier Transit de 1994 en Suisse, fit un livre sur l'OTS, la lettre conclut : « Quant au pseudo 54 (il y avait eu S3 partants eo 1994), qu'il sache que le comité d'occueil l'attend. » Que dire de

Les spécialistes de l'Ordre du Temple solaire craignent de nouvelles vagues de suicides

Une lettre adressée à la presse après le drame du Québec confirme la dérive apocalyptique de la secte

LA LETTRE adressée mardi 25 mars à la presse québécoise par les auteurs du suicide collectif de l'Ordre du Temple solaire à Saint-Casimir (Québec) confirme l'analodents de 1994 en Suisse et de 1995 dans le Vercors. On y retrouve la même fascination pour la mort, habillée par la même logomachie ésotérique : « Ces trois départs ne sont au'un seul et même Transit. Naus n'éloborerons point sur la symbolique opérative de ces trois départs. Tout a déjà été dit. Il était nécessaire qu'un graupe d'hammes, de femmes et d'enfants, ayant été auparavant préparés, ont dû [sic] traverser les vicissitudes de ces trois années dans la Loi et le Service, afin que l'expérience ac-quise puisse enrichir la conscience du

retour du Pêre. » Ce nouveau massacre de Saint-Casimir n'a donc rien à voir avec d'éventuels règlements de comptes entre « survivants » de la secte. Aussi, la questinn qui hante aajourd'hui les enquêteurs au Québec, en Suisse et en France, c'est-àdire dans les trois principaux lieux d'implantation de l'OTS, est-elle de savoir combien il reste de membres de la secte potentiellement « candidats » à un nouveau «Transit ». Pour Massimo Introvigne, sociologue, directeur do centre de Turin sur les nouvelles religions (Cesnur), et Jean-François Mayer, historien suisse, il resterait une centaine de membres de l'OTS fidèles à l'approche ésotérique du mouvement, mais en désaccord aujourd'hui avec sa logique sulcidaire. Selnn eux, tnutefnis, en fonctioo des documents recueillis depuis le début des enquêtes en octobre 1994, il faudrait estimer entre trente et soixante le nombre de ceux qui ont

« intériorisé » le fanatisme mortifère développé par Joseph Di Mambrn, l'un des fondateurs, et qui «n'ont pas besoin d'un chef vivant reconnu pour décider de passer à l'acte ». La plupart d'entre eux vivraient actuellement au Canada et il suffirait de regarder le calendrier astrologique pour prévoir de nou-

UNE IDÉOLOGIE DE « MARTYRS »

Selon les autorités policières, des difficiles quand elles s'adressent à des militants ainsi fanatisés qui, même sans contact avec une strucl'habitude des changemeots de nnm et de la clandestinité. En Suisse, les autorités ont accentué leur surveillance de familles appartenant à l'OTS et élevant des enfants mineurs. Elles se sont efforcées, sans succès, de séparer ceux-ci de leurs parents. Or, pour Massimo Introvigne, le risque d'une répéti-tion de tels actes est le développement d'une idéologie de « martyrs », d'« une nouvelle avant-garde

sur la voie de Sírius et de Jupiter ». Le message envoyé avant le suicide de Saint-Casmir par les cinq personnes décédées samedi 22 mars est clair: « Si vous compreniez à quel point l'ignorance humaine conduit la Terre à sa destruction, vous en seriez terrifiés. » Ces termes confirment aussi la dimension apocalyptique de cette secte. Les militants de l'OTS ne se donnent plus que deux options: demeurer sur une terre assimilée par eux à l'Enfer ou, par la mort rituelle, s'échapper vers la Grande Loge blanche, expression qui sert à désigner une sorte de paradis atteiélus. Aussi, le suicide devient-il un choix « raisonnable ».

Comment a t-oo pu en arriver là? Au stade actuel des recherches, les soupçons ne se portent plus guère que sur le rôle de Joseph Di Mambro, le fondateur de la secte en 1980, qui o'en était pas l'unique gourou mais le plus influent. Sa maladie l'aurait conduit à une sorte de « spirale paranaïaque », que Massimo Introvigne compare aux vieux récits mythologiques: «Quand le roi meurt, ses soldats se jettent au feu. » Son charisme déclinant, ce septuagénaire aurait voulu faire de sa mort un événement cosmique et du suicide collectif de soo organisatioo « une sorte de métaphore de sa propre décadence phy-

Le mystère principal reste de savoir pourquol des hommes et des femmes qui n'étaient pas socialement et intellectuellement des marginaux - comme Camille Pilet, chef d'entreprise et notable en Suisse ou Mme Vuarnet et l'un de ses fils, Patrick - ont exécuté ses nritres. Quoi

qu'il en soit, les spécialistes s'accordent à dire que le cas de l'OTS est tout à fait atypique dans l'histoire moderne des dérives sectaires. Les précédents suicides collectifs, notamment celui de Jonestown au Guyana, (923 morts en 1978), mettait en scène une population socialement désespérée. De même, la mort des davidiens, en 1993 au ranch de Waco (Texas), était le fait d'une secte millénariste et apocalyptique. L'Ordre du Temple solaire relève

plus simplement de la traditionnelle mouvance initiatique et ésotérique (Di Mambro avait des liens avec les Rose-Croix), mais son histoire a mal tourné. Dirigée par Luc Jouret, Joseph Di Mambro, Michel Tabachnik et Camille Filet, ce groupe où la frontière entre manipulateurs et manipulés était devenue au fil des années de plus en plus floue, a fini par sombrer dans une barbarie, dont tout le mystère est loin d'être éclairci.

Henri Tinca

in a market

36

ile hare:

the house

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le mercredi 26 mars, à 10 h 15 (Paris)

	Cours au 25/03	Var. en % 24/03	Var.en
Paris CAC 40	2624,25	+1,74	+13,3
Londres FT 100			+5,9
Zunch			+14,4
MBan MIB 30	-		-3
Francfort Dax 30	3342,76	+0,63	+15,7
Bruxelles			+124
Suisse SBS		-	+11,4
Madrid (bex 35			+4,9
Amsterdam CBS			+10,8





